

مركز القانون العربي والإسلامي
Centre de droit arabe et musulman
Zentrum für arabisches und islamisches Recht
Centro di diritto arabo e musulmano
Centre of Arab and Islamic Law

Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes
Étude analytique de la doctrine marxiste-léniniste et de la
position soviétique

Sami A. Aldeeb Abu-Sahlieh

Ce livre peut être acquis auprès de
www.amazon.com
2018

Le Centre de droit arabe et musulman

Fondé en mai 2009, le Centre de droit arabe et musulman offre des consultations juridiques, des conférences, des traductions, des recherches et des cours concernant le droit arabe et musulman, et les relations entre les musulmans et l'Occident. D'autre part, il permet de télécharger gratuitement du site www.sami-aldeeb.com un bon nombre d'écrits.

L'auteur

Sami A. Aldeeb Abu-Sahlieh: Chrétien d'origine palestinienne. Citoyen suisse. Docteur en droit. Habilité à diriger des recherches (HDR). Professeur des universités (CNU-France). Responsable du droit arabe et musulman à l'Institut suisse de droit comparé (1980-2009). Professeur invité dans différentes universités en France, en Italie et en Suisse. Directeur du Centre de droit arabe et musulman. Auteur de nombreux ouvrages dont une traduction française, italienne et anglaise du Coran.

Éditions

Centre de droit arabe et musulman

Ochettaz 17

Ch-1025 St-Sulpice

Tél. fixe: 0041 [0]21 6916585

Tél. portable: 0041 [0]78 9246196

Site: www.sami-aldeeb.com

Email: sami.aldeeb@yahoo.fr

© Tous droits réservés

Cet ouvrage reproduit, avec des modifications formelles, le mémoire présenté pour l'obtention du diplôme en sciences politiques de l'Institut universitaire de hautes études internationales de Genève, sous la direction de Monsieur le Professeur R. Bystricky, en 1976. Nous y avons joint son rapport au début de l'ouvrage.

Comme l'ouvrage dactylographié n'a été tiré qu'à 20 exemplaires pour l'échange inter-universitaire, nous avons pensé qu'il pourrait intéresser certains lecteurs.

Table des matières

Remerciements	11
Rapport du Professeur Rudolf Bystricky	13
Introduction	17
Partie I. Le marxisme-léninisme et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes	21
Sous-partie I. Le marxisme et la question nationale et coloniale	23
Chapitre I. La question nationale et la position marxiste	23
1) Le dualisme: nationalisme et internationalisme à travers l'histoire	23
2) Le marxisme en tant que philosophie pour changer le monde, face à la question nationale	29
Chapitre II. Apport du marxisme à la question nationale	32
Section I. Originalité de la vision marxiste du monde	32
1) Le marxisme, une conception d'action	32
2) La bourgeoisie internationale	33
3) La lutte du prolétariat	35
Section II. La lutte de classe et la question nationale	36
1) Prédominance de la lutte de classe	36
2) Résultat de la victoire du prolétariat	38
3) L'énigme marxiste dans son contexte historique	39
Section III. Le prolétariat et la question nationale	39
1) La lutte du prolétariat commence à l'intérieur de sa propre nation	39
2) Le rôle de l'individu dans la société de lutte de classe	40
3) Plaidoyer des fondateurs en faveur de quelques nations	42
4) Analyse des motivations des fondateurs	45
Chapitre III. Les nations capables d'exercer l'indépendance	49
1) Influence hégélienne	49
2) Conditions requises	51
3) La langue	52
4) La vitalité	52
5) Le caractère révolutionnaire	54
6) Sort des petites nations	56
Chapitre IV. Le marxisme et la question coloniale	57
Section I. Insertion de la société précapitaliste dans le système marxiste	57
1) L'anticolonialisme avant la période d'expansion coloniale	57

2) Problème de l'insertion de la société précapitaliste	59
Section II. La position marxiste face à la question coloniale	61
1) Justification de la colonisation	61
2) Les conséquences de la colonisation	63
3) La colonisation et la question humanitaire	65
4) Le revirement	66
Conclusion et appréciation	67
Sous-partie II. Le léninisme et le droit des peuples à disposer d'eux-même	71
Chapitre I. La Russie tsariste et le léninisme	71
Section I. La Russie tsariste	71
1) L'expansionnisme russe	71
2) L'idéologie russe	72
3) Domination grand-russe	74
Section II. Le léninisme: importance et difficulté de la position léniniste	76
1) Importance de la position léniniste	76
2) Difficulté de la position léniniste	78
Chapitre II. Les deux extrêmes du mouvement marxiste face à la question nationale	79
Section I. L'aile droite et la question nationale	79
1) Le Bund et les austro-marxistes	79
2) Recrutement de Staline	82
Section II. L'aile gauche et la question nationale	85
1) Rosa Luxembourg et l'indépendance de la Pologne	85
2) Rosa Luxembourg et l'article 9 du programme du POSDR	87
Chapitre III. Position de Lénine face à la question nationale "Théorie de l'autodétermination"	90
Section I. Analyse dialectique de la question nationale	90
1) Terminologie reprise: la dialectique	90
2) La dialectique et la question nationale	91
3) Négativisme de Lénine face à la nation	93
Section II. Contenu du droit à l'autodétermination	95
1) Le droit à l'autodétermination est le droit à la séparation	95
2) Le droit à l'autodétermination est un droit démocratique: cas de la Russie	97
3) Le droit à l'autodétermination ne signifie rien d'autre que le droit à la séparation; conséquences	100
A) Division des écoles par nationalité	101
B) Le problème des langues	102
4) L'autonomie régionale	104

Section III. Opportunité de l'exercice du droit à l'autodétermination	107
1) Le droit à l'autodétermination comparé au divorce	107
2) Le dernier mot est au parti	110
Chapitre IV. Le léninisme et la question coloniale	112
Section I. Le colonialisme dans la période d'expansion coloniale et la position de la 2ème Internationale	112
1) Le colonialisme dans la période d'expansion coloniale	112
2) La 2ème internationale et la question coloniale	113
Section II. Réinsertion des colonies dans le marxisme	117
1) Problème de la réinsertion et de la périodisation	117
A) Division chronologique	118
B) Division régionale	119
2) Impact de l'analyse; la théorie de l'impérialisme	119
Section III. Les colonies et la guerre de libération en rapport avec la révolution	121
1) Légimité du mouvement de libération	121
2) La guerre juste et la guerre impérialiste	122
3) Limite de la guerre de libération et l'unité révolutionnaire	124
Conclusion	126
Partie II. L'union soviétique et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes	127
Chapitre I. Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes pendant la dislocation de l'empire tsariste	127
Section I. De la révolution de 1905 jusqu'à la révolution de février 1917	127
1) Les limites du système tsariste	127
2) La révolution de 1905	128
3) La révolution de février 1917	129
Section II. La lutte des nationalités pour leur autodétermination	131
1) La révolution de février sans programme	131
2) Programme présenté par Lénine	133
3) Cas de mouvements nationaux	134
A) La Finlande et la Pologne	134
B) L'Ukraine	135
4) Position de Lénine et de Staline face à ces trois grands mouvements nationaux	136
Section III. La prise du pouvoir par la fraction bolchevik	138
1) La décision de prendre le pouvoir	138
2) La monopolisation du pouvoir par le Parti bolchevik	142
3) Fin du pouvoir des soviets et de l'opposition	144

4) La dispersion de l'assemblée constituante	146
Chapitre II. La dictature du prolétariat, la violence révolutionnaire et l'autodétermination des peuples	147
Section I. La conception de Lénine	148
1) Une réalité et une justification	148
2) La dictature du prolétariat	149
3) La dictature en tant que moyen de réalisation; la violence	151
4) Le prolétariat: sujet du pouvoir	155
Section II. Le rôle du Parti et le droit du peuple	159
1) Le Parti, organe extrajuridique	160
2) Le peuple et la loi du Parti	161
3) Le peuple et le choix des membres du Parti	162
4) Le pouvoir dans le Parti	163
Section III. Le rôle de l'État et le droit du peuple	165
1) La représentativité du peuple au sein de l'État	166
2) Dépendance de l'État du Parti	169
A) La planification économique	172
B) La législation	173
C) L'exécutif	173
D) La juridiction	174
E) La mise à exécution et le contrôle	174
Conclusion du chapitre II	175
Chapitre III. Dispositions constitutionnelles et réalité de la solution du problème national	175
Section I. Caractère grand-russe de la révolution	175
Section II. Le décret sur la paix, la déclaration des peuples de Russie et la lutte des nationalités pour l'indépendance	180
1) La paix, le droit des peuples et la révolution	181
2) Le droit des peuples en tant que problème révolutionnaire	184
3) Le droit des peuples dans le cadre révolutionnaire	187
A) Le droit des peuples: une contradiction	187
B) Indépendance de quelques nationalités	187
C) Le droit des peuples rebaptisé par Staline	191
D) Cas de l'Ukraine et de la Géorgie	192
Section III. La réglementation constitutionnelle de la question nationale	195
1) Note introductive: fédéralisme et souveraineté	195
2) Admission de l'idée fédérale	197
3) La constitution de 1918 et le droit des peuples	199
4) L'Union, le différend entre Staline et Lénine et le testament de ce dernier	201

A) Jugement sur les personnes	202
B) Proposition de décentralisation	203
5) Les constitutions de 1924 et de 1936	204
6) La libre sortie de l'Union	208
7) La souveraineté en URSS et la déportation des nationalités	209
Chapitre IV. Les droits socio-culturels en Union Soviétique	213
Section I. Liberté culturelle et religieuse	213
1) Le droit du peuple à son développement social et culturel et l'emprise de l'État	213
2) Le marxisme-léninisme: une religiosité totalitaire	214
3) Le marxisme-léninisme un athéisme exclusiviste	216
4) La séparation de l'église et de l'État en Union Soviétique	219
5) Opportunisme soviétique et répression religieuse	221
A) L'islam	221
B) L'orthodoxie et le catholicisme et la guerre	224
Section II. Les droits sociaux et économiques	227
1) L'assimilation après la révolution	227
2) La russification	230
A) La théorie de Marr et son rejet par Staline	230
B) La pratique soviétique	232
3) La colonisation économique	234
En guise de conclusion: Avenir du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes dans la perspective soviétique	238
1) Le droit des peuples et la coexistence pacifique	239
2) Le droit des peuples et l'internationalisme prolétarien	242
3) La révolution internationale et les mouvements de libération	245
Annexes	251
Table 1	251
Table 2	251
Table 3	252
Chronologie des déportations	252
Bibliographie	255

"Et n'enrobez pas de faux la vérité, ni ne cachez le droit, alors que vous savez"

Le Coran II, 42

"Et si ton Seigneur avait voulu, Il aurait fait des gens une seule communauté. Or, ils ne cessent pas d'être en désaccord entre eux"

Le Coran XI, 118

Remerciements

Après Dieu,

je voudrais remercier ici tous ceux dont le souvenir me reste cher: mes parents, mes professeurs, mes amis et tous ceux qui m'ont aidé, moralement ou matériellement.

Je remercie tout particulièrement l'Œuvre St. Justin sans l'aide de laquelle je n'aurais pas pu poursuivre mes études.

Que Monsieur le Professeur R. Bystricky trouve ici l'expression de ma plus profonde reconnaissance pour avoir eu l'amabilité de diriger mes recherches. Je remercie aussi Monsieur le Professeur G. Abi-Saab d'avoir bien voulu lire le manuscrit et émettre ses conseils. Je reste cependant l'unique responsable de ce travail et des opinions qui y sont exprimées.

Rapport du Professeur Rudolf Bystricky

Rapport sur le mémoire en vue de l'obtention du diplôme de Monsieur Sami Awad Aldeeb Abu-Sahlieh intitulé "Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes: Étude analytique de la doctrine marxiste-léniniste et de la position soviétique".

I.

À l'origine, le candidat a voulu se concentrer sur l'article 1 du Pacte des droits de l'homme, c'est-à-dire aux aspects de droit international public de la question. Le Professeur G. Abi-Saab et moi-même l'avons averti qu'un tel travail ne pouvait pas donner de bons résultats. Il risquait d'être tout à la fois trop éclectique et trop étroit. Au cours de ses recherches le candidat s'est rallié à notre opinion et a modifié avec notre consentement, l'orientation et le contenu de son travail.

Dans sa version finale, l'étude se divise en deux parties: la première est consacrée à la doctrine marxiste-léniniste du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. En fait cette partie traite plutôt de la question nationale en générale selon le point de vue marxiste. Ce n'est pas une faute, car le droit à l'autodétermination et la question nationale sont indissociables. (Page 1-108).

L'objectif final des pères du marxisme-léninisme est l'unification graduelle et la fusion des nations: l'autodétermination n'est qu'un moyen transitaire. La deuxième partie (p. 109-232) est consacrée à l'Union soviétique et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

II.

Quant au choix du sujet il suffit de rappeler que depuis très longtemps les philosophes, les économistes, les sociologues, les historiens, les juristes se penchent sur ce problème sans pourtant arriver à des conclusions unanimement acceptées.

Comme le notera Lénine "pour Marx, il ne fait aucun doute qu'à côté de la question ouvrière la question nationale n'a qu'une importance secondaire". Or au stade actuel de l'Histoire, nous sommes - contrairement aux prévisions de Marx - en présence d'un renouveau du nationalisme à l'échelle mondiale. Il suffit d'évoquer sur le continent asiatique les noms de Gandhi, Mao, Ho-Chi-Min, Sukarno, sur le continent africain Nasser, Kadhafi, Senghor et d'autres encore; pour se rendre compte qu'en réalité jamais aucun peuple asiatique ni africain n'a abandonné pendant l'époque coloniale l'espoir de retrouver une place à sa mesure parmi les États. Le marxisme chez les uns, d'autres idéologies chez les autres, n'étaient que des moyens

de retrouver l'indépendance nationale. Et qui plus est, contre toutes les prévisions de Marx, la question nationale continue à jouer un rôle de premier plan sur le continent européen, aussi bien chez les nations slaves, que latines ou alémaniques. Les termes peuples, nations, États, ethnies culturelles, se confondent: par exemple, de réels problèmes ont surgis en France même, un pays centralisé depuis des siècles. L'apparition de la question des "cultures ethnique" (corse, basque, bretonne, etc.; dans le Royaume-Uni, l'écossaise, gauloise, irlandaise, etc.) divise aussi bien la majorité au pouvoir que l'opposition. Ainsi il est significatif de constater que le Programme commun de la Gauche en France observe, en ce qui concerne les minorités nationales, un silence total. Il se borne à prévoir une activité culturelle des régions permettant l'épanouissement des cultures locales.

Une autre remarque concerne le choix de l'Union soviétique comme l'objet de l'analyse de ces problèmes. En effet il s'agit à la fois d'un continent euro-asiatique habité par plus de 100 ethnies et d'un État qui a tenté de mettre en œuvre la doctrine marxiste-léniniste pour résoudre la question nationale. Son poids sur l'arène internationale, le rôle de sa diplomatie, ainsi que sa pénétration idéologique exercent une grande influence sur les activités de certains groupements dans diverses parties du monde. Cependant indépendamment de cette influence à l'étranger, à l'intérieur de l'URSS même, la question nationale devient de plus en plus une préoccupation essentielle du Parti. Les Juifs soviétiques n'ont été qu'un catalyseur du mécontentement de diverses nationalités. La "Pravda", organe du Parti, a adressé au cours de l'année 1975 plusieurs sévères mises en garde aux différentes nationalités, surtout aux républiques du Caucase, d'Arménie, de Géorgie ainsi que - ce qui est le plus étonnant, d'Ukraine. (Voir par exemple Journal de Genève, 15. II. 1975). D'autre part, les écrivains et d'autres émigrés d'URSS confirment qu'un certain chauvinisme de grande puissance est souvent plus fort que le marxisme (voir par exemple le Monde, 8-9 avril 1973, page 16).

Le candidat a bien compris l'importance du sujet: comme en témoigne son introduction. Le choix de sujet est donc bon, très actuel: la structure du travail, elle aussi, est pleinement justifiée, aussi bien du point de vue théorique que pratique.

III.

Le candidat a fourni un effort de travail important; il a lu et étudié beaucoup d'ouvrages sur le sujet et a fait un recensement consciencieux de presque toutes les idées de Marx, Lénine, Staline sur la question. Les citations sont nombreuses et correctement faites. Quant à l'appréciation de ces idées, le candidat a sans doute été très influencé par ses études antérieures

et notamment par sa culture arabe. Certaines de ses observations sont originales; à titre d'exemple je cite un cas. Selon Lénine, le socialisme a pour but non seulement de mettre fin au morcellement de l'humanité et à tout particularisme des nations, mais aussi de réaliser leur fusion. Le candidat se demande si cette vision du monde équivaut un enrichissement pour l'humanité. Curieusement il donne la réponse - déjà en exergue de son travail - en citant le Coran: "Et si ton Seigneur avait voulu, il aurait fait des gens une seule communauté. Or, ils ne cessent pas d'être en désaccord entre eux". Il exprime à la fin de son étude (p. 222) sa conviction qu'une telle tendance léniniste "appauvrit l'humanité en la privant de ses éléments!".

Comment ne pas penser au dialogue entre W. Churchill et A. Vychinski. Ce dernier a émis l'opinion que les petites nations n'apportent que des nuisances et qu'après la guerre il appartiendra aux grandes nations de conduire les affaires du monde. Churchill, selon ses mémoires, lui a répondu, que l'aigle ne se soucie pas des plumes, des becs, des chants des petits oiseaux et qu'il les laisse vivre à leur manière.

Dans la perspective du mémoire, la prétendue fusion des nations, n'aboutirait qu'à une russification des autres nations. C'est pourquoi il considère que la Révolution de 1917 avait, en effet caractère grand russe.

Par son contenu le travail a un caractère multidisciplinaire et oscille entre la sociologie politique: et le droit constitutionnel.

En ce qui concerne la citation des faits, des opinions des auteurs, les textes de la constitution soviétique et d'autres documents, il n'y a aucun reproche à faire.

Les appréciations et les conclusions sont parfois émotionnelles, subjectives, mais elles reflètent les convictions de l'auteur. On peut être en désaccord avec certains passages: soit parce que les conclusions sont hâtives, unilatérales, parfois injustes, soit parce que leur formulation est excessive. Mais en général, l'auteur a fait tout son possible pour rester neutre sur le plan scientifique; s'il est arrivé à des conclusions qu'on peut qualifier d'antimarxistes et d'antisoviétiques, c'est son bon droit. D'autant plus qu'il n'a pas manqué de citer les idées progressistes des pères de cet enseignement et n'a pas dénigré certaines réalisations positives du système soviétique dans le domaine de la question nationale.

Vu l'effort important du candidat, l'étendue et le contenu du travail, je propose de lui accorder la note très bien.

Introduction

1. Une des raisons qui mettent en danger la paix et la sécurité à l'intérieur de nombreux États ainsi qu'entre les États à l'échelle internationale est sans doute la question nationale.

La gravité du problème est très nettement illustrée non seulement par la situation dans un grand nombre de pays du continent africain et asiatique, où des guerres fratricides entre différentes ethnies font des ravages qui dépassent souvent les souffrances provoquées par le colonialisme, mais aussi par la situation dans les pays développés. Ainsi, en France, nous assistons à des revendications en Corse, en Bretagne, dans le Pays Basque et en Alsace. Les divergences entre les Wallons et les Flamands continuent à secouer sporadiquement la Belgique. Le problème s'est posé également en Suisse pour la région du Jura. La Grande Bretagne n'a pas réussi, de son côté, à régler les questions irlandaise, galloise et écossaise. L'Italie a ses problèmes au Sud-Tyrol et le Canada au Québec. Et l'on pourrait multiplier les exemples.

Le problème qui nous occupe est donc d'intérêt général. Il n'a pas perdu son actualité en dépit du fait que l'époque coloniale touche à sa fin.

Différentes conceptions politico-juridiques s'opposent. Les uns affirment que seul le centralisme peut garantir l'unité nationale (étatique). Les autres estiment que la seule garantie de la paix et du progrès consiste dans le respect de la diversité des droits de tous les citoyens et de tous les peuples, petits ou grands. Il faut respecter les réalités naturelles, la dignité de tous, le droit de vivre à sa manière. Ainsi se trouvent opposés au centralisme, les autonomistes, les séparatistes et les régionalistes.

2. Notre étude vise à exposer la théorie marxiste-léniniste du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et son application soviétique interne qui, en vertu de cette doctrine, devrait s'étendre au reste du monde. Nous ne traiterons donc pas la politique soviétique dans l'arène internationale in extenso. Nous examinerons toutefois ce dernier aspect de la question dans notre conclusion.

L'étude ne pourra sans doute pas donner une réponse à tous les problèmes théoriques et pratiques de la question nationale. Néanmoins en analysant la théorie marxiste-léniniste et la position soviétique dans ce domaine on est sûr d'en toucher un grand nombre. Cela découle de l'intérêt que représente, in se, cette doctrine et cet État.

En effet, l'Union soviétique est un continent habité par plus d'une centaine d'ethnies. L'ancien empire russe fut considéré comme une prison des peuples. La situation y était complexe aussi par le fait que les nations et

ethnies peuplant la Russie se trouvaient à des niveaux d'évolution très différents, n'employant pas la même langue et professant diverses religions. La Russie appartenait géographiquement, historiquement et économiquement à l'Europe et à l'Asie: deux continents diamétralement opposés tant sur le plan de mentalité individuelle que sur le plan d'organisation sociale, ce qui n'était pas pour faciliter la solution du problème national. Cet État, à l'heure qu'il est, à la suite de la révolution d'octobre, fut organisé constitutionnellement à base nationale, sous la forme fédérale. Le problème national a trouvé ainsi, selon les affirmations officielles, sa solution optimale. Cette solution serait, d'après les mêmes sources, d'inspiration marxiste-léniniste, la seule doctrine capable de résoudre cette question épineuse¹.

3. Dans un discours prononcé à l'UNESCO en mai 1968, à l'occasion du 150ème anniversaire de la naissance de Marx, R. Aron a dû rendre hommage au personnage principal du système que nous étudions, malgré le fait que cet auteur n'a pas cessé depuis plus de 40 ans de combattre le marxisme. Ce "génie tumultueux", dit-il, "continue, un siècle et demi après sa naissance ... à passionner les savants et à instruire les militants, à diviser ses disciples ou soi-disant disciples sans unir ses ennemis ou prétendue ennemis"². Et il ajoute:

"Quelle preuve plus convaincante de grandeur qu'une grande querelle, pour citer approximativement le Général de Gaulle. Si l'on mesure la grandeur de Marx aux dimensions des querelles qu'il a provoquées ou suscitées, qui, depuis deux siècles, pourrait se comparer à lui"³.

Nous ne pouvons sans doute pas épuiser le marxisme ou écrire le dernier mot sur cette question difficile. Nous ne faisons que participer à cette querelle. Mais notre participation, comme d'ailleurs toute participation, est

¹ Brejnev a déclaré, devant les participants à la conférence de Tachkent, consacrée au 55 anniversaire de la fondation de l'URSS: "Notre expérience de création d'un État socialiste soviétique multinational est un fait reconnu dans le monde entier ... Les principes léninistes de constitution d'une union de peuples libres au sein d'un État, principes qui sont ceux de l'égalité en droits de toutes les nations et ethnies, de l'autodétermination des nations, de leur union librement consentie et de leur cohésion sont entièrement confirmés par l'évolution historique" (Le léninisme, étendard de la libération et du progrès des peuples, APN, Moscou, 1972, p. 4). D'autre côté, Nasriddinova, président du Soviet des nationalités du Soviet suprême de l'URSS, tenait les propos suivants dans une conférence de presse (mai 1972): "La fondation de l'URSS, nouvelle forme d'union politique de nations socialistes en un unique État fédéral multinational sur la base de la démocratie la plus large et la plus conséquente et d'une égalité nationale entière, fut le triomphe de la politique léniniste des nationalités, l'incarnation des principes de l'internationalisme prolétarien" (Nasriddinova, I., Une politique d'égalité et d'amitié, APN, Moscou, 1972, p. 4).

² Aron, R., marxisme imaginaire: d'une sainte famille à l'autre, Gallimard, Paris, 1970, p. 355.

³ Ibid., p. 358.

partiale. En effet, notre étude se situe dans le cadre d'une période de relations intenses entre pays sous-développés et Grandes Puissances. Ces relations se limitent très souvent à l'aspect formel alors qu'en réalité elles devraient se passer sur le niveau des intentions. Or, cette étude vise à expliciter les intentions d'une Grande Puissance et à les analyser. C'est donc une modeste contribution pour jeter de la lumière sur le chemin sinueux que parcourent les pays sous-développés vers leur complète indépendance et dignité.

Partie I. Le marxisme-léninisme et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes

Nous diviserons cette première partie théorique en deux sous-parties. La première est consacrée aux fondateurs du socialisme scientifique, Marx et Engels, et a pour tâche de présenter leur position face à la question nationale et coloniale. La deuxième est réservée à la théorie léniniste du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes qui a posé le problème de façon plus claire, sans trouver pour autant sa formulation définitive avant le renversement du tsarisme. C'est au développement théorique de Lénine avant cet événement que se limite la deuxième sous-partie sans vouloir, par-là, déduire qu'il existe une séparation nette entre le léninisme avant le renversement du tsarisme et le léninisme après le renversement.

Sous-partie I. Le marxisme et la question nationale et coloniale

Chapitre I. La question nationale et la position marxiste

Il nous a semblé important de bien exposer la problématique devant laquelle nous nous trouvons et qui a double aspect: l'un concernant la question nationale en général et l'autre le marxisme en tant qu'échelle de valeurs pour mesurer cette question.

1) Le dualisme: nationalisme et internationalisme à travers l'histoire

La difficulté principale que rencontre l'étudiant de la question nationale en général, et de la position marxiste dans ce domaine en particulier, réside principalement dans le fait que le particularisme auquel on fait souvent appel se trouve opposé à l'universalisme - terme que le marxisme traduit par l'internationalisme¹. Ce dualisme se rencontre dans le développement de la société surtout occidentale.

Si nous étudions les auteurs occidentaux, et pour ne citer que H. Kohn et A. Cobban, nous avons l'impression que l'idée de nation - nous ne parlons pas du mot lui-même mais du phénomène social - date d'une période très récente. "Only very recently has it been demanded that each nationality should form a state, its own state ..."², dit Kohn. Cobban, de son côté, affirme la même chose: "Under the influence of the new national and demo-

¹ Il est à remarquer qu'il y a une différence entre ces deux termes. L'universalisme est une théorie qui fait du nationalisme un élément secondaire, si elle ne vise pas à le détruire ou à le dépasser. À titre d'exemple, l'islam est à vocation universaliste et ne fait pas de différence à base de nations: "Le plus noble des vôtres auprès de Dieu, c'est le plus pieux des vôtres"(Coran 49: 13); "Et nous t'avons envoyé comme annonciateur et avertisseur pour la totalité des gens"(Coran 34: 28); "Dis O hommes! vers vous tous je suis le messenger du Dieu"(Coran 7: 158, v. aussi 21: 107). L'unique différence est établie à base de religion. La tradition du prophète rapporte de lui cette parole: "Pas de différence entre arabe et non-arabe que par la piété". Le Coran établit une fraternité entre les fidèles: "Les croyants sont des frères"(Coran 49: 10).(v. à ce propos le cours à la Haye de Mahmassani, S., *The principles of international law in the light of islamic doctrine*, RCADIH 1966, t. 117, pp. 205-328, et surtout, pp. 243-244, 246-248) Le marxisme est d'après nous une doctrine universaliste en ce qui concerne la question nationale. L'internationalisme est par contre une théorie qui respecte, et sauvegarde la nation/État et vise à établir non pas une communauté homogène, mais un accord entre les différentes nations par le respect d'une règle de droit. Il vise donc la constitution d'un État de droit, et non pas un État de fait. Le terme internationalisme s'applique à notre société actuelle (v. notre texte pp. 7 et ss.). Néanmoins, nous employons le même terme pour le marxisme mais pas au sens propre.

² Kohn, H., *Nationalism, its meaning and history*, Nostrand, Princeton, N. J. 1955, pp. 9-10 (ci-après: Kohn).

cratic ideas (of the french revolution), the people ceased to be an atomic dust of individuals, it took shape and form, became a whole"¹.

Ces auteurs donc situent la naissance du nationalisme dans une période récente, et fixent surtout la date de la révolution française. Le marxisme aussi, comme nous le verrons, fait la même coupure. Il considère la naissance de la nation comme conséquence du mode de production de la société bourgeoise.

En sus du fait que ces courants accentuent la coupure en insistant sur un certain caractère national difficile à déterminer, il est de notre avis que de telles affirmations ne sont possibles que dans le cadre historique de l'Europe chrétienne ou, plus exactement, de l'Europe sous l'influence de l'universalisme. En effet avant cette période, la Grèce antique et Rome avaient leurs institutions politiques propres et cohérentes, délimitant parfaitement les nationaux et les non-nationaux, pour employer notre terme d'aujourd'hui.

La conception universaliste du monde est venue rompre ces notions. Bâtie sur un idéal plutôt que sur la notion de nation, elle a fait éclater ce dernier cadre. Une confusion entre les peuples s'en est suivie, faisant tomber les frontières raciales et linguistiques. L'origine de cette doctrine est due surtout aux stoïciens². La philosophie stoïcienne a, par la suite, influencé le monde romain³. Mais elle n'a pas eu son effet complet à cause du christianisme qui l'a supplantée à la suite de la conversion de Constantin, en devenant la religion de l'État. Or, le christianisme est une conception du monde, basée sur un idéalisme de caractère universaliste comme le stoïcisme, mais accusant un certain recul par rapport à celui-ci. La religion chrétienne professe un exclusivisme intolérant qui ne permet pas son association avec une autre religion. Cette religion a, par conséquent, enlevé les frontières horizontales entre les différentes nations de l'empire tout en les

¹ Cobban, A., *National self-determination*, Oxford Univ. Press, 1945, p. 5 (ci-après: Cobban).

² La conception universaliste des stoïciens a pour base la théorie de sympathie selon laquelle tout est connaturel et qu'entre Dieu et le monde il y a une identité. Cette théorie a une portée éthique. Le sage est celui qui se met en harmonie au sein de l'univers et se maintient en sympathie avec lui. Il ne se proclamera pas seulement citoyen de la cité d'Athènes mais bien citoyen du monde: c'est le cosmopolitisme. Les stoïciens préconisent une loi universelle: "Ce qui n'est pas utile à l'essaim n'est pas non plus utile à l'abeille", se plaisait à dire le grand empereur et philosophe, Marc-Aurèle. La loi universelle doit régner à la fois dans la nature et entre les cités. Zénon s'éleva contre une organisation du monde divisé en cités et en peuples possédant chacun des lois particulières et voyant dans les autres des étrangers et des ennemis. Tous les hommes sont les concitoyens de la république de Zeus; ils doivent vivre unis sous une loi commune comme un troupeau guidé par un même berger (Plutarque). Le sage dira; "O bien-aimée cité de Zeus au lieu de bien-aimée cité de Cérops (Athènes)(Marc-Aurèle)(Brun, J., *Le stoïcisme*, Que sais-je, PUF, Paris, 1972, pp. 60-62 et 112-113.

³ Kohn, op. cit., pp. 11-12.

remplaçant par une frontière verticale, la frontière de la religion, tant à l'intérieur de l'empire, face aux peuples ne professant pas le christianisme, qu'à l'extérieur. C'est dans ce contexte qu'est née une situation que nous pouvons appeler avec Suratteau une période de "non-nationalité"¹.

Le sentiment national est réapparu, selon certains, pour la première fois dans l'histoire de l'Europe, en France, à partir du IX^e siècle, lors du démembrement de l'Empire carolingien en 888². D'autres affirment que le premier peuple européen ayant atteint la pleine stature d'une nation a été le peuple anglais, au cours du XIII^e siècle³.

Petit à petit, on voit surgir un dualisme. Les bourgeois du nationalisme poussent dans l'ombre de l'universalisme chrétien. C'est la période de la création de ce qu'on appelle communément "les États-Nations" au prix de rivalités entre les divers entités et groupes de l'empire pour la domination et la primauté⁴. Du même coup, le christianisme, qui était un moyen d'unité, commence à perdre son rôle politique⁵. C'est l'éclatement de l'universalisme. Trois facteurs ont accéléré et élargi cet éclatement du sentiment de l'unité de la chrétienté et du respect pour sa matérialisation visible: La théorie politique de la renaissance représentée par Machiavel⁶, la réforma-

¹ Suratteau, J.-R., *L'idée nationale de la révolution à nos jours*, PUF, Paris, 1972, p. 6 (ci-après: Suratteau).

² C'est bien sur l'idée d'un auteur français, Johannet, qui cite comme événement marquant le fait que la France fit représenter Études, fils du comte d'Anjou Robert le Fort comme candidat national, face au candidat germanique (Johannet, R., *Le principe des nationalités*, nouvelle éd., Nouvelle librairie nationale, Paris, 1923, pp. 15-16).

³ Cette fois, c'est un auteur anglais, Muir. Il voit cela dans les protestations contre les favoris étrangers, et contre l'influence papale sous le règne de Henry III, ainsi que dans les efforts pour réaliser une nouvelle forme d'organisation, qui donnent tant d'intérêt à ce règne. Sous le règne d'Édouard 1^{er}, le sentiment national fut renforcé par l'établissement d'un système représentatif et par une série d'efforts pour imposer une domination anglaise sur des peuples voisins, pas encore aussi solidement organisés telle que la conquête du pays des Galles, la guerre de l'indépendance en Écosse, et la guerre de cent ans en France (Muir, R., *Nationalisme et internationalisme*, le point culminant de l'histoire moderne, trad. par Varigny, Librairie Payot, Paris, 1918, pp. 75-76; ci-après: Muir).

⁴ C'est tout au début de l'époque moderne que l'Espagne et le Portugal arrivèrent à l'état d'États-nations. L'Écosse devint véritablement une nation en résistant à la tentative anglaise de conquête (Muir, op. cit., pp. 76-78).

⁵ Une société dénommée la *respublica christiana* a pu régner sur l'Europe ayant pour représentant laïque le St. Empire romain et à base idéologique et morale l'autorité de l'église. Celle-ci jouait alors un rôle considérable. Elle pouvait envoyer des armées tirées de tous les territoires de l'occident, combattre dans la longue série de croisades. Et par-dessus tout, elle fournissait à l'Europe un arbitre suprême et universellement accepté. Ainsi Alexandre VI le pape, pouvait, par un rescrit, partager les territoires non-européens entre l'Espagne et le Portugal.

⁶ Machiavel a été le représentant d'un courant politique caractérisé par le relâchement des obligations morales. La liberté, plus que le droit, devient l'objet de l'idolâtrie, une liberté sans fin. Cette théorie, par sa nature-même, était très hostile à l'idée d'une unité organisée du monde civilisé, basée sur des idées morales communes (Kohn, op. cit., pp. 13-14; Muir, op.cit., pp.

tion¹, et surtout enfin la puissance croissante du sentiment national, cette dernière étant influencée par les deux premières².

Le rêve de l'État-monde ou de la fraternité de tous les États civilisés devint pure sentimentalité dont se nourrissaient les régions privées de sentiments nationaux poussés, comme en Allemagne, en raison de la désintégration politique désespérée du pays. L'enthousiasme des hommes d'étude ou de lettres allemands aux XVIIe et XVIIIe siècles pour les idéaux visionnaires du cosmopolitisme ne fut qu'une partie de ce "royaume de l'air" avec lequel l'Allemagne devait se consoler tandis que la France jouissait du "royaume des terres" et l'Angleterre du "royaume des mers".

Lorsque cet État-monde de l'indestructible unité de la *Respublica christiana* est devenu irréalisable, l'Europe chercha une nouvelle formule d'entente pour la cohabitation de ses divers États-Nations tout en respectant la liberté et l'indépendance de chacun d'entre eux. Ce fut le début de l'internationalisme.

On a souvent voulu considérer la date de la révolution française comme la date décisive pour marquer la naissance des nationalités et de la notion de souveraineté du peuple. Selon ce que nous venons de voir, cette assertion n'est plus soutenable. D'ailleurs, les peuples n'étaient pas aussi aliénés qu'on a tendance à le croire. Le monarque, tout représentant de Dieu qu'il était, devait respecter le peuple. Déjà au XVIe siècle, certains philosophes et penseurs se sont opposés au droit du souverain sur son peuple³. Il faut

170-172; sur ce climat politique qui régnait alors v. Bellini, V., Note storico-giuridiche sulla evoluzione della diplomazia permanente, in Quadri di diritto internazionale, Milano, 1968, pp. 14-17).

¹ Avec la réformation, nous assistons à ce qui ressemble à la division de la société communiste entre l'Union Soviétique et la Chine. La moitié de l'Europe déracina l'autorité de la papauté et priva de la sorte l'Europe de la dernière expression politique survivante de son unité. Les réformateurs, ayant refusé l'autorité de la papauté, durent trouver un autre qui sera l'arbitre de la loi morale dans la personne du Prince: *cujus regio, ejus religio*. L'État devint la source ultime des sanctions morales (Muir, op. cit., pp. 173-174).

² Les États-nations, dont le nombre n'a pas cessé d'augmenter, se suffisaient à eux-mêmes et étaient tout disposés à répudier le fait longtemps admis de la conscience de la chrétienté unie ayant pouvoir à imposer des limites à leurs actes et procédés. Ils ont désormais une théorie politique particulariste et une autonomie spirituelle rendue possible par la réformation (Muir, op. cit., p. 17).

³ Érasme déclarait que l'autorité sur les bêtes et sur les hommes n'est pas de même ordre, que le pouvoir de l'autorité sur les peuples se fondait sur leur propre consentement. La réforme a renforcé cette conception. Hottmann contestait l'absolutisme royal. Le roi a le droit d'administrer mais non d'aliéner la moindre parcelle de son territoire sans le consentement des États Généraux. Julien considérait que le pouvoir a double limite: l'observation de la loi divine et le salut des peuples. Grotius exigeait le consentement du peuple pour l'aliénation d'une seule partie du domaine étatique comme condition de validité. Le même avis est donné par Vitoria. Dans le même sillage nous trouvons Puffendorf, Locke, Rousseau et Hobbes. Par contre J. Bodin, était un souteneur de l'absolutisme du monarque (Calogeropoulos-Stratis, S., Le droit des peuples

rappeler ici que c'est au XVIII^e siècle que l'extension du principe national subit un arrêt. C'est dans ce siècle et dans ce fait qu'il faut chercher les raisons de la révolution française qui est venue réveiller de nouveau l'esprit national¹.

Sitôt après la rupture de la communauté chrétienne, l'époque de l'internationalisme est entrée sur la scène. Cela s'est manifesté en trois mouvements: Essai d'établir une autorité commune à toute l'Europe, qui, sans se mêler des affaires intérieures des États, pourrait les obliger à vivre en paix²; l'élaboration des principes du droit international³ et enfin la réunion de congrès des Puissances pour le règlement des questions sur lesquelles il y avait désaccord.

Ainsi, nous constatons un parallélisme: Internationalisme et nationalisme qui s'accroît avec le temps. Dans ce développement du sentiment national, chaque entité a formulé sa demande selon la conjoncture politique dans laquelle elle se trouvait. Trois formulations distinctes peuvent être remarquées.

En France, le roi cessa d'être le premier citoyen et le premier servant public. Le peuple et le territoire sont devenus le patrimoine de la couronne. Louis XIV trouvait normal le fait de dire "l'État, c'est moi". Face à cette conjoncture, la révolution française est venue pour remettre les choses à

à disposer d'eux-mêmes, Bruylant, Bruxelles, 1973, pp. 16-17, surtout en ce qui concerne les références; ci-après: Calogeropoulos-Stratis).

¹ Le despotisme des dynasties qui dirigeaient alors l'Europe se conduisirent sans songer jamais à tenir compte des sentiments et désirs des peuples. Dans chaque traité, des provinces et des États étaient découpés et distribués sans que l'on pensât un seul instant aux affinités des populations. Ce fut cette période qui fit à l'idée nationale le plus monstrueux et le plus impardonnable de tous les outrages. À titre de rappel, citons le partage de la Pologne en trois parties pour satisfaire les appétits des trois monarchies voisines, la Russie, la Prusse et l'Autriche (Muir, op. cit., pp. 88-95).

² Le premier essai est celui de l'homme d'État français, le duc de Sully, premier ministre sous Henri IV, qui considérait le renversement de la maison de Habsbourg pour libérer l'Europe du danger d'être dominée par la volonté d'une puissance unique comme étant la condition pour la paix en Europe. Il préconisa le maintien de la *respublica christiana* en tant que communauté (dont la Russie est à en être exclue, considérée barbare) tout en consacra l'autonomie des divers États. Ensuite, il y a eu l'essai de l'Abbé de St. Pierre dont le livre "Projet de traité pour rendre la paix perpétuelle" attira l'attention de Rousseau, de Leibniz et de Voltaire. Il voyait la sauvegarde de la commune civilisation de l'Europe dans la mise des différents États en dépendance mutuelle et la conclusion d'une alliance de paix entre les souverains d'Europe maintenue par un congrès permanent d'Ambassadeurs. Kant, de sa part, prononça un plaidoyer en faveur de la paix et de l'organisation de l'Europe dans son livre "*Zum ewigen Frieden*" (Muir, op. cit., pp. 183-194).

³ Les hommes ont tenté de trouver des règles claires qui substitueraient l'autorité du Pape, et qui imposeraient des restrictions à l'arbitraire des États dans leurs relations mutuelles. C'est dans ce mouvement qu'on trouve Grotius qui écrit "*De jus belli ac pacis*" en 1625, au milieu des horreurs de la guerre de Trente ans. D'autres auteurs l'ont suivi: Puffendorf, Leibniz, Wolff, Vattel.

leur place et redéfinir le rapport entre le pouvoir, le peuple et la souveraineté.

L'Allemagne a traduit sa demande nationale d'une autre façon. Ses philosophes, Fichte en tête, ont considéré l'homme comme une partie d'un tout: la nation. C'est le tout qui doit avoir la priorité. Or, cela s'explique par sa situation de petites entités qui cherchaient l'unité. On voulait réaliser l'idée de la Nation-État en tant qu'idée immanente et suprême¹.

La troisième formulation, encore différente des deux premières, fut celle de l'indépendance et de l'unité politique. C'était la demande de pays sujets à des États étrangers ou divisés. Le père spirituel de ce mouvement fut Giuseppe Mazzini qui préconisait l'unité de l'Italie, divisée en plusieurs royaumes et en partie sous domination autrichienne. Ce ferment a été à la base des guerres et révoltes de la Grèce et des pays balkaniques et a réanimé le problème de l'Irlande et de la Pologne².

Mais, sans doute, la formulation la plus importante de ces trois et qui a fait, par la suite, fortune a été la formulation française.

Dans la déclaration des droits de l'homme, il est proclamé que la souveraineté réside dans la nation et que la loi est l'expression de la volonté générale. L'implication politique de cette déclaration est le droit du peuple de choisir le type de gouvernement, de former un État à part, de s'unir à un État ou de s'en séparer. C'est le principe des nationalités³.

Ce principe qui semblait bien commencer sa vie ne tarda pas à se convertir en son opposé. On passa vite à l'expansionnisme français, ce qui provoqua la réaction des grandes Puissances devant les sentiments nationaux éveillés par Napoléon. Le Congrès de Vienne condamna ce principe et fonda son œuvre sur la négation de l'idée nationale. Il maintint le principe de la légitimité et le système d'équilibre. Ce faisant, pourtant, les potentats de 1815 n'ont fait que semer le vent d'où devait sortir la tempête. Une ère

¹ Sturzo, Don L., *Nationalism and internationalism*, Roy publishers, N. Y. 1946, pp. 10-11 (ci-après: Sturzo); Kedourie, E., *Nationalism*, Hutchinson, Londres, 1960, pp. 37-40 (ci-après: Kedourie).

² Sturzo, op. cit., pp. 11-12.

³ La première application faite de ce principe des nationalités fut le cas de l'Alsace qui s'est unie à la France par sa propre volonté. C'était aussi le cas d'Avignon. Ainsi la révolution française a commencé par rejeter, au nom du même principe, toute idée de conquête territoriale et toute atteinte à l'indépendance nationale des peuples. C'est le plébiscite qui doit donner le sceau du vœu populaire. Les premiers plébiscites peuvent être considérés comme impartiaux et probants (Avignon, Liège). Mais la chose n'a pas tardé à changer. Déjà en Savoie, à Nice, on assiste à des parodies de consultations populaires et on voit s'accréditer l'idée que cela est même inutile. Tel fut le cas pour les plébiscites de l'évêché de Bâle (1793) et de Mulhouse (1798). Par la suite, les autorités françaises n'utilisèrent plus le procédé référendaire que comme "un moyen de légitimation nullement indispensable mais plutôt démagogique", écrit Suratteau (Suratteau, op. cit., pp. 65-66).

nouvelle s'ouvrit dans l'histoire de l'idée nationale. Entre la période de 1820 à 1875, deux États-Nations de premier rang, l'Allemagne et l'Italie, cinq petits autres, la Grèce, la Bulgarie, la Serbie, la Roumanie et la Belgique prirent forme.

Mais, pour être objectif, il faut remarquer avec Cobban que les révoltes nationales au XIXe siècle, lorsqu'elles ont réussi, l'ont été avant tout par la force et surtout avec peu d'esprit démocratique¹.

Dans cette période de développement de l'esprit national, l'internationalisme en est sorti aussi, pour sa part, encore plus renforcé. Muir le dit très bien: "Les deux mouvements sont en relations intimes ... C'est seulement sur les bases du nationalisme triomphant ... que peut se réaliser un internationalisme effectif. C'est seulement au moyen d'un système international organisé que les droits, et même l'existence, des nationalités plus faibles peuvent être protégés"².

Comme manifestation de l'internationalisme au XIXe siècle notons une tentative de fédération européenne proposée par le Tsar Alexandre 1er de Russie. Cette tentative avait pris naissance en 1804 dans un mémorandum envoyé à Pitt, par son ambassadeur à Londres. Elle fut à la base de la Sainte Alliance qui échoua du fait qu'elle ne tenait pas compte des aspirations nationales. Mais c'est surtout dans le domaine de la formulation du droit international que nous assistons au progrès le plus marquant³.

La voie a été ainsi ouverte et le nationalisme et l'internationalisme ont fait bonne compagnie et continuent à le faire. Il est cependant utile de remarquer que le processus du développement de l'idée nationale obéissait à une certaine spontanéité de la part des événements et que la progression effectuée laisse voir une certaine direction donnant toujours plus de droits à la partie qu'au tout.

2) Le marxisme en tant que philosophie pour changer le monde, face à la question nationale

Ainsi expliquée la question nationale, il est plus aisé de voir l'apport du marxisme. Dans la philosophie marxiste il est à noter que la spontanéité des événements est remplacée par une analyse matérialiste de ces événements, une analyse concrète qui vise à transformer le monde. D'où l'at-

¹ Ainsi, pour le cas de l'union des îles Ioniennes avec la Grèce en 1862, seuls 13.419 sur 250.000 ont voté. De même on est loin de constater que le plébiscite italien de 1860 avait été selon une procédure démocratique (Cobban, op. cit., p. 7).

² Muir, op. cit., p. 7.

³ Nous citons, à titre d'exemple, la déclaration de la Grande-Bretagne interdisant le trafic des esclaves (1815), reprise en 1822 au congrès de Vérone et à la conférence de Berlin en 1885; les conférences de Genève de 1868 sur le traitement des blessés et du corps sanitaire; la conférence de St. Pétersbourg en 1867 et celle de la Haye en 1899.

taque de Marx contre Feuerbach dans sa fameuse thèse 11: "Les philosophes n'ont fait qu'interpréter diversement le monde, ce qui importe, c'est de le transformer"¹. C'est l'essentiel du marxisme, même sur le plan de la question nationale. Le retour continu des penseurs actuels à la méthodologie marxiste s'explique par le fait qu'elle essaie de démystifier les rapports sociaux. C'est l'originalité de cette philosophie née dans une période où l'inquiétude s'emparait des esprits face au changement de l'échelle des valeurs de la morale et de la base matérielle de la société occidentale dominée par la conception idéaliste de l'école allemande ayant à sa tête Hegel².

Mais force nous est de voir dans le marxisme des difficultés presque insurmontables. Quelle est la valeur de cette philosophie dans le temps? C'est probablement la difficulté qui touche le plus cette fameuse thèse 11. En effet, cette philosophie est le produit de la conjoncture sociale, économique et politique de son temps. Son existence et son applicabilité dépendent de l'existence d'une réalité favorable à elle. C'est tout au moins ce que laisse entendre un texte où l'on peut lire: "Ce n'est pas la conscience qui détermine la vie, mais c'est la vie qui détermine la conscience"³. Un autre texte est encore plus clair: "La théorie, nous dit Marx, ne s'accomplit jamais dans un peuple que pour autant qu'elle réalise ses besoins ... Il ne suffit pas, en effet, que la pensée tende à la réalisation; il faut encore que la réalité tende vers cette pensée"⁴. Nous citerons souvent ce dernier texte.

¹ Marx, Engels, *L'idéologie allemande*, Ed. sociales, Paris, 1972, p. 27 (ci-après: *Idéologie allemande*).

² Il est permis de constater que le marxisme, malgré le grand rôle qu'il a joué, joue et continuera à jouer, ne peut légitimement accuser les philosophes de n'avoir qu'interprété le monde. Nous savons que le christianisme ou l'islam, en tant que conception du monde, et philosophie par conséquent, ont fait des transformations indéniables, qui dépassent dans leur ampleur ce que fait le marxisme. Ainsi tombe la thèse 11 sur Feuerbach en tant qu'accusation générale, mais le reste en tant qu'accusation contre l'école allemande. Ajoutons à ceci que tout au long de l'histoire des philosophes ont essayé non seulement d'interpréter, mais aussi de transformer, de Platon, avec sa république qui a failli lui coûter la vie, jusqu'aux philosophes utopiques du XVIII^e siècle.

³ *Idéologie Allemande*, op. cit., p. 51. De ce que nous venons de voir il faut conclure que le marxisme peut devenir un obstacle au progrès de la société si cette société ne reflète plus les caractéristiques du milieu de Marx. Mais ce danger de s'en tenir au marxisme malgré le changement de la conjoncture semble être fatal pour les hommes qui se veulent gouvernés par les morts. Djilas le dit très bien: "Les pays, les peuples, l'humanité vivent dans un monde neuf, bien que leurs pensées continuent d'appartenir à celui d'hier; et c'est ce qui, à la fois, justifie tous les espoirs des hommes et explique tous leurs malheurs" (Djilas, M., *Une société imparfaite*, le communisme désintégré, trad. par Bloch-Michel, Calman-Levy, Paris, 1969, p. 32; ci-après: Djilas).

⁴ Marx, Engels, *Écrits militaires, violence et constitution des États européens modernes*, trad. et présente par Dangeville, Ed. l'Herne, Paris, 1970, p. 179, (ci-après: *Écrits militaires*).

Une deuxième difficulté se rencontre dans la compréhension de cette philosophie. "De la manière dont nous comprendrons les hommes dépendent nos rapports avec eux"¹. Cette philosophie essaie de régler les rapports sociaux, mais avant de le faire, il faut que l'on puisse la comprendre. Deux puissances mondiales se servent des mêmes textes pour s'excommunier, l'une traitant l'autre de chauvinisme, alors que toutes les deux se considèrent comme appartenant à la même famille.

Une troisième difficulté se rencontre dans la construction de cette philosophie. En effet, plusieurs aspects se trouvent mélangés dans le même texte: la polémique et l'analyse scientifique. Comment distinguer entre les deux? Ainsi Marx brûlait de haine envers la Russie qui ne voulait pas que son pays natal soit unifié. Il semble que Marx s'est rendu compte de ce problème. Dans deux lettres à Kugelman², il nous dit qu'il s'est mis à étudier le russe pour pouvoir se prononcer en toute connaissance de cause. Ces deux lettres furent écrites 20 ans après la publication du Manifeste. Marx dépassait alors l'âge de 50 ans. Il est donc difficile de constituer fidèlement les principes du marxisme sur la question nationale dans des écrits ou l'affirmatif côtoie le négatif³.

Enfin, il nous faut soulever le problème des documents. Selon les Marxologues, sur l'ensemble des écrits de Marx et d'Engels le pourcentage de ceux qui sont consacrés à la question nationale n'est peut-être pas plus de 2 ou 3 %, contrairement à ce que représente la masse d'écrits de Lénine ou de Staline. Nous n'avons pas un seul texte cohérent des fondateurs du marxisme à la fois systématique et global sur la matière. Il nous a fallu recourir à l'ensemble des textes qui s'élèvent à un millier environ dont la moitié sont des articles de journaux et le reste des extraits et des lettres⁴. Malgré cet effort, la conception reste flottante et résiste à toute schématisation.

¹ Djilas, op. cit., p. 166.

² Marx, Lettres à Kugelman 1862-1872, Ed. sociales internationales, Paris, 1930, p. 124 (29 nov. 1869) et p. 148 (27 juin 1870) (ci-après: Lettres à Kugelman)

³ Marx paraît suivre très souvent la parole de son ami Weerth qu'il cite dans une lettre à Kugelman:

Es gibt nichts schöneres auf der Welt
Als seine Feinde zu beissen
Als ueber alle die plumpen Gesellen
Seine schlechte Witze zu reissen

(Lettres à Kugelman, op. cit., p. 81 (lettre 11 janv. 1869).

⁴ Molnar, M., Marx, Engels et la politique internationale, Gallimard, Idées, Paris, 1975, pp. 11-13 (ci-après: Molnar). L'auteur a eu l'amabilité de nous confier le manuscrit de son livre. Qu'il trouve ici notre reconnaissance.

Chapitre II. Apport du marxisme à la question nationale

Section I. Originalité de la vision marxiste du monde

1) Le marxisme, une conception d'action

Le développement de la question nationale n'est que le résultat de l'interaction des aspects sociaux. C'est le système présenté par le temps. Est-ce la Providence, la marche de l'Esprit, le doigt de Dieu, l'éternel retour ou le dynamisme inhérent à la matière? Ce sont des réponses que les différents courants de la philosophie ont présentées à des interrogations que l'humanité n'a pas cessé de se poser.

C'est en tant que philosophie que le marxisme s'est penché aussi sur la question nationale après avoir "continué et parachevé les trois principaux courants d'idées du XIXe siècle qui appartiennent aux trois pays les plus avancés de l'humanité: la philosophie classique allemande, l'économie politique classique anglaise et le socialisme français"¹. Cette philosophie part non pas "de ce que les hommes disent, s'imaginent, se représentent" mais "des hommes dans leur activité réelle"². C'est une philosophie de l'efficacité et de l'action qui "trouve dans le prolétariat ses armes matérielles" et constitue pour le prolétariat "ses armes théoriques"³.

Le marxisme reflète parfaitement la conjoncture politique de l'Allemagne face à la question nationale et vise à concrétiser ses vœux: "Si jadis la révolution a commencé dans le cerveau du moine (Luther), aujourd'hui, elle commence dans celui du philosophe"⁴ écrit Marx pour qui "la seule émancipation possible dans la pratique" pour l'Allemagne "c'est l'émancipation à partir de la théorie"⁵. Engels écrit, pour sa part: "Notre parti doit démontrer que tous les efforts philosophiques de la nation allemande de Kant à Hegel, étaient ou bien inutiles et même néfastes, ou qu'ils devaient aboutir au communisme"⁶.

La philosophie marxiste ainsi tente de dépasser le plan des abstractions et cela même en question nationale. C'est ce qu'on désigne sous le terme "Praxis".

Marx s'est intéressé dans sa jeunesse à ce concept qui est d'inspiration hégélienne. Hegel, dans "Principes de la philosophie du droit", a forgé la

¹ Lénine, K. Marx, nov. 1914, Œuvres choisies en trois volumes, Ed. en langues étrangères, Moscou (s.d.) vol. I, p. 30 (ci-après: Œuvres choisies).

² Idéologie allemande, op. cit., p. 51.

³ Marx, contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel, in Écrits militaires, op. cit., p. 184.

⁴ Ibid., p. 178.

⁵ Ibid., p. 184.

⁶ Engels, Progrès de la réforme sociale sur le continent, in Textes militaires, op. cit., p. 135.

phrase "ce qui est rationnel est réel et ce qui est réel est rationnel"¹. Marx², comme d'autres jeunes hegelien³s s'est emparé de cette phrase pour transposer la doctrine de Hegel dans la réalité politique bien que cette doctrine rejette l'idée selon laquelle la philosophie pourrait influencer l'avenir⁴.

Cette conversion de la philosophie en Praxis obéit, selon les fondateurs du marxisme, à une logique scientifique. Elle n'est nullement forcée. C'est ce qui ressort de quelques textes confirmant l'idée de Marx que la théorie "ne s'accomplit jamais dans un peuple que pour autant qu'elle réalise ses besoins ... Il ne suffit pas, en effet, que la pensée tende à la réalisation, il faut encore que la réalité tende vers cette pensée". Citons ici le texte du Manifeste: "Les thèses des communistes ne reposent nullement sur des idées, des principes inventés ou découverts par tel ou tel réformateur du monde. Elles ne sont que l'expression générale des conditions réelles d'une lutte de classe existante, d'un mouvement historique qui s'opère sous nos yeux"⁵.

2) La bourgeoisie internationale

L'analyse marxiste de la société est résumée dans le mot "le matérialisme". La philosophie matérialiste est à la base de la solution marxiste de la question nationale. Cette philosophie est bien exposée dans un passage de la "critique de l'économie politique" où Marx constate l'existence d'un élément dynamique dans la société et d'une évolution constante sous

¹ Hegel, G. W. F., *Principes de la philosophie du droit*, trad. par Kaan, Gallimard, idées, Paris, 1968, p. 41 (ci-après: Hegel).

² En effet à l'âge de 18 ans, lors de ses études à Berlin, Marx écrit une lettre à son père (10.11.1837) dans laquelle il nous révèle ses inquiétudes. Il nous fait part de ce qui "s'avère fort gênant", à savoir "l'opposition entre la réalité et ce qui doit être". Il se propose de faire disparaître cette opposition en cherchant "l'idée dans le réel même". Marx, Engels, *Collected works*, vol. I., Progress publishers, Moscou, 1975, Lettre de Marx à son père, 10.11.1837 pp. 12 et 18 (ci-après: Marx, Engels, *Collected works*).

³ Le débat a été ouvert par Count August von Cieszkowski, dans son livre *Prolegomena zur Historiosophie* (1838). Celui-ci adopta l'analogie organique dans son raisonnement. Comme on connaît tout l'animal par l'étude de sa dent, de même avec un laps connu du temps, on peut en tirer des informations sur le tout, y compris l'avenir. Il propose la traduction de la philosophie en Praxis en la confrontant avec les problèmes sociaux, juste comme la pensée et la réflexion se traduisent à travers les objets en beaux-arts (v. sur cette question Avineri, S., *The social and political thought of K. Marx*, Cambridge Univ. Press, Cambridge 1968, pp. 124-131, ci-après: Avineri).

⁴ Hegel écrit: "Pour dire ... un mot sur la prétention d'enseigner comment doit être le monde, nous remarquons qu'en tout cas, la philosophie vient toujours très tard. En tant que pensée du monde, elle apparaît seulement lorsque la réalité a accompli et terminé son processus de formation. Ce que le concept enseigne, l'histoire le montre avec la même nécessité: C'est dans la maturité des êtres que l'idéal apparaît en face du réel et après avoir saisi le même monde dans sa substance, le reconstruit dans la forme d'un empire d'idées ... Ce n'est qu'au début du crépuscule que la chouette de Minerve prend son vol" (Hegel, op. cit., p. 45).

⁵ Marx, Engels, *Le Manifeste du Parti communiste*, Ed. sociales, Paris 1973, p. 48 (ci-après: *Le Manifeste*). v. aussi Engels, *Progrès de la réforme sociale sur le continent*, in *Textes militaires*, op. cit., p. 135.

l'influence des lois déterministes. "Dans la production sociale de leur existence, nous dit Marx, les hommes nouent des rapports déterminés, nécessaires, indépendants de leur volonté; ces rapports de production correspondent à un degré donné du développement de leurs forces productives matérielles ... À un certain degré de leur développement les forces productives matérielles de la société entrent en collision avec les rapports de production existants ... Alors commence une ère de révolution sociale. Le changement dans les fondations économiques s'accompagne d'un bouleversement plus ou moins rapide dans tout cet énorme édifice"¹.

Ces réflexions sont considérées par Marx comme le "fil conducteur" de ses études². Dans ce passage, nous avons, clairement énoncé, le principe du progrès de la société et la raison matérielle de celui-ci.

La société, d'après Marx, est passée par plusieurs étapes progressives qui sont appelées "modes de production": la société de mode de production communiste, la société de mode de production esclavagiste, la société de mode de production féodale, la société de mode de production capitaliste et enfin la société de mode de production communiste dont le 1er stade s'appelle le socialisme. La différence entre ces sociétés consiste dans les rapports sociaux de production. "Dans leur totalité, les rapports de production forment ce qu'on appelle les rapports sociaux, la société, et, notamment, une société à un stade de développement historique déterminé, une société à caractère distinctif original", nous dit Marx³.

L'avant-dernière société, celle qui précède la société communiste, est la société bourgeoise. La naissance de cette société s'effectua sous le coup de la nécessité. Dans la société féodale les rapports de propriété cessèrent de correspondre au degré de développement des forces productives à la suite de l'agrandissement "sans cesse" des marchés⁴.

Le mouvement et l'action de la société bourgeoise se font à un niveau mondial, universel. La société de Marx est une sorte de vases communicants. "Jamais des rapports supérieurs de production, nous dit-il, ne se mettent en place, avant que les conditions matérielles de leur existence se soient écloses dans le sein même de la vieille société"⁵. Chaque étape de développement de cette société s'accompagne d'un progrès politique cor-

¹ Marx, Œuvres, économie I, t. I, éd. établie par Rubel, Pléiade, Gallimard Paris 1963, Critique de l'économie politique, pp. 272-273 (ci-après: Pléiade).

² Loc. cit.

³ Marx, Travail, salarié et capital, in Nouvelle Gazette Rhénane, trad., introd. et notes par Netter, Ed. sociales, Paris, 1971 t. 111, no 266, 7 avril 1849, p. 237 (ci-après: NGR).

⁴ Le Manifeste, op. cit., pp. 32-33.

⁵ Pléiade, op. cit., critique à l'économie politique, p. 273.

respondant¹. La bourgeoisie détruit les relations féodales et idylliques et déchire "le voile de sentimentalité touchante" qui recouvre les rapports familiaux et les réduit "à de simples rapports d'argent"². Pour se maintenir, elle doit avancer constamment. Elle ne peut exister sans "révolutionner constamment" les instruments de production et donc les rapports de production. Elle finit par envahir "le globe entier", poussée par le besoin de débauchés de plus en plus larges pour ses produits. Elle s'implante partout et met tout en exploitation³.

3) La lutte du prolétariat

Le progrès de la société, d'après la doctrine marxiste, se déroule dans le cadre de luttes continuelles, "L'histoire de toute société jusqu'à nos jours est l'histoire de luttes de classes" nous dit le Manifeste⁴. Cette lutte s'incorpore à l'intérieur d'une société divisée en classes. Ce n'est donc pas une division à base nationale.

Face à la bourgeoisie comme mouvement international, se trouve un autre mouvement: le prolétariat international, qui est né à la suite de l'accentuation de l'antagonisme avec la classe opposée. En effet, la société bourgeoise élevée sur les ruines de la société féodale, au lieu d'abolir les antagonismes de classes, "n'a fait que substituer de nouvelles classes, de nouvelles conditions d'oppression, de nouvelles formes de lutte à celles d'autrefois" après avoir "simplifié" les antagonismes. Dans cette société on se trouve devant "deux vastes camps ennemis": la bourgeoisie et le prolétariat⁵.

C'est le développement de la société qui a suscité cet antagonisme aigu. Avec l'essor du capital, le nombre des ouvriers augmente et le nombre des propriétaires diminue. "Le capital ne peut se multiplier qu'en s'échangeant contre du travail, qu'en créant du travail salarié. Le travail du salarié ne peut s'échanger que contre du capital, en accroissant du capital, en renforçant la puissance dont il est l'esclave. L'accroissement du capital est par conséquent l'accroissement du prolétariat, c-à-d. des classes ouvrières"⁶.

Ainsi l'humanité continue sa marche, tout obéissante aux lois économiques. Dans ce déterminisme matérialiste de causes à effets, la bourgeoisie ne peut plus s'en sortir. Elle ressemble "au sorcier qui ne sait plus dominer les puissances infernales qu'il a évoquées" en faisant surgir de si

¹ Le Manifeste, op. cit., p. 33.

² Ibid., p. 34.

³ Ibid., p. 35.

⁴ Ibid., p. 30.

⁵ Loc. cit.

⁶ Marx, Travail salarié et capital, in NGR, t. III, 1971, no 266, 7 avril 1849, p. 240

puissants moyens de production et d'échange¹. Le prolétariat se développe et organise des luttes. Cela est facilité par l'industrie qui les rassemble et crée des conditions favorables pour leur groupement. Il finit par mieux prendre conscience².

On retrouve ici encore le phénomène des vases communicants. "Les intérêts, les conditions d'existence au sein du prolétariat s'égalisent de plus en plus à mesure que la machine efface toute différence dans le travail et réduit presque partout le salaire à un niveau également bas"³.

La lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie trouve sa fin dans la victoire du prolétariat en détruisant la société bourgeoise. Le prolétariat, pour se mettre debout, devra "faire sauter toute la superstructure des couches qui constituent la société officielle"⁴. C'est le dénouement tragique et final auquel aboutit l'élargissement de l'antagonisme. "Le développement de la grande industrie sape sous les pieds de la bourgeoisie la base même sur laquelle elle a établi son système de production et d'appropriation. La bourgeoisie produit avant tout ses propres fossoyeurs. Sa chute et la victoire du prolétariat sont également inévitables"⁵.

La doctrine marxiste s'offre alors au prolétariat comme instrument pour réaliser son rêve en leur exposant la mécanique de la société et en leur indiquant le chemin. C'est donc une philosophie pour la lutte de classe qui préconise une explication matérialiste de la marche des événements.

Section II. La lutte de classe et la question nationale

1) Prédominance de la lutte de classe

Si la lutte de classe prédomine dans la doctrine marxiste sur la lutte entre nation opprimée et nation oppressive, cela découle du fait que la nation est une production tardive des rapports de production, alors que la lutte de classe existe dans "l'histoire de toute société jusqu'à nos jours"⁶: "homme libre et esclave, patricien et plébéien, baron et serf, maître de jurande et compagnon, bref oppresseurs et opprimés, en opposition constante ont mené une lutte ininterrompue"⁷.

Alors que notre analyse du développement historique de la notion de nation a considéré que celle-ci existait déjà avant Jésus-Christ, pour Marx, elle n'a existé que dans le cadre de la société bourgeoise. C'est la consé-

¹ Le Manifeste, op. cit., p. 38.

² Ibid., p. 42.

³ Loc. cit.

⁴ Ibid., p. 45.

⁵ Ibid., p. 47.

⁶ Ibid., p. 30.

⁷ Loc. cit.

quence d'une analyse économique. D'après leur méthode scientifique, la dialectique historique, les fondateurs du marxisme expliquent la transformation des populations en nations modernes comme le résultat historique d'une évolution économique. Dans leur perspective, la formation de ces nations a ses racines dans le mode de production bourgeois. Cette conclusion marxiste est sans doute fausse hors du cadre historique limité de l'Europe sous l'influence de l'universalisme (comme indiqué plus haut).

Le Manifeste du parti communiste qui est considéré comme le fondement du marxisme explique très bien ce phénomène de transformation. "La bourgeoisie, dit-il, supprime de plus en plus la dispersion des moyens de production, de la propriété et de la population. Elle a aggloméré la population, centralisé les moyens de production et concentré la propriété dans un petit nombre de mains. La conséquence nécessaire de ces changements a été la centralisation politique. Des provinces indépendantes tout juste fédérées entre elles, ayant des intérêts, des lois, des gouvernements, des tarifs douaniers différents, ont été regroupées en une *seule* nation, avec un *seul* gouvernement, une *seule* législation, un *seul* intérêt national de classe, derrière un *seul* cordon douanier" (les mots en italique le sont dans le texte)¹.

Mais la marche de l'histoire qui a produit la nation, n'a pas tardé à la dépasser. Et ainsi, non seulement elle n'a pas "d'histoire", mais finit par disparaître de l'histoire sous l'influence de la loi déterministe économique. Elle a donc une vie éphémère. Cela se manifeste tant au niveau de la bourgeoisie que du prolétariat. Le développement des rapports de production fait vite sauter les frontières nationales et le monde se voit réduit à un marché où se confrontent les deux classes opposées. "Par l'exploitation du marché mondial, la bourgeoisie donne un caractère cosmopolite à la production et à la consommation de tous les pays. Au grand regret des réactionnaires, elle a enlevé à l'industrie sa base nationale. Les vieilles industries nationales ont été détruites et le sont encore chaque jour. Elles sont évincées par de nouvelles industries, dont l'implantation devient une question de vie ou de mort pour toutes les nations civilisées"².

Ce mouvement de transformation ne s'arrête pas, selon le marxisme, à des pays donnés. C'est le destin fatal de tous les pays. "La bourgeoisie entraîne dans le courant de la civilisation jusqu'aux nations les plus barbares" nous dit le Manifeste. "Sous peine de mort", tous les pays doivent "adopter le mode bourgeois de production"³.

¹ Ibid., p. 36-37.

² Ibid., p. 35.

³ Ibid., p. 36.

On peut en dire autant sur le prolétariat. Celui-ci ne limite pas son action au cadre national. Il se voit forcé d'agir en dehors de ce cadre pour assurer la victoire. Déjà en 1848, fait remarquer Marx, la classe ouvrière a dépassé ce cadre. Les événements de cette année "ont appris aux travailleurs qu'il leur fallait se mettre au courant des mystères de la politique internationale" et "s'entendre pour une protestation commune"¹. La philosophie marxiste insiste pour que le prolétariat agisse en commun: "Tout soulèvement révolutionnaire aussi éloigné que son but puisse paraître de la lutte des classes doit nécessairement échouer jusqu'au moment où la classe ouvrière révolutionnaire sera victorieuse, ... toute réforme sociale reste une utopie jusqu'au moment où la révolution prolétarienne et la contre-révolution féodale se mesureront par les armes dans une guerre mondiale"². Engels, pour sa part, parle de fraternisation des travailleurs de tous les pays en raison de leur situation commune, leurs intérêts communs et leurs ennemis communs. Les travailleurs "doivent opposer à la fraternité des bourgeois de tous les pays une fraternité des travailleurs de tous les pays"³.

2) Résultat de la victoire du prolétariat

Nous avons vu que la question nationale est secondaire dans le marxisme. Nous étudierons un peu plus loin quel doit être le comportement du prolétariat face à cette question. Ici il nous intéresse de savoir à quoi va aboutir la société.

Le prolétariat, après sa victoire sur le plan mondial, ne cessera pas de poursuivre la marche de l'histoire tout en détruisant les débris de la bourgeoisie. Les antagonismes disparaîtront, la propriété privée sera supprimée, mais le caractère cosmopolite de la société bourgeoise sera poussé plus avant. C'est ce que nous dit le Manifeste en répondant à une accusation selon laquelle "les communistes" veulent "abolir la patrie, la nationalité". Il refuse l'accusation: "Déjà les démarcations nationales et les antagonismes entre les peuples disparaissent de plus en plus avec le développement de la bourgeoisie, la liberté du commerce, le marché mondial, l'uniformité de la production industrielle et les conditions d'existence qu'elle entraîne". Cette accusation n'est donc pas acceptable. Mais, le Manifeste ajoute, "le prolétariat au pouvoir les fera disparaître plus encore" car, une fois qu'est "abolie" l'exploitation de l'homme par l'homme", tombe l'exploitation "d'une nation par une autre"⁴.

¹ Adresse inaugurale de l'AIT, rédigée par Marx, in Longuet, J., La politique internationale du marxisme, K. Marx et la France, Librairie Alcan, Paris, 1918, p. 95.

² Marx Travail salarié et capital in NGR, op. cit., t. III, 1971 no 264, 5 avril 1849, p. 226.

³ Discours sur le Parti chartiste, l'Allemagne et la Pologne, in textes militaires, op. cit., p. 149.

⁴ Le Manifeste, op. cit., p. 54.

Le Manifeste décrit la société de demain comme "une association dans laquelle le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous". Cette société doit remplacer "l'ancienne société bourgeoise avec ses classes et ses antagonismes de classes"¹. Dans un autre texte, nous avons l'image d'une société sans frontières: "La condition d'affranchissement de la classe laborieuse, c'est l'abolition de toute classe, de même que la condition d'affranchissement du tiers-état, de l'ordre bourgeois, fut l'abolition de tous les États et de tous les ordres", nous dit Marx. Dans cette nouvelle société, le pouvoir lui-même serait aboli: "il n'y aura plus de pouvoir politique proprement dit, puisque le pouvoir politique est précisément le résumé officiel de l'antagonisme dans la société civile" (72). À partir de cette société, commence une ère nouvelle dans l'histoire de l'humanité. C'est l'histoire proprement dite, tout ce qui a précédé n'étant que "la préhistoire"².

3) L'énigme marxiste dans son contexte historique

Pour mieux comprendre cette théorie, il faut la situer dans le contexte historique du siècle passé. Dans toute l'Europe occidentale - patrie de Marx et d'Engels -, le capitalisme se développe et on assiste à la montée de la bourgeoisie et à la paupérisation de la classe ouvrière. Cette situation était très favorable aux courants utopiques de caractère universaliste, surtout dans un pays qui n'avait pas encore réalisé son unité nationale.

Force nous est de constater que le stoïcisme, le mouvement le plus original et le plus universaliste que l'histoire ait connu, est né dans des conditions semblables: c'est l'aube des temps helléniques, un monde profondément déséquilibre à la mort d'Alexandre³.

C'est en 1847 que des émigrés allemands ont fondé, à Paris, "La ligue des Justes", dont le mot d'ordre était "Tous les hommes sont frères". Marx et Engels ont adhéré à cette association, dont le nom fut changé en "La ligue des communistes", et le mot d'ordre, en "Prolétaires de tous les pays, unissez-vous". Cette prise de position traduit parfaitement la fameuse parole: "Les ouvriers n'ont pas de patrie". Mais que dire de cette patrie où se trouvent les prolétaires dans la période du règne de la bourgeoisie? C'est ce que nous allons voir maintenant.

Section III. Le prolétariat et la question nationale

1) La lutte du prolétariat commence à l'intérieur de sa propre nation

Les prolétaires n'ont pas de patrie, mais ils ne doivent pas faire abstraction de celle-ci. La lutte du prolétariat, tout en étant internationale de vocation

¹ Ibid., p. 57.

² Pléiade, op. cit., *Misère de la philosophie*, pp. 135-136.

³ Stoïcisme, in *Encyclopaedia universalis*, vol. 15, Paris, 1968 p. 394.

et de destinée, doit prendre en considération l'ordre établi et les frontières. Le marxisme demande aux prolétaires de lutter contre la bourgeoisie de sa propre nation tout en réclamant l'indépendance de celle-ci. Ils doivent agir de la même façon à l'égard des autres nations. Mais dans les deux cas, ils doivent mettre en avant l'intérêt de la victoire finale du prolétariat international. Ceci peut paraître contradictoire, mais, en réalité, ne l'est pas.

Cette consigne est donnée dans le Manifeste. "Bien qu'elle ne soit pas, quant au fond, une lutte nationale, nous dit le Manifeste, la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie en revêt cependant d'abord la forme. Le prolétariat de chaque pays doit, bien entendu, en finir avant tout avec sa propre bourgeoisie"¹. "Le but immédiat des communistes est le même que celui de tous les partis ouvriers: constitution du prolétariat en classe, renversement de la domination bourgeoise, conquête du pouvoir politique par le prolétariat"².

Cette prise du pouvoir se justifie par une nécessité pratique. Sans ce but, le mouvement sombrerait dans l'utopie et subirait l'échec, comme ce fut le cas pour le mouvement des St. Simonien et de Fourier³. Ce que préconisent les fondateurs du marxisme, c'est bel et bien un État géré par les prolétaires. Marx, dans une lettre du 20 juin 1866, adressée à Engels, ironisait sur le stirinérisme proudhonien qui visait à tout dissoudre en petits groupes ou communes, lesquels s'uniraient à nouveau pour former une société, mais pas un État. Cela ressemblerait à ce que Fourier attendait de son phalanstère modèle. Pour Marx, une telle proposition qui nie les nationalités, cache un esprit impérialiste qui tend vers "leur absorption par la nation française modèle"⁴. Il n'est néanmoins pas permis de tirer des conclusions décisives sur la position marxiste en ce qui concerne la question de savoir si l'État dont est question est un État-nation ou pas. Le problème, comme nous le verrons, est plus complexe.

2) Le rôle de l'individu dans la société de lutte de classe

Nous voyons dans ce que nous venons d'exposer le reflet de la formulation allemande de sa demande nationale. On ne saurait trop insister sur le fait que, tout objective qu'elle puisse être, une philosophie est empreinte de son milieu. Marx l'exprime bien: "La production des idées, des représentations et de la conscience est d'abord directement et intimement mêlée à l'activité matérielle et au commerce matériel des hommes, elle est le lan-

¹ Le Manifeste, op. cit., p. 46.

² Ibid., p. 48; aussi p. 54.

³ Engels, Progrès de la réforme sociale sur le continent, in Textes militaires, op. cit., p. 122.

⁴ in Les marxistes et la question nationale 1848-1914, études et textes par Haupt, G., Lowy, M., Weill, C., Maspero, Paris, 1974, pp. 94-95 (ci-après: Les marxistes et la question nationale).

gage de la vie réelle ... La conscience ne peut jamais être autre chose que l'Être conscient et l'Être des hommes est leur processus de vie réelle"¹.

Cette influence du contexte historique sur le marxisme est encore mieux concrétisée par la position qu'il adopte à l'égard de l'individu. De même que Fichte demandait à la partie de se perdre dans le tout, le marxisme reprend le raisonnement de Hegel, qui consacre l'Être absolu de l'État. Tous ces courants philosophiques se représentaient dans leur production intellectuelle, l'État idéal qu'ils voulaient recopié par la réalité, pour la nation allemande².

Hegel, l'axe autour duquel s'émeut et vers lequel gravite toute la philosophie collectiviste allemande, considère l'État comme "le rationnel en soi et pour soi ... un but propre absolu, immobile, dans lequel la liberté obtient sa valeur suprême". Cet État de Hegel "a un droit souverain vis-à-vis des individus dont le plus haut devoir est d'être membres"³. Dans cette unité sociale "l'intérêt particulier ne doit être ni négligé ni refoulé, mais accordé à l'intérêt général, et ainsi l'un et l'autre sont maintenus"⁴. Malgré la difficulté de l'interprétation de ce dernier texte, il semble clair que Hegel donne la priorité à l'État. Cette difficulté se retrouve aussi dans le marxisme.

Marx emprunte le même chemin. Pour réaliser l'intérêt de l'individu, il faut avant tout réaliser l'intérêt du groupe auquel il appartient. Mais la différence entre Hegel et Marx réside dans la conception de l'État et du groupe.

Pour Hegel, l'État est la culmination d'un développement historique dialectique. Il le conçoit comme une idée abstraite, expression de l'Absolu. Hegel préconise un statu quo où l'État est un médiateur entre les antagonismes de la société, avec un pouvoir absolu. C'est la conception classique de l'État. Pour Marx, l'État n'est rien d'autre qu'un "comité chargé de gérer les affaires communes de la classe bourgeoise tout entière"⁵. L'État est un instrument d'oppression dans toute société au service de la classe dominante. Le droit ainsi est "la volonté" de cette classe "érigée en loi", déterminé par "les conditions matérielles d'existence" de la classe⁶.

¹ Idéologie allemande, op. cit., pp. 50-51.

² Nous reparlerons de cette question dans notre dernier chapitre lorsque nous traiterons de l'emprise de l'État sur l'individu.

³ Hegel, op. cit., p. 270.

⁴ Ibid., p. 280.

⁵ Le Manifeste, op. cit., p. 34.

⁶ Ibid., p. 52.

Le prolétariat aussi doit établir un État. Cet État ne diffère pas de celui de la bourgeoisie. Mais cet État vise "l'abolition des conditions de l'antagonisme des classes"¹. Pour Marx, ce n'est pas à cet État que le prolétariat doit se consacrer en dernier lieu, mais à l'abolition des classes en vue de celle de l'État lui-même².

La liberté promise par Hegel dans le cadre du statu quo, l'État, auquel l'individu doit se soumettre, est remplacée par la liberté que promet Marx par le renversement de ce statu quo et l'abolition de l'État, sans quoi l'antagonisme reste de rigueur.

On voit ainsi clairement que le marxisme met l'accent sur la lutte de classe, la seule institution capable d'établir "une association dans laquelle le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous"³.

Il s'ensuit que, jusqu'à la victoire du prolétariat, l'individu restera opprimé. Il n'a donc pas à obéir à son oppresseur. Une seule tâche lui incombe: le progrès de la classe qui favorise sa libération par la révolution.

3) Plaidoyer des fondateurs en faveur de quelques nations

Malgré ces dernières assertions qui restent valables jusqu'à la victoire du prolétariat, le marxisme demande à ce dernier de ne pas adopter une attitude nihiliste face à sa patrie même si elle est dominée par la bourgeoisie. Il lui affirme que l'indépendance nationale est nécessaire. Cette nécessité n'est pourtant pas intrinsèque à la notion de nation ou de patrie, mais a rapport avec la révolution prolétarienne même.

L'indépendance nationale est pour Engels une condition préalable pour la révolution: "Le mouvement international du prolétariat n'est à priori possible qu'entre nations indépendantes". C'est l'avis donné par lui sur la question polonaise auquel il ajoute: "Pour pouvoir lutter, il faut d'abord avoir un terrain, de l'air, de la lumière et une marge de manœuvre. Sinon tout n'est que bavardage". La Pologne, comme d'ailleurs l'Irlande, avant de vouloir être internationales doivent commencer par se réaliser comme une entité nationale indépendante. "Je suis ... d'avis, dit-il, que deux nations en Europe ont non seulement le droit, mais le devoir d'être nationales avant d'être internationales: Les Irlandais et les Polonais. C'est lorsqu'ils sont bien nationaux qu'ils sont le mieux internationaux"⁴.

¹ Ibid., p. 57.

² Loc. cit.

³ Loc. cit.

⁴ Engels à Kautsky, lettre du 7 février 1882, in Les marxistes et la question nationale, op. cit., pp. 106-107.

Dans la préface à l'édition italienne du Manifeste (1893), Engels reprend les mêmes idées: "Sans l'autonomie et l'unité rendues à chaque nation, ni l'union internationale du prolétariat ni la tranquille et intelligente coopération de ces nations pour des fins communes ne sauraient s'accomplir"¹.

En plus de cette condition posée par la révolution, le prolétariat doit lutter pour la liberté des autres nations. Il s'agit toujours de la question polonaise. Dans un discours sur le parti chartiste de décembre 1847, Engels dit: "Permettez-moi, chers amis, d'intervenir exceptionnellement pour une fois, à titre d'allemand. Nous autres démocrates allemands, nous sommes particulièrement intéressés à la libération de la Pologne. Ce furent les princes Allemands qui tirèrent avantage du partage de la Pologne. Ce sont des soldats allemands qui oppriment aujourd'hui encore la Galicie et la Posnanie. Nous autres Allemands, et nous autres démocrates allemands plus encore, nous devons avoir à cœur d'effacer cette tâche de notre nation". Engels prononça alors la fameuse parole qui sera reprise dans d'autres textes par Marx et par Engels lui-même. "*Une nation, dit-il, ne peut devenir libre tout en continuant d'opprimer d'autres nations*" (souligné par nous). Et il ajouta: "La libération de l'Allemagne ne peut être donc réalisée sans que l'on libère la Pologne de l'oppression allemande"².

Marx, de même, en octobre 1863, revient sur la question polonaise dans la proclamation de l'Association culturelle des ouvriers allemands de Londres en faveur de la Pologne où nous pouvons lire: "La question polonaise, c'est la question allemande ... La classe ouvrière allemande a le devoir vis-à-vis de la Pologne, de l'étranger et de son propre honneur, de protester avec énergie contre la trahison allemande à l'égard de la Pologne, qui est aussi une trahison vis-à-vis de l'Allemagne et de l'Europe. La restauration de la Pologne doit être inscrite en lettre de feu sur son drapeau, après que les libéraux bourgeois aient effacé de leur drapeau ce mot d'ordre glorieux"³.

Le deuxième pays auquel les fondateurs du marxisme se sont particulièrement intéressés est l'Irlande. Nous en avons déjà parlé. C'est surtout Marx qui s'en est occupé. Dans une lettre du 29 novembre 1869 adressée à Kugelmann, Marx prend une position identique à celle prise face à la

¹ In Les marxistes et la question nationale, op. cit., p. 110. Dans l'édition de 1973 du Manifeste nous lisons: "Sans l'autonomie et l'unité rendues à chaque nation *européenne* ni l'union internationale du prolétariat ni la coopération paisible et intelligente de ces nations vers des buts communs ne sauraient s'accomplir" (Le mot souligné par nous est le mot en plus) Le Manifeste, op. cit., p. 95.

² Discours sur le Parti chartiste, l'Allemagne et la Pologne, intervention d'Engels, in Textes militaires, op. cit., p. 148.

³ in Textes militaires, op. cit., pp. 447-448.

question polonaise. "Je suis de plus en plus arrivé à la conviction, dit-il, - et il ne s'agit que de l'inculquer à la classe ouvrière anglaise - qu'elle ne pourra jamais rien faire de décisif, ici en Angleterre, tant qu'elle ne rompra de la façon la plus nette, dans sa politique irlandaise, avec la politique des classes dominantes; tant qu'elle ne fera, non seulement cause commune avec les Irlandais mais encore ne prendra l'initiative de la dissolution de l'union forcée de 1801 et de son remplacement par une confédération égale et libre"¹. Dans la décision du Conseil général de l'AIT, rédigé par Marx, une motivation semblable à celle d'Engels, mais plus expressive encore, nous est donnée: "Ce que nous a montré l'ancienne Rome sur une échelle monstrueuse se répète de nos jours en Angleterre. *Le peuple qui subjugué un autre se forge ses propres chaînes*" (souligné par nous)².

Comme dernier exemple nous étudions la position des fondateurs face à la guerre franco-prussienne de 1870. Dans une lettre adressée à Marx, Engels explique quelle peut être la position des ouvriers allemands face à la guerre. Cette vision des choses ne diffère nullement des deux cas exposés plus haut. Engels écrit:

"J'estime que nos gens peuvent

- se joindre au mouvement national dans la mesure où il se limite à la défense de l'Allemagne et tant qu'il s'y tient ...
- s'opposer à toute annexion de l'Alsace-Lorraine ...
- agir en faveur d'une paix honorable dès l'instauration à Paris d'un gouvernement républicain non chauvin ... "³.

La position de Marx est identique. Après la défaite des français, il adressa une lettre au Comité de Brunswick dans laquelle il se félicite "des glorieux succès et de la bravoure inouïe" des Allemands, "du mépris de la mort dont ils ont fait preuve", tout en avertissant contre l'esprit impérialiste: "aujourd'hui que nous sommes victorieux, il est plus que jamais de notre devoir de ne pas nous laisser griser par le succès, et d'examiner avec tout notre sang-froid ce que nous avons à faire MAINTENANT". Il demande qu'une paix honorable soit accordée aux français. C'est aux ouvriers allemands de "proclamer que, dans l'intérêt de l'Allemagne comme de la France, ils n'entendent pas tolérer qu'on outrage le peuple français". "Dans l'intérêt de l'Allemagne comme de la France, dans l'intérêt de la paix et de

¹ Lettres à Kugelman, op. cit., p. 125 (29 nov. 1869).

² Texte joint à la lettre du 28 mars 1870, adressée à Kugelman, lettres à Kugelman, op. cit., p. 142.

³ Lettre d'Engels à Marx, 15 août 1870, in Textes militaires, op. cit., p. 516.

la liberté ... les travailleurs allemands ne toléreront pas l'annexion de l'Alsace-Lorraine" Et il ajoute: "Vive la République française"¹.

Le lecteur doit se poser une question après ces citations. Pourquoi Marx et Engels adoptent-ils cette attitude? Sans la réponse, l'exposition de la position des fondateurs restera incomplète, car le propre du marxisme est de prendre des décisions une fois que les choses sont bien posées. C'est à quoi nous allons nous adonner.

4) Analyse des motivations des fondateurs

Le parcours des textes des fondateurs ne nous a pas permis d'établir une motivation identique pour les trois cas. Et même une double motivation contradictoire nous est fournie pour le cas de la Pologne. Commençons toutefois avec les arguments qui touchent le plus la "raison de la Révolution" (par opposition à la raison d'État, c.-à-d. l'intérêt national de l'Allemagne).

Le texte le plus clair que nous ayons est probablement la préface écrite par Engels à l'édition italienne du Manifeste, de 1893. Engels raisonne à partir des étapes de la société. La société féodale ne peut passer à l'étape de société post-bourgeoise qu'en franchissant le seuil de la bourgeoisie. Il faut donc que le prolétariat aide l'établissement de la bourgeoisie; il lui faut favoriser les conditions et la "porter au pouvoir". Une condition sine qua non de la prise du pouvoir par la bourgeoisie est l'acquisition de l'indépendance nationale: "Le règne de la bourgeoisie dans un pays opprimé (mot difficilement déchiffrable) est impossible sans l'indépendance nationale". Cela a été la fonction de la révolution de 1848: "La révolution de 1848 devait donc entraîner l'unité et l'autonomie des nations qui jusqu'alors en avaient manqué, de l'Italie, de la Hongrie, de l'Allemagne; celle de la Pologne suivra à son tour"². Et il ajoute: "Donc, si la révolution de 1848 n'a pas été une révolution socialiste, elle a aplani la route, elle a préparé le sol pour cette dernière"³.

Nous pouvons lire un raisonnement "en vue de la révolution" si l'on nous permet l'expression, dans la prise de position de Marx face à la question irlandaise. Pour Marx, l'Angleterre est le seul pays en Europe qui pouvait servir de "levier pour une révolution sérieusement économique" car, dit-il, "c'est le seul pays où il n'y a plus de paysans et où la propriété foncière est concentrée en peu de mains". C'est donc un pays qui a la société bourgeoise à son apogée, laquelle, "à cause de sa domination sur le marché du

¹ Lettre de Marx au Comité de Brunswick, rédigée fin août-début septembre 1870, in Textes militaires, op. cit., pp. 517-523.

² Le Manifeste, op. cit., p. 95.

³ Loc. cit.

monde", constitue "le seul pays où chaque révolution dans les faits économiques doit immédiatement réagir sur tout le monde"¹.

Or, remarque Marx, ce qui empêche une révolution en Angleterre, c'est la position que tient l'église anglaise en Irlande qui est "la forteresse religieuse du landlordisme anglais en Irlande et en même temps l'ouvrage avancé de l'église d'État en Angleterre". C'est justement là qu'il faut frapper fort, et la révolution se déclencherait. La chute de cette église en Irlande entraînerait aussi celle de l'église d'Angleterre et "le landlordisme décadent en Irlande d'abord, puis en Angleterre, suivront"². Il s'ensuit que "la position de l'Association internationale vis-à-vis de la question irlandaise est très nette". "Son premier besoin est de pousser à la révolution sociale en Angleterre. À cet effet, il faut frapper le grand coup en Irlande"³.

Mais le raisonnement des fondateurs n'est pas aussi net dans d'autres documents. Ainsi, en ce qui concerne la position favorable à la Pologne et à la France, c'est "la raison d'État", l'intérêt de l'Allemagne, qui est plus claire.

La Pologne, affirment les fondateurs, est un bouclier pour l'Allemagne contre la Russie. L'Allemagne doit par conséquent sauvegarder et défendre l'unité et la liberté de la Pologne, faute de quoi, c'est l'Allemagne qui en payera le prix en subissant l'assaut russe. "La question polonaise, nous dit Marx, c'est la question allemande. *Sans une Pologne indépendante, pas d'Allemagne unifiée et indépendante, ni d'émancipation allemande de l'hégémonie russe*" (souligné par nous)⁴. Les Polonais sont, selon Marx toujours, un "peuple héroïque qui seul protège l'Allemagne du raz-de-marée moscovite"⁵.

C'est donc dans cette optique qu'il faut lire la phrase de Marx: "La trahison allemande à l'égard de la Pologne ... est aussi une trahison vis-à-vis de l'Allemagne". Les fondateurs étaient conscients de ce que représente la Pologne pour l'Allemagne face à la Russie. Chez ces Polonais, fait remarquer Engels, "la haine des Russes dépasse encore ... la haine des Alle-

¹ Décision du conseil général de l'AIT, rédigée par Marx, jointe à la lettre du 28 mars 1870, adressée à Kugelman, Lettres à Kugelman, op. cit., p. 140.

² Lettres à Kugelman, op. cit., p. 93 (6 avril 1868).

³ Décision du conseil général de l'AIT, op. cit., p. 142. Pour un raisonnement supplémentaire, nous renvoyons le lecteur à ce document et au document précédent.

⁴ Proclamation de l'Association culturelle des ouvriers allemands de Londres en faveur de la Pologne, Marx, octobre 1863 in Textes militaires, op. cit., p. 446.

⁵ Ibid., p. 448.

mands"¹. Il fallait donc s'en servir. En réalité, peu importait le cas de la Pologne in se pour nos deux auteurs.

Dans une lettre d'Engels, adressée à Marx, nous avons l'expression de leurs sentiments intimes: "The more I reflect about history, écrit Engels, the more convinced I become that the Poles are a doomed nation, to be used as a means until Russia itself is swept by the agrarian revolution. From that moment on, Poland has no raison d'être any more. The Poles have never done anything in history except play heroic quarrelsome acts of stupidity"².

Ainsi, la fameuse phrase d'Engels prononcée en faveur de la Pologne se trouve vidée de son sens: "Une nation ne peut pas devenir libre tout en continuant d'opprimer d'autres nations". Elle devient une formule de propagande.

"La raison d'État" se retrouve aussi en ce qui concerne la prise de position face à la France. Deux raisons ont inspiré cette position.

Avant tout, il y a la peur de la France. Marx demande aux ouvriers allemands de réclamer une paix honorable à la France. Cette paix est considérée comme une garantie contre l'éventualité de l'aggravation de la situation. Une victoire de la France qui suivrait une paix honteuse, la pousserait à se venger: "C'est le devoir - tout autant que l'intérêt - du peuple allemand, dit Marx, d'accorder une paix honorable à la République française". Une telle paix "est dans l'intérêt allemand parce qu'une paix honteuse ne serait qu'une trêve jusqu'à l'heure où la France serait assez forte pour laver sa honte". Et il ajoute: "Il appartient aux ouvriers allemands de proclamer que, dans l'intérêt de l'Allemagne comme de la France, ils n'entendent pas tolérer qu'on outrage le peuple français"³.

La deuxième raison est encore plus profonde. C'est la peur de la Russie. Une humiliation de la France la pousserait à s'allier à la Russie et déclarerait la guerre ensuite à l'Allemagne. Marx insiste sur cette raison pour empêcher l'annexion de l'Alsace-Lorraine: "Quiconque n'est pas complètement étourdi par les clameurs du moment et n'a pas intérêt à égarer le peuple allemand comprendra qu'une guerre entre l'Allemagne et la Russie doit naître de la guerre de 1870 aussi fatalement que la guerre de 1870 elle-même est née de la guerre de 1866". À partir de cette analyse, il conclut que "la guerre actuelle sera un bien ou un mal, selon la conduite

¹ Engels, le panslavisme démocratique, in NGR, t. III, 1971, no 223 16 février 1849, p. 79.

² Marx, K., on colonialism and modernization, textes éd. et introd. par Schlomo Avineri, Anchor books, Doubleday, Garden city, N. Y. (lettre du 23 mai 1851) p. 448 (ci-après: Marx on colonialism).

³ Lettre de Marx au comité de Brunswick, op. cit., in Textes militaires op. cit., p. 517.

qu'adopteront les vainqueurs allemands. S'ils prennent l'Alsace et la Lorraine la France s'alliera à la Russie, inutile d'insister sur la funeste conséquence d'une telle éventualité". Par contre, "s'ils concluent une paix honorable avec la France, cette guerre délivrera l'Europe de la dictature moscovite"¹.

Mais pour être objectif, il faut ajouter que Marx conclut ce texte comme Engels avait conclu sa lettre contre la Pologne. "La raison de la Révolution" y apparaît. Marx écrit: "cette guerre délivrera l'Europe de la dictature moscovite ... Elle hâtera enfin l'avènement de la révolution sociale en Russie - qui n'attend qu'une impulsion du dehors et, de la sorte, cette guerre servirait aussi au peuple russe"².

Cette dernière remarque de Marx, comme l'allusion faite par Engels à la Russie dans sa lettre contre la Pologne, est un appui contre une éventuelle accusation de chauvinisme adressée aux fondateurs du marxisme. Néanmoins, il faut avouer que le problème est assez délicat à résoudre et cet appui reste bien fragile.

Notons ici que Marx et Engels ont bâti leurs décisions dans d'autres cas sur des arguments semblables ou "la raison de la Révolution" entre souvent en conflit avec "la raison d'État". Une conclusion est cependant facile à tirer: Ce n'est pas le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes qui intéressait nos deux auteurs. Ainsi dans le même jour où Engels plaidait pour l'indépendance de la Pologne, Marx déclarait pour sa part: "L'unité et la fraternité des nations est un mot d'ordre que l'on trouve dans la bouche de tous les partis ... C'est la fraternisation des oppresseurs contre les opprimés, des exploiters contre les exploités, De même que la classe des bourgeois d'un pays fraternise et s'unit contre les prolétaires d'un même pays ... de même les bourgeois de tous les pays fraternisent et s'unissent contre les prolétaires de tous les pays"³.

Engels ironise sur le concept de démocratie, c'est du mensonge. Quant à la liberté politique, c'est "un simulacre et le pire esclavage possible", "cette liberté fictive est le pire asservissement"⁴.

Une question se pose ici. Pour quelle raison une telle nation, et pas telle autre doit mériter l'attention des prolétaires? La Pologne, elle, dit Engels, n'est pas digne de l'indépendance nationale dans la phase transitoire. Mais pourquoi l'Allemagne le serait-elle? C'est là que se pose à nouveau le pro-

¹ Ibid., p. 521.

² Loc.cit.

³ Discours sur le Parti chartiste, l'Allemagne et la Pologne in Textes militaires, op. cit., pp. 146-147.

⁴ Engels, Progrès de la réforme sociale sur le continent, in Textes militaires, op. cit., p. 119.

blème: s'il s'agit de raisonnement objectif par rapport à la révolution (pour "raison de la Révolution"), ou s'il s'agit d'esprit nationaliste chauvin (pour "raison d'État"). C'est le sujet de notre prochain chapitre.

Chapitre III. Les nations capables d'exercer l'indépendance

1) Influence hégélienne

Nous trouvons, dans plusieurs textes des fondateurs du marxisme, des expressions qui ne sont pas sans choquer le lecteur. Citons à titre d'exemple:

"Nous devons collaborer à la libération du prolétariat d'Europe occidentale et nous devons subordonner tout le reste à ce but. Et les Slaves des Balkans, etc., peuvent bien être tout aussi dignes d'intérêt, à partir du moment où leur désir de libération entre en conflit avec l'intérêt du prolétariat, ils peuvent bien aller au diable"¹.

"Guerre inexorable à la vie et à la mort aux Slaves traîtres à la révolution; guerre d'extermination et terrorisme aveugle - non dans l'intérêt de l'Allemagne, mais dans l'intérêt de la révolution"².

Ces deux textes semblent rattacher tous les efforts "au but de la révolution prolétarienne" qui "ne se laisse pas poser de conditions" et pour laquelle il faut savoir se sacrifier, faute de quoi, une nation se trouve qualifiée de "contre-révolutionnaire"³. Mais ils ne laissent pas moins planer des doutes sur l'intention des fondateurs lorsqu'ils emploient des termes si durs.

Malgré le fait que le léninisme a laissé tomber de tels arguments de sa doctrine, il est bon de s'y attarder.

Alors que de telles expressions paraissent très subjectives, elles appartiennent à la doctrine qui se veut la plus objective au monde. Pour comprendre cette contradiction, il faut les données de bases, les sources de tels jugements, qui sont à chercher principalement chez Hegel, des données que le marxisme considère comme acquises à son lecteur. Pour contredire le marxisme, il faut, non pas détruire ses conclusions, mais s'attaquer aux prémisses hégéliennes, ce qui n'est pas notre tâche. Nous ne ferons que survoler la conception hégélienne pour voir comment le marxisme est arrivé à partir de celle-ci à des positions si choquantes.

Hegel bâtit sa conception de l'histoire en forme de théodicée, une justification de Dieu à partir de l'histoire. D'où le sens de sa fameuse phrase: "Tout ce qui est réel, est rationnel et tout ce qui est rationnel, est réel" qui signi-

¹ Lettre à Bernstein, 22 février 1882, in Les marxistes et la question nationale, op. cit., p. 102.

² Engels, le Panslavisme démocratique, in NGR, op. cit., III, 1971, no 223, 16 février 1849, p. 82.

³ Ibid., p. 81.

fie la recherche par la raison de l'Être absolu dans le rapport des choses avec la raison elle-même, qui est "reflet de Dieu et essentiellement le savoir de l'absolu".

L'histoire est, pour Hegel, dominée par l'Esprit Absolu qui anime les peuples. Chaque peuple reflète cet Esprit selon la profondeur avec laquelle il le saisit. Dans la dialectique de la marche de l'histoire universelle, le peuple qui se montre digne reprend à sa charge cette manifestation de l'Esprit.

La conception de Hegel est une constatation de la succession des différents peuples sur l'échiquier de l'histoire qui, au lieu d'en rester au stade de la pure constatation, acquiert la fonction de preuve sur l'existence de l'Esprit dans sa marche progressive. Et ainsi Hegel, contrairement à Rousseau et à Mazzini, ne croit pas à l'harmonie entre les diverses nations, mais au continuel dépassement de celles-ci au moyen de la guerre. Cette guerre est jugée bonne par l'Esprit qui procure la victoire à qui la mérite et peut continuer sa marche¹. Dans cette conception de la société "*die Weltgeschichte ist das Weltgericht*"². Bref, cette philosophie hégélienne emploie les faits matériels en les jugeant à partir d'un concept "idéologique" pour en arriver à un autre, "idéologique".

Le marxisme adopta le système de déduction hégélienne. Il jugea cependant les faits matériels, "la succession des nations dans l'histoire", à la lumière de la lutte de classe, concept "matérialiste" qui permet d'arriver à la conclusion que ces faits sont la marche logique de l'histoire en vue de la réalisation, non pas de "l'Esprit absolu" mais de "la Révolution prolétarienne". Malgré la différence dans le procédé d'analyse, le marxisme en acquiert les préjugés hégéliens en question nationale. C'est l'histoire qui est l'arbitre sur la question de savoir si une nation est digne d'indépendance ou non.

Le défaut de la conception hégélienne provient du fait qu'elle réduit la marche de l'histoire à une fatalité et à un déterminisme en considérant les faits en termes de nécessité, empêchant l'effort humain de s'opposer à une injustice. Elle ouvre la voie à des abus de la part des plus forts en établissant la loi de la force au niveau des rapports de la société à partir de prémisses tirées de la constatation dont la véracité reste encore à prouver. C'est cette conception qui est la base idéologique du fascisme et du racisme nazi. Bien que son essence soit spirituelle, elle nous conduit au nihi-

¹ Hegel, G. W. F., La raison dans l'histoire, Introduction à la philosophie de l'histoire, trad. nouvelle, introd. et notes par Kostas Papaioannou, 10/18, Paris, 1965, p. 83

² V. à ce sujet Nationalism, a report by a study group of members of the Royal Institute of I. Affairs, Oxford Univ. Press, Londres, N.Y., Toronto, 1939, pp. 47-51.

lisme en accordant une importance unique, finale, à la force comme moyen justificateur de légitimité de domination. C'est d'ailleurs le résultat auquel arrive toute philosophie absolutiste comme le christianisme, le judaïsme, l'islam et le marxisme. Ces quatre courants excluent l'homme, en tant qu'entité libre, de leur sphère d'influence et de logique interne.

Le même reproche qu'on fait à la conception hégélienne dans sa position face aux différentes nations peut être fait au marxisme.

2) Conditions requises

Après avoir en quelques lignes résumé l'origine doctrinale de la position marxiste, voyons maintenant les conditions d'après lesquelles une nation peut être jugée digne d'indépendance.

Mais ne faut-il pas encore définir la notion "nation" avant de voir les conditions? Malheureusement nous nous trouvons devant une impasse à défaut de textes. Marx et Engels ne se sont pratiquement jamais donné la peine de définir ce qu'est une nation. Le Prof. Molnar écrit: "La nation est saisie et définie par nos deux auteurs comme le résultat d'un processus à la fois biologique et culturel, économique et militaire dont le déroulement se perd dans la nuit des temps et dont les facteurs sont laissés en obscurité"¹. Bloom n'en est pas moins net. "Marx, écrit-il, was only very incidently a theorist of nationality or race. He never attempted definitions of the race or the nation that would distinguish them from other aggregates of men ... If one may, therefore, speak of the marxism theory of nationality at all, it must be in the sense of the peculiarities of modern western nations - and the relevance of such description to national questions in other parts of the World"². Haupt aussi est du même avis³.

Après l'accord de ces autorités dans la matière il n'en reste pas moins une difficulté à laquelle on doit faire attention. Les conditions que nous citons ne sont pas exhaustives. Les textes de nos deux auteurs en nomment plusieurs que nous n'aurons pas ici la possibilité de traiter complètement. Ces conditions, en deuxième lieu, n'ont pas de valeur fixe dans la considération marxiste. Ainsi, une fois, c'est la langue qui a de l'importance, une autre fois, c'est une autre condition, etc., sans que Marx ou Engels nous indiquent la raison pour laquelle ils penchent vers telle ou telle autre condition. Enfin, ces conditions ne sont pas suffisantes. Une nation ne peut pas prétendre au droit à l'indépendance même si elle les remplit toutes. Par contre, elles sont nécessaires, en ce sens que si une condition vient à man-

¹ Molnar, op. cit., p. 107.

² Bloom, S. F., The world of nations, a study of the national implications in the work of K. Marx, Columbia Univ. Press, N.Y. 1941, p. 16.

³ Les marxistes et la question nationale, op. cit., pp. 22-23.

quer, la nation ne peut plus bénéficier de l'indépendance. Bref, le lecteur ne doit pas chercher la cohérence dans ce qu'il lit (car il ne l'a pas), mais se faire une idée générale sur la complexité du raisonnement marxiste.

Trois conditions principales semblent être requises: la langue, la vitalité et le caractère révolutionnaire.

3) La langue

La langue est considérée dans l'ensemble, comme une condition très importante. Pour Engels, elle constitue la frontière naturelle d'une nation. Mais elle n'est pas suffisante. En effet fait-il remarquer, "aucune frontière d'État ne coïncide avec les frontières naturelles de la nationalité, celle de la langue. Il y a quantité de gens hors de France dont la langue maternelle est le français, de même que quantité de personnes de langue allemande vivent hors d'Allemagne. Et il en sera probablement toujours ainsi"¹. En d'autres termes, il conteste le principe des nationalités qui part de considérations linguistiques et refuse qu'une nation forme une entité politique couvrant ses membres en raison de la langue. Il rejette par là en même temps ce qu'on appelle l'autonomie culturelle. Il est à noter dans ce texte cité qu'Engels emploie un argument *ad absurdum* qui rend difficile toute conclusion. Car s'il est vrai que la nation ne peut prétendre couvrir toutes les personnes employant une langue commune, il faut cependant fixer les limites.

Si l'existence d'une langue commune n'est pas déterminante, le défaut de celle-ci a, par contre, un effet négatif. Des groupes qui se réclament de même ethnie, s'ils n'ont pas une langue commune, écrite, vivante, ne peuvent pas avoir le droit de former une unité politique. Tel est le cas des Slaves. Ceux-ci ne peuvent pas former un empire slave pour la raison qu'ils ne possèdent pas une langue commune. Ces slaves "en plus de l'allemand, de l'italien, du magyar, du valaque, du turc, du grec et de l'albanais", parlent encore "une douzaine de langues slaves et dialectes principaux". Quant à la langue slave, elle n'est employée que dans "les litanies ... de l'église russe". Elle n'est comprise par aucun slave. Engels ajoute à cela le défaut de culture "commune" et de littérature "commune"².

4) La vitalité

Pour qu'une nation se voit reconnaître le droit à l'indépendance et bénéficier de l'aide du prolétariat, il faut qu'elle ait un minimum de vitalité. Comment définir ce mot? C'est difficile. Mais les textes révèlent les caractéristiques d'une nation qui a de la vitalité: avoir de l'histoire, une culture,

¹ Engels, Qu'est-ce que les classes laborieuses ont à voir avec la Pologne, in Les marxistes et la question nationale, op.cit., pp. 91-92.

² Engels, article dans la NGR le 13 janvier 1849, in Textes militaires, op. cit., pp. 232-233.

une économie, un nombre d'habitants à la fois suffisant et compact, une unité territoriale.

Engels critique le principe des nationalités considéré par lui comme défectueux pour la raison qu'il ne tient pas compte de cette condition. Les petits États ont été mis sur pied d'égalité avec les grands, ceux qui n'ont pas d'histoire avec ceux qui en ont. "L'importance au sein de l'Europe, la vitalité d'un peuple, dit-il, ne sont rien selon le principe des nationalités" Et il donne des exemples: "En vertu de ce principe, les Roumains de Valachie, qui n'eurent jamais d'histoire ni d'énergie requise pour en avoir une, sont égaux en importance avec les Italiens qui ont 2000 ans d'histoire et d'une vitalité naturelle incomparable. Les Gallois et les habitants de l'Île de Man auraient, s'ils le voulaient, le même droit à une existence politique indépendante que les Anglais, aussi absurde que cela puisse paraître". Et il conclut: "le tout est une absurdité, revêtue d'un habit populaire afin de jeter de la poudre aux yeux des gens simples, et d'être utilisée comme une phrase de convenance, ou laissée de côté si les circonstances le requièrent"¹.

Ce texte nous montre que les fondateurs s'étaient posé les problèmes du principe des nationalités. Ils rejettent le principe mais ils s'en servent aussi lorsqu'il est utile (cas de la Pologne).

Néanmoins la difficulté persiste. Comment savoir qu'une nation a de l'histoire? Qu'est-ce que l'histoire? et pourquoi faut-il de l'histoire? Ces questions restent sans réponses. D'ailleurs une nation peut être bien plus digne d'indépendance, même s'elle n'a pas eu d'histoire qu'une autre qui peut se glorifier d'une histoire alors qu'elle est en décrépitude.

Engels remonte dans le passé pour chercher la dignité d'une nation. Selon lui, dans le cas des Tchèques, des Moraves, des Slovaques, on ne peut pas parler d'histoire. Ils n'ont jamais cessé d'être assujettis. "Depuis Charlemagne, la Bohême est enchaînée à l'Allemagne. La nation tchèque s'émancipe un instant et forme le royaume de Moravie, pour être aussitôt assujettie de nouveau et servir cinq cents ans de ballon avec quoi jouent l'Allemagne, la Hongrie et la Pologne". Il se demande alors si après tout cela une telle nation peut véritablement bénéficier de l'indépendance ou qu'elle puisse en prétendre, elle "qui historiquement n'existe pas".

Pour les Slaves du sud, selon Engels toujours, il est inutile de parler d'indépendance: "où est l'histoire des Slovènes d'Illyrie, des Dalmates, des Croates et des Scholazes?" se demande-t-il. "Depuis le XI^e siècle, ils ont perdu la dernière apparence d'indépendance politique, ... Et avec ces

¹ Engels, Qu'est-ce que les classes laborieuses ont à voir avec la Pologne, in Les marxistes et la question nationale, p. 92.

loques déchirées, on veut bâcher une nation vigoureuse, indépendante et viable?"¹.

Une autre "caractéristique de la vitalité d'une nation se voit dans le nombre de ses habitants qui doivent encore former une unité compacte. Parmi les différentes nations dont est composée l'Autriche, Engels ne reconnaît le droit de former une unité politique à base nationale qu'aux Allemands, aux Polonais et aux Magyars. Quant aux Slaves, ils en sont déçus. Ils sont peu nombreux et forment une masse non compacte. "S'ils étaient en masse de réunir sous leur direction un État de douze à vingt millions d'hommes, s'explique Engels, leurs prétentions auraient au moins encore un caractère de sérieux". Mais, fait-il remarquer, "c'est tout le contraire". En effet, "les Allemands et les Magyars ont enfoncé jusqu'à l'extrémité des Carpathes, presque jusqu'à la Mer Noire, un large coin dans leur masse; ils ont séparé les Tchèques, les Moraves et les Slovaques des Slaves du sud par une large bande de 60 à 80 lieues"².

À lire ce passage on se croirait prêter l'oreille à Hitler qui, en Mars 1938, refusait de parler d'une Autriche ou d'une Allemagne indépendante en raison de leur petite dimension³.

5) Le caractère révolutionnaire

Cette dernière condition que nous étudions n'est pas moins ambiguë que les deux précédentes. Pourtant elle est la condition la plus importante car aucune nation n'a un droit absolu à l'indépendance. Son droit est en rapport constant avec la révolution. C'est seulement dans la mesure où une nation peut faire progresser cette révolution qu'elle peut bénéficier de l'appui du prolétariat pour son indépendance.

Nous avons déjà vu le cas de la Pologne qui, tout en étant slave, a eu l'étiquette de révolutionnaire et a eu la bénédiction des fondateurs. L'indépendance de la Pologne, comme nous l'avons vu, est subordonnée à l'intérêt qu'elle représente au progrès de la révolution par sa protection de l'Allemagne. Une fois que la Russie cesse de menacer l'Allemagne en passant par la révolution socialiste, du même coup, la Pologne perd la bénédiction. Dans un texte exceptionnellement intéressant, Engels nous informe qu'il était prêt à appuyer l'indépendance des Slaves, malgré toutes les attaques qu'il portait contre eux, si ceux-ci remplissaient cette condition. Il les aurait mis sur pied d'égalité même avec les Allemands: "Si les Slaves avaient à un moment quelconque commencé sous l'oppression une histoire révolu-

¹ Engels, le Panslavisme démocratique in NGR, op. cit., t. III, 1971, no 222: 15 février 1849, pp. 68-69.

² Ibid., p. 69.

³ Cobban, op. cit., p. 1.

tionnaire nouvelle, ils prouveraient aussi leur viabilité. À partir de cet instant, la révolution avait intérêt à leur libération et l'intérêt particulier des Allemands et des Magyars disparaissait devant l'intérêt plus général de la révolution européenne"¹.

Mais que devaient faire les Slaves pour obtenir ce privilège ou plutôt, quelle est la faute qu'ils ont commise pour être aussi méprisés? Pour Engels, les Slaves ont commis une faute impardonnable. "Ces déchets de peuples", comme il se plaît à les appeler, se sont alliés aux Russes, la bête noire des Allemands. S'ils réclament leur indépendance et leur unité, c'est, toujours d'après Engels, pour combattre les Allemands. Le panslavisme est considéré comme une arme dans les mains du Tsar².

Être révolutionnaire est, pour les Slaves et les Polonais, une demande qui équivaut à leur participation dans le progrès de la révolution -en se dressant contre la Russie, l'État le plus réactionnaire en Europe. Pour d'autres, cette condition ne suffit pas pour que le prolétariat appuie leur lutte en vue de l'indépendance politique. Il faut en plus que leur indépendance ne soit pas une menace pour la sécurité en Europe et donc un obstacle à la révolution.

Parlant de la grande Serbie, Engels contesta le droit des Serbes à l'unité, vu la menace que celle-ci représente pour la paix: "Si une guerre mondiale, qui nous gâtera toute notre situation révolutionnaire, menace d'éclater à la suite du soulèvement de ces gaillards, ils doivent, eux et leur droit à voler du bétail être sacrifiés impitoyablement aux intérêts du prolétariat européen"³.

Engels prend la même position à l'égard des peuples opprimés. La sécurité prime le droit à l'indépendance tant que cette sécurité est nécessaire pour réaliser la révolution. Tel est le cas de la demande des Alsaciens: "Les Alsaciens, dit-il, sont opprimés, et je serai bien content si nous nous en débarrassons enfin. Mais si, à la veille d'une révolution qui visiblement s'approche, ils provoquaient une guerre entre la France et l'Allemagne, s'ils voulaient à nouveau exaspérer ces deux peuples, ajournant ainsi la révolution, je leur dirai: Halte-là! Vous aussi pouvez patienter tout autant que le prolétariat européen"⁴. Le même raisonnement est fait sur le problème de l'Herzégovine. Engels se croyait à la porte de la révolution. Il prenait fait et cause pour elle, empêchant qu'un événement vienne troubler sa venue:

¹ Engels, le Panslavisme démocratique, in NGR, op. cit., t. III, 1971, no 223, 16 février 1849, p. 74.

² Ibid., pp. 76, 82.

³ Lettre à Bernstein, 22 février 1882, in Les marxistes et la question nationale, op. cit., p. 104.

⁴ Ibid., p. 102.

"À cause de quelques Herzégoviniens, faire s'embraser une guerre mondiale qui coûtera mille fois plus d'hommes qu'il n'y a d'habitants dans toute l'Herzégovine -ce n'est point ainsi que j'entends la politique du prolétariat"¹.

6) Sort des petites nations

Si nous procédons par élimination, un pays après l'autre, nous arrivons au résultat que les pays considérés révolutionnaires sont les pays prêts à la révolution en raison de leur développement socio-économique: les pays occidentaux et l'USA. Ce sont les seuls pays qui ont droit à l'indépendance politique.

Qu'en est-il des autres pays? Quel est leur sort? Engels est très cynique, comme nous l'avons déjà remarqué. Il n'hésite pas à employer les termes les plus cruels. Pour lui, les petites nations d'Europe doivent se laisser assimiler par les grandes. Ainsi pour les Slaves d'Autriche, il ne voit pas d'autre "mission" que de "sombrier dans la tourmente révolutionnaire universelle"². Il va jusqu'à souhaiter qu'une guerre vienne "balayer de la surface de la terre" ces petites nations, chose qu'il qualifie de "progrès"³. Il déclare "une guerre d'extermination" et "terrorisme aveugle" contre les Slaves⁴. Ces nations ne doivent même pas s'opposer à leur assimilation. C'est ainsi qu'elles sont révolutionnaires. En effet, dit Engels, "la révolution ne se laisse pas poser de condition": "ou bien on est révolutionnaire et on accepte les conséquences de la révolution, quelles qu'elles soient, ou bien on est précipité dans les bras de la contre-révolution"⁵.

Nous verrons dans le chapitre qui suit ce que pensent nos deux auteurs sur les colonies. Mais disons ici un mot de la forme d'organisation de l'État bourgeois, de ces nations dignes d'indépendance, dans la phase révolutionnaire transitoire qui sépare la société capitaliste de la société communiste.

Marx et Engels préconisèrent une société hautement centralisée comme conséquence logique au développement des conditions économiques. Seule une société centralisée est capable de donner naissance à une économie de production sur la base de laquelle peut s'élever le socialisme. Ils rejetèrent le fédéralisme, comme nous le verrons par la suite, pour ces

¹ Loc. cit.

² Engels, la lutte des Magyars, NGR, op. cit., t. II, 1969, no 194, 13 janvier 1849, p. 303.

³ Ibid., p. 312; v. aussi NGR, t. 111, 1971, p. 74.

⁴ NGR, op. cit., t. 111, 1971, p. 82.

⁵ Ibid., p. 81.

mêmes raisons, sauf comme une étape à moyen terme, à partir de laquelle il faudrait passer au centralisme¹.

Cette attitude explique pourquoi le marxisme demande l'assimilation des nations qui ne sont pas capables de vitalité. Elles n'ont pas de choix dans leurs rapports.

Chapitre IV. Le marxisme et la question coloniale

Section I. Insertion de la société précapitaliste dans le système marxiste

1) L'anticolonialisme avant la période d'expansion coloniale

La force a joué plus de rôle dans le développement de la question coloniale que dans celui de la question nationale. La question coloniale n'a pas posé les mêmes problèmes idéologiques, qu'avec la manifestation d'une contre-action de la part des colonies. Il est vrai que des philosophes se posaient des questions sur ce monde lointain, mais une démarcation nette restait entre l'opprimeur et l'opprimé. Pour l'Europe, c'était le problème de l'égalité qu'on envisageait alors que pour les colonies c'était celui du rapport entre le propriétaire et l'objet possédé, entre l'esclavagiste et l'esclave.

La première personne connue à avoir protesté contre le colonialisme fut Bartholomé de Las Casas (1470-1550), protestation qui fut à la base des commissions instituées par Pie V desquelles devait sortir la congrégation de la Propagande. Mais c'était une réaction contre les horreurs commises².

Au XVII^e siècle, le mercantilisme justifia l'expansion coloniale et l'encouragea. C'est alors la période de la compétitivité entre les puissances européennes³. Il faut attendre la fin du siècle pour voir une prise de position contre le colonialisme. Deux courants ont soutenu les débats: le courant idéaliste et le courant utilitariste.

Le premier de ces courants était d'inspiration égalitaire et argumentait d'après le droit naturel. On oscillait entre la dénonciation des abus et l'abolition de la colonisation, reconnaissant le droit à l'insurrection des colonies⁴.

¹ Marx, *The civil war in France*, introd. by Engels, I. Publishers, N.Y. 1940, p. 19.

² Cet évêque avait fait plusieurs fois le voyage de l'Espagne pour saisir l'empereur Charles Quint. Les écrits de Vitoria et de Suarez ne sont que le reflet des débats à ce sujet.

³ Dans cette période, nous avons l'acte de navigation (1651) en Angleterre et le régime de l'exclusif en France qui visaient à interdire que les productions des colonies concurrencent celles de la métropole et à écarter toute intervention d'un tiers entre les colonies et la métropole, contraignant ainsi la colonie à ne commercer qu'avec la métropole.

⁴ Voltaire s'indignait devant la traite et l'esclavage. L'Abbé Raynal voulait qu'il y ait des limites dans le traitement des indigènes, mais considérait que la raison et l'équité permettent les colo-

Le deuxième courant partait de données socio-économiques. Tout compte fait, la colonisation est un marché sans profit. Tel est le point de départ. Les uns étaient obsédés par la crainte du dépeuplement infligé à la métropole par l'émigration vers les colonies. Les autres, formant une catégorie plus importante, étaient des physiocrates et des économistes. Ils se basent sur l'absence de rentabilité économique et accusent la colonisation d'être du ressort du mercantilisme participant au même archaïsme, à la même méconnaissance des lois de l'économie¹.

Telle était la situation avant la révolution française. Après la révolution, on assiste à une confusion des idées. Mais la constante s'est montrée favorable à la poursuite et à l'extension de la colonisation sous le masque d'un esprit paternaliste qui visait l'assimilation des colonies. L'utilitarisme en était toujours le principal moteur.

Nous assistons cependant à une rupture avec la convergence entre les protestations humanitaires et les calculs des utilitaristes du XVIIIe siècle. Une opposition se dessine.

En Grande-Bretagne, la doctrine du libéralisme économique se dresse contre la colonisation. Ce fait est illustré par l'école de Manchester influencée par Cobden et par Adam Smith. Ce qui s'explique par le fait que l'Angleterre a eu des difficultés avec le Canada qui l'obligèrent à lui accorder en 1867 le statut d'autonomie interne.

En France, par contre, c'est la mêlée colonialiste surtout avec Paul Leroy-Beaulieu, un publiciste et libre échangiste, l'économiste Jules Duval et Charles Gide. L'affaire d'Algérie a fait rebondir les sentiments de la mission civilisatrice pour justifier des entreprises à l'encontre des économistes libéraux.

Deux courants anticolonialistes se trouvent dans cette période: les réformistes et les abolitionnistes.

Les premiers réclamaient l'humanisation du sort des gens de couleur qui aboutit à la suppression de la traite et de l'esclavage. Mais le mouvement avait une raison sous-jacente: s'assurer l'attachement des colonies avec la métropole².

nies. Il conteste le droit sur les colonies par la conquête qui "ne lie pas plus que le vol". Rousseau de même ne voyait de fondement dans le droit de conquête que "la loi du plus fort" (v. L'Anticolonialisme européen de Las Casas à K. Marx, textes choisis et présentés par Merle, A. Colin, Paris, 1969, pp. 75, 79, 110, 112 (ci-après: L'anticolonialisme européen).

¹ Dans le courant utilitariste d'inspiration démographique on a Boulainvilliers, Voltaire, le Marquis de Mirabeau. Et dans celui d'inspiration économique: Petty, Cantillon, Quesney, Smith, Bentham, Young.

² L'anticolonialisme européen, op. cit., pp. 28-29.

Quant aux derniers, les abolitionnistes, ils sont influencés par l'école de Manchester qui plaide la question canadienne. Des raisons économiques présidaient à ce processus. Cobden déclarait: "N'oublions pas ... que nous sommes des freetraders. Nous avons adopté le principe de la liberté du commerce, et en agissant ainsi, nous avons déclaré que nous aurons le monde entier pour consommateur ... En abolissant le monopole du commerce de nos colonies, nous ne ferons qu'échanger un privilège misérable contre le privilège du commerce avec le monde entier"¹.

L'anticolonialisme sert ici de paravent, sinon d'instrument à l'impérialisme économique de la puissance dominante. La générosité peut être parfois un bon placement. Dans le même sillage nous pouvons citer Say, De Molinari, James Mill, J.S. Mill, Goldwin, Smith, Disraeli.

Qu'en est-il des socialistes? Les réformateurs sociaux comme les St. Simoniens, Ch. Fourier, Etienne Cabet, n'ont pas d'idées claires sur la colonisation. Un esprit paternaliste domine leurs écrits, donnant à l'Europe la charge de conduire les colonies vers la civilisation².

Les quelques lignes d'introduction à la pensée de Marx sur la question coloniale s'arrêtent à la période d'avant l'expansion coloniale, située aux environs de 1875. "C'est dans la pratique" que l'homme a "à faire la preuve de la vérité"³. C'est l'enseignement du marxisme. Dans ce contexte nous devons analyser la position marxiste.

2) Problème de l'insertion de la société précapitaliste

Bien que les questions nationale et coloniale aient été posées différemment dans l'histoire, nos auteurs les incluent dans le même schéma de raisonnement. Le système marxiste est conçu comme un système universaliste. Il prend en considération la société humaine, *in globo*, dans une dialectique qui repose sur les rapports de production.

La première difficulté qu'on rencontre dans la position marxiste face à la question nationale est son penchant pangermanique qui lèse le système. La question coloniale, elle, doit être plus apte à nous montrer la logique de ce système, s'il y en a une, puisqu'il n'y a pas d'intérêt immédiat. Mais ce système se heurte à une autre difficulté. La société précapitaliste, dont font partie les colonies, l'a mise à l'épreuve.

En effet les données historiques ne confirment pas les énoncés théoriques. Deux textes de Marx nous montrent qu'il s'en est rendu compte.

¹ Discours prononcé au meeting de Bradford. Journal des économistes, no du 15 février 1850, in L'anticolonialisme européen, op. cit., p. 324.

² L'anticolonialisme européen, op. cit., p. 37.

³ Idéologie allemande, op. cit., p. 24.

Le premier, c'est l'avant-propos sur la critique de l'économie politique de 1859 où nous voyons que Marx introduit une nouvelle catégorie de modes de production, inconnue dans le Manifeste: le mode de production asiatique¹.

Le deuxième texte est une lettre aux éditeurs du journal socialiste russe édité à Genève *otochestvenniye Zapiski* de novembre 1877, jamais envoyée et retrouvée parmi les papiers de Marx chez Engels. Dans cette lettre, Marx avertit ses lecteurs de ne pas "métamorphoser son esquisse historique sur la genèse du capitalisme en Europe occidentale en une théorie historico-philosophique de la voie générale par laquelle tous les peuples doivent fatalement y passer"².

Cette lettre a été écrite au sujet de la Russie qui, comme nous l'avons déjà vu, avait obligé Marx à se pencher sur l'étude du russe à l'âge de 50 ans. La question était de savoir si la Russie devait obligatoirement passer par la voie capitaliste - donc par le développement industriel et économique avant d'atteindre le stade de la révolution. Cette voie, comme d'ailleurs tout le schéma marxiste de la marche de l'histoire, est considérée comme tracée objectivement d'après les données matérielles³. Mais la réponse négative de Marx conduit à la conclusion que cette théorie a des limites dans l'espace. Elle ne serait applicable que pour les pays occidentaux dans la phase capitaliste. Il motiva cette réponse dans la préface à l'édition allemande de 1890 du Manifeste (écrite par Marx et Engels le 21 janvier 1882) par la considération de la révolution russe en tant que "signal" et point de départ à une révolution communiste mondiale⁴.

Cette motivation n'est pas conforme au raisonnement marxiste qui exige une analyse matérialiste. Nous retrouvons les vraies raisons dans les articles de Marx écrits pour le New York Daily Tribune.

Dans un article sur l'Inde, il constate: "Indian society has no history at all, at least no known history"⁵. La même idée est exprimée sur la Chine: "The oriental empires always show an unchanging social infrastructure coupled with unceasing change in the persons and tribes who manage to ascribe to

¹ Pléiade, op. cit., Critique à l'économie politique, p. 273.

² In Marx on colonialisme, op. cit., p. 469.

³ Le Manifeste, op. cit., p. 48.

⁴ Ibid., p. 86; Au sujet de la Russie, v. Radjavi, K., La dictature du Proletariat et le dépérissement de l'État de Marx à Lénine, Ed. anthropos, Paris, 1975, pp. 79-67.

⁵ Marx, The future results of British rule in India, NYDT, 8 août 1853 in Marx on colonialism, op. cit., p. 132.

themselves the political superstructure"¹. Il attribue cela à l'absence de la propriété foncière².

Marx, ainsi, prend conscience du cas asiatique. Il se trouve devant un monde qui dépasse son schéma du progrès de l'histoire par étapes. Ne pas avoir d'histoire veut dire dans le langage marxiste qu'il n'y a pas de dialectique historique pour ces pays, il n'y a pas ce mouvement qu'il considère comme étant de l'essence même de l'histoire.

Malgré le fait que Marx s'est rendu compte de l'inexactitude de ses énoncés - ou disons mieux de la limite de son système aux pays capitalistes - il raisonna comme si son système s'appliquait à ces pays.

La Russie et les pays asiatiques ont ceci de commun: l'existence de l'institution de communes. Alors que Marx épargne à la Russie le passage par la voie capitaliste, il exigea des derniers ce passage, comme nous le verrons. Le marxisme part donc de prémisses fausses? Ce faisant il ne fait que suivre l'esprit de son temps.

Section II. La position marxiste face à la question coloniale

1) Justification de la colonisation

Le Manifeste reste le document de base pour la position marxiste. Selon ce texte, le capitalisme est un stade d'aboutissement sur le plan universel. La société bourgeoise s'étendra aux colonies comme au reste du monde. Cela se réalisait déjà du vivant de ses auteurs. "Les marchés des Indes Orientales et de la Chine, la colonisation de l'Amérique, le commerce colonial, la multiplication des moyens d'échange et, en général, des marchandises donnèrent un essor jusqu'alors inconnu au négoce, à la navigation, à l'industrie et assurèrent, en conséquence un développement rapide à l'élément révolutionnaire de la société féodale en décomposition"³. Le Manifeste donc ne fait que découvrir derrière ces faits matériels notoires les lois qui gouvernent ces faits. Le progrès du commerce fait partie du déterminisme économique et de la dialectique historique: "Grâce au rapide perfectionnement des instruments de production, grâce aux communications infiniment plus faciles, constate-t-il, la bourgeoisie entraîne dans le courant de la civilisation jusqu'aux nations les plus barbares. Le bon marché de ses produits est l'artillerie lourde qui lui permet de battre en brèche toutes les murailles de Chine et contraint à la capitulation les barbares les plus opiniâtrement hostiles à tout étranger"⁴.

¹ Marx, Chinese affairs, Die Presse, 7 juillet 1862, in Marx on colonialism, op. cit., p. 443.

² in Marx on colonialism, op. cit., p. 469.

³ Le Manifeste, op. cit., p. 32.

⁴ Ibid., p. 36.

Cette expansion de la bourgeoisie vers les territoires coloniaux obéit donc selon le Manifeste à une évidence naturelle. C'est la loi normale de la marche de l'histoire. Rien de mal en cela. Aller à l'encontre de ce courant serait condamner la révolution à la défaite. Il n'est dès lors pas étonnant que le marxisme soit orienté vers l'exaltation des colonisateurs.

Dans un article du 22 janvier 1848, apparu dans "The Northern Star", Engels ne mâche pas ses mots pour se féliciter de l'occupation de l'Algérie: "Upon the whole it is, in our opinion, very fortunate that the arabian chief has been taken ... The conquest of Algeria is an important fortunate fact for the progress of civilisation". Et pourquoi faut-il regretter ce fait? Les Algériens ne sont-ils pas pour lui "nation of robbers"? Et il ajoute: "All these nations of free barbarians look very proud, noble and glorious at a distance, but only one come near them and you will find that they, as well as the more civilised nations, are ruled by the lust of gain, and only employ ruder and more cruel means"¹.

Dans ce système, nous constatons une application de la théorie darwinienne de la sélection de la nature. Il ne s'agit pas ici seulement de laisser agir le plus fort, mais de l'encourager et de légitimer son action aussi. Cette légitimation se base sur la capacité du conquérant à hausser le conquies vers un type de société qui correspond à une conception et répond à des critères scientifiques et par conséquent révolutionnaires.

Prenons le cas de la conquête par les États-Unis de la Californie, alors territoire mexicain. Le critère est à la fois facile et opérationnel. Quel est l'État le plus développé économiquement - et donc le plus proche de la révolution et le plus capable d'élever l'autre - parmi les deux? La réponse est facile. Un profane dirait que c'est exactement la loi de la jungle que l'humanité tente d'éviter parce qu'elle est inhumaine. Cette dernière appréciation ne joue pas de rôle pour nos deux auteurs. Tel est barbare: les rapports de production ne sont pas développés dans sa société. Tel autre est, par contre, civilisé: les rapports de production sont plus développés. C'est assez comme raison pour que ce dernier ait droit sur l'autre. Ce faisant, il rend service à l'humanité en favorisant les conditions matérielles de la révolution.

Engels, en répondant aux reproches de Bakounine, ne fait que confirmer les principes du marxisme toujours soutenus: "Bakounine reprochera-t-il aux Américains une guerre de conquête qui, si elle porte un coup sévère à sa théorie fondée sur "la justice et l'humanité", n'en a pourtant pas moins été faite uniquement dans l'intérêt de la civilisation? Ou bien serait-ce donc un malheur que la belle Californie soit arrachée aux Mexicains pa-

¹ in Marx on colonialism, op. cit., p. 47.

resseux ... Que les énergiques yankees augmentent la monnaie en circulation en exploitant promptement les mines d'or ... qu'ils ouvrent pour la première fois véritablement l'Océan pacifique à la civilisation"¹.

Est-ce que cela veut dire que les Américains étaient animés d'un esprit messianique de civilisateurs lorsqu'ils ont occupé la Californie? Est-ce que l'intention joue un rôle ici? Notre réponse est négative. L'intention de civiliser ne joue aucun rôle. Ce ne sont pas les conditions subjectives mais les conditions objectives qui comptent pour le marxisme. Tout se calcule d'après l'échelle de valeurs révolutionnaires, de données matérielles. Il suffit que ce soit un pays plus capable de progrès. Inconsciemment, il rend service, et, par conséquent, ce qu'il fait est légitimé.

Dans un article sur l'Inde, Marx montre bien qu'il est au courant des mauvaises intentions. Mais il ferme les yeux au nom de ce que les Anglais feront à l'Inde sans leur volonté. "I know, dit-il, that the English millocracy intend to endow India with railways with the exclusive view of extracting at diminished expenses, the cotton and other raw materials for their manufactures". Et il ajoute: "but when you have once introduced machinery into the locomotion of a country, which possesses iron and coals, you are unable to withhold it from its fabrication. You cannot maintain a net of railway over an immense country without introducing all those industrial processes necessary to meet the immediate and current wants of railway locomotion, and out of which there must grow the application of machinery to those branches of industry not immediately connected with railways. The railway system will therefore become, in India, truly the forerunner of modern industry"².

2) Les conséquences de la colonisation

D'après le schéma marxiste de l'histoire, deux résultats sont attendus de la colonisation. Ce sont les deux fonctions historiques qu'elle doit remplir.

a) La première fonction de la colonisation concerne la colonie elle-même. Elle effectuera deux changements de taille dans celle-ci: détruire le mode de production existant et introduire un nouveau mode, celui bourgeois. Il s'agit en somme d'une opération par laquelle la bourgeoisie envahissante "se façonne un monde à son image"³.

Le pays colonisateur joue le rôle d'un "instrument inconscient de l'histoire". Bien qu'il soit mu par "des intérêts les plus vils", il accomplit cette "double mission" de "destruction" de la structure ancienne et de "régénéra-

¹ Engels, le Panslavisme démocratique, NGR op. cit., III, 1971, no 222, 15 février 1849, p. 66.

² Marx, the future results of the British rule in India, NYDT, 8 août 1853, in Marx on colonialism, op. cit., p. 136.

³ Le Manifeste, op. cit., p. 36.

tion". La colonisation doit donc "annihiler la vieille société" et "poser les fondements matériels de la société occidentale".

Cette société occidentale est, pour nos deux auteurs, la plus proche du sommet de l'étape bourgeoise, Elle seule peut arriver à introduire sa civilisation parce qu'elle est plus forte que la population envahie. Un faible, par contre, est absorbé, tel fut le cas des "arabes, des turques, des tatares, des mongols", qui envahirent successivement l'Inde, mais furent vite "hindouisés". Mais les Anglais, étant "les premiers conquérants qui fussent supérieurs", ont été par conséquent "inaccessibles à la civilisation hindoue"¹.

Marx d'ailleurs voit ses vues sur cette transformation dans ce que rapporte un certain Gützlaff qui, revenant de la Chine après 20 ans d'absence et entendant ce dont parlaient les socialistes, s'exprima en ces termes: "Je ne puis donc jamais échapper à dette doctrine funeste? C'est précisément là ce que prêchent depuis quelque temps beaucoup de gens de la population en Chine". Et Marx d'en conclure que les "réactionnaires d'Europe ... parvenus à la Muraille de Chine, aux portes qui donnent accès à la citadelle de la réaction et du conservatisme par excellence" auront peut-être à y lire "République chinoise! Liberté, Égalité, Fraternité"².

b) La deuxième fonction de la colonisation réside dans son influence sur la société bourgeoise, et donc sur la révolution internationale.

Par l'ouverture des pays colonisés et leur inclusion dans le système capitaliste mondial, l'isolement qui était à la base de leur stagnation se trouve détruit. Ils font désormais cause commune avec le reste du monde dans sa marche vers la révolution. L'influence exercée par la bourgeoisie sur ces pays colonisés se répercute sur la société bourgeoise elle-même. "Maintenant que l'Angleterre a suscité la révolution en Chine la question est de savoir comment en fin de compte, cette révolution réagira sur l'Angleterre et à travers l'Angleterre sur l'Europe". Cette "question" nous dit Marx "n'est pas difficile à résoudre". "On peut prédire avec confiance que la révolution chinoise jettera l'étincelle dans la mine chargée du système industriel actuel, et causera ainsi l'explosion de la crise générale longtemps mûrie - de la crise qui, en se propageant à l'étranger, sera rapidement suivie de révolutions politiques sur le continent"³.

Dans une lettre à Sorge, Engels ne fait que répéter cette prévision, et cela en 1894: "Des millions de chinois seront ... privés de tout moyen de ga-

¹ Marx, Les conséquences de la domination anglaise en Inde, in *Le marxisme et l'Asie*, 1853-1964, textes trad. et présentés par Carrère d'Encausse, H. et Schram, S., A. Colin, collection U, 1965, p. 143 (ci-après: *Le marxisme et l'Asie*).

² Marx, textes choisis et annotés par Kanapa J. Ed. sociales, Paris, 1972, pp. 258-259.

³ Marx, La révolution en Chine et en Europe, in *Le marxisme et l'Asie*, op. cit., pp. 147-148.

gner leur vie et contraints d'émigrer, et ces millions finiront par trouver le chemin qui mène à l'Europe". La suite est connue. "La concurrence chinoise, dans la mesure où elle sera massive, poussera les choses à leur paroxysme, chez vous (en Amérique) et chez nous, Ainsi la conquête de la Chine par le capitalisme sera en même temps le prélude à la chute du capitalisme en Europe et en Amérique"¹.

Les fondateurs englobent, comme nous le voyons, tout le processus de l'histoire dans un enchaînement de causes à effets qui, en dernier lieu, doit aboutir à une révolution.

3) La colonisation et la question humanitaire

La philosophie marxiste est une philosophie pour qui la fin - la révolution - justifie les moyens, car ces moyens sont imposés par la nécessité et l'ineluctabilité de la révolution. Aujourd'hui est sacrifié pour le grand demain et l'homme en soi ne l'intéresse qu'en dernière analyse et en tant qu'objectif postrévolutionnaire.

Pour Marx, "progress ... resembles that hideous pagan idol, who would not drink the nectar but from the skulls of the slain"². C'est une caractéristique naturelle de la bourgeoisie qui n'a jamais réalisé "un progrès quelconque sans traîner des individus et des peuples à travers le sang et la boue, à travers la misère et la dégradation"³.

Marx se voit ainsi réduit au silence. De ses textes sur les crimes des Anglais dans les colonies, on peut remplir des milliers de pages. Mais, pour lui, la protestation ne sert à rien. Les choses doivent aller leur chemin, bon gré mal gré. La souffrance humaine est une chose à regretter, la colonisation emploie des méthodes inhumaines, blâmables, mais telle est la loi de l'humanité. C'est ce qu'il exprime si bien dans un de ses articles au NYDT:

"England, it is true, in causing a social revolution in Hindostan, was actuated only by the vilest interests, and was stupid in her manner of enforcing them. But that is not the question. The question is, can mankind fulfill its destiny without a fundamental revolution in the social state of Asia?" Et Marx de répondre; "If not, whatever may have been the crimes of England she was the unconscious tool of history in bringing about the revolution. Then whatever bitterness the spectacle of the crumbling of an ancient world may have for our personal feelings, we have that right, in point of history, to exclaim with Goethe:

¹ Lettre d'Engels à Sorge 10.11.1894 in Marx, Engels, La Chine, trad. et préf. par Dangeville, R., Union générale d'édition, Paris 1973, p. 439.

² Marx, The future results of British rule in India, NYDT, 8 août 1853, in Marx on colonialism, op. cit., p. 139.

³ in Le marxisme et l'Asie, op. cit., p. 145.

Sollte diese Qual uns quälen
Da sie unsere Lust vermeht
Hat nicht Myriaden Seelen
Timurs Herrschaft aufgezehrt?"¹.

4) Le revirement

Cette théorie longuement élaborée dans les textes des fondateurs est sans doute de nature cynique et injustifiable même si les buts auxquels elle veut nous mener sont très nobles. Nous possédons quelques textes qui montrent que Marx et Engels n'en étaient pas moins conscients. Le plus important est peut-être une lettre d'Engels à Kautsky du 12 septembre 1882.

Engels prévoit dans cette lettre l'indépendance politique des colonies. "À mon avis, écrit-il, les colonies proprement dites, c-à-d. les pays occupés par une population européenne, le Canada, le Cap, l'Australie, deviendront toutes indépendantes; en revanche, les pays habités par des indigènes qui sont simplement subjugués - l'Inde, l'Algérie, les possessions hollandaises, portugaises, espagnoles - doivent être provisoirement pris en mains par le prolétariat et conduits aussi rapidement que possible vers l'indépendance".

Mais Engels semble négliger la dialectique historique. Il se déclare incompétent pour dire "comment ce processus se développera": "Quant à savoir quelles phases sociales et politiques ces pays devront traverser alors, avant d'arriver ... une organisation socialiste, je crois qu'aujourd'hui nous ne pouvons qu'émettre des hypothèses assez vaine". Et ici il ajoute sa fameuse phrase reprise par Kautsky à la 2ème Internationale: "Une seule chose est certaine: le prolétariat victorieux ne pourra imposer des bienfaits quelconques à une nation étrangère quelle qu'elle soit sans miner du même coup propre victoire"².

Cette phrase a été interprétée dans le sens qu'il ne faut pas compter uniquement sur la fin, mais tenir compte aussi des moyens dans la colonisation. Mais en réalité cette phrase ne correspond pas à l'esprit marxiste exigeant des motivations à base matérielle pour toute conclusion.

Quelle est la raison de ce revirement? Quoiqu'il en soit difficile de répondre à cette question, il semble certain que l'aspect humanitaire est à exclure. Engels avance dans sa lettre des raisons économiques mais de façon implicite.

Nous savons que le marxisme attendait des colonies l'étincelle qui met le feu aux poudres. Or, ces prévisions se sont avérées fausses. Le vieil En-

¹ Marx, The British rule in India, NYDT, 25 juin 1853, in Marx on colonialism, op. cit., pp. 94-95.

² Lettre d'Engels à Kautsky 12 sept. 1882, in Le marxisme et l'Asie, op. cit., p. 154.

gels en est peut-être désespéré. Il constate avec indignation que "les ouvriers participent joyeusement au festin du monopole anglais sur le marché mondial et dans les colonies" et conclut que les colonies, au lieu de faire avancer la révolution, en constituent un obstacle. Elles empêchent la paupérisation des ouvriers à la suite de laquelle devait arriver cette révolution tant attendue. La conclusion est facile à tirer. Il faut couper le lien entre les colonies et la société bourgeoise pour barrer le chemin à leur effet néfaste. Cette explication est partagée par les auteurs de l'ABC du communisme (1918)¹. C'est aussi la base de tout le raisonnement de Lénine face à la question coloniale, comme nous le verrons. Avec ce revirement de la doctrine marxiste, nous avons un constat d'inexactitude de la construction et des prévisions de cette doctrine.

Conclusion et appréciation

La doctrine marxiste, malgré tous les défauts qu'elle contient sur le plan logique interne et sur le plan pratique, n'en reste pas moins une doctrine qui mérite notre attention. Abstraction faite de la prise de position concrète souvent choquante, elle vise un dépassement, qui n'est pas négligeable, de la spontanéité avec laquelle s'est développée historiquement la question nationale et coloniale. Elle tente d'analyser les faits et de les faire agir en vue d'une société choisie au lieu d'une société qui nous est imposée par l'histoire. Il est vrai qu'elle tient compte de la réalité matérielle et des lois objectives hors de la portée de l'influence de l'homme, mais elle pousse aussi l'homme à prendre conscience de ces réalités et d'agir autant que possible dans la bonne direction.

Nous pouvons donc nous demander si une telle doctrine n'est pas encore valable pour notre époque, au moins sur le plan méthodologique et systématique. En effet, notre époque se laisse trop souvent mener par beaucoup de sentiments et trop peu de motivations. Le marxisme nous enseigne à prendre notre destin par nos mains et à le façonner au lieu de le subir. C'est un apport incomparable, pour toute communauté humaine, et il s'agit seulement d'en tenir compte sans préjugés.

Cela dit, il serait faux de croire que tout le contenu du marxisme est sans faille. Le défaut principal du marxisme se résume dans ce que cache cette phrase de Djilas: "Les hommes doivent tenir à leurs idées et à leurs idéaux mais ils ne doivent pas s'imaginer que les uns ou les autres sont réali-

¹ Boukharine, H. et Préobrajensky, E., ABC du communisme, Ed. présentée par Broué, P., Maspero, Paris, 1953, pp. 152-153.

sables"¹. En effet, le marxisme a commis la même erreur qu'a commise les grands courants de l'histoire: judaïsme, christianisme et islam. Ces quatre courants ne se sont pas contenté d'indiquer le chemin à l'homme et à la société, mais ils se sont plu à les conduire en leur donnant des solutions concrètes à des problèmes soumis à l'évolution. Ce qui réduit à rien la libre volonté de l'homme et de la société, non seulement en raison de ces solutions mais encore en raison de l'esprit catégorique que cachent leurs préceptes.

C'est d'ailleurs le reproche qu'adresse Proudhon à Marx. "Cherchons ensemble, lui dit Proudhon, si vous voulez, les lois de la société, le mode dont ces lois se réalisent, le progrès suivant lequel nous parvenons à le découvrir; mais, pour l'amour de Dieu! après avoir démolì tous les dogmatisme à priori ne songeons point à notre tour à endoctriner le peuple; ne tombons pas dans la contradiction de votre compatriote Luther, qui, après avoir renversé la théologie catholique, se mit aussitôt, à grands renforts d'excommunications et d'anathèmes, à fonder une théologie protestante"².

Cette critique qu'on peut adresser à la doctrine marxiste en général est aussi à adresser à sa position face à la question nationale et coloniale.

Une question se pose ici. Comment comprendre et situer la position marxiste par rapport au développement de la société humaine? Nous avons vu que la marche de l'histoire a fini par accorder de plus en plus des droits à la "partie" au détriment du "tout", que les nations se sont développées, et multiples furent celles qui obtinrent leur indépendance. Nous pouvons de même constater que ce rythme ne cesse pas d'accentuer contrairement aux prévisions marxistes pour la période capitaliste. Comment expliquer une doctrine sérieuse qui vient nous dire le contraire?

Il est clair que la doctrine marxiste, en prévoyant un système universaliste, en voulant supprimer les frontières, en voulant unir le monde sous la coupole d'une théorie unique, ne fait que répéter les gestes exécutés par les trois grands courants: le judaïsme, le christianisme et l'islam. Or, ces courants ont cessé de jouer leur rôle politique historique, en raison justement de ces caractéristiques jugées inconciliables avec une raison politique laïque. Le fait que le marxisme, avec ces caractéristiques, ait pu naître dans la période dominée par la raison laïque montre son illégitimité historique.

¹ Djilas, op. cit., pp. 16-17.

² cité par Flam, L., Démocratie et marxisme, Presses univ. de Bruxelles, Bruxelles, 1969, p. 115 (ci-après: Flam).

En effet, le marxisme est le produit direct de la philosophie allemande¹ qui allait à l'encontre de tout courant laïque en préconisant une mission divine universaliste pour l'Allemagne. Il n'est donc pas étonnant que la société occidentale laïque ait rejeté son adoption et que justement, un pays, qui n'a jamais dépassé le moyen-âge, l'ait pris à sa charge.

Dans la suite de notre travail, nous nous consacrerons à cette "prise à charge" du marxisme par la Russie tsariste après que Lénine, le Marx du 20ème siècle, a introduit les amendements nécessaires.

¹ Il faut remarquer que Marx a fait sa thèse sur la philosophie matérialiste grecque où il nous dit que son intention est de continuer ses recherches en vue de présenter en détail "the cycle of epicurian, stoic and sceptic philosophy in their relation to the whole of greek speculation" (Marx, Engels collected works, vol. I, Progress publishers, Moscou, 1975, p. 295 Ce rêve jamais réalisé est significatif. En plus de sa formation philosophique allemande qui tendait vers l'universalisme, il possède aussi une base de philosophie grecque qui est aussi universaliste. Mais il n'est jamais arrivé au noble stoïcisme en raison de l'influence chrétienne qui est caractérisée par son intolérance; ce qui explique en partie l'accent sur l'antagonisme dans sa doctrine.

Sous-partie II. Le léninisme et le droit des peuples à disposer d'eux-même

Dans cette sous-partie, nous allons étudier la doctrine marxiste sur le terrain. Marx est un révolutionnaire de bureau. Ce qui manquait à sa doctrine s'est réalisé dans la personnalité de Lénine qui joignait la théorie à la pratique. Le terrain d'essai c'est la Russie tsariste. Aussi devons-nous dire un mot de la Russie et du léninisme en général.

Chapitre I. La Russie tsariste et le léninisme

Section I. La Russie tsariste

1) L'expansionnisme russe

Chaque mouvement social de grande envergure essaie par tous les moyens d'attaquer tout le passé. Le christianisme a regardé avec mépris le paganisme; l'islam, l'époque préislamique; la révolution française, l'ancien régime. Mais en réalité, plusieurs aspects du passé restent inchangeables; sans eux on ne peut comprendre le nouveau courant. Le passé constitue à la fois le dépositaire des causes et le fondement du résultat. Une théorie nouvelle ne peut être adoptée si la base ne lui est pas conforme. Ou dans les mots de Marx "la théorie ne s'accomplit jamais dans un peuple que pour autant qu'elle réalise ses besoins".

R. A. Medvedev nous dit dans un livre récent, que le peuple grand-russe, le réalisateur de la révolution d'octobre, revient aux sources. "On commence dans nos publications, dit-il, à glorifier presque tous les Tsars et les généraux tsaristes tels que Skobelev ou Ermolov, conquérants injustement oubliés de l'Asie centrale et du Caucase"¹. Il nous informe aussi qu'une propagande néostalinienne est sur pied. Ce sont les néostaliniens qui constituent l'aile dure: ils demandent un rapprochement avec Pékin, une politique dure avec les pays socialistes et les partis communistes européens, comme ils sont les plus actifs promoteurs de l'intervention en Tchécoslovaquie².

Ces deux phénomènes parmi tant d'autres ne constituent pas une exception mais une suite de la politique russe. La Russie est en effet un pays multinational à cause des conquêtes innombrables qui ont toujours élargi ses frontières. Après avoir été sous domination tartare, les Russes, ayant pour

¹ Medvedev, R. A., De la démocratie socialiste, trad. par Geoffroy, Bernard Grasset, Paris, 1972, p. 121.

² Ibid., pp. 71 et 73.

base Moscou, ont commencé leur expansion au XVI^e siècle. En 400 ans, la principauté de Moscou est devenue un empire russe. L'extension de son territoire est sans pareil.

Comment qualifier cette expansion? Est-elle différente de celle qui a été menée par les autres peuples de l'Europe? Malgré le fait que nous n'incluons pas les territoires acquis par la Russie dans le terme colonial, il ne fait pas de doute que la situation est identique. Les écrivains soviétiques ne parlent pas de colonisation ou de politique coloniale pour décrire les relations de Moscou avec les peuples non-russes de l'URSS. Ils parlent de politique des nationalités qui peut être assimilée à l'autre terme "politique coloniale", même si les termes ne se recouvrent pas, vu que la colonie est un territoire et la nationalité, un groupe ethnique.

Des auteurs expliquent l'expansion russe comme une poussée vers la mer. Mais, tout en ne contestant pas le rôle capital joué par la mer, il semble plus concret de parler de "mobilité des frontières". En effet, les frontières russes n'ont jamais marqué les limites vraies de la puissance russe ni sous l'influence du messianisme orthodoxe, ni sous l'influence du messianisme marxiste. C'était une démarcation temporaire, sans fondement dans le droit international et sans réelle importance politique. Pour Kolarz "l'idée de frontières mobiles, manifeste tout au cours de l'histoire de la Russie, détermine aujourd'hui encore sa politique extérieure et l'attitude du peuple russe envers cette politique"¹.

2) L'idéologie russe

Nous venons de parler de faits tangibles de l'expansionnisme russe. Mais derrière tout fait, volontaire ou involontaire, se cache une idée qui est formée, soit à priori soit à posteriori, et qui pousse à ces actes (dans le premier cas) ou les couvre de la nappe de la légitimité (dans le deuxième). Cette idée cadre plus ou moins avec la possibilité matérielle de réalisation qu'a l'agent producteur.

Dans la politique, le fait accompli (et la puissance de le concrétiser) récite, dans la réalité, la légitimité, la couvre ou la paralyse. Toutefois, l'esprit humain préfère motiver ses actes en se réfugiant derrière des subtilités mentales. En politique, on parle alors d'idéologie. Quelle est l'idéologie russe d'avant la révolution d'octobre?

La renaissance en Occident a été un mouvement humaniste et individualiste qui a poussé à l'épanouissement de la personne dans un État national après s'être émancipé du joug religieux. C'est le dépassement du moyen-âge.

¹ Kolarz, W., *La Russie et ses colonies*, trad. par J. et A.-M. Canu, Fasquelle, Paris, 1954, pp. 13-14 (ci-après: Kolarz, *la Russie et ses colonies*).

La Russie, par contre, n'a pas connu cette phase. En 1917, elle était encore dirigée par les conceptions spiritualistes du moyen-âge¹. Le Tsar, héritier du système mongole et byzantin, est à la fois chef militaire et chef de l'empire. Il se prend pour l'héritier unique de l'empire romain régnant dans la troisième Rome, Moscou. Il est le représentant de la plus vieille monarchie du monde, autocrate de droit divin, souverain temporel, dominant le spirituel et maître absolu².

La différence entre la Russie orthodoxe et la civilisation occidentale est due à ce qu'on appelle le césaropapisme qui caractérise l'empire byzantin. En Occident, l'église et l'État sont en éternelle querelle, alors que là il y a une alliance entre le pouvoir spirituel et le pouvoir temporel. L'empereur d'Orient est le représentant du Christ, le Pantocrator, chargé de gouverner et de protéger l'église dans toute sa manifestation extérieure jusqu'à la formation du dogme, au jugement théologique des hérésies, au jugement moral sur la conduite du clergé, pouvoir renforcé surtout par le schisme d'Orient³.

Deux caractéristiques se rattachent à ces considérations.

a) La formation d'un esprit habitué à l'autocratie. Selon Berdiaef, le Russe est penché vers une acceptation d'un régime autoritaire. Jaray va plus loin. Il attribue l'éclatement de la révolution à trois raisons: la propagande contre la guerre entreprise par les meneurs de cette révolution, la décomposition de la société aristocratique dirigeante et surtout enfin au défaut d'un homme fort pour maintenir le pouvoir⁴.

b) La deuxième caractéristique est l'esprit messianique. Les Russes sont animés d'un esprit de croisade. La Russie, pour eux, contiendrait les ferments qui doivent apporter une nouvelle jeunesse, un message au monde.

Dostoïevski résume dans sa personne, dans sa vie et dans ses idées, toute la pensée russe de son siècle. La parole de Ghatof qui personnifie l'auteur dans son roman *les Possédés* est un credo russe qui montre bien l'esprit russe avant la révolution: "Je crois en la Russie, je crois à sa doctrine orthodoxe ... je crois qu'une nouvelle venue du Seigneur s'accomplira en Russie ... Savez-vous quel peuple est aujourd'hui seul sur la terre un

¹ Cité par Jaray, G. L., *Tableau de la Russie jusqu'à la mort de Staline*, Librairie Plon, Paris, 1966, p. 25 (ci-après: Jaray).

² Ibid., pp. 25-26.

³ Armstrong, J. A., *Ideology, politics and government in the Soviet Union*, Praeger, N.Y. 1967, p. 79; *Cesaropapismo*, in *Encyclopedia delle religioni*, vol. II, Vallecchi editore, 1975, colonnes 10-12.

⁴ Jaray, op. cit., p. 43.

peuple déifère, appelé à rénover et à sauver le monde? ... C'est le peuple russe"¹.

Cet esprit messianique s'est manifesté avant la révolution par deux mouvements autres que le mouvement marxiste. Ce sont le mouvement anarchiste et le mouvement slave.

Le mouvement anarchiste est représenté par Bakounine (1814-1876) qui préconisa un fédéralisme s'étendant à la société universelle. Préoccupé de la réalisation d'un idéal de liberté pour les peuples, il refusa la discipline et demanda une participation volontaire et réfléchie. La fédération de Bakounine est une pyramide: les hommes se groupent en communes autonomes, les communes en provinces, les provinces en nations, et ces dernières se fondent dans la fédération universelle qui est l'unique possible après l'impossibilité historique de la réalisation d'un État-monde.

Herzen (1812-1870), un révolutionnaire démocrate populiste, est proche dans ses idées de celle de Bakounine. Celui-ci porte son attention sur les Slaves pour arriver ensuite à une fédération universelle. Leur capitale serait Constantinople, la Rome de l'église d'Orient.

Le mouvement panslaviste a pour représentant Khomiakov et les frères Kireievski dont l'enseignement est étroitement lié à l'idée de rôle historique universel emprunté à Hegel. C'est surtout le livre de Danileveski "La Russie et l'Europe" qui constitue le fondement de leur courant politique. Il développe le rôle historique de la Russie à l'hégélienne². Comme nous l'avons déjà vu, ce mouvement a été fortement critiqué par les fondateurs à cause de la menace qu'il représentait pour l'unité de leur pays l'Allemagne.

3) Domination grand-russe

Le mouvement messianique, universaliste, n'est pas une exclusivité russe. C'est un courant qui s'est répété avec tout peuple conscient de sa capacité de conquérir et de dominer les autres, tel que les Grecs, les Romains, les Arabes, les Mongols, les Allemands, les Français ... Ce courant s'est manifesté tant sous le masque religieux (judaïsme, christianisme, islam) que laïque (la révolution française).

Tous ces mouvements, sans exception aucune, ont prétendu ou prétendent encore, à tort ou à raison, être les seuls garants du bonheur de l'humanité.

¹ Cité par Jaray, op. cit., pp. 56-57. Malgré la tendance de Dostoïevski à considérer la Russie comme un pays à vocation universaliste, il refuse le socialisme parce qu'il voit qu'il aboutit à l'installation d'une tyrannie collective. Dans la légende du Grand Inquisiteur, l'Inquisiteur, pour rendre heureux les hommes, leur assure du pain, mais les prive de la liberté.

² L'Europe, pour ce mouvement a une civilisation dominée par la seule raison dont résulte les oppositions entre l'individu et l'État. Par contre, la Russie présente un développement plus harmonieux. Elle est animée des facultés de sentiment, d'intuition et de foi, qui sont au sein de l'orthodoxie, le vrai christianisme.

Mais tous ont fini par pratiquer l'oppression à l'égard l'un de l'autre. La Russie, en tant que peuple messianique, n'a pas échappé à cette règle générale. Cela s'est manifesté par la russification et l'intolérance religieuse.

La Pologne, surtout après la révolte de 1863, a été victime d'un programme de russification. Son nom fut changé en provinces de Vistula. Après 1881, les personnes d'origine polonaise et de religion catholique ne pouvaient pas avoir une position. L'enseignement en polonais à l'école primaire et secondaire a été interdit par la loi.

En Finlande, la résistance était plus forte face à la politique de russification et elle était pratiquement imposée manu militari. C'était la région sujette qui possédait plus de liberté politique que le peuple qui la gouvernait. Bien que le Tsar fût le chef de l'exécutif et contrôlait les affaires étrangères, les Finlandais avaient un contrôle complet sur les institutions législatives de l'État avec un corps législatif bicaméral composé du Sénat et du Seim (Diète) et des élections. Mais dans la dernière décennie du XIX^e siècle, cette autonomie a été limitée. La langue russe et des personnes russes ont été imposées sur la Finlande. Mirsky dit: "The conflict with Finland ... gave Tsarism probably a worse reputation in the world at large than any other single policy except the persecution of the Jews"¹.

La religion juive a le plus souffert en Russie. "Officiellement, le droit de bénéficier de tous les avantages ... était accordé" aux personnes confessant cette religion. "Mais ce droit resta lettre morte" nous apprend un fascicule publié par l'APN (1972). "Sous la pression de l'église puis de l'oligarchie bourgeoise et terrienne les juifs furent soumis en Russie, à des lois spéciales qui prévoyaient de multiples restrictions, réserves et interdictions. L'inégalité des juifs ayant revêtu forme de loi, cette politique fut officiellement pratiquée par le tsarisme pendant près d'un siècle et demi"². Relevons surtout la loi du pourcentage qui limitait le nombre des juifs pouvant aller aux écoles et les excluait des collèges techniques et la loi qui fixait les zones de résidence juives promulguées par Catherine II³. Le juif ne pouvait échapper à son sort qu'en devenant chrétien⁴.

L'islam, mal vu par les Tsars, a été en quelque sorte respecté à cause de son caractère explosif. Catherine II a bien compris l'importance de ne pas l'inquiéter pour sauvegarder la paix avec la population⁵. Une discrimina-

¹ Mirsky, D. S., *Russia, a social history*, The cresset Press, Londres, 1952, p. 28; Pipes, R., *The formation of Soviet Union, communism and nationalism, 1917-1923*, Harvard Univ. Press, Cambridge, 1954, pp. 3-4 (ci-après: Pipes).

² Les juifs soviétiques, mythes et réalité, 2^{ème} éd. APN, Moscou, 1972, p. 8.

³ Ibid., pp. 9-10; Mirsky, op. cit., p. 282.

⁴ Pipes, op. cit., p. 6.

⁵ Mirsky, op. cit., p. 243.

tion est pourtant remarquée entre les musulmans tartares de Crimée et les Turques d'Azerbaïdjan qui étaient plus instruits, et les Khazaks et les Kirghiz, plus arriérés. Ces derniers étaient mis sous la prise du pouvoir et leur intégration était accélérée¹.

Ces quelques exemples ne sont qu'à titre indicatif. Nous avons ainsi tracé les lignes importantes qui peuvent faciliter la comparaison entre la Russie tsariste et l'URSS et voir combien est minime le rôle de la théorie marxiste par rapport à ce que joue le passé tsariste.

Section II. Le léninisme: importance et difficulté de la position léniniste

1) Importance de la position léniniste

Marx et Engels n'ont laissé sur la question nationale qu'un héritage assez mince et incohérent pour leurs successeurs. Originaires de pays occidentaux peu minoritaires, ils voyaient avec mépris le sort des nationalités. Pour eux, c'était normal que celles-ci disparaissent sous le coup du capitalisme au profit des grandes nations centralisées. Ils connaissaient la situation dans les pays de l'Est, mais ne se rendaient pas compte de l'importance de leur action et surtout ne pouvaient pas accepter l'idée que ces petites entités pussent empêcher le prolétariat de prendre son cours inévitable.

Mais le marxisme, théorie occidentale, n'a pas tardé à pénétrer les pays multinationaux: l'Autriche et la Russie. Les marxistes orientaux ont dû faire face à des problèmes menaçants. Ils ne pouvaient pas passer par-dessus ces nationalités qui avaient autant d'histoire et de culture que la nation dominatrice. La révolution elle-même qui devait donner la clé magique à l'oppression nationale a été renvoyée sine die. L'espoir ne suffit pas dans des situations concrètes². Que fallait-il faire? Pouvaient-ils rejeter le marxisme à cause de cet inconvénient?

Non, la réplique de Lénine et d'autres. Il faut l'adapter à la situation politique. C'est ici l'originalité de Lénine qui s'est montré assez souple. Il se dressa en rénovateur du marxisme eurocentriste, et médiateur entre l'Occident développé et l'Orient arriéré. Marx et les marxistes orthodoxes tel que Kautsky, mettaient l'accent sur le déterminisme économique et social. Toute tentative d'une classe de prendre le pouvoir avant qu'elle n'ait été portée à une situation de force par l'évolution socio-économique serait,

¹ Shaheen, S., *The communist (bolshevik) theory of national self-determination its historical evolution up to the octobre revolution*, van Hoeve, The Hague, 1956, pp. 5-6; Mirsky, op. cit., pp. 63, 257-258.

² En effet, les fondateurs ont rectifié toujours leurs prévisions dans les préfaces qu'ils ont écrites au Manifeste en 1872, 1881, 1888, 1890 et les chances d'une révolution ne cessaient pas de diminuer à cause de l'embourgeoisement des ouvriers.

pour eux, opération prématurée vouée à l'échec. C'était aussi l'attitude des mencheviks russes qui estimaient qu'il fallait d'abord laisser la bourgeoisie faire sa révolution, puis attendre que le développement ultérieur du capitalisme mît la révolution prolétarienne à l'ordre du jour.

Lénine n'est pas d'accord avec ce plan, car cela signifierait que c'est à l'Allemagne d'inaugurer la révolution alors que pour lui c'est à la Russie de le faire. Si Marx écrivait en 1848 "c'est vers l'Allemagne que se tourne principalement l'attention des communistes"¹. Lénine, un peu plus d'un demi-siècle après (en 1901), écrit, tout en se disant fidèle au marxisme, que c'est à la Russie, le pays le plus réactionnaire - selon Marx -, le plus pauvre par nombre des prolétaires et le moins industrialisé de toute l'Europe, que reviendra le "titre honorable" d'être "l'avant-garde du prolétariat révolutionnaire international"².

Pour faire ce chemin, Lénine a dû fournir le moyen. C'est vrai que Marx avait fait une exception en faveur de la Russie, dont le passage à la révolution socialiste sans passer par le capitalisme doit servir de signal; mais il ne l'a pas motivé dialectiquement. C'est Lénine qui se charge de la motivation en effectuant un changement dans la doctrine.

Dans la Russie tsariste, il n'y a pas le stade de développement économique nécessaire; Lénine le remplaça par un élément volontariste. Ce n'est plus la marche mécanique qui compte, mais la volonté de pousser en avant la roue de l'histoire. Pour ce faire il créa le parti qui vint compenser la faiblesse numérique de la classe ouvrière³.

Au lieu d'attendre la marche normale de l'histoire (p. ex. attendre que les chinois viennent en Europe chez Engels), au lieu de laisser l'économie influencer la scène politique, ou en d'autres termes, au lieu de laisser l'infrastructure agir sur la superstructure (l'économie sur la politique), Lénine renversa l'ordre et énonça un nouveau principe: "Pour pouvoir lutter en vue de son émancipation économique, le prolétariat doit conquérir certains droits politiques"⁴. Pour lui, la politique a la priorité sur l'économie et selon sa parole bien connue: "La politique est l'expression concentrée de l'économie"⁵.

¹ Le Manifeste, op. cit., p. 71.

² Lénine, *Que faire?* (1901), Œuvres Choiesies, op. cit., vol. I, p. 156.

³ Krassine, Y., conteste qu'il y ait une différence entre la doctrine marxiste (qualifiée de déterministe) et la doctrine léniniste (qualifiée à tort selon lui de volontariste) (Krassine Y., *Le léninisme et la révolution*, APN. Moscou, (s.d.), p. 115). Mais nous croyons que c'est incontestable qu'avec l'institution du Parti Lénine a donné un élan volontariste à la doctrine marxiste.

⁴ Lénine, *Engels* (1913) Œuvres choisies, op. cit., vol. I, p. 67.

⁵ Cité par les auteurs du "marxisme et l'Asie", op. cit., p. 32.

Cette nouvelle conception a des conséquences sur la question nationale. Le marxisme attendait que le capitalisme mette fin aux nationalités automatiquement par l'effet de l'économie. Pour Lénine il faut mettre fin soi-même aux nationalités par l'effet de la politique. La spontanéité et le déterminisme ne jouent plus. Il faut s'en charger soi-même. Ni la révolution ni ses effets ne viennent tout seuls. Il faut les forcer à venir.

2) Difficulté de la position léniniste

Est-ce marxiste ce que Lénine propose de faire? Il est difficile de se prononcer. Néanmoins, il est clair que ce changement cache derrière lui une personnalité d'un autre genre que les fondateurs et on ne saurait prendre tous ses arguments comme pure objectivité. Sa personnalité les influence.

En effet, Lénine est un politicien qui connaît les règles du jeu de la politique. Cela est important pour comprendre son système de pensée. Or, tout politicien connaît la parole de Talleyrand qui dit à un jeune diplomate; "Sachez donc que le langage nous a été donné pour cacher ce que nous avons dans la pensée". Lénine a plusieurs conseils de ce genre; il serait long de les citer tous; il suffit de rappeler ce qu'il écrit à Chaoumian en 1913 lorsque ce dernier se déclara incapable de comprendre sa théorie du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes: "Vous avez peur des mots! Il n'y a pas de raison d'en avoir peur"¹. Et enfin cette parole de Bismarck qu'il cite lui-même: "Accepter en principe signifie dans la langue des diplomates, repousser en pratique"².

Lénine s'est beaucoup occupé de la question nationale. Le premier texte fut "Ce que sont les amis du peuple et comment ils luttent contre les social-démocrates" (de 1894). Mais les plus importants écrits s'échelonnent de 1913 à la révolution d'octobre. C'est dans cette période qu'il développa sa théorie à laquelle il effectua quelques amendements après la Révolution. Ces textes remplissent la fonction de base et de travaux préparatoires pour la solution de la question nationale en URSS jusqu'à nos jours. Ils ont la valeur du Coran dans la législation musulmane. La Constitution n'a qu'une valeur constatatoire et déclaratoire par rapports à eux. Après le XXe congrès du PCUS (février 1956) ils connurent une véritable exhumation et revalorisation à la suite de la condamnation de Staline.

¹ Lénine, Lettre à Chaoumian, (6.12.1913), Œuvres complètes, éd. sociales Paris, éd. du progrès Moscou, 4ème édition, t. 19, p. 538 (ci-après: Œuvres complètes).

² Lénine, Œuvres complètes, op. cit., t. 24, p. 107.

Chapitre II. Les deux extrêmes du mouvement marxiste face à la question nationale

La position de Lénine face à la question nationale en Russie se heurta à deux extrêmes. L'aile droite des marxistes est occupée principalement par le Bund qui visait la formation du Parti social-démocrate et de l'empire russe à base de nationalités. L'aile gauche, défendue par Rosa Luxembour, ne voulait pas entendre parler des nationalités; elle occupait la position internationaliste dans le mouvement marxiste. La position de Lénine est exposée après ce chapitre.

Section I. L'aile droite et la question nationale

1) Le Bund et les austro-marxistes

Le Bund dont le nom complet Union générale des ouvriers juifs de Lituanie, de Pologne et de Russie, est sorti du mouvement socialiste juif qui préconisait l'amélioration du sort des juifs dans l'Europe de l'Est. Il s'oppose au Sionisme et à tout autre conception d'une communauté nationale juive de portée mondiale. Ce mouvement socialiste a débuté en 1880. Il diffusait les idées marxistes telles que professées par Plekhanov, le père des marxistes russes. À partir de 1895, le mouvement a décidé de revendiquer l'émancipation civique des juifs, ce qui a fait passer son activité du domaine économique à celui politique et national. Il se déclarait prêt à s'unir avec le prolétariat non-juif sans pour autant désirer s'intégrer, et à condition d'être traité sur pied d'égalité.

De ce mouvement est issu le Bund, créé en octobre 1897 par une convention secrète à Wilno. Une année plus tard, s'est créé le POSDR auquel s'est joint le Bund en tant qu'organisation autonome, indépendante dans les questions concernant uniquement le prolétariat juif¹.

Le Bund tirait sa base théorique des marxistes autrichiens. Pratiquement, il ne faisait que répéter leurs arguments. Quelle est cette théorie?

L'empire austro-hongrois, dans lequel s'est développée cette théorie marxiste, avait dans ses frontières, à part les deux nations principales (c-à-d, les Allemands et les Magyars), beaucoup d'autres petites nationalités. C'était un mélange de nationalités qui ressemblait beaucoup à la Russie. On y voyait des Tchèques, des Polonais, des Ukrainiens, des Italiens, des Serbes, des Croates et des Roumains. Le mouvement socialiste s'est heurté à ce problème des nationalités. Dans son congrès de Vienne tenu en juin 1897, le parti social-démocrate autrichien, qui était encore unifié, s'est divisé en six groupes indépendants à base nationale n'ayant pour lien que le comité central.

¹ Bund, in Encyclopaedia judaica, vol. 4, Jérusalem, 1971, colonnes 1497-1507.

En 1899, une réunion générale s'est tenue à Brünn pour trouver une solution au problème national. Tous les groupes étaient d'accord sur un point: le problème national doit être résolu sans toucher à l'intégrité de l'État multinational existant. Ils ont récusé toute solution révolutionnaire qui aboutirait à la dislocation et à la division de cet État en États nationaux nouveaux. D'un accord commun, ils ont affirmé que la solution consistera dans l'établissement d'un régime d'égalité et de justice.

Rejetant tout nationalisme extrême, le congrès a décidé que la question nationale est de nature culturelle. À part la revendication d'une égalité culturelle, une formule devait être trouvée pour permettre à satisfaire les aspirations nationales sur le plan culturel et linguistique. Deux propositions furent avancées. La première préconisait l'autonomie territoriale. Elle accorde à chaque peuple de l'empire le droit d'établir la liberté linguistique et culturelle dans la province qu'il habite. Chaque peuple aura dans son territoire ses propres écoles et autres organismes culturels, et sa langue locale serait la langue officielle. C'est la proposition du comité exécutif central du Parti. Cela tendait à une fédération d'unités nationales d'administration autonome déterminée sur la base nationale-territoriale.

La deuxième proposition a été faite par les Slaves du sud qui, à cause de l'interpénétration et la grande mixture des peuples dans leurs régions, ont proposé une autonomie, non pas à base territoriale mais personnelle, extra-territoriale. Selon cette proposition, l'État devait être divisé non pas en territoires, mais seulement en nations.

Dans un esprit de compromis, le congrès décida les 5 points suivants:

1. L'Autriche doit être transformée dans un État démocratique fédératif de nationalités.
2. À la place des pays historiques de la Couronne, doivent se constituer des corporations nationales d'auto-administration dont la législation et l'administration seront l'œuvre de chambres nationales élues au suffrage universel et direct.
3. Tous les territoires auto-administrés d'une seule et même nation forment ensemble une union homogène qui règle de manière parfaitement autonome toutes les affaires nationales.
4. La sauvegarde du droit des minorités nationales est garantie par une loi spéciale que devra adopter le Parlement de l'empire.
5. Nous ne reconnaissons aucun privilège national et rejetons par conséquent la revendication d'une langue d'État; au cas où une langue de com-

munication s'avèrerait nécessaire, le Parlement de l'empire devra se prononcer¹.

Partant de cette résolution de Brünn, deux grands représentants de l'austro-marxisme, Otto Bauer et Karl Renner, ont entrepris une étude approfondie sur la question nationale. Influencés par la vivacité du mouvement national et par le courant réformiste de Bernstein, ils sont les premiers parmi les marxistes à avoir tenté de donner une définition à la nation.

Pour Bauer, la nation ne constitue pas un phénomène transitoire lié à une période déterminée de l'histoire des classes en lutte, mais une catégorie permanente dont l'existence est très antérieure au capitalisme, qui se maintient malgré les transformations économiques et survivra à l'instauration du socialisme. La nation "n'est pas seulement une unité socio-économique, elle est communauté de caractère née d'un destin commun"².

Le socialisme, compris par Bauer, au lieu de supprimer la nation "amène nécessairement la séparation de l'humanité en collectivités nationales"³. D'après lui, "le communisme des grandes nations fera renaître la pleine communauté de culture de tous les compatriotes telle qu'elle a existé à l'époque du communisme de parenté"⁴.

Dès lors, il ne s'agit pas d'aller contre les nations ou de les mépriser; il faut les soutenir. Bauer prévoit une cohabitation harmonieuse entre les nations: "Toutes les nations unies pour la domination commune de la nature, mais l'ensemble constitué en collectivités nationales appelées à un développement indépendant et à la libre possession de leur culture nationale. Voilà le principe de nationalité du socialisme"⁵.

La doctrine de Bauer et de Renner donne une grande importance à la culture et prêche l'extraterritorialité. Ce faisant, ils espèrent neutraliser le nationalisme considéré comme une barrière psychologique à la coopération prolétarienne. C'est une dépolitisation de la nationalité.

Ces essais d'examiner et de réconcilier le marxisme avec le nationalisme ont eu un grand effet sur les parties socialistes en Russie.

¹ Le programme de Brünn in *Les marxistes et la question nationale*, op. cit., p. 206. Sur ce congrès voir: Boersner, D., *The Bolsheviks and the national and colonial question 1917-1928*, Droz, Genève, 1957, pp. 62-64 (ci-après: Boersner, *the Bolsheviks*); Boersner, D. *Socialismo y nacionalismo*, Universidad central de Venezuela, Caracas, 1965, pp. 32-33 (ci-après: Boersner, *socialismo*); Shaheen, op. cit., pp. 21-23; Pipes, op. cit., p. 24.

² cité par Carrère d'Encausse, H., *Unité prolétarienne et diversité nationale*, Lénine et la théorie de l'autodétermination, *Rev. fr. de sc. polit.*, vol. XXI, no 2, avril 1971 p. 224 (ci-après: Carrère d'Encausse).

³ Bauer, O., *La question des nationalités et la social-démocratie in marxistes et la question nationale*, op. cit., p. 268.

⁴ *Ibid.*, p. 271.

⁵ *Ibid.*, p. 268.

Le Bund, après avoir refusé, à son 3ème congrès (1899), l'inclusion dans son programme d'une clause revendiquant en plus de l'égalité civile, l'égalité nationale sous prétexte de ne pas pervertir le prolétariat par la question nationale, a dû réviser sa position lorsque les nouvelles des discussions des socialistes autrichiens parvinrent en Russie. Le nouveau concept d'autonomie culturelle extraterritoriale lui convenait à merveille, ce d'autant plus que les juifs étaient dispersés à travers toute la Russie, sans territoire national propre. À son 4ème congrès (1901), le Bund préconisa la formation de la Russie en fédération de nationalités avec une autonomie nationale complète pour chacune, abstraction faite du territoire qu'elle habite.

En 1903, lors du 2ème congrès du POSDR, le Bund, partant de sa résolution de 1901, réclama d'être considéré comme l'unique représentant des juifs partout où ils se trouveraient. Mais sa demande fut rejetée par la majorité. Pour montrer son mécontentement, le Bund se retira du POSDR et commença une campagne pour faire reconnaître ses revendications. Il traduisit les œuvres des marxistes autrichiens en russe, et au bout de quelque temps, d'autres partis adoptèrent l'autonomie extraterritoriale en plus de l'autonomie nationale territoriale¹.

Renforcé par cet afflux, le Bund décida à son 7ème congrès de 1906 de rejoindre le POSDR sans pour autant céder sur sa demande. Staline dit: "Le Bund y a adhéré en vue de mener la bataille pour la fédération" et il cite le leader bundiste Medem "Nous y allons non pour l'idylle mais pour la lutte ... Le Bund doit entrer au Parti, armé de pied en cap"². À l'intérieur du Parti, le Bund soutenait les mencheviks contre les bolcheviks qui, pour les amadouer et attirer vers eux les autres minorités, ont déclaré en 1912 accepter l'autonomie nationale culturelle³.

2) Recrutement de Staline

Lénine, effrayé par l'ampleur du développement qu'avait pris la question nationale, décida de se consacrer plus à fond. Dans une lettre à Gorki, rédigée dans la seconde quinzaine de février 1913 et expédiée de Cracovie où il était parti prendre contact avec la réalité nationale de plus près, Lénine dit: "À propos du nationalisme, je suis entièrement d'accord avec vous qu'il faut s'en occuper un peu plus sérieusement". Et il ajoute "non, il n'y aura pas chez nous la même abomination qu'en Autriche. Nous ne le permettrons pas! Et puis, nous autres, Grands-Russes, sommes plus nom-

¹ Pipes, op. cit., p. 28.

² Staline, Le marxisme et la question nationale et coloniale, éd. sociales, Paris, 1949, p. 54, (ci-après: Staline).

³ Shaheen, op. cit., p. 39.

breux ici. Avec les ouvriers, nous ne laisserons pas l'esprit autrichien s'imposer"¹.

Lénine nous informe dans la même lettre qu'il a fait appel au "merveilleux géorgien" pour rédiger un "grand article" sur la théorie austro-marxiste. Il s'agit de Staline qui a été envoyé par Lénine à Vienne pour "assembler les matériaux autrichiens"². Son article prendra pour titre "Le marxisme et la question nationale".

Staline commence son article par cette phrase très expressive qui trace le leitmotiv de son voyage et ce qui le pousse à écrire: "La période de contre-révolution en Russie apporta non seulement la foudre et l'éclair, mais aussi la déception à l'égard du mouvement, le manque de foi dans les forces communes. On avait cru à un avenir radieux, et les gens luttèrent ensemble indépendamment de leur nationalité: Les problèmes communs, avant tout! Un doute se glissa dans l'âme, et les gens commencèrent à se séparer pour regagner chacun son chez-soi national, avant tout"³.

Malgré le sérieux que prend Staline dans son article, il semble que son but n'est pas une étude approfondie et théorique sur la question nationale telle qu'elle a été présentée par les théoriciens austro-marxistes. Lui-même, il ne comprenait pas l'allemand et il semble qu'il est parti avec des notes données par Lénine, qui sont malheureusement perdues. Son travail est faible. Pipes dit: "An analysis of Stalin's arguments reveals at once their inadequacy. Their greatest weakness was the failure to come to grips with the fundamental assumptions of Renner and Bauer: that nations were the rational formation of human society, that they were worth preserving, and that, far from disappearing with the spread of democracy and socialism, they would grow in importance"⁴.

Mais nous croyons que ce n'est pas là le but de Staline. La tâche de cet "homme d'acier" visait principalement à trouver une solution pratique et efficace aux problèmes soulevés par le développement de la question nationale en Russie et comme il le dit "battre en brèche le nationalisme, préserver les masses de la contagion générale"⁵.

Or, le plus important parmi les mouvements nationaux était le mouvement juif le Bund. C'est le mouvement à la fois le plus obstiné et le plus fragile.

¹ Lettre de Lénine à Gorki, rédigée dans la seconde quinzaine de février 1913, Lénine et Gorki, Lettres, souvenirs documents, éd. du progrès, Moscou, 1958, pp. 101-102 (ci-après: Lénine et Gorki).

² Ibid., p. 101.

³ Staline, Le marxisme et la question nationale (1913), Staline, op. cit., p. 7

⁴ Pipes, op. cit., p. 38.

⁵ Staline, op. cit., p. 9.

Le plus obstiné, parce qu'il se sent le plus démuné; le plus fragile, parce qu'il n'a pas de territoire et a de la peine à se faire reconnaître le statut de nation. Staline devait donc surtout s'attaquer à ce mouvement.

Alors que le marxisme en soi ne s'occupe guère de définir la nation, l'opportunité de le faire face aux juifs a poussé Staline à s'y mettre. Il souligne les caractéristiques suivantes qui sont nécessaires pour qu'un groupe puisse se considérer comme une nation. C'est l'unique définition que nous avons des marxistes russes. Lénine lui-même n'a jamais défini la nation. Ces caractéristiques sont:

1. La nation n'est pas une communauté de race, ni de tribu, mais une communauté d'hommes historiquement constituée. La nation française est ainsi un mélange de Gaulois, Romains, Bretons, Germains qui forment une seule nation.
2. La nation n'est pas un conglomérat accidentel éphémère, mais une communauté stable d'hommes. Le grand empire d'Alexandre ne peut pas être appelé une nation puisqu'il n'y a pas de lien entre les groupes.
3. La langue
4. La communauté de territoire. Les Anglais et les Américains parlent la même langue mais ne vivent pas côte-à-côte, ce qui empêche de les considérer comme une nation.
5. La communauté de la vie économique. Ainsi les E.U. ne formeraient pas une nation s'il n'y avait pas une relation économique qui les liait en un tout.
6. Et en dernier lieu, il faut la formation psychologique qui se traduit dans la communauté de la culture¹.

Et en bref: "La nation est une communauté stable historiquement constituée, de langue, de territoire, de vie économique et de formation psychologique, qui se traduit dans la communauté de culture"².

Chacune de ces caractéristiques est un élément nécessaire pour l'attribution du statut de "nation" à un groupe. Mais le fait d'avoir accompli toutes ces conditions n'est pas tout; ce n'est même que la question préalable. Une dernière condition reste, et la plus importante. Staline dit: "La nation a le droit de décider librement de son sort. Elle a le droit de s'établir comme bon lui semble pourvu qu'elle agisse en tenant compte des intérêts de la majorité de la nation et, avant tout, du prolétariat"³.

¹ Ibid., pp. 12-15.

² Ibid., p. 15.

³ Ibid., p. 27.

Si la définition en soi n'a rien d'original et va même contre l'esprit du marxisme qui refuse de s'attacher à une notion statique de la nation, il n'empêche qu'elle est pratique. Elle rend le service qu'attend d'elle Staline. En définissant la nation de cette façon, les juifs se voient privés du droit de se réclamer une nation du fait qu'ils ne remplissent pas toutes les conditions préalables: ils n'ont ni un territoire, ni une communauté économique et politique, ni de langue commune¹. C'est un coup de maître; Staline a rompu le lien entre les juifs et les autres nationalités qui les soutiennent: *Divide et impera*.

Si nous joignons aux six conditions, la dernière, la plus importante, la clé de voûte, qui concerne l'intérêt du prolétariat, avec tout l'arbitraire que comportent les critères de cet intérêt, Staline peut dénier le droit à la formation d'entité autonome à tout autre groupe.

Il serait faux de chercher dans l'article de Staline autre chose que l'efficacité et le rapport de causalité entre la définition et l'intérêt qu'il veut en tirer. Haupt va plus loin. Il considère que l'article avait de l'importance non à cause de la valeur intrinsèque, de son niveau, mais bien parce qu'il représentait une prise de position en faveur de Lénine². Cela n'est juste qu'en partie, car il enlèverait à cet article toute valeur propre, ce qui serait inéquitable.

Section II. L'aile gauche et la question nationale

1) Rosa Luxembourg et l'indépendance de la Pologne

La deuxième fraction marxiste à laquelle Lénine se heurta est la fraction extrémiste dont Rosa Luxembourg est le principal protagoniste. Polonaise d'origine et juive de religion, elle a pris une position différente de celle du Bund - bien que non opposée comme on le verra. Apatride dès son jeune âge, sa tendance est cosmopolite.

Sa première expérience en question nationale était la lutte entre le PPS - dont le mot d'ordre "indépendance de la Pologne" et la SDKP, créée par elle en 1893 - un parti à vocation sociale et internationaliste.

Le conflit entre ces deux partis touchait à l'ordre de priorité à accorder à l'objectif national et à l'objectif de classe dans le cas de la Pologne. Ce conflit a été porté au congrès international de Londres de 1896 qui devait décider de la position à prendre par le prolétariat international et trancher le débat entre les deux partis. La résolution soumise au congrès en faveur de l'indépendance de la Pologne reprenait les mêmes arguments de Marx

¹ Ibid., pp. 17 et 19.

² Les marxistes et la question nationale, op. cit., p. 60.

sur la même question tel qu'il les avait présentés à la conférence de l'AIT qui eut lieu à Londres en septembre 1896:

- La Russie constitue un danger pour l'Europe. Sa force intérieure et extérieure est puisée dans l'assujettissement et le partage de la Pologne.

- L'oppression d'une nation par une autre ne profite qu'aux capitalistes et aux despotes et elle est également néfaste tant au peuple travailleur de la nation opprimée qu'au peuple travailleur de la nation oppressive.

La PPS priait le congrès de déclarer que l'indépendance de la Pologne est "une exigence politique indispensable à l'ensemble du mouvement ouvrier international et au prolétariat polonais"¹. Ce qui fut fait.

C'est à ces deux arguments de Marx repris par le PPS que R. Luxembourg devait s'attaquer. Elle fait remarquer en premier lieu qu'invoquer l'opinion de Marx 30 ans après et ceci "indépendamment du développement des conditions historiques" était faire de cette opinion "appartenant au domaine de la politique contingente ... un véritable dogme"².

Elle montre ensuite que les choses ont changé depuis lors. Ce n'est pas l'indépendance qui ferait écrouler le tsarisme car la Pologne joue un rôle minime. C'est l'économie qui lui donnera le coup fatal. La Russie, selon R. Luxembourg "a amorcé le développement économique moderne qui devait apporter la solution à ses problèmes"³. Ainsi, elle rejoint la loi déterministe économique de Marx: "Obligé de soutenir l'économie capitaliste, le tsarisme sape lui-même son fondement essentiel". La suite est connue et simple à tirer: "Un accroissement accéléré du prolétariat industriel, force sociale à laquelle le tsarisme ne saurait s'allier et à laquelle il ne peut céder sans risquer sa propre tête", et la conséquence: "le développement du capitalisme constitue ici le plan incliné au bout duquel les poings de fer de la classe ouvrière attendent le tsarisme"⁴.

Avec cette conclusion, R. Luxembourg annule le premier argument. Quant au deuxième, elle le rejette purement et simplement. Cet argument qui renvoie à la fameuse parole d'Engels: "une nation ne peut devenir libre tout en continuant d'opprimer d'autres nations" et à celle de Marx, "le peuple qui subjugué un autre peuple se forge ses propres chaînes", est considéré par elle comme "une de ces grandes vérités qui sont en même temps de vagues lieux communs dont on ne peut tirer aucune conclusion pra-

¹ Luxembourg, R., La question polonaise au congrès I. de Londres, 1896, in Les marxistes et la question nationale, op. cit., p. 160.

² Luxembourg, R., La question polonaise et le mouvement socialiste in Les marxistes et la question nationale, op. cit., p. 172.

³ Ibid., pp. 161-162.

⁴ Loc. cit.

tique". En d'autres termes, un tel argument dit tout et ne dit rien. Une telle parole est "absurde" car, dit-elle, "si, à partir de l'affirmation que l'oppression d'un peuple par un autre ne peut servir que les despotes et les capitalistes, on conclut que toutes les annexions sont injustes ou qu'elles peuvent être éliminées dans le cadre même du système capitaliste" on ne fait aucune analyse "des principes fondamentaux de l'ordre actuel"¹. Cela signifie que cette parole n'est pas marxiste.

Elle rejette ainsi la demande du PPS et considère l'indépendance de la Pologne comme une manifestation du nationalisme. Elle refuse de faire de cette demande une tâche du prolétariat international de peur de créer un "précédent" et avoir la porte "grande ouverte aux luttes nationales"².

Elle réclame au lieu de l'indépendance de la Pologne "la liberté de la vie et du développement national culturel, l'égalité des citoyens, l'abolition de toute oppression nationale"³. Elle ne voit pas la nécessité d'un appareil étatique propre à la Pologne qui ne servirait qu'à "opprimer les ouvriers". Elle préfère que la Pologne reste liée à la Russie "dans un seul mécanisme économique" qui aboutira à la destruction de "la base matérielle des tendances nationales séparatistes". Elle préconise un régime républicain pour la Russie "avec l'autonomie nationale pour la Pologne"⁴.

Cette prise de position contre l'indépendance de la Pologne comme on le voit ne s'oppose pas à la demande du Bund, puisqu'elle admet le principe de l'autonomie nationale culturelle avec cette différence que ce principe découle d'une analyse économique qui doit aboutir à la destruction des barrières nationales en accélérant la révolution.

Le lien de la Pologne avec la Russie a amené R. Luxembourg à s'attaquer au programme du POSDR qui à son article 9 reconnaît le droit de toutes les nations à l'autodétermination. Nous aurons à traiter plus amplement ce sujet dans le cadre de la position de Lénine. Mais voyons quels sont les griefs que porte R. Luxembourg contre cet article en particulier.

2) Rosa Luxembourg et l'article 9 du programme du POSDR

R. Luxembourg considère que la question nationale - comme d'ailleurs toute autre question - doit être traitée par la socialdémocratie à la lumière de "la méthode scientifique de matérialisme historique"⁵ car, dit-elle, c'est

¹ Ibid., p. 162.

² Ibid., p. 165.

³ Ibid., p. 176.

⁴ Ibid., pp. 180, 183.

⁵ Luxembourg, R., La question nationale et l'autonomie in Les marxistes et la question nationale, op. cit., p. 184.

la seule façon de donner "une solution et un traitement de principe homogène" dans "la variété des formes que revêt cette question"¹.

Ce qui étonne R. Luxembourg dans l'article 9 c'est sa présentation. Il "correspond à cette formule qui consiste à apporter une solution générale à la question nationale sous toutes ses formes particulières"². Cela va à l'encontre du socialisme qui exige un "raisonnement dialectique". Elle le compare avec "la paraphrase du vieux slogan du nationalisme bourgeois de tous les temps".

Le programme national du POSDR était adopté en 1903 comme contrepartie au programme austro-marxiste. Ce dernier pourtant avait la faveur de R. Luxembourg; il était plus pratique et moins "métaphysique", ne serait-ce que par le fait qu'il n'envisage pas la dislocation de l'État. En effet, le programme du POSDR se limitait à une déclaration générale sans modalités d'application dans le texte. "Les postulats d'un programme politique sont (pourtant) rédigés dans le but précis de proposer une solution applicable directement, réaliste et pratique, dans le cadre du régime bourgeois, pour résoudre les problèmes urgents de la vie sociale et politique qui font partie de la lutte de classe du prolétariat"³.

Dans son hésitation à trouver la logique selon laquelle fut adopté l'article 9, elle ne voit qu'une seule possibilité pour l'interpréter. Il n'aurait qu'une portée négative s'il se veut marxiste. Alors il signifierait "le devoir de chacun de combattre toute manifestation d'oppression nationale". En autres termes, la reconnaissance du droit de chaque nation à l'autodétermination équivaut à la condamnation de "toute tentative d'une nation pour déterminer le sort d'une autre nation". Or, même cette interprétation ne saurait être acceptable pour un marxiste. Le prolétariat et la classe ouvrière, dont la cause est toujours "prioritaire", n'a aucun devoir s'il ne découle du "principe fondamental du socialisme"⁴. La nation n'a aucun droit inhérent duquel peut découler un devoir de protection de la part du prolétariat.

Ce faisant, elle raisonne sur la relativité des droits de la nation par rapport au but final. Ce n'est qu'en servant l'intérêt du prolétariat qu'une nation peut se voir reconnaître un droit qui disparaîtrait si cet intérêt cessait d'exister. Mais comme l'article ne supporte pas une telle interprétation, elle arrive à cette conclusion, qui n'est qu'un jugement de valeur sur cet article: "La formule de droit des nations à l'autodétermination n'est pas au fond

¹ Ibid., pp. 184-185.

² Ibid., p. 185.

³ Ibid., p. 188.

⁴ Ibid., p. 189.

une directive politique et programmatique pour aborder la question nationale, mais seulement une façon d'esquiver ce problème"¹.

Cette conclusion de R. Luxembourg sera confirmée lorsque nous exposerons la position de Lénine. Nous avons là le jugement d'un connaisseur des pensées de Lénine.

Mais ce développement de R. Luxembourg n'est rien d'autre que la doctrine classique. Lénine, comme nous l'avons vu, a tiré pour lui une conclusion propre selon laquelle cette doctrine comme telle n'est plus opérationnelle. Il introduit ses propres réserves et amendements. Cette position de R. Luxembourg aboutirait à une situation d'attente jusqu'à ce que tout soit mûr sur l'échelle mondiale. Lénine, par contre, préconise une révolution qui se situe au maillon le plus faible de la chaîne car, dit-il, c'est une "loi absolue du capitalisme" qu'il y a "inégalité du développement économique et politique"².

Ainsi, le problème qui se pose est un problème de temps. Lénine croit à la révolution mondiale mais il ne saurait lui subordonner toute solution urgente exigée par le temps qui le sépare de cette révolution. R. Luxembourg est trop confiante dans le fait que la révolution est proche et qu'il ne vaut pas la peine de se poser des questions qui seront sans objet lorsqu'elle arrivera.

C'est l'explication du refus de R. Luxembourg de prêter trop d'attention à la question nationale: elle ne veut pas "avoir la porte grande ouverte". D'ailleurs, dit-elle, ce serait "une illusion" de s'occuper de "mini et micro-nation" dans une époque dominée par "quelques nations très puissantes" qui seules peuvent maintenir leur indépendance économique et politique en vertu des moyens intellectuels et matériels nécessaires dont elles disposent. C'est une illusion pour elle de parler d'autodétermination pour les Monténégrins, les Bulgares, les Roumains, les Serbes, les Grecs et dans un certain sens les Suisses³. L'idée d'assurer à toutes les nations la possibilité de s'autodéterminer serait d'aller contre l'évolution du capitalisme. "Le retour à l'objectif qui consiste à partager tous les États existants en unités nationales et à les limiter les uns par rapport aux autres ... est une entreprise parfaitement désespérée" et qui la soutiendrait serait un "réactionnaire"⁴.

¹ Loc. cit.

² Lénine, à propos du mot d'ordre des États-Unis d'Europe (1915), Œuvres choisies, op. cit., vol. I, p. 775.

³ Luxembourg, R., La question nationale et l'autonomie, in Les marxistes et la question nationale, op. cit., p. 190.

⁴ Ibid., p. 194.

Le problème se pose aussi sur le plan de la modalité de réaliser ce droit. R. Luxembourg se demande comment peut-on parler d'autodétermination sans parler de "lutttes" et de "mouvements nationaux" alors qu'en réalité, c'est le développement économique qui doit amener pacifiquement la solution. Et en plus, entrer dans des conflits ce n'est rien d'autre que vouloir réaliser l'intérêt d'une classe donnée qui accapare les privilèges. On ne peut créer un État national qui satisferait à la fois "Monsieur Koscielski" (écrivain nationaliste polonais 1845-1911) et son "valet de ferme"¹. Aussi demande-t-elle des prolétaires qu'ils se limitent à "assurer les bonnes conditions de son développement économique et culturel", et de réclamer que "soit reconnue l'égalité de sa nationalité par rapport aux autres nationalités vivant dans le même État"².

Chapitre III. Position de Lénine face à la question nationale "Théorie de l'autodétermination"

Section I. Analyse dialectique de la question nationale

1) Terminologie reprise: la dialectique

Il n'est pas de notre tâche de faire une étude sur le plan terminologique de l'acquis léniniste de la doctrine marxiste en général. Une telle étude, difficile à faire, serait utile pour établir la contribution de Lénine. Néanmoins, il est nécessaire de remarquer que dans le domaine national, beaucoup de termes employés par les fondateurs dans leurs discussions ont été négligés, d'autres repris et développés.

Comme termes inusités du vocabulaire marxiste national réédité par Lénine, il faut relever les deux termes empruntés par les fondateurs des philosophies idéaliste, romantique et métaphysique sans aucune transformation ni adaptation claires à leur conception matérialiste et qui sont "la vitalité" et "la nation historique".

Ces deux termes, comme nous l'avons vu, occupent une place importante dans la théorie marxiste. La raison de leur rejet se situe avant tout dans leur origine. Mais la raison politique y joue un rôle. Marx et Engels sont des hommes directs, des phénoménologues qui n'hésitent pas à donner les noms aux faits. Lénine est avant tout un politicien qui connaît le poids des mots. L'emploi de ces deux mots aurait brisé sa carrière politique, en déclenchant contre lui la colère des petites nations. Il ne connaît que trop l'importance de l'élément psychologique³.

¹ Ibid., p. 196.

² Ibid., p. 198.

³ v. à ce propos sa lettre à Chaoumian du 6.12.1913, Œuvres complètes, op. cit., t. 19, p. 535,

Parmi les termes repris, nous retrouvons "l'analyse dialectique" de la question nationale qui couvre ce que nous avons analysé sous "caractère révolutionnaire".

Lénine analyse la société selon la méthode marxiste qui se base sur la conception matérialiste et dialectique du monde. L'action politique à entreprendre est décidée après une "étude objective de l'ensemble des rapports de toutes les choses, sans exception, d'une société donnée et, ... des corrélations entre elle et autres sociétés"¹. Cette analyse est caractérisée par son aspect "dynamique" c-à-d. elle tient compte des lois qui dérivent "des conditions économiques de l'existence de chaque classe"². Dans cette analyse dynamique de la société on doit distinguer les buts immédiats de la finalité et donner la priorité à cette dernière en lui sacrifiant toute victoire intermédiaire dans l'étape transitoire³.

Pour le marxisme comme pour le léninisme, le fil conducteur de la marche de l'humanité est cette analyse dialectique qui se base sur la lutte de classe. Toute autre explication de l'histoire serait fausse pour le marxiste. "Les hommes, nous dit Lénine, ont toujours été et seront toujours en politique des dupes naïves des autres et d'eux-mêmes, tant qu'ils n'auront pas appris, derrière les phrases, les déclarations et les promesses morales, religieuses, politiques et sociales, à discerner les intérêts de telles ou telles classes. Les partisans des réformes et améliorations seront toujours dupés par les défenseurs du vieil ordre de choses, aussi longtemps qu'ils n'auront pas compris que toute vieille institution, si barbare et pourrie qu'elle paraisse, est soutenue par les forces de telles ou telles classes dominantes"⁴.

Deux explications sont ainsi prises en considération dans cette analyse des phénomènes sociaux dans la marche de la société: l'apparence et le réel, l'instantané et le durable, le partiel et le global, le moyen et la fin.

2) La dialectique et la question nationale

La question nationale est soumise comme toute autre question à une analyse dialectique. Cette question ne saurait être prise en dehors de l'analyse globale que le marxisme fait subir à la société. "Si importante que soit la question nationale, nous dit un auteur soviétique, le marxisme-léninisme

dans laquelle il l'invite à tenir compte de l'importance de la psychologie dans la solution de la question nationale.

¹ Lénine, Marx (1913) Œuvres choisies, op. cit., vol. I, p. 54.

² Loc. cit.

³ Ibid., p. 55.

⁴ Lénine, Engels (1913), Œuvres choisies, op. cit., vol. I, p. 73.

estime qu'elle n'est isolée ni indépendante dans l'évolution sociale, mais entièrement subordonnée aux problèmes de classe"¹.

Lénine reprend la théorie marxiste sur la formation de la nation. Le problème national n'est pas un problème de tous les temps. Il correspond à une étape de la société, étape caractérisée par le passage du féodalisme au capitalisme. Ce sont des raisons économiques qui sont à la base de la question nationale comme à tout le mouvement de l'humanité dans son ensemble: "Dans le monde entier, écrit Lénine, l'époque de la victoire définitive du capitalisme sur le féodalisme a été liée à des mouvements nationaux. Le fondement économique de ces mouvements c'est que la victoire complète de la production marchande exige la conquête du marché intérieur par la bourgeoisie, le rassemblement au sein d'un même État des territoires dont la population parle la même langue, et l'élimination de tout obstacle de nature à entraver le développement de cette langue et sa consécration par une littérature"².

Lénine distingue deux étapes dans la formation de la nation, ou mieux encore "deux tendances historiques" qui constituent deux périodes dans l'évolution de la nation. La première période est marquée par "l'éveil de la vie nationale et mouvements nationaux, la lutte contre toute oppression nationale, la création d'États nationaux". La deuxième période correspond au développement du capital et l'arrivée à son apogée où l'on constate "la multiplication de relations de toutes sortes entre les nations" et la destruction "des barrières nationales"³.

La première époque est appelée par Lénine "époque des révolutions démocratiques bourgeoises" qui, pour l'Europe occidentale, s'étend entre 1789-1871. Dans ce cadre historique, des mouvements nationaux ont abouti à la création d'États nationaux. Quant à l'Europe orientale et à l'Asie, cette époque commença en 1905 par une série de révolutions en Russie, en Perse, en Turquie, en Chine⁴. Les États sont dans cette époque à composition nationale hétérogène à cause du manque du développement du capital⁵.

¹ Koulitchenko, M., Comment fut résolue la question des nationalités en URSS, APN, Moscou, 1974, p. 9 (ci-après: Koulitchenko).

² Lénine, Du droit des peuples à disposer d'elles-mêmes (1914) Œuvres choisies, op. cit., vol. 1, p. 696.

³ Lénine, notes critiques sur la question nationale (1913) Œuvres complètes, op. cit., t. 20, p. 20.

⁴ Lénine, Du droit des nations à disposer d'elles-mêmes (1914), Œuvres choisies, op. cit., vol. I, p. 706.

⁵ Ibid., p. 698.

Dans la deuxième époque, où le capital se trouve développé, on assiste à la disparition de cette hétérogénéité de la première époque. Les groupes infranationaux se voient obligés de fusionner par la force des intérêts. L'exemple typique que Lénine se plaît souvent à citer, parce qu'il le connaît bien, est le cas de la Suisse qui est formée de trois nations ethniques qui se sont réunies sous l'influence du capital pour former une seule nation historique¹.

Nous voyons ainsi que Lénine parle de mouvements nationaux dans le sens ethnique, mouvements qui sont obligés de disparaître dans la période capitaliste pour former un tout historique, la nation historique sous forme d'État (et pas la nation/État qui signifierait à chaque nation ethnique un État).

3) Négativisme de Lénine face à la nation

Dans cette approche économico-historique de la question nationale, résulte la nécessité de tenir compte du mouvement national. Mais en soi ce mouvement n'est qu'une étape transitoire. Lénine est un cosmopolite, un universaliste qui rêve d'une société unie par la force des exigences économiques. Le socialisme aboutit selon lui à l'unité du monde, un but qui va dans le sens opposé au nationalisme. "Le socialisme, dit-il, a pour but, non seulement de mettre fin au morcellement de l'humanité en petits États et à tout particularisme des nations, non seulement de rapprocher les nations, mais aussi de réaliser leur fusion"². Or comment concilier les deux étapes de l'histoire: le capitalisme et le socialisme?

Il est clair que le transitoire cède la place au final. Il se voit sacrifié car ce n'est pas la victoire de la nation qui compte pour Lénine mais la victoire du prolétariat. Ce prolétariat doit se tenir dans une position de neutre. Il ne doit donner de l'importance au nationalisme que s'il sert sa cause qui correspond à l'arrivée du socialisme et du communisme. "Il faut que le prolétariat soit étranger à tout nationalisme, dit Lénine, que les prolétaires soient pour ainsi dire entièrement neutres dans la lutte de la bourgeoisie des différentes nations pour la suprématie"³.

Les peuples, pour Lénine, comme l'a bien exprimé A.D. Low, ne sont que "pawns in the game of proletarian and international power politics, to be used today and discarded tomorrow"⁴. Le marxisme est inconciliable avec

¹ Lénine, Thèses sur la question nationale (1913), Œuvres complètes, op. cit., t. 19, p. 261.

² Lénine, La révolution socialiste et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes (1916), Œuvres complètes, op. cit., t. 22, p. 159.

³ Lénine, Du droit des nations à disposer d'elles-mêmes, Œuvres choisies, op. cit., vol. I, p. 725.

⁴ Low, A. D.: Lenin on the question of nationality, Bookman associates, N.Y., 1958, p. 17 (ci-après: Low).

le nationalisme, affirme Lénine, "fût-il le plus juste, le plus pur, le plus fin et le plus civilisé" car le marxisme tend vers "l'internationalisme, la fusion de toutes les nations dans une unité suprême"¹.

L'étude de Lénine de la question nationale est dominée principalement par cette dualité: nationalisme et internationalisme, ce dernier se trouvant toujours le plus favorisé. Cela se confirme plus encore du fait que Lénine ne s'est jamais efforcé de donner une définition de la nation. Les auteurs russes actuels, tel que Starushenko², recourent à la définition de Staline, définition qui se perd comme une goutte d'eau dans l'océan des subtilités qui l'entourent. La difficulté qui résulte de cette absence de définition dans l'œuvre de Lénine est une grande marge d'appréciation face à des cas concrets et un jeu sur les mots. Nous avons déjà soulevé deux sens du mot nation (ethnico- raciale et historique).

Le négativisme de Lénine n'est pas un négativisme passif aveugle mais un négativisme actif, dynamique. Le prolétariat doit s'intéresser à la question nationale seulement et chaque fois que cela sert ses intérêts³. Selon Lénine trois situations se présentent dans son temps pour le soutien que doit apporter le prolétariat. La première concerne les pays capitalistes de l'Europe occidentale et les E.U. Ici le prolétariat n'a rien à faire dans sa patrie puisque le problème national est résolu. Par contre, sa patrie opprime d'autres nations, p. ex. le cas des colonies. Le prolétariat de la nation oppressive doit dans ce cas s'unir avec ces nations opprimées et demander pour elles le droit à l'autodétermination. La deuxième situation est dans les pays de l'Est de l'Europe: L'Autriche, les Balkans et la Russie où le mouvement national est en plein essor et où se trouvent des nations (ethnico- raciales) qui en oppriment d'autres. Le prolétariat des nations oppressives doit lutter avec le prolétariat des nations opprimées pour la garantie du droit de chaque nation à l'autodétermination. La troisième et dernière situation se présente dans les pays semi-coloniaux: La Chine, la Perse, la Turquie qui se trouvent dans l'époque des mouvements démocratiques bourgeois de libération nationale. Le prolétariat dans ces pays doit soutenir résolument "les éléments les plus révolutionnaires" de ces mouvements de libération et "aider à leur insurrection"⁴.

¹ Lénine, Notes critiques sur la question nationales (1913), Œuvres complètes, op. cit., t. 20, p. 27.

² Starushenko, G. B., Le principe de l'autodétermination des peuples et des nations dans la politique étrangère de l'État soviétique. Ed. du progrès (s.d. 1965?) (ci-après: Starushenko).

³ Lénine, Notes critiques sur la question nationale (1913) Œuvres complètes, op. cit., t. 20, p. 28.

⁴ Lénine, la révolution socialiste et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes (1916), Œuvres complètes, op. cit., t. 22, pp. 163-165.

Ainsi nous voyons comment la position "neutre" du prolétariat n'est qu'une position de soutien qui diffère d'un pays à l'autre et qui ne se limite pas à tel ou tel pays mais se rejoint dans une unité d'action sur le plan international. Nous reviendrons sur les motivations et les critères de cette position.

Section II. Contenu du droit à l'autodétermination

1) Le droit à l'autodétermination est le droit à la séparation

Le contenu du droit à l'autodétermination et son exercice est un des problèmes qui ne cessent de tracasser les juristes internationalistes et les politiciens. Les premiers comme les seconds trouvent la concurrence entre ce droit et d'autres qui tous appartiennent aux groupements humains. Comment préciser la priorité de l'un sur l'autre reste une question insoluble.

Lénine est à la fois un juriste et un politicien et pas n'importe lequel. Fondateur d'un État multinational, il a le mérite de connaître la théorie et la pratique. Il n'est pas exagéré si on affirme, comme le font souvent les dirigeants soviétiques, qu'il est à la base du maintien de l'unité de l'URSS. Il a dû fournir le fondement théorique nécessaire pour l'action politico-juridique qu'est la constitution de cet État.

Mais son étude de la question nationale a ceci de particulier par rapport aux juristes et politiciens occidentaux. Ces derniers partent de principes juridiques établis un peu comme les axiomes de géométrie et sur lesquels il n'est pas besoin de se poser des questions chaque fois qu'on les emploie. Une longue tradition juridique, philosophique, politique et sociologique est derrière eux. Lénine, par contre, a dû poser les problèmes et les résoudre à partir d'une nouvelle conception de la vie, le marxisme, une théorie récente et controversée.

Le marxisme qu'adopte Lénine veut que toute réflexion trouve son fondement dans une explication à base matérialiste. Ainsi, notre auteur récusé *ab initio* tout recours au droit (qui pour un marxiste n'a pas d'histoire) pour définir le droit à l'autodétermination. Pour lui, toute définition de ce droit qui se propose comme but d'atteindre "le fond du problème" doit partir, non pas du "juridique", mais de l'"expérience des mouvements nationaux du monde entier"¹.

Selon Lénine, vouloir s'arrêter à des "définitions juridiques" n'avance en rien la solution du problème. Bien au contraire, elle nous relèguerait dans des "notions abstraites"². Une définition de ce droit doit avoir pour base la

¹ Lénine, du droit des nations à disposer d'elles-mêmes (1914), Œuvres choisies, op. cit., vol. I, p. 696.

² Ibid., p. 695.

théorie dialectique historique qui tient compte "des conditions historico-économiques"¹.

La question nationale se manifeste, comme nous l'avons dit, dans l'étape du passage du féodalisme au capitalisme qui obéit à la loi économique déterministe et consiste dans des "tendances à la création d'État nationaux". Ce passage du féodalisme au capitalisme se caractérise par le développement du capital qui ne peut se réaliser que dans un État indépendant politiquement. Parallèlement à ce développement du capital se trouve la lutte nationale (ethnico-raciale) qui se situe au début de cette étape et qui disparaît lorsque le capital est à son apogée. C'est dans cette lutte que se décide, sous la pression "des puissants facteurs économiques", la fusion des entités raciales et étatiques en nation historique ou la séparation et l'indépendance en vue de la formation d'un État national. Cette décision, dans l'une ou l'autre direction, est régie par ces "puissants facteurs économiques". La décision est une nécessité historique du développement du capital².

Ce raisonnement, si arbitraire et si aprioristique qu'il puisse paraître est la pierre angulaire de la position léniniste face à la question nationale. La conclusion que tire Lénine de ce raisonnement est la suivante: "La libre détermination des nations ne peut avoir du point de vue historico-économique d'autres significations que la libre détermination politique, l'indépendance en tant qu'État, la formation d'un État national"³.

C'est l'interprétation que donne Lénine de l'article 9 du programme du POSDR qui, toujours selon Lénine, ne fait qu'incarner la théorie marxiste telle qu'elle a été énoncée par la décision du Congrès international de Londres de 1896 qui dit: "Le Congrès proclame qu'il s'affirme pour le plein droit de libre détermination (*Selbstbestimmungsrecht*) de toutes les nations"⁴.

Il faut remarquer ici en ce qui concerne cette décision, que Lénine se réfère continuellement à la version allemande qui mentionne "*Selbstbestimmungsrecht*" alors que la version anglaise parle plutôt d'"*autonomy*"⁵. Ce qui signifie que dans l'esprit de la 2ème Internationale, le sens des termes et la différence entre les deux n'étaient pas encore fixés.

¹ Loc. cit.

² Ibid., p. 700.

³ Loc. cit.; v. aussi Ibid., pp. 697, 722.

⁴ Ibid., p. 731.

⁵ Low, op. cit., p. 148, note 12.

2) Le droit à l'autodétermination est un droit démocratique: cas de la Russie

La période capitaliste se distingue, selon Lénine, de celle féodale par l'apparition des droits démocratiques. C'est pour cette raison que Lénine l'appelle dans quelques textes: "époque des révolutions démocratiques bourgeoises". Ce sont les pendants nécessaires pour le passage du capitalisme au socialisme. Aussi le prolétariat sous le capitalisme doit réclamer ces droits qui aboutissent à une plus grande liberté dans tous les domaines politiques du régime. "Le prolétariat, dit Lénine, ne peut vaincre autrement qu'en passant par la démocratie, c-à-d en réalisant la démocratie intégrale et en rattachant à chacun des épisodes de sa lutte des revendications démocratiques formulées de la façon la plus énergique"¹.

Or, le droit d'une nation à demander l'autodétermination, même si elle n'y aboutit pas, figure parmi les différentes revendications. Ce droit est à employer en tant qu'une arme parmi d'autres qui se trouvent dans l'arsenal du prolétariat qui prépare sa victoire, laquelle est la source de légitimation de ce droit. "Nous devons, dit-il, associer la lutte révolutionnaire contre le capitalisme à un programme et à une tactique révolutionnaire pour l'ensemble des revendications démocratiques: république, milice, élection des fonctionnaires par le peuple, égalité civique des femmes, droit des nations à disposer d'elles-mêmes etc."².

Chacun de ces droits démocratiques doit être réclamé en vue du "renversement du capitalisme". Le prolétariat de la nation oppressive doit soutenir cette demande de la part de la nation opprimée et ceci en signe de solidarité internationale: "Agissant au nom de ce droit (à l'autodétermination) en exigeant qu'il ne soit pas seulement reconnu du bout des lèvres, les social-démocrates des nations oppressives doivent revendiquer la liberté de séparation au bénéfice des nations opprimées, car autrement la reconnaissance de l'égalité en droits des nations et de la solidarité internationale des ouvriers ne serait en réalité qu'un mot creux et une tartuferie"³.

Mais l'action du prolétariat dans cette situation ne doit pas être empreinte de chauvinisme, demande Lénine, car le prolétariat cherche avant tout la victoire de sa lutte. Il ne doit pas succomber aux sentiments de chauvinisme. N'ayant en soi aucune patrie, il ne doit pas tenir pour la victoire de sa nation, mais pour sa propre libération de l'oppression de la classe bourgeoise. Il doit être indifférent à l'ambition de voir son groupe dominer les

¹ Lénine, le prolétariat révolutionnaire et le droit des nations (1916), Œuvres complètes, op. cit., t. 21, p. 424.

² Loc. cit.

³ Ibid., pp. 425-426.

autres. Il doit plutôt tenir compte du fait que "dans tous les cas l'ouvrier salarié subira l'exploitation" et "pour la combattre avec succès" il lui faut être "étranger à tout nationalisme"¹. Il doit donner la priorité à sa solidarité avec le prolétariat des nations opprimées sur son soutien à la bourgeoisie de sa nation pour ne pas provoquer "inévitablement la méfiance du prolétariat de l'autre nation" ce qui signifierait le soutien des "privileges de la nation dominante"².

Essayons de voir quel est l'impact de ce développement sur le cas de la Russie.

L'article 9 du programme du POSDR reconnaissait le droit à l'autodétermination à toutes les nations au sein de la Russie tsariste. C'était une reconnaissance de principe. Son application dépend de l'analyse dialectique qu'on fait de la situation historique que vit la Russie.

Pour Rosa Luxembourg, la Russie se trouvait dans le stade capitaliste et donc le problème national ne se pose plus. Lénine fait une distinction. Avant tout, il divise le stade capitaliste en deux époques; celle du début et celle avancée. De même en ce qui concerne la Russie; celle-ci ne peut être prise en bloc. C'est un pays de différents stades historiques. La nation des grands-russes est l'unique nation non-oppriée. Elle constitue le "centre national" qui détient le pouvoir. D'autres, par contre, subissent l'oppression. Le développement du capital - qui est la raison - diffère d'une région à l'autre. De même, on peut parler de la différence dans le niveau d'indépendance accordée à ces régions³.

L'existence de ces démarcations nationales signifie que la Russie, prise comme tout, n'a pas dépassé la première étape du capitalisme. Il s'ensuit que l'article 9 du programme du POSDR est applicable à la Russie. Ceux qui soutiendraient le contraire font une "honteuse concession au nationalisme grand-russe". Étant la nation oppressive, si les prolétaires de cette nation prêchent la caducité de cet article, ce ne serait qu'une consécration de la domination de sa nation sur celles des autres prolétaires. Il cite, comme appui, une phrase de Plékanov, le père des marxistes russes: "Si nous l'avions omise, ou si nous n'avions pas osé la formuler par crainte de heurter les préjugés nationaux de nos compatriotes de la nation grand-

¹ Lénine, Du droit des nations à disposer d'elles-mêmes, Œuvres choisies, op. cit., vol. I, p. 725.

² Loc. cit.

³ Lénine, Thèses sur la question nationale (1913) Œuvres complètes, op. cit., t. 19, p. 255; Lénine, Du droit des nations à disposer d'elles-mêmes (1914) Œuvres choisies, op. cit., vol. I, p. 705.

russe, nous serions condamnés à proférer un vil mensonge ... en lançant cet appel: prolétaires de tous les pays, unissez-vous"¹.

La Russie donc se trouve dans une époque où - selon Lénine - la revendication du droit à l'autodétermination nationale est de rigueur. C'est une de ces libertés démocratiques nécessaires à la victoire.

Ce raisonnement a une logique interne conséquente. Mais cette logique n'est pas poussée au fond. Car Lénine, malgré le fait qu'il affirmait que le capitalisme dans son stade avancé met fin aux mouvements nationaux, soutient, dans quelques textes, que le droit à l'autodétermination est aussi une demande socialiste, ce qui signifie que, même après la révolution prolétarienne, le problème national reste posé jusqu'à un certain temps. Il dit que le socialisme ne supprime pas tous les antagonismes d'un seul coup².

Quelle est la raison de cette brèche faite à la logique interne de sa théorie?

Il nous semble que Lénine veut prendre les austro-marxistes en cours de chemin. Ceux-ci en effet affirment que les nationalités, au lieu de disparaître, ne font que se développer. Lénine se met en accord avec eux, mais il les devance. Ce dont ils parlent n'est pour lui que la première époque du socialisme. C'est seulement après l'édification du socialisme dans sa dernière époque que "se réalisera ... la suppression absolue des moindres méfiances nationales, et s'opéreront le rapprochement accéléré et la fusion des nations"³.

En fait, Lénine s'est rendu compte en 1916, date du texte cité, que le capitalisme dans son stade suprême - qu'il appelle l'impérialisme - ne produit pas la fusion des nations mais réveille les sentiments nationaux. Il s'est rendu qu'il est en retard sur les austro-marxistes. Sans abandonner sa première position, il la complète en la contrariant. Pour prouver ses nouvelles vues, il n'hésite pas à appeler à son aide Otto Bauer, citant l'un de ses textes en le privant de son contexte doctrinal⁴. Il affirme même que c'est trahir le socialisme que de ne pas reconnaître le droit à l'autodétermination dans la période de la révolution socialiste⁵.

Nous avons tenu à soulever cette difficulté qui contrarie la position léniniste. Or, pour un observateur attentif de la question, il est difficile de se laisser piéger par la théorie qui ne remplit qu'une fonction persuasive. La

¹ Lénine, Du droit des nations à disposer d'elles-mêmes (1914) Œuvres choisies, op. cit., vol. I, p. 744.

² Lénine, Bilan d'une discussion sur le droit des nations à disposer d'elles-mêmes (1916) Œuvres complètes, op. cit., t. 22, p. 345.

³ Ibid., p. 350.

⁴ Ibid., p. 349.

⁵ Ibid., p. 345.

cohésion est secondaire face au but qu'il veut atteindre et qui se trouve bien tracé d'avance (voir sa lettre à Gorki citée plus haut).

3) Le droit à l'autodétermination ne signifie rien d'autre que le droit à la séparation; conséquences

De ce que nous avons vu, nous savons que Lénine accorde le droit à la sécession, droit réclamé par la nation opprimée et soutenue par le prolétariat de toute nation, qu'elle soit oppressive ou opprimée. Nous savons aussi que ce droit est réclamé tant dans le stade capitaliste que dans le début du stade socialiste. Il est de même permis de conclure qu'avant la période de passage du féodalisme au capitalisme il ne saurait y exister, selon Lénine, de problème national.

Cependant, une question demeure en suspens. Peut-on, par un argument *a fortiori*, dire que l'autodétermination, soit le droit à la sécession, signifierait aussi le droit à former une fédération ou demander l'autonomie extra-territoriale ou une autre forme qui accorderait à une nation, une liberté moindre que le droit à la sécession?

Le profane dirait: qui peut le plus, peut le moins: *in majorem minus conteneretur*. Mais pour Lénine, ce n'est pas possible, à la grande déception de notre logique profane, logique réfutée par celle dialectique et historique.

Il faut le dire tout de suite. La raison que donne Lénine à ce refus n'est rien d'autre que ce que nous avons appelé la *pierre angulaire*.

Cette question que nous nous sommes posée a été posée par Chaoumian. Lénine lui répond: "Le droit à la libre disposition ne signifie pas seulement le droit à la séparation. Il signifie aussi le droit à un lien fédéral, le droit à l'autonomie, écrivez-vous. Absolument pas d'accord. Il ne signifie pas le droit à la fédération ... Nous sommes, dans le principe, opposés à la fédération ... elle représente un type sans valeur pour un seul État. Tu veux te séparer? Va-t'en à tous les diables ... Tu ne veux pas te séparer? Alors, excuse-moi, ne décide pas à ma place, ne pense pas que tu as un droit à la fédération"¹.

Dans la doctrine marxiste et léniniste, les exigences économiques mènent à un État centralisé. C'est l'État idéal pour le développement des rapports de production et par conséquent de l'approche de la révolution prolétarienne. Mais, sur le plan pratique, cela signifie l'opposition à la division des écoles par nationalité (A) et l'opposition à ce que chaque nationalité ait sa langue officielle (B). En d'autres termes, Lénine s'oppose, en plus du fédéralisme, à l'autonomie culturelle extraterritoriale qu'avaient prêchée

¹ Lettre à Chaoumian (6.12.1913) Œuvres complètes, op. cit., t. 19 pp. 535-537.

les deux austro-marxistes, Bauer et Renner. C'est une attaque contre les revendications du Bund.

A) Division des écoles par nationalité

La question de la division des écoles par nationalités a exaspéré Lénine. Ce problème a été discuté, en autres, à la douma en 1913, à propos de la nationalisation des écoles juives qui visait à séparer les juifs des autres écoliers et à leur accorder des établissements qui leur soient propres.

Pour Lénine, une telle division affaiblit la lutte du prolétariat. Il voit, derrière une telle revendication juive, la main de la bourgeoisie grand-russe dont elle veut se servir pour attaquer le prolétariat. Elle entend diviser et exciter la haine entre les différentes nationalités¹. La classe ouvrière, pour devenir une force et résister au capital, doit "réclamer la fusion entre toutes les nations" et l'élimination "des barrières de toutes les nations au sein d'écoles uniques"². Les ouvriers doivent copier l'exemple des capitalistes. "Dans une même société par action, on voit réunis des Russes, des Ukrainiens, des Polonais, des Juifs, des Allemands. Les capitalistes de toutes nations et de toutes religions sont unis contre les ouvriers"³.

Lénine soulève une autre objection contre la division des écoles par nationalités. Cette division est irréalisable et irréaliste, dit-il. Un examen des données concrètes sur la composition nationale des élèves dans les écoles russes montre la difficulté que présente une telle réclamation. Il prend, pour exemple, la répartition des élèves dans les écoles primaires dans l'arrondissement scolaire de Pétersbourg, une des régions les plus grand-russes de la Russie mais où, malgré ce fait, les chiffres montrent une incroyable bigarrure de la population.

Il affirme alors qu'une telle réclamation constitue une opposition à la loi du capitalisme qui mélange les populations, et "équivaux dans les faits à mettre en œuvre ou à soutenir les idées du nationalisme bourgeois, du chauvinisme et du cléricalisme"⁴.

La remarque de Lénine sur l'irréalisme de la division des écoles par nationalité est, en soi, juste, mais ne dissipe pas les craintes de ceux qui voient dans l'unité des écoles un moyen de russification en empêchant les élèves d'acquérir leur culture nationale par l'institution scolaire. Lénine est conscient de ces craintes, et, pour calmer les esprits, il propose une solution un

¹ Lénine, La nationalisation des écoles juives (1913) Œuvres complètes, op. cit., t. 19, p. 327.

² Ibid., p. 328.

³ Loc. cit.

⁴ Lénine, La composition nationale des élèves dans les écoles russes (1913), Œuvres complètes, op. cit., t. 19, pp. 569-570.

peu étrange. Il préconise de substituer la culture nationale des élèves par une culture internationale.

Pour Lénine, "le mot d'ordre de la culture nationale est une duperie bourgeoise". Et il ajoute: "Notre mot à nous, c'est la culture internationale du démocratisme et du mouvement ouvrier mondial"¹. Un bundiste n'avait pas de peine à lui objecter: "une culture non nationale qui ne soit ni russe, ni juive, ni polonaise, mais rien qu'une culture pure, est un non-sens"².

Pourtant Lénine y tient. C'est bel et bien d'une culture internationale qu'il parle. Selon lui, chaque culture nationale a des éléments d'une culture démocratique et sociale qui appartiennent à la "masse laborieuse et exploitée" et des "éléments ultraréactionnaires et cléricaux" qui appartiennent "aux grands propriétaires fonciers, au clergé". C'est, selon lui, "une vérité fondamentale, élémentaire pour un marxiste". Il faut donc emprunter "à chaque culture nationale uniquement ses éléments démocratiques et sociaux"³.

Malheureusement, Lénine ne nous dit pas comment distinguer et séparer le blé de l'ivraie. Il nous laisse songeurs quant à la recette de cette culture internationale.

B) Le problème des langues

Le problème des écoles est lié au problème de la langue, qui est un élément important de la culture nationale. Pour les austro-marxistes ce problème consistait à se demander s'il fallait permettre ou pas à chaque nationalité d'employer sa langue comme langue officielle. En Russie, le problème s'est posé dans le sens contraire: faut-il déclarer une seule langue comme la langue officielle de tout le pays? Il y a une nuance entre les deux façons de poser le problème. En effet, si l'on répond par la négative au problème posé par les austro-marxistes, on se trouve devant l'obligation de fixer une langue officielle. Mais une réponse négative au problème posé par les marxistes russes ne signifie pas que chaque langue nationale devient officielle, mais qu'il n'y a aucune langue officielle.

Dans la résolution de la conférence du CC du POSDR (1913), sur la question nationale, rédigée par Lénine, nous lisons que la paix nationale n'est possible qu'à condition, entre autres, d'assurer "l'égalité absolue de toutes les nations et de toutes les langues et l'absence d'une langue officielle obligatoire, écoles fournissant à la population un enseignement dans toutes

¹ Lénine, Notes critiques sur la question nationale (1913), Œuvres complètes, op. cit., t. 20, p. 16.

² Loc. cit.

³ Ibid., pp. 16-17.

les langues locales"¹. C'est la reprise de l'article 8 du programme du POSDR de 1903.

Cette résolution entre en conflit avec sa deuxième objection sur la division des écoles par nationalité. Car s'il est irréaliste de pratiquer la division des écoles par nationalité à cause de la grande diversité des écoliers, à plus forte raison est-il irréaliste d'enseigner dans toutes les langues locales. Mais pour comprendre l'idée de Lénine, il faut nous référer à des textes moins officiels qu'une résolution du CC du POSDR.

Dans la même année (1913), Lénine écrit: "La social-démocratie rejette la langue officielle. Celle-ci est spécialement superflue en Russie, car plus des sept dixièmes de sa population appartiennent à la famille des peuples slaves, qui, s'il existait un enseignement libre dans un État libre, parviendraient sans difficulté, en raison des exigences de la circulation économique, à se comprendre sans qu'il existe aucun privilège officiel en faveur de l'une des langues"².

Comment peuvent-ils se comprendre? Pour deviner ce que veut dire Lénine par ces termes, il faut savoir que, pour lui, les langues, comme les nations, s'assimilent de sorte que l'on a finalement une seule langue et une nation. Cette assimilation est produite par l'effet de l'économie. C'est ce qu'il attend en Russie sous le stade capitaliste, "en raison des exigences de la circulation économique"³.

Il prend pour exemple le cas de la Suisse où, dit-il, au parlement fédéral on parle le français (ce qui n'est pas vrai!) alors que les trois langues sont placées sur le même pied. Ce choix se fait, d'après Lénine, non obligatoirement, par une "loi policière barbare" mais "parce que les citoyens civilisés d'un État démocratique préfèrent eux-mêmes la langue que comprend la majorité"⁴.

Pour la Russie, la chose doit se passer de la même manière et ce sont "les nécessités de la circulation économique qui décideront elles-mêmes quelle langue du pays en question la majorité aura avantage à connaître pour le grand bien des relations commerciales"⁵.

De quelle langue s'agit-il dans le cas de la Russie? Sans doute il s'agit de la langue russe. Lénine le dit implicitement dans une lettre à Chaoumian qui

¹ Lénine, Œuvres complètes, op. cit., t. 19, p. 460.

² Lénine, Thèses sur la question nationale (1913) Œuvres complètes, op. cit., t. 19, p. 258.

³ Lénine, Du droit des nations à disposer d'elles-mêmes (1914), Œuvres choisies, op. cit., vol. I, pp. 696-697.

⁴ Lénine, Les libéraux et les démocrates dans la question des langues (1913) Œuvres complètes, op. cit., t. 19, p. 381.

⁵ Loc. cit.

lui demandait de déclarer le russe comme langue officielle. Il commença par dire "absolument pas" pour finir par le contraire: "La langue russe a eu une portée progressive pour une foule de nations petites et arriérées c'est indiscutable. Mais ne voyez-vous pas qu'elle aurait eu une portée progressive encore bien plus grande s'il n'y avait pas eu de contrainte? ... Comment ne voulez-vous pas comprendre cette psychologie qui est si importante dans la question nationale et qui, s'il y a la moindre contrainte, salit, gâte et réduit à néant l'indiscutable portée progressive de la centralisation, des grands États, de la langue unique?". En plus de cet élément psychologique "la non contrainte", Lénine invoque l'argument économique: "En Russie, dit-il, il existe déjà une économie capitaliste qui rend la langue russe indispensable. Et vous ne croyez pas à la puissance de l'économie, vous voulez la soutenir avec les matraques de la canaille policière?"¹.

Ce qu'on a dit de la langue peut probablement être dit aussi de la culture internationale qui ne signifie rien d'autre que la culture grand-russe.

4) L'autonomie régionale

Il ne fait pas de doute que Lénine s'oppose à la décentralisation de l'État à base de nations. Les nations restent, pour lui, de caractère éphémère. Il lui suffit de rappeler aux "petits-bourgeois réactionnaires juifs qui veulent faire tourner à rebours la roue de l'histoire" l'exemple de l'État de New York avec ses différentes nationalités qui "ressemble à un moulin en train de broyer les distinctions nationales"². Les nationalités n'ont donc qu'à obéir à leur destin et à laisser le courant du capitalisme développé les "rapprocher" et les "brasser" de plus en plus dans le "circuit commercial"³. Celles qui ne veulent pas n'ont qu'à sortir, et Lénine leur dira "va-t'en à tous les diables"⁴.

Mais ici il faut faire une exception pour les juifs qui ne forment pas une nation et par conséquent ne peuvent pas sortir. Lénine se base sur Bauer qui considère les juifs, non pas une nation, mais comme une caste. Pour ce fait Bauer n'acceptait même pas de leur donner l'autonomie culturelle⁵.

¹ Lettre à Chaoumian (6.12.1913) Œuvres complètes, op. cit., t. 19, pp. 535-536.

² Lénine, Notes critiques sur la question nationale (1913), Œuvres complètes, op. cit., t. 20, p. 22.

³ Lénine, Du droit des nations à disposer d'elles-mêmes (1914) Œuvres choisies, op. cit., vol. I, p. 701.

⁴ Lénine, Lettre à Chaoumian (6.12.1913) Œuvres complètes, op. cit., t. 19, p. 536.

⁵ Lénine, Projet de Plate-Forme pour le IV^e congrès de la socialdémocratie du territoire de Lettonie (1913) Œuvres complètes, op. cit., t. 19, p. 115; Lénine, De l'autonomie nationale culturelle (1913) Œuvres complètes, op. cit., t. 19, p. 543.

Les nationalités qui restent donc dans cet État forment ensemble la nation historique qui, sous le capitalisme avancé, finit par perdre son hétérogénéité ethnique et linguistique.

Une porte reste ouverte, semble-t-il. Lénine permet l'existence, à l'intérieur de l'État, de régions autonomes. Le programme de 1903, rédigé par Lénine, avait préconisé à son article 3 d'accorder une autonomie régionale: "Auto-administration pour les régions qui se distinguent par leur mode de vie et la composition de la population"¹.

Dans un texte de 1913, nous lisons cette déclaration de Lénine: "Nous réclamons de larges pouvoirs administratifs et l'autonomie pour les régions dont les limites doivent être fixées en tenant compte notamment du critère national"².

Le texte s'arrête ici. Faut-il en conclure qu'il y a une réhabilitation de la nation par un autre moyen que l'autonomie culturelle?

C'est sans doute exagérer. Il suffit de voir d'autres textes. Dans "Thèses sur la question nationale" de la même année (1913) écrit un peu plus tard, la nation se trouve classée en deuxième position après l'économie: "La social-démocratie, écrit Lénine, exige que les vieilles subdivisions administratives de la Russie, instituées par les grands propriétaires féodaux et les fonctionnaires de l'État autocratique et féodal, soient remplacées par des subdivisions fondées sur les exigences de la vie économique contemporaine et mise en accord, dans la mesure du possible, avec l'effectif national de la population"³. En effet, le but final de Lénine - en ce qui concerne la Russie tsariste - c'est de la constituer en une nation historique dont l'hétérogénéité ethnique doit perdre la place à cause et en faveur de l'économie. Cette nation historique serait gouvernée et influencée par les exigences de ses intérêts, et avant tout, de ses intérêts économiques.

Un texte pourtant laisse planer des ambiguïtés. Dans la résolution de la conférence du CC du POSER (1913), il est dit que c'est la population qui se prononce sur les délimitations de leurs régions⁴. Ne serait-il pas contradictoire que Lénine propose la délimitation régionale économiquement et selon "l'effectif national" autant que c'est possible, laissant en même temps la libre disposition de la population en ce qui concerne cette délimitation?

¹ Cité par Carrère d'Encausse, op. cit., p. 223.

² Lénine, Projet de Plate-Forme pour le IV^e congrès de la social-démocratie du territoire de Lettonie (1913) Œuvres complètes, op. cit., t. 19, p. 113.

³ Lénine, Thèses sur la question nationale (1913) Œuvres complètes op. cit., t. 19, p. 113.

⁴ Lénine, Résolution de la conférence du CC du POSDR sur la question nationale (1913) Œuvres complètes, op. cit., t. 19, p. 460.

Prenons l'exemple des Allemands de Russie, et supposons qu'ils aimeraient former une région autonome nationale qui réunirait ainsi les deux conditions favorables pour le développement de leur communauté, à savoir l'économie et la culture. Lénine est-il d'accord avec une telle réunion? Non, car cela ne ferait que consacrer la nation ethnique alors qu'il veut pratiquement l'assimiler. "Ce n'est nullement l'affaire des social-démocrates de Russie, dit-il, de réunir en une seule nation les Allemands de Lotz, de Riga, de Pétersbourg et de Saratov. Notre affaire est de lutter pour la démocratie complète et l'abolition de tous les privilèges nationaux afin que les ouvriers allemands de Russie s'unissent aux ouvriers de toutes les autres nations pour sauvegarder et développer la culture internationale du socialisme"¹. Il est d'accord de "créer des arrondissements autonomes, même très petites, ayant une composition nationale homogène, autour desquels pourrait graviter ... les membres de la nationalité considérée, dispersés en différents points du pays ou même du globe" et ceci pour lui est "indiscutable"². Mais, ajoute-t-il, la composition nationale de la population ne doit être prise en considération qu'en dernier lieu³.

Une question reste à poser: qui va dire si la priorité a été respectée ou non dans l'établissement de ces régions autonomes? Quel organe est compétent? Car si c'est la population, c'est simple. Elle peut toujours concilier l'intérêt national et l'intérêt économique. Mais ce n'est pas le cas malgré "la lettre" de la résolution de la conférence du CC du POSDR (1913), car cette idée va à l'encontre de "l'esprit" de la théorie léniniste centralisatrice. Un texte vient à notre aide, qui dissipe toute illusion sur le pouvoir du peuple. Dans sa lettre à Chaoumian, Lénine écrit: "c'est le parlement central qui fixera les limites de l'autonomie! Nous sommes pour le centralisme absolument"⁴. Et quelle est l'étendue du pouvoir de ce parlement central? Rien ne dit qu'il doit tenir compte de la volonté de la population. Ce qui est certain c'est qu'il doit refléter la position de Lénine qui est opposée à tout nationalisme

Avec ces dernières remarques nous anticipons sur la section suivante qui traite justement de l'exercice du droit à l'autodétermination. Il s'agit de voir

¹ Lénine, Thèses sur la question nationale (1913) Œuvres complètes, op. cit., t. 19, p. 259; v. aussi Lénine, notes critiques sur la question nationale (1913) Œuvres complètes, op. cit., t. 20, p. 33.

² Lénine, Notes critiques sur la question nationale (1913) Œuvres complètes, op. cit., t. 20, p. 44.

³ Ibid. p. 45; v. aussi Lénine, Résolution sur la question nationale (1913) Œuvres complètes, op. cit., t. 20, p. 450.

⁴ Lettre à Chaoumian (6.12.1913) Œuvres complètes, op. cit., t. 19 p. 536.

si la reconnaissance du droit à l'autodétermination (= le droit à la séparation) signifie la possibilité de l'exercer.

Section III. Opportunité de l'exercice du droit à l'autodétermination

1) Le droit à l'autodétermination comparé au divorce

Il est peut-être bon de se rappeler ici qu'un droit est fait pour être exercé. Mais si, à cet exercice, on introduit des réserves qui sont telles qu'elles constituent une annulation pure et simple de ce droit, alors on ne peut parler d'un droit; cela devient une exception, un "casus" dont l'exercice constitue "un événement fâcheux". Le nommer un droit n'est qu'un abus de langage qui équivaut à faire de l'exception une règle et de la règle, l'exception. Souvent, ce renversement s'effectue dans les déclarations des politiciens et des diplomates pour qui le fait d'"accepter en principe signifie ... repousser en pratique" pour reprendre la parole de Bismarck citée par Lénine¹. Cela dit, qu'en est-il du droit à l'autodétermination reconnu par Lénine?

Lénine se plaît à comparer le droit à l'autodétermination, dans le sens de séparation, à l'institution civile: le divorce. Le divorce est un droit accordé aux conjoints, qu'ils peuvent exercer dans certaines conditions. Mais on ne se marie pas pour divorcer. Ce droit, par conséquent, n'est qu'une porte de secours, une mesure à laquelle on ne recourt qu'en dernière instance et dans des cas extrêmes c-à-d. quand la vie commune est devenue insupportable. Par contre, le maintien des liens constitue la situation normale. Celle-ci est la règle, l'autre est l'exception. Il ne s'agit donc pas d'un droit mais d'un casus, ou, si l'on nous permet le terme, d'une *clausula odiosa*.

Pour le marxisme-léninisme, l'unité des nations, leur rapprochement est une loi de la marche de l'histoire, la dislocation de ces ensembles ne sert qu'à "faire tourner à rebours la roue de l'histoire".

En droit civil, reconnaître le droit au divorce, fait remarquer Lénine, ne signifie nullement l'encouragement de son exercice mais admettre qu'en cas de choix entre deux maux, on prenne le moindre. C'est donc un mal nécessaire. Par contre refuser absolument le droit au divorce équivaut à la consécration des "privilèges d'un sexe et la pire oppression de la femme"².

Il attaque ici R. Luxembourg qui comprenait, par la reconnaissance de ce droit, une sorte d'encouragement à la séparation. En effet R. Luxembourg ne voyait pas comment on pourrait retenir des nationalités rebelles dans l'union si on leur reconnaît le droit à la séparation. Lénine voit les choses d'une autre optique. Les masses, dit-il, connaissent leurs intérêts et choi-

¹ Œuvres complètes, op. cit., t. 24 (1917), p. 107.

² Lénine, Du droit des nations à disposer d'elles-mêmes (1914) Œuvres choisies, op. cit., vol. I, p. 723.

sissent sûrement l'union parce qu'elle répond mieux au développement du capital. "Les larges couches de la population connaissent fort bien, par leur expérience quotidienne, l'importance des liens géographiques et économiques, les avantages d'un vaste marché et d'un vaste État, et elles ne penseront à se séparer que si l'oppression nationale et les frictions nationales rendent la vie commune absolument *insupportable et entravent* les rapports économiques de toutes sortes" (souligné par nous)¹.

Ce raisonnement, comme on le voit, penche trop vers les facteurs économiques, la loi déterminante de l'histoire. Il prend pour axiome que la sécurité matérielle est tout. Ce sont des empêchements d'ordre économique qui s'arrêtent devant l'exercice de ce droit. Mais faut-il aussi rappeler que Lénine n'est pas un déterministe, c-à-d. qu'il ne considère pas que l'économie peut être un mur infranchissable; il est volontariste. Pour lui, la constatation d'une loi historique signifie l'ordre de l'appliquer. Le prolétariat ne doit pas compter sur les facteurs économiques pour qu'ils poussent en avant la roue de l'histoire. Il faut qu'il s'en charge soi-même.

Cela explique un mot de Lénine, répété souvent dans ses écrits, et que nous citons pour la première fois: Les socialdémocrates des nations oppressives, dit-il, "doivent revendiquer la liberté de séparation au bénéfice des nations opprimées", mais, de l'autre côté, les social-démocrates des nations opprimées "doivent défendre au premier chef l'unité et l'alliance des ouvriers des nations opprimées avec ceux des nations oppressives"².

À quoi sert donc le droit à la séparation s'il y a deux ordres qui s'annulent l'un l'autre?

Nous l'avons déjà vu. Ce n'est pas la nation qui compte pour Lénine, mais la classe prolétarienne. Cette classe doit adopter toujours une position qui profite à ses intérêts. Si le prolétariat de la nation oppressive réclame la séparation, il devient "forcément" l'allié "de telle ou telle bourgeoisie nationale, toujours prête à trahir les intérêts du peuple et de la démocratie"³. Leurs intérêts correspondent avec la formation d'un grand État et l'assimilation des nationalités, deux éléments qui sont en pleine contradiction avec tout courant séparatiste. L'ouvrier qui "place l'union politique avec la bourgeoisie de sa nation au-dessus de l'unité complète avec les prolétaires de toutes les nations, agit contre son propre intérêt, contre l'intérêt du socialisme et contre l'intérêt de la démocratie"⁴.

¹ Loc. cit.

² Lénine, Thèses sur la question nationale (1913) Œuvres complètes, op. cit., t. 19, pp. 257-258.

³ Ibid., p. 426.

⁴ Lénine, Thèses sur la question nationale (1913) Œuvres complètes, op. cit., t. 19, pp. 257-258.

L'appel lancé par Lénine en faveur du droit à l'autodétermination et en même temps en faveur de l'union, réduit le droit à l'autodétermination à un slogan. Cependant, ce slogan a une importance particulière vu le rôle qu'il doit jouer sur le plan psychologique. "Si nous réclamons la liberté d'autodétermination, c-à-d. le droit de séparation pour les nations opprimées, ce n'est pas que nous visions au morcellement économique, ni que nous souhaitions la formation de petits États; c'est au contraire parce que nous voulons de grands États, parce que nous sommes pour le rapprochement et même la fusion des nations, mais sur une base réellement démocratique, réellement internationaliste, qui est *inconcevable* sans la liberté de séparation" (souligné par Lénine)¹.

Mais, une union libre de deux nations signifie qu'il faut leur accord. Dans ce cas il y a vraiment une union démocratique. Lénine semble d'avis qu'il faut une union libre comme nous venons de le voir. Il demande du prolétariat d'exiger "une démocratie excluant le maintien par la contrainte d'une nation dans le cadre de l'État"². Il va plus loin encore. Contrairement au cas de l'autonomie régionale, Lénine préconise que la décision soit prise non pas par le parlement central, mais par "la diète ou le référendum de la minorité qui se sépare"³.

Mais n'allons pas si vite. Malgré le fait que Lénine permet à la nationalité de se prononcer librement, il tient pour certain que cette minorité ne va pas opter pour la séparation à cause des "intérêts économiques". Qu'en est-il si ses prévisions sont fausses et que la nationalité réclame la séparation? C'est la question que lui posa un auditeur bundiste. Lénine esquiva la question par une plaisanterie; "M. Semkovski pose une question vaine, creuse, et sans utilité pratique, une de ces questions dont on dit que sept imbéciles peuvent en poser davantage que soixante-dix personnes sensées ne peuvent y répondre"⁴.

Lénine en effet sait ce qu'il dit. Ce n'est que dans un but tactique qu'il propose le droit à l'autodétermination. Dans le cas où la nationalité décide la séparation, Lénine n'exclut pas le recours à la guerre pour empêcher "ces réactionnaires"⁵. Le peuple, votant à la majorité pour la séparation, méconnaît les intérêts du prolétariat. Lénine se déclare contre l'oppression et contre le nationalisme. Mais s'il s'agit de choisir, il est prêt à aller contre le

¹ Lénine, Prolétariat révolutionnaire et droit des nations (1916) Œuvres complètes, op. cit., t. 21, p. 430.

² Lénine, le Programme national du POSDR (1913) Œuvres complètes, op. cit., t. 19, p. 582.

³ Ibid., p. 582; v. aussi Lénine, La révolution socialiste et le droit des nations (1916) Œuvres complètes, op. cit., t. 22, p. 158.

⁴ Lénine, Le programme national du POSDR (1913) Œuvres complètes, op. cit., t. 19, p. 583.

⁵ Loc. cit.

nationalisme. "Pour autant que la bourgeoisie d'une nation opprimée lutte contre la nation qui opprime, dit-il, nous sommes toujours pour, en tout état de cause et plus résolument que quiconque". Et il ajoute: "pour autant que la bourgeoisie de la nation opprimée est pour son propre nationalisme bourgeois, nous sommes contre". Ses consignes se résument donc par ceci: "Lutter contre les privilèges et les violences de la nation qui opprime, aucune tolérance pour la recherche de privilèges de la part de la nation opprimée"¹.

Pour conclure ce paragraphe, ajoutons la parole plus explicite, de Lénine à Chaoumian: "La séparation n'est pas du tout notre plan. Nous ne prôtons nullement la séparation. Dans l'ensemble nous sommes contre la séparation"².

2) Le dernier mot est au parti

Jusqu'à maintenant, nous n'avons entendu parler que d'intérêts du prolétariat que Lénine veut à tout prix défendre. Un mot s'impose ici, tout en renvoyant à la deuxième partie pour plus de développement, sur ce prolétariat. Quel est le rôle de ce prolétariat, ce personnage qui est entré en dernier dans la scène politique?

N'exagérons pas le rôle de ce prolétariat que Lénine qualifie "d'incapable de s'élever à une lutte de classe consciente"³. Ce prolétariat est, pour Lénine, sous la tutelle d'un groupe appelé le "Parti" qui se charge de le guider puisque "la conscience social-démocrate" ne peut venir de lui-même mais "de dehors"⁴, et c'est ce Parti qui doit garantir la réussite de sa révolution.

Le Parti est constitué d'une élite d'intellectuels et d'ouvriers "les plus sûrs, les plus expérimentés et les mieux trempés"⁵. C'est une société de type fermé, à discipline militaire et à caractère monolithique, manichéen. Lénine refuse autant la décentralisation au sein de l'État qu'au sein du Parti. "Social-démocrates, écrit-il, nous devons travailler à fondre tous les partis social-démocrates isolés, appartenant à diverses nationalités, en un seul Parti ouvrier social-démocrate de Russie"⁶.

¹ Lénine, Du droit des nations à disposer d'elles-mêmes (1914), Œuvres choisies, op. cit., vol. I, p. 712.

² Lettre à Chaoumian (6.12.1913) Œuvres complètes, op. cit., t. 19, pp. 5, 7.

³ Lénine, Les objectifs immédiats de notre mouvement (1900) Œuvres choisies, op. cit., vol. I, p. 128.

⁴ Lénine, Que faire? (1901) Œuvres choisies, op. cit., vol. I, p. 158.

⁵ Ibid., p. 243.

⁶ Lénine, Message aux ouvriers juifs (1905), Œuvres complètes, op. cit., t. 8, p. 502; aussi Lénine, Projet de la Plate-Forme pour le Ve congrès de la social-démocratie du territoire de Lettonie (1916) Œuvres complètes, op. cit., t. 19, p. 116.

Comme le Parti n'est qu'un groupe minoritaire de la société qui se met au-dessus d'elle, l'ABC du communisme se demande s'il ne faut pas parler de lutte des Partis politiques pour le pouvoir au lieu de lutte de classe¹. C'est une réponse à notre question: quel rôle joue le prolétariat? Le prolétariat n'a aucun rôle à jouer de sa propre initiative. C'est le Parti qui décide de tout: *ratione personnae* et *ratione materiae*. Il représente la classe ouvrière dans ses rapports "avec toutes les classes de la société" et dans "tous les domaines": "économiques", "éducation politique", le développement de la "conscience politique"². Le Parti représente "les intérêts de l'ensemble du mouvement ouvrier et lui indique son but final et ses objectifs politiques"³. Lénine va même jusqu'à dire qu'il représente le peuple "tout entier"⁴.

Il est normal donc que le Parti voit son rôle étendu aussi à la question nationale. Pour Lénine, le Parti a le dernier mot en cette question: "Le fait que la social-démocratie reconnaisse le droit de toutes les nationalités à la libre disposition, ne signifie nullement, affirme-t-il, qu'elle renonce à porter son propre jugement sur l'opportunité pour telle ou telle nation, dans chaque cas particulier, de se séparer en un État distinct". Et il ajoute: "au contraire, les social-démocrates doivent porter un jugement qui leur appartienne en propre, en tenant compte aussi bien des conditions du développement du capitalisme et de l'oppression des propriétaires des diverses nations par la bourgeoisie de toutes nationalités réunies, que des objectifs d'ensemble de la démocratie, et au tout premier chef, des intérêts de la lutte de classe du prolétariat pour le socialisme"⁵.

Nous pouvons dire alors que si la question arrive au Parti qui n'a d'autre ordre que l'unité, elle n'a aucune chance de passer. Adieu au droit à l'auto-détermination.

Dans le chapitre qui suit nous allons étudier la question des colonies comme nous l'avons fait pour la position des fondateurs, c-à-d. en la mettant dans son contexte historique.

¹ ABC du communisme, op. cit., p. 101.

² Lénine, Que faire? (1901) Œuvres choisies, op. cit., vol. I, p. 183.

³ Lénine, les objectifs immédiats de notre mouvement (1900), Œuvres choisies, op. cit., vol. I, p. 126.

⁴ Lénine, une caricature du marxisme et à propos de l'économie impérialiste (1916) Œuvres complètes, op. cit., t. 23, p. 69.

⁵ Lénine, Thèses sur la question nationale (1913) Œuvres complètes, op. cit., t. 19, p. 256; v. aussi Lénine, Résolution de la conférence du CC sur la question nationale (1913) Œuvres complètes, op. cit., t. 19, pp. 461-462.

Chapitre IV. Le léninisme et la question coloniale

Section I. Le colonialisme dans la période d'expansion coloniale et la position de la 2ème Internationale

1) Le colonialisme dans la période d'expansion coloniale

La position marxiste face à la question coloniale se situe dans la réalité du colonialisme avant l'expansion de celui-ci vers 1875. Une nouvelle réalité se présenta alors et une nouvelle analyse devait être faite pour fixer la position à prendre par les marxistes. Quelle était cette nouvelle réalité?

Le courant anticolonialiste en Europe n'a pas tardé à tarir lorsque les intérêts économiques et politiques sont entrés en jeu. À partir de 1875, nous assistons à une accélération dans le développement économique, suivie d'une poussée vers une domination accrue. La politique, opportuniste par nature, s'est mêlée à cette vague.

La démographie n'est plus un argument pour l'anticolonialisme. Entre 1815 et 1870, l'Europe est passée de 190 millions à 300 millions d'habitants. En 1914, elle en comptait 450 millions¹. L'émigration pouvait démarrer; elle a été pour 1907 de 1.400.000 hommes. Les gens d'affaires ont favorisé le colonialisme. Ainsi le Cameroun fut annexé par l'Allemagne Bismarckienne hostile au début à la colonisation sur pression d'un certain Woermann, important négociant de Hambourg. Les dettes contractées par les pays sous-développés ont permis l'intervention de l'Européen dans leurs affaires politiques.

L'infrastructure influença la suprastructure. Le protectionnisme fut développé. En Espagne, à partir de 1882, on assiste à une campagne contre le libre-échange. En Allemagne, on modifie les tarifs modérés de 1865 et 1875 lorsque Berlin se rallie à la politique coloniale. De l'autre côté, la politique joue sa carte. Bismarck unifie l'Allemagne et annexe l'Alsace-Lorraine. Pour conserver ses acquis, il incite la France à une politique coloniale pour détourner ses regards de l'Alsace-Lorraine et la brouiller avec l'Angleterre et l'Italie². Les colonies deviennent une entreprise pour réaffirmer la puissance et exalter l'orgueil national. C'était le cas de la France. C'est aussi le cas de l'Espagne après sa défaite en 1898, au cours d'une guerre contre l'Amérique. De même, pour l'Allemagne où Bismarck déclenche la colonisation en pleine période électorale³.

¹ Miège, J.-L., *Expansion européenne et décolonisation de 1870 à nos jours*, PUF, Paris 1973, p. 143 (ci-après: Miège).

² Duroselle, J.-B., *L'Europe de 1815 à nos jours; vie politique et relations internationale*, PUF, Paris, 1964, pp. 122-130 (ci-après: Duroselle).

³ Miège, op. cit., p. 156; Duroselle, op. cit., p. 347.

Les facteurs économiques et politiques ont engendré d'autres: les facteurs idéologiques. L'Italie a invoqué l'image de Rome; l'Angleterre, la mission civilisatrice britannique; l'Espagne, le souvenir du siècle d'or; la France, la diffusion des grands principes¹. Des groupes font leur apparition. Des sociétés de géographie familiarisent l'opinion publique avec l'expansion. Des sociétés missionnaires aplanissent le chemin devant les militaires en s'implantant dans ces pays. Enfin, des associations coloniales dont sont membres des représentants du monde des affaires, des intellectuels, des écrivains ainsi que des hommes politiques, se développent².

Le partage du monde a été terminé en 1914. La première guerre mondiale a été la période des fruits. Les colonisateurs ont exploité leurs colonies tant sur le plan économique que sur le plan humain (soldats pour la guerre).

L'anticolonialisme dans cette période servait de valet au colonialisme. En France, on voyait d'un mauvais œil la colonisation qui cachait l'Alsace-Lorraine, était assez coûteuse ou hors de propos. Cela n'a pas empêché les Chambres de voter globalement pour l'expansion. En Italie, ce sont les entreprises malheureuses de Crispi et le coût de l'opération qui animaient l'opposition. Les catholiques s'en servaient aussi comme arme contre l'Italie ennemie du pouvoir temporel du pape. En 1905, le courant anticolonialiste s'est animé, mais de nouveau en raison des événements douloureux: la crise de Fachoda, le drame italien d'Adona, les défaites espagnoles face aux E.U., la cruauté de la campagne contre les Boers³.

Le courant anarchiste mérite d'être mentionné. Les anarchistes condamnèrent la colonisation, la faisant tomber sous le code pénal au titre de pillage et assassinat en bandes armées⁴. Leur opposition fut assurée grâce à "La Voix du peuple" et "La bataille syndicaliste". La guerre coloniale était vue par la presse cégétiste comme une entreprise au profit de la classe patronale⁵.

Quelle est la position de la 2ème Internationale?

2) La 2ème internationale et la question coloniale

La situation économique et politique qui a influencé les non-socialistes a influencé aussi les socialistes. En effet l'économie, qui est la base de tout

¹ Miège, op. cit., p. 157.

² En France on a le comité de l'Afrique française (fondée en 1890). En Allemagne, la Deutsch Kolonial Gesellschaft (1888). En Italie, la Società africana d'Italia (1897). En Angleterre, Royal colonial institute (1868) (Miège, op. cit., pp. 164-166).

³ Miège, op. cit., pp. 191-196; Duroselle, op. cit., pp. 341-349.

⁴ Ageron, Ch.-R., L'anticolonialisme en France de 1871-1914, PUF, Paris 1973, p. 32.

⁵ Ibid., p. 34.

raisonnement marxiste, a amélioré la condition matérielle des ouvriers dans les pays industrialisés. Le non avènement de la révolution a été attribué, par Engels, à ce phénomène d'embourgeoisement de la classe ouvrière. Un courant révisionniste est venu se greffer sur cette constatation et tenta de réformer les données de base du marxisme. Il s'agit du courant pacifiste bersteinien qui constate que la lutte sociale des ouvriers ne nécessite plus une rébellion contre l'ordre établi. Il préconise donc un compromis qui est à chercher dans le cadre de l'État national, et qui consiste dans des revendications sociales. Ce courant influença les austro-marxistes, de même que R. Luxembourg.

Les marxistes se posèrent à nouveau la question coloniale dans ce nouveau cadre historique afin de prendre une position unifiée et identique dans leurs rapports avec leurs gouvernements respectifs dont les uns faisaient partie.

Deux positions se manifestent. Les uns semblent ne pas être au courant des derniers développements de la doctrine marxiste. Ils se fondent encore sur les arguments de Marx et d'Engels, tirés de leur doctrine de base. D'autres, par contre, tentent de dépasser cette doctrine pour s'attacher à l'exception de la doctrine qui a pour base, la lettre d'Engels à Kautsky. Les premiers pensent encore à l'"européisation" du monde et à la subordination des colonies aux pays développés économiquement, en raison de la loi du capitalisme. Les derniers, sans approfondir leur raisonnement, réclament la libération des colonies et l'établissement d'un rapport nouveau avec leurs populations. Mais c'est Lénine qui, comme on le verra, fera le pont idéologique sophistiqué entre le corps de la doctrine et l'exception.

La 2ème Internationale est née en 1889, à mi-chemin entre le début et la fin de la période d'expansion coloniale. La brutalité dans laquelle s'est effectuée la colonisation a été une des causes au manque d'unanimité dans les positions. La doctrine des fondateurs fut entachée de doute.

Les premiers congrès internationaux étaient ouvriers et non socialistes. Ce qui signifie que ce sont les intérêts matériels immédiats des ouvriers qui faisaient l'objet des débats. En France et en Allemagne, les socialistes s'opposaient à la colonisation parce qu'elle rendait des services exclusifs à la classe dirigeante¹. Ce n'est qu'à partir de 1904, dans le cadre du congrès d'Amsterdam, que les tendances des partis socialistes se précisent. Cela se voit surtout par la nomination de deux rapporteurs d'opinions opposées sur la question coloniale.

¹ La deuxième Internationale et la question d'Orient, sous la direction de G. Haupt et M. Reberrioux, Ed. Cujas, Paris, 1967, p. 18 (ci-après: La 2ème Internationale).

Le représentant des pro-colonialistes est un ingénieur hollandais qui a vécu à Java, nommé Van Kol. C'est un paternaliste romantique: bien sensible aux souffrances infligées aux indigènes par la colonisation; il n'en était pas moins convaincu que la colonisation était une étape nécessaire, "un calvaire", pour faire passer les nations sous-développées au capitalisme et au socialisme. Cela lui semblait inévitable même dans le cadre d'une société socialiste. Les richesses du monde dans les mains de peuples "encore dans la période de l'enfance" ne doivent pas être laissées en friche. Il faudrait intervenir "dans l'intérêt de l'humanité entière" pour "fournir à tous les habitants de la terre les moyens de vivre"¹.

Les anticolonialistes ont à leur tête un anglais, Hayndman, selon lequel, le colonialisme a eu des méfaits sur les indigènes: "Notre mission a été de détruire toute cette grandeur et cette prospérité et de réduire les habitants des territoires de l'Angleterre à l'indigence absolue". Le colonialisme ainsi est à considérer comme un "crime hideux" et "la plus criminelle tyrannie qui ait jamais affligé l'humanité". Il propose de soutenir la libération des colonies².

Le congrès d'Amsterdam est arrivé à un compromis qui se caractérise par ses tendances humanistes plutôt qu'anticolonialiste visant la création de réformes pour améliorer les conditions des populations coloniales: écoles, hygiène, travaux publics, etc.³.

Dans ce congrès, il faut signaler la locution du militant indien Dadabhai Naoroji, un vieillard de 80 ans qui demandait le "self-government, dans la meilleure forme praticable par les hindous eux-mêmes sous souveraineté anglaise"⁴. C'est la première fois qu'un porte-parole d'un peuple colonisé s'adresse à l'internationale rassemblée. Sa demande est assez modérée. Elle indique le climat dans lequel s'est déroulé le débat.

Il faut attendre le congrès de Stuttgart de 1907 pour voir la question coloniale prendre plus d'importance en raison des événements qui avaient excité les anticolonialistes du camp non socialiste.

Trois courants se sont dessinés dans ce congrès: la droite, le centre et la gauche.

La droite est défendue par un allemand, David, député de Mayence et chef de file du courant impérialiste dans la socialdémocratie⁵. Son idée est que l'Europe a "besoin de colonies pour des motifs économiques. "L'occupa-

¹ Le marxisme et l'Asie, op. cit., p. 157.

² Ibid., p. 158.

³ La 2ème Internationale, op. cit., p. 24.

⁴ Ibid., p. 25.

⁵ Ibid., p. 31.

tion et l'exploitation de la terre entière sont indispensables au bien-être de l'humanité"¹. Le socialisme aussi ne peut pas se passer des colonies. Il voit "dans l'idée colonisatrice ... un élément intégral du but universel de civilisation"². Non seulement le colonialisme est une exigence européenne, mais il est aussi une nécessité en faveur des colonies mêmes qui ne peuvent pas passer de la "barbarie" au "socialisme" sans connaître l'étape capitaliste³.

Le centre est désormais occupé par Van Kol, assisté par les Belges, les jaoussistes et Bernstein. La nécessité des colonies est, pour lui, une évidence. Il demande au congrès de ne pas condamner "en principe et pour tous les temps" toute politique coloniale⁴. Il diffère de la droite par sa condamnation de la méthode de colonisation. Il s'oppose au "régime d'exploitation à outrance et de servage" et exige "des réformes pour améliorer le sort des indigènes" et le maintien de leurs "droits". Il propose d'éduquer la population des colonies "pour leur indépendance"⁵.

La gauche est représentée par Kautsky et Ledebour, tous deux allemands opposés au colonialisme.

Pour Ledebour il serait possible d'appuyer le colonialisme au nom de la mission civilisatrice à condition de pouvoir garantir la population indigène contre "les brutalités". Mais comme les exploités n'ont pas de force pour résister aux colonisateurs, il n'attend, de la politique coloniale capitaliste "aucun progrès de la civilisation". De la même manière qu'il s'oppose à toute oppression de l'Allemagne, il s'oppose également à l'oppression qui sévit dans les colonies⁶.

Kautsky, la personne la mieux placée dans l'Internationale, s'oppose lui aussi au colonialisme et surtout à l'idée d'une "politique coloniale socialiste" qui sonne étrangement dans son oreille. Il est d'accord avec la mission civilisatrice pourvu qu'elle soit exécutée par d'autres moyens que la politique coloniale. Il conteste "la nécessité" de la colonisation qui signifierait qu'il y a deux groupes de peuples, l'un destiné à dominer et l'autre à être dominé. Il considère une telle théorie comme "une variation de la vieille phrase qui constitue la justification de tous les despotismes"⁷.

¹ Le marxisme et l'Asie, op. cit., p. 158.

² Ibid., p. 161.

³ Ibid., p. 165.

⁴ Ibid., p. 161.

⁵ Ibid., p. 162.

⁶ Ibid., pp. 159-160.

⁷ Ibid., pp. 166-167.

Pour légitimer sa position, Kautsky sort la lettre qu'Engels lui avait envoyée et lit pour l'Internationale la phrase fameuse que nous avons déjà étudiée: "Le prolétariat victorieux ne pourra imposer des bienfaits quelconques à une nation étrangère quelle qu'elle soit sans miner du même coup sa propre victoire"¹. Van Kol tourne la position de Kautsky en ridicule. Civiliser les nations arriérées par des moyens pacifiques est chose peu réaliste. Porter les machines aux noirs sans avoir les armes à la main finirait vite tragiquement, fait-il remarquer. Et en frottant le ventre, il ajoute: "Je crains fort, comme je suis quelque peu plus développé au point de vue corporel que Kautsky, que j'aurais auprès de mes amis nègres, la préférence"².

Le congrès repoussa les vues de la droite et du centre qui pourtant formaient la majorité et c'est la proposition de la gauche qui fut adoptée³.

Section II. Réinsertion des colonies dans le marxisme

1) Problème de la réinsertion et de la périodisation

Si la 2ème Internationale s'est intéressée au problème colonial elle n'a cependant pas pu le rattacher à l'ensemble de la doctrine marxiste qui se veut harmonieuse d'un bout à l'autre. Les arguments avancés sont, ou bien la répétition des arguments périmés à cause de la situation nouvelle, ou bien des arguments qui ont plus d'attache avec le droit naturel qu'avec l'analyse matérialiste. Pour résoudre ce problème à la façon marxiste il faut se baser, non pas sur la superstructure (équité, moralité, justice sociale ou autre) mais sur l'infrastructure (légitimité économique-historique).

La doctrine marxiste doit à Lénine le point final sur cette épineuse question du rattachement des colonies à l'ensemble du corps de la doctrine. Mais le point de départ reste toujours la lettre d'Engels à Kautsky. Il s'agit ici de voir comment il a analysé la situation pour avoir accordé le droit à l'autodétermination aux colonies, comme le prévoyait Engels. Ce ne sont pas des arguments juridiques mais des arguments matérialistes, historiques qui constituent l'arrière-plan de ce revirement. C'est tout le problème de la "périodisation": comment synthétiser l'histoire et comment l'interpréter.

Nous pouvons relever une double analyse dans la théorie léniniste: analyse par division chronologique et analyse par division régionale".

¹ Boersner, socialisme, op. cit., p. 60.

² Le marxisme et l'Asie, op. cit., p. 169.

³ Boersner, socialisme, op. cit., p. 61.

A) Division chronologique

Lénine prend pour point de départ juste l'année où fut écrit le Manifeste, soit 1848. À partir de cette année jusqu'à l'année où il écrit son texte que nous citons (1913), l'histoire se divise en trois périodes principales:

- de la révolution de 1848 à la Commune de Paris (1871)
- de la Commune de Paris à la révolution russe de 1905
- de la révolution russe de 1905 à 1913 (et à suivre)

Dans la première période, se constituent des partis prolétariens indépendants à la suite de la naissance des rapports de classes qui "se manifestent de la façon la moins dissimulée"¹.

La deuxième période a été caractérisée par "le pacifisme", par "l'absence de révolution". C'est la période de la constitution de partis socialistes à base prolétarienne qui participent au "parlementarisme bourgeois" et qui créent leur presse, leurs établissements d'éducation, leurs syndicats, leurs coopératives. C'est l'étape de "préparation aux batailles futures" même si les socialistes croyaient que c'était la paix sociale. Ces socialistes considéraient, en fait, que "l'amélioration de la condition des esclaves, en vue de la lutte contre l'esclavage salarié, se fait ... au prix de l'abandon pour un sou, par les esclaves, de leur droit à la liberté"². Cette période a vu le développement du bernsteinisme et de l'austro-marxisme. C'est la période de compromis avec l'État, et, en quelque sorte, de l'abandon de la frontière verticale - la lutte de classe - en faveur de l'horizontale, l'intérêt national. C'est le désespoir des marxistes. La révolution semble impossible.

La troisième période est venue ranimer cet espoir et enlever les "illusions des pacifistes". La tempête des mouvements nationaux commence à souffler sur l'Asie. La révolution russe de 1905 a été suivie par des révolutions turque, persane, chinoise. C'est selon Lénine, la fin de la période pacifique 1872-1904, période "à jamais révolue" et l'Europe est désormais semblable à "un baril de poudre". On se trouve au seuil d'un triomphe "éclatant". Quant à ceux qui avaient désespéré, les pacifistes, ils méritent d'être mis "en gage" et exhibés "à côté d'un kangourou australien"³. Cette troisième période est une réédition de la période 1848-1871. Ce n'est plus dans cette dernière que la révolution devait naître, mais bien dans la troisième. Lénine croit toucher avec son doigt l'arrivée de la révolution et la fin du capitalisme.

¹ Lénine, Les destinées historiques de la doctrine de K. Marx (1913) Lénine: Le mouvement de libération nationale des peuples d'Orient, Ed. du progrès, Moscou, 1968, pp. 78-79 (ci-après: Mouvement de libération).

² Ibid., pp. 80-81.

³ Ibid., pp. 81-82.

B) Division régionale

Parallèlement à cette division chronologique, il y a encore cette division régionale puisque le capitalisme ne se développe pas partout dans la même période.

Lénine classe les pays du monde en trois catégories par rapport au droit à l'autodétermination:

- les pays capitalistes avancés de l'Europe occidentale et les E.U.
- les pays de l'Est de l'Europe
- les pays semi-coloniaux: la Chine, la Perse, la Turquie et toutes les colonies, totalisant environ 1000 millions d'habitants¹.

Les pays de la première catégorie sont pleinement constitués, avec un régime constitutionnel établi depuis bien longtemps. "L'antagonisme est fortement développé entre le prolétariat et la bourgeoisie". Ce sont ces pays qui se trouvent à la veille de l'effondrement du capitalisme². Les mouvements nationaux progressistes bourgeois ont "depuis longtemps pris fin"³. Le capitalisme dans ces pays est arrivé à un stade où se trouve une confrontation "entre le capital fusionné à l'échelle internationale et le mouvement ouvrier international"⁴.

Les deux autres catégories de pays (avec plus d'intensité dans le cas des pays de l'Est d'Europe), on assiste encore à l'effondrement du "féodalisme" et de "l'absolutisme". C'est exactement dans ces pays que "les mouvements nationaux deviennent, pour la première fois, des mouvements de masse"⁵.

2) Impact de l'analyse; la théorie de l'impérialisme

Cette analyse de l'histoire est le premier pas vers un raisonnement de type dialectique. Or, il s'agit de faire le lien entre la conclusion d'Engels et cette nouvelle réalité par le truchement de cette analyse.

La rupture au sein de la doctrine marxiste se situe entre l'espoir d'une révolution globale et la période pacifiste. Ce sont les colonies qui ont empêché cet espoir de se réaliser à cause de l'embourgeoisement des ouvriers qui a été la conséquence de la période pacifiste. La bourgeoisie des pays capitalistes, où devait se déclencher cette révolution, se sont servis des colonies

¹ Lénine, La révolution socialiste et le droit des nations (1916) Œuvres complètes, op. cit., t. 22, pp. 163-164.

² Lénine, Du droit des nations à disposer d'elles-mêmes (1914) Œuvres choisies, op. cit., vol. I, p. 701.

³ Lénine, La révolution socialiste et le droit des nations (1966) Œuvres complètes, op. cit., t. 22, p. 163.

⁴ Lénine, Du droit des nations à disposer d'elles-mêmes (1914) Œuvres choisies, op. cit., vol. I, p. 701.

⁵ Loc. cit.

pour détourner le prolétariat de leur révolution¹. Pour prouver cela, Lénine cite une scène de Cecil Rhodes qui, passant dans un quartier de Londres où il n'entendait que le cri des mendiants: du pain, du pain, décida que le meilleur moyen pour éviter la crise sociale et la guerre civile était de "conquérir des terres nouvelles" afin d'y installer l'"excédent" de la population².

Ce fait n'ayant pas été pris en considération par la doctrine marxiste, Lénine ne conclut pas que le marxisme prévoyait mal la situation, mais que nous nous trouvons en face du capitalisme à son stade suprême. De cette analyse, deux alternatives se présentent à nous. Ou bien le capitalisme continuera sa poussée, englobera tout le monde et finira par éclater, ou bien le capitalisme se verra privé de ses colonies et alors on se retrouvera dans une situation de paupérisation des ouvriers et renouvellement des antagonismes.

Lénine semble être à l'affût des deux alternatives, sans rejeter le fait que la révolution peut éclater aussi bien dans des pays développés économiquement que dans un pays arriéré comme la Russie. Il adopte ainsi une position souple attendant toute occasion possible, sans jamais désespérer, que la révolution se réalise un jour.

Mais, sans doute, c'est sa théorie de l'impérialisme qui constitue une nouvelle cellule dans le raisonnement marxiste.

Pour Marx, le passage au socialisme s'effectue directement par le capitalisme. Mais, puisque le capitalisme a su résoudre les antagonismes dans la période pacifique, la révolution doit chercher une autre voie.

Pour Lénine, le capitalisme, arrivant à son apogée se transforme en impérialisme, terme défini comme le "capitalisme monopoliste"³ qui se situe dans la troisième période dans la division chronologique de Lénine. Cette transformation se manifeste par:

- la concentration de la production, parvenue à un très haut degré de développement aboutissant à la naissance de cartels, syndicats patronaux, trusts.
- la mainmise accrue sur les principales sources de matière première surtout l'industrie de la houille de fer.
- les banques détenant le monopole du capital financier

¹ Lénine, l'impérialisme, stade suprême du capitalisme (1916) Œuvres choisies, op. cit., vol. I, p. 881.

² Ibid., p. 854.

³ Ibid., p. 896.

- le monopole de la politique coloniale et la naissance de zones d'influences¹.

Avec ce raisonnement, Lénine arrive à amorcer la difficulté de la rupture. Les colonies ne sont donc pas forcément conquises pour être développées et préparées à la révolution - sous l'influence de la loi historique. Cette dernière montre plutôt que c'est un processus normal et qui se situe dans la ligne du développement du capitalisme. Il est par conséquent normal que les colonies aient pu empêcher l'éclatement du capitalisme dans la première période en favorisant la deuxième. Mais la troisième période est la période fatale dans laquelle le capitalisme vit ses dernières heures. Les colonies se trouvent, par cela, réinsérées au sein de la doctrine, et la marche de l'histoire est reconstituée.

Section III. Les colonies et la guerre de libération en rapport avec la révolution

1) Légitimité du mouvement de libération

Les pays de la première catégorie - les pays capitalistes - sont semblables à un baril de poudre, selon Lénine. Dans la même période où ils arrivent au stade suprême du capitalisme, d'autres sont justement dans la phase de mouvements nationaux. Tous ces pays se trouvent confrontés les uns aux autres. Pour mettre le feu au baril de poudre, et constituer "le prélude de la révolution sociale du prolétariat"², il suffit d'empêcher que les impérialistes puissent tirer profit des colonies. Priver les impérialistes de leurs colonies les plongera dans la situation de la première époque où régnait la lutte entre la bourgeoisie et le prolétariat.

Or, le fait que les pays capitalistes arrivent dans le stade de l'impérialisme en même temps que les mouvements de libération dans les pays de la 3ème catégorie crée un climat favorable. Il suffit de soutenir les colonies dans leurs luttes contre les colonisateurs. Même si Lénine est contre le nationalisme, il trouve dans cette coïncidence une occasion heureuse pour la révolution qui légitime le soutien aux mouvements de libération, cette fois rendus progressistes par le fait qu'ils sont utiles. Il faut soutenir le mouvement de libération "quand bien même l'éventualité de la séparation ne devrait se présenter et être réalisable avant l'avènement du socialisme, que dans un cas sur mille"³. La légitimité a donc ses racines dans le rapport qu'a le mouvement de libération avec la révolution. La lutte conduite par le mouvement est par conséquent une lutte juste. Ceci nous amène à étudier l'analyse que font les marxistes de la guerre.

¹ Ibid., pp. 896-897.

² Ibid., p. 790.

³ Œuvres complètes, op. cit., t. 22, p. 373; v. aussi Ibid., p. 362.

2) La guerre juste et la guerre impérialiste

La guerre fait l'objet d'une analyse dialectique qui ne diffère pas de l'analyse qu'un marxiste fait de n'importe quel acte politique en temps de paix. La théorie marxiste-léniniste définit la guerre d'après Clausewitz. La guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens¹.

Ce lien entre la politique et la guerre trouve une base dans la lutte de classe qui interdit au prolétariat de se vouer à une patrie. La guerre, dans son sens classique, se passait entre des entités politiques lorsque l'entente était perturbée. Dans la théorie marxiste, toute l'histoire de l'humanité est une lutte en raison de l'antagonisme qui existe entre les différentes classes. Cet antagonisme ne cesse qu'avec la prise du pouvoir par le prolétariat et c'est alors que cesse toute lutte. La démystification de la notion de "patrie" dans la politique de paix, conduit à une démystification de ce qui se déroule au nom d'une "patrie". Lénine considère la défense de la patrie "du sophisme"².

Avec le marxisme, nous nous trouvons dans la même situation des guerres de religion où le soldat cesse d'être le citoyen qui défend la cité pour devenir le soldat militant qui défend ses pensées³. La guerre était sainte tant qu'elle servait l'intérêt de la religion; la fin justifie les moyens et les sanctifie. De même pour les marxistes, la guerre déclenchée par le prolétariat ou par un mouvement qui servirait la cause du prolétariat est une guerre "juste" et "légitime"⁴.

La guerre et la paix constituent en politique les deux faces de la médaille. La politique ne peut être considérée sous une seule de ces deux faces. Une guerre est défensive lorsque la politique en général est défensive même si elle est offensive. On ne peut prendre comme critère de distinction le stationnement de l'armée ou le fait d'attaquer en premier. Il faut partir du caractère de la politique qui a inspiré cette guerre⁵.

Si la guerre des mouvements de libération est une guerre légitime et juste - et par conséquent défensive - la guerre des États impérialistes est par contre une guerre illégitime et injuste. Ainsi, la guerre de 1914, selon la "périodisation" de Lénine, est une guerre impérialiste car c'est la politique impérialiste qui a conduit à cette guerre. Lénine donc ne la détache pas de

¹ Lénine, *Le socialisme et la guerre* (1915) (Œuvres complètes, op. cit., t. 21, p. 131.

² Lénine, *Lettre ouverte à Boris Souvarine* (déc. 1916) *Mouvement de libération*, op. cit., p. 238.

³ Delmas C., *La guerre révolutionnaire*, Que sais-je? PUF Paris 1959, pp. 20, 29; et aussi pp. 16-17.

⁴ Lénine, *Une caricature du marxisme* (1916) (Œuvres complètes, op. cit., t. 23, p. 32

⁵ Ibid., p. 33.

son contexte comme le ferait les "prêtres chrétiens" qui pensent en termes de "pêché". C'est une guerre de capitaliste à son stade suprême. Elle est "une forme aussi naturelle de la vie capitaliste que la paix". Elle est "inévitabile"¹ néanmoins elle est illégitime car elle ne vise pas le progrès de la révolution comme l'a été la guerre de 1792 qui a renversé la féodalité et a fait progresser la société d'y une étape historique vers la révolution².

La guerre de 1914 ressemble pour Lénine à la guerre entre deux propriétaires d'esclaves, l'un ayant 100 esclaves et l'autre en ayant 200; la guerre vise une meilleure répartition des esclaves. Il refuse, par conséquent, de la légitimer et de l'appeler patriotique. Parler de la guerre de 1914 comme une guerre patriotique "serait pratiquement, une mystification des simples gens de la petite bourgeoisie, des gens ignorants, par d'habiles esclavagistes"³.

Lénine a interprété différemment la guerre de 1914 des autres socialistes. En effet, les participants à la 2ème Internationale, dès l'éclatement de la guerre, ont oublié la lutte de classe et ont soutenu chacun son propre gouvernement au nom de la défense de la patrie et ils ont voté les crédits de la guerre. Pour Lénine, c'est une trahison à l'égard du socialisme⁴. Le mot d'ordre qu'il adresse aux partis socialistes, dans cette époque que traverse l'Europe, est le passage direct à la révolution prolétarienne. Dans beaucoup de ses textes, il demande aux ouvriers qu'ils ne souhaitent pas la victoire de leurs pays respectifs, mais qu'ils transforment la guerre en guerre civile contre leurs propres gouvernements et prennent le pouvoir⁵.

L'optimisme de Lénine le poussait jusqu'à demander aux ouvriers de faire "la propagande en faveur d'une république allemande, d'une république polonaise, d'une république russe et d'autres encore", et de les transformer en un E.U. républicain d'Europe". C'est pour lui "l'un des mots d'ordre les plus immédiats"⁶.

¹ Lénine, La situation et les tâches de l'Internationale (1914), Mouvement de libération, op. cit., p. 34.

² Lénine, La guerre et la révolution (1914) Mouvement de libération, op. cit., p. 248; Lénine, le socialisme et la guerre (1915) Œuvres complètes, op. cit., t. 21, p. 310.

³ Ibid., p. 311.

⁴ Lénine, les tâches de la social-démocratie, Œuvres complètes, op. cit., t. 21, p. 10.

⁵ Lénine, Le socialisme et la guerre (1915) Œuvres complètes, op. cit., t. 21, p. 326; Lénine, La guerre et la social-démocratie russe (1914), t. 21, p. 28.

⁶ Lénine, Les tâches de la social-démocratie révolutionnaire. Œuvres complètes, op. cit., t. 21, p. 12; aussi Lénine, La guerre et la social-démocratie russe (1914) Œuvres complètes, op. cit., t. 21, p. 27.

3) Limite de la guerre de libération et l'unité révolutionnaire

C'est dans cette idée qu'avait Lénine de l'histoire qu'il faut se placer pour comprendre ses prises de position. Il est littéralement obsédé par l'idée de la révolution. Toute chose chez lui acquiert une valeur, non intrinsèque, mais extrinsèque, en fonction de sa relation avec la révolution. Lénine, opposé à tout nationalisme, fût-il "le plus juste", "le plus pur", "le plus fin", "le plus civilisé" prêterait une oreille attentive à ce nationalisme, non en tant que nationalisme mais en tant que moyen d'impulsion qui le rapproche de cette révolution. Il croit que le mouvement national est "historiquement inéluctable" et que "le marxisme reconnaît pleinement la légitimité historique" de ces mouvements, mais son soutien se limite "très strictement à ce qu'il y a de progressif dans ces mouvements". C'est un contrat *do ut des* qui vise à ce que "cette reconnaissance ne tourne pas à l'apologie du nationalisme"¹.

La distance que prend Lénine à l'égard du nationalisme ne l'aveugle pas. Il connaît la force du mouvement national; il faut la dompter. Ne pas se servir de cette force pour le progrès de la révolution constitue pour lui une trahison du socialisme: "Si nous ne voulons pas trahir le socialisme, dit-il, nous devons soutenir toute insurrection contre notre ennemi principal, la bourgeoisie des grands États". Mais il avertit qu'il ne faut pas être dupe: "à condition toutefois que ce ne soit pas une insurrection de la classe réactionnaire"².

Ces réflexions de Lénine s'inscrivent dans son plan général: la révolution à une échelle mondiale. Les socialistes, selon lui, doivent reconnaître le droit à l'autodétermination des colonies, mais ils doivent se souvenir du "caractère historiquement transitoire des frontières de nationalité et de patrie"³.

Les colonies ne doivent pas chercher à démorceler le monde. Ceci va à l'encontre des principes du marxisme. L'unité reste toujours le mot d'ordre du prolétariat. Ainsi, nous retrouvons le même principe énoncé pour la Russie. Reconnaître le droit à l'autodétermination, mais empêcher le démorcellement. De nouveau, c'est un slogan à valeur psychologique: "Plus le régime démocratique d'un État est proche de l'entière liberté de sépara-

¹ Lénine, Notes critiques sur la question nationale (1913), Œuvres complètes, op. cit., t. 20, p. 27.

² Lénine, Bilan d'une discussion sur le droit des nations (1916), Œuvres complètes, op. cit., t. 22, pp. 357-358.

³ Lénine, la situation et les tâches de l'Internationale socialiste (1914) Œuvres complètes, op. cit., t. 21, p. 29.

tion, plus seront rares et faibles, en pratique, les tendances à la séparation"¹.

Cette psychologie fait partie de l'éducation "internationale des ouvriers" qui consiste à s'attaquer à la fois à l'oppression, à réclamer le droit à l'autodétermination, à "reporter le centre de gravité de son agitation sur le 1er mot de notre formule générale "union librement consentie des nations" et, "en tout état de cause" "lutter contre la mentalité étriquée de petite nation, la tendance à s'isoler et à se replier sur soi-même pour la prise en considération du tout et de l'universel, pour la subordination de l'intérêt particulier à l'intérêt général"².

L'ordre que Lénine adresse sur le plan national, est aussi adressé sur le plan colonial. Pour lui il faut que s'effectue une unité entre les prolétaires des pays avancés et les prolétaires des pays colonisés: "Nous avons toujours été, nous sommes et nous serons toujours pour le rapprochement le plus étroit et la fusion des ouvriers conscients des pays avancés avec les ouvriers, les paysans, les esclaves de tous les pays opprimés"³.

Cela signifie-t-il que Lénine veut unir les colonies aux pays capitalistes? Non, Lénine prévoit le passage immédiat à la révolution. Le monde capitaliste est mûr. Il préconise que les prolétaires des pays oppressifs aident les colonies à s'insurger. C'est alors le commencement de la fin. Les pays qui passent au socialisme doivent s'attirer les pays opprimés et former ensemble "une république démocratique" qui engagera "une lutte contre les États qui ne sont pas encore passés au socialisme"⁴.

Mais qu'en est-il si ces États ne veulent pas s'unir à ceux qui passent au socialisme? Pour Lénine, il faut les forcer, car, dit-il, "la libre union des nations sous le socialisme est impossible sans une lutte opiniâtre, plus ou moins longue, des républiques socialistes contre les États retardataires". Inutile souligner la contradiction flagrante que contient cette phrase. Mais à quoi aboutira cette grande fusion des nations? Lénine rêve qu'elles seront organisées sous la "forme politique d'union et de liberté des nations", "les États Unis". Ce n'est que la première étape. La deuxième étape consiste

¹ Lénine, Du droit des nations à disposer d'elles-mêmes (1914) Œuvres choisies, op. cit., vol. I, p. 722.

² Lénine, Bilan d'une discussion sur le droit des nations, (1916), Œuvres complètes, op. cit., t. 22, pp. 373-374.

³ Lénine, Une caricature du marxisme (1916), Œuvres complètes, t. 23, op. cit., p. 72.

⁴ "Nous déploierons tous nos efforts pour nous rapprocher des Mongols, des Persans, des Indiens, des Égyptiens et fusionner avec eux" écrit Lénine (Lénine, une caricature du marxisme (1916) Œuvres complètes, op. cit., t. 23, p. 72).

dans le passage au communisme qui amènera "la disparition définitive de tout État"¹.

Conclusion

Avant de passer à la deuxième partie qui constitue la suite de cette 2ème sous-partie (mais consacrée cette fois à la position de Lénine à partir de la révolution de février 1917 et à l'Union Soviétique) il faut mettre au point ce à quoi nous sommes arrivés.

Après ce long développement de la théorie léniniste à travers les différents écrits de Lénine d'avant février 1917 il est possible de la rattacher avec ce que nous avons dit sur la Russie tsariste.

Force nous est de constater que Marx avait bien dit: "La théorie ne s'accomplit jamais dans un peuple que pour autant qu'elle réalise ses besoins ... Il ne suffit pas ... que la pensée tende à la réalisation il faut encore que la réalité tende vers cette pensée".

En effet, la position de Lénine face à la question nationale en Russie aboutit dans la théorie aux mêmes résultats auxquels est arrivé le tsarisme. Les arguments sont là. Ils peuvent être bien intentionnés, il n'en reste pas moins qu'il n'y a pas de différence. Lénine est arrivé à faire avec le marxisme la même chose que faisait le tsar avec la religion. Il maintient les nationalités que ce dernier avait conquises et il s'est vu accorder une mission universaliste exactement comme lui.

Cela signifie ou bien que la théorie - toute théorie - n'est qu'une formulation extérieure, ou bien que le marxisme a des points communs avec le tsarisme, ou bien enfin que le marxisme unit l'un et l'autre.

Dans la deuxième partie nous allons voir la théorie en pratique.

¹ Lénine, À propos du mot d'ordre des États-Unis d'Europe (1915) Œuvres choisies, op. cit., vol. I, pp. 775-776.

Partie II. L'union soviétique et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes

Notre deuxième partie traite de la solution donnée à la question nationale en Union Soviétique. Elle comprend le développement de la théorie et des événements survenus à partir de la révolution de février qui n'est que le prélude de la révolution d'octobre. Faut-il axer le travail sur le côté pratique ou plutôt sur le côté doctrinal? Nous avons préféré partager le fardeau, car, dans le marxisme, les deux vont de pair. Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes est analysé sur deux plans: le plan de la communauté historique et le plan des différentes nationalités dont se compose cette communauté. Il est envisagé autant du côté politique, économique que social. Mais dans l'intérêt de l'ensemble, nous n'avons pas fait des coupures entre les entités ou les droits concernés.

Chapitre I. Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes pendant la dislocation de l'empire tsariste

Section I. De la révolution de 1905 jusqu'à la révolution de février 1917

1) Les limites du système tsariste

Sous le tsarisme, ni le peuple, communauté historique, ni les diverses nationalités dont se composait ce peuple (y compris les grand-russes pourtant les plus avantagés), n'exerçaient le droit à déterminer librement leur statut politique. La souveraineté n'était pas dans leurs mains. Ils étaient sous tutelle du pouvoir en vertu de la loi autocratique de source divine.

Mais ce pouvoir absolu rencontre deux limites qui découlent d'une part de l'essence même du système tsariste et d'autre part des événements exercés sur ce système: ceux de 1905 et ceux de février 1917. Ceci est important pour comprendre le régime qui s'est établi après la révolution d'octobre.

Trois limites peuvent cerner tout pouvoir en général:

A) Les restrictions directes à travers les "*pacta conventa*" telles que la *Magna Carta*, la *Nihil novi*, la *Bill of Rights*, les garanties constitutionnelles, la règle de loi, un large consensus à l'égard d'une tradition.

B) Les restrictions indirectes émanant du caractère pluraliste de la société et qui nécessitent ajustement et compromis comme base pour l'exercice du pouvoir politique: l'église, les groupes d'intérêts économiques, professionnels, culturels et régionaux qui font un contrepoids et empêchent le pouvoir d'être absolu.

C) Les restrictions naturelles telles que les caractéristiques nationales et les traditions, les considérations géographiques et climatiques, la structure de parenté et de la première unité sociale qu'est la famille¹.

Ce sont les limites découlant de l'essence du pouvoir. Quelle était l'attitude du tsarisme? Le tsarisme n'a renversé que la 1ère des trois limites. Il s'est heurté quelques fois à la deuxième mais il n'a jamais été à l'encontre de la troisième.

Cette attitude du tsarisme diffère de celle du régime soviétique et cela en raison de la nature de chacun.

Le tsarisme est un régime traditionnel avec un sens paternaliste de l'autorité reconnaissant un système transcendant des valeurs qui limite ses actions. L'attitude du régime soviétique est, par contre, motivée par une idéologie qui part d'un programme d'action dogmatique visant la transformation de la société existante et par ce fait il la rejette à l'état où elle est et rejette le statu quo qui limiterait ses actions et irait contre la marche de l'histoire. Le Tsar, lui, pour se protéger contre l'évolution de sa société, se déclarait garant du statu quo².

2) La révolution de 1905

En 1904, le Japon entre en guerre, sans déclaration, contre la Russie. Son but est d'arrêter l'expansion russe en Asie et coloniser la Corée et la Chine. La Russie perd sa supériorité maritime et subit un échec. La paix de Portsmouth (septembre 1905) qui désavantage la Russie est inéluctable. Elle est dictée par des impératifs internes.

Des manifestations d'étudiants et d'ouvriers réclament des réformes immédiates pour parer aux vices du gouvernement apparus au grand jour sous la tension de la guerre. Un incident met le feu aux poudres. En janvier 1905, un cortège de plus de 100.000 personnes se rend au Palais pour remettre une pétition dans les termes les plus conciliants³. Mais la police attaque la foule et plus de 900 personnes sont tuées et 5000 blessées. Cette erreur déclenche des grèves dans tout le pays. Un oncle du Tsar est assassiné.

Le Tsar fait alors des concessions. Il renonce à la politique de russification. Il garantit le respect des minorités nationales et promet la convocation d'une douma consultative élue au suffrage censitaire. Mais l'agitation s'amplifie. Aux ouvriers, se joignent les paysans et l'armée rapatriée. En

¹ Black, C. E. (éd.), *The transformation of russian society, aspects of social change since 1861*. Harvard Univ. Press, Massachusetts, 1960, pp. 102-106 (ci-après: Black).

² En plus du livre de Black op. cit., le lecteur peut lire avec intérêt: Armstrong, op. cit., pour une comparaison entre le régime soviétique et le régime tsariste.

³ Cité par Fainsod, M., *How Russia is ruled*, revised ed., Harvard Univ. Press, Cambridge, Massachusetts 1963, pp. 9-10 (ci-après: Fainsod).

octobre de la même année, se forme le soviet des travailleurs et l'union panrusse des paysans. Les cheminots réclament la journée de 8 h., les libertés civiques, l'amnistie. Les soviets de St. Petersburg se fixent le but d'établir en Russie une république démocratique.

La réaction du Tsar est ainsi une sorte de rétablissement de la légitimité du pouvoir qu'il exerce. En 1906, la douma est élue avec pouvoir limité. Le Tsar crée la Chambre haute (Sénat) dont la moitié des membres sont élus par lui. Mais l'absolutisme reste: la douma est dissoute et organisée plusieurs fois¹.

La 1ère guerre mondiale replonge le pays de nouveau dans l'autoritarisme. La russification est reprise. Le Tsar refuse les services à lui offerts par le CC des Zemstvos et le Comité des délégués des villes. Nicola II était alors conseillé par Raspoutine².

3) La révolution de février 1917

Les événements survenus avant la révolution de février ont entraîné la Russie hors de son gîte moyenâgeux et théocratique pour voir un peu la lumière du libéralisme. Ils ne tardèrent pas à lui être fatals.

En février 1917, la situation alimentaire détériorée à Petrograd, les mouvements de grèves, les mutineries dans les casernes, précipitèrent le pays dans le chaos. Deux courants vinrent se former: les soviets des ouvriers de Petrograd et le comité provisoire de la douma. Le Tsar fut obligé d'abdiquer. La douma, d'accord avec les soviets, se constitue en gouvernement provisoire après que le Prince Michel, frère du Tsar, eut refusé le trône. C'était la fin du théocratisme.

Dans la période séparant la révolution de février de celle d'octobre, on a vu se développer un état d'esprit démocratique. L'accord entre le Comité Exécutif des soviets et le Comité Provisoire de la douma pour la formation du gouvernement provisoire se basait déjà sur le respect des points suivants présentés par les soviets: 1. l'amnistie 2. la liberté d'expression, de presse, d'assemblée, d'association et de grève 3. la soumission des soldats à la stricte discipline militaire³.

La première déclaration du gouvernement provisoire a établi son programme politique. Après avoir rappelé la révolution de 1905, dans laquelle, les promesses de libertés constitutionnelles faites à la population n'ont pas été respectées, le gouvernement provisoire informa les "citoyens

¹ Pirenne, J., Les grands courants de l'histoire universelle, vol. VI, de 1904 à 1939, éd. de la Baconnière, Neuchâtel, 1955, pp. 10 ss. (ci-après: Pirenne).

² Ibid., pp. 116-117.

³ Clarkson, A history of Russia from the 9th century, Longmans, Londres, 1962, p. 516 (ci-après: Clarkson).

de l'État russe" que l'empereur et son gouvernement ont été démis de leur fonction par la nation. Il renouvela les alliances faites avec les autres puissances et promit de respecter les accords conclus avec les alliés. La ligne de conduite qu'il suivra plus tard est fondée sur les principes suivants:

- "Laisser s'exprimer la volonté populaire en ce qui concerne le choix d'un régime politique"

- La convocation de l'assemblée constituante "le plus rapidement possible sur la base du suffrage universel, direct, égal et secret"¹.

L'assemblée constituante aura pour mission la promulgation des "lois fondamentales qui garantissent au pays ses droits inaliénables à la justice, à la liberté, à l'égalité". Dans l'intervalle, le gouvernement provisoire promulguera des lois "qui assurent la sauvegarde de la liberté civile et de l'égalité" et "qui assureront à tous les citoyens une participation égale aux élections aux organes de self-government sur la base du suffrage universel".

Et le gouvernement conclut sa déclaration en qualifiant ce qu'il envisage, d'exécution de la "volonté populaire"².

Les soviets avaient un grand pouvoir dans ce gouvernement. Les problèmes des populations étaient portés à eux et c'est à leur ordre que Nicola II et la famille impériale furent détenus. Le gouvernement provisoire de son côté s'occupa de l'application des libertés civiles: l'autorisation du retour des exilés, la suppression de la peine de mort et des cours martiaux³, abolition des discriminations fondées sur la nationalité, la religion et l'origine social tels que l'installation, la résidence, le déplacement, l'entrée en service de l'État, l'utilisation de langues ou de dialectes autres que le russe dans les relations d'affaires et l'enseignement privé⁴.

Les soviets sortirent un appel "aux peuples du monde entier" déclarant que les peuples de Russie seraient appelés à exprimer leur volonté dans une assemblée constituante et qu'une république démocratique serait très probablement choisie comme forme d'État⁵.

Ce n'est donc pas sans raison que Lénine, arrivant en Russie, a pu déclarer dans ses "Thèses d'avril" que la Russie "est aujourd'hui, de tous les pays belligérants, le plus libre du monde"⁶, formule répétée à plusieurs reprises.

¹ Annexe in Ferro, M., Révolution de 1917: la chute du tsarisme et les origines d'octobre, Aubier, éd. Montaigne, Paris, 1967, p. 508 (ci-après: Ferro).

² Loc. cit.

³ Clarkson, op. cit., pp. 516-518.

⁴ Ferro, op. cit., pp. 513-514 (Annexe) décret de mars 1917.

⁵ Ibid., p. 515.

⁶ Lénine, Les tâches du prolétariat dans la présente révolution avril 1917 dit "Thèses d'avril" (avril 1917) Œuvres choisies, op. cit., vol. II, p. 36; v. aussi Lénine, les tâches du prolétariat

Plékanov n'a pas hésité confier ses sentiments, avant son entrée, au journal *Popolo d'Italia*: "La Russie asiatique est vaincue et mon pays entre triomphalement dans la grande famille des peuples libres de l'Europe"¹.

En mai 1917, le gouvernement provisoire se déclara pour "le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes", la "paix stable", "sans annexion ni indemnité", la "fraternité des nations", et contre "la domination sur d'autres peuples" ou la conquête de leur territoire national"².

Toutes ces formules ne tarderont pas à entrer dans le lexique politique des bolcheviks comme nous le verrons. Le sens de ces formules n'a pas été explicité et la situation créée après février n'a pas pu durer pour les voir se réaliser. Les choses tournèrent différemment. Lénine se chargea alors de leur donner un sens révolutionnaire propre.

Section II. La lutte des nationalités pour leur autodétermination

1) La révolution de février sans programme

La révolution de février a mis fin au tsarisme et déblayé le chemin pour l'entrée de l'empire dans la voie constitutionnelle laïque et démocratique. Mais cet empire est multinational. Les promesses de la révolution restent ainsi à nuancer. Les nationalités qui ont souffert du joug tsariste n'ont vu dans cette révolution qu'une occasion propice, une porte de secours qu'il fallait se dépêcher de la saisir et sortir de ce qu'on appelle communément la "prison des peuples". La force de ces nationalités, canalisée et captée, pouvait être d'un grand soutien pour un programme politique.

Le programme politique nécessaire précisément manquait dans cette période. Ce manque résulte de la surprise avec laquelle la révolution de février a débuté. Tout était une simple improvisation. On n'avait aucun plan et s'attendait surtout pas à l'abdication du Tsar. La douma, le principal élément opposé à celui-ci, pensait encore jouer le rôle de médiateur entre le Tsar et le peuple³.

Aucune entente entre les partis n'était envisagée pour le cas où une révolution éclaterait en vue de régler les affaires des allogènes. Lorsque le 10 mars, le gouvernement reçut les représentants du commerce et de l'industrie, il fut bien question de la victoire, de la reconstruction de l'économie russe, mais de rien d'autre. Miljukov, un des organisateurs et leaders du Parti Cadet et ministre des Affaires étrangères dans le gouvernement provisoire, était encore partisan de Michel. Son Parti, tout en se prononçant pour la république dans son congrès de fin mars, ne manquait pas de rap-

dans notre révolution (avril 1917) (Œuvres choisies, op. cit., vol. II, p. 67.

¹ Popolo d'Italia, 25 mars 1917.

² Ferro, op. cit., pp. 531-532.

³ Ibid., p. 84.

peler que le régime monarchique pouvait être un expédient politique¹. Il se prononça nettement contre le fédéralisme décentralisateur, pour le droit à l'autodétermination culturelle et contre la russification².

Ferro qualifie les hommes du gouvernement, tels que Miljukov, Kerenski, Cuckov, Lvov de "hommes de bonne compagnie" qui "appartenaient plus au monde sensible de Tchékov qu'à l'univers dramatique de Dostoïevski". Aucun d'eux n'avait connu la déportation ni la haine vis-à-vis des hommes du passé. Ils ne pouvaient surtout pas assumer pleinement l'humiliation du peuple révolté et de crier leurs sentiments aussi fort que lui³.

Les organisations révolutionnaires non plus n'étaient pas aux aguets. Lénine, le plus décidé de tous, chef du parti le mieux organisé a avoué sa surprise. Dans son article au Pravda du 9 avril 1917 il écrit: "Notre révolution a ceci de tout à fait original qu'elle a créé une dualité du pouvoir. C'est là un fait dont il faut saisir la portée avant tout; il est impossible d'aller de l'avant avant de l'avoir compris. Il faut savoir compléter et corriger les vieilles formules, par ex. celles du bolchevisme, car si elles se sont révélées juste dans l'ensemble, leur application concrète *s'est révélée* différente. *Personne* autrefois ne songeait, ni ne pouvait songer, à une dualité du pouvoir" (en italique dans le texte)⁴. Un jour plus tard, il confirme ce qu'il vient de dire⁵.

Tous les partis russes avaient inscrit, déjà à la veille de la guerre, la question nationale dans leur programme politique, reconnaissant le droit à l'autodétermination aux nationalités composant l'État. Cette revendication demeurait tant que régnait l'autocratie tsariste et visait à miner le régime de l'intérieur. Lénine était le premier à le reconnaître mais le dernier à croire que les nationalités revendiqueraient leur indépendance après la chute du tsarisme⁶.

Mais la révolution n'était pas vieille de 24 heures que déjà les Ukrainiens de la Capitale s'organisaient pour présenter leurs revendications. Les musulmans de la douma se constituèrent en bureau et convoquèrent un congrès pour le 1er mai à des fins identiques. De même firent les Polonais, les Lettons, les Juifs, les Finlandais etc.

¹ Ibid., p. 135.

² Ibid., pp. 136-137.

³ Ibid., p. 244.

⁴ Lénine, Sur la dualité du pouvoir, (avril 1917) Œuvres choisies, op. cit., vol. II, p. 40.

⁵ Lénine, Les tâches du prolétariat dans notre révolution, (avril 1917), Œuvres choisies, op. cit., vol. II, p. 48.

⁶ Ferro, op. cit., p. 165.

2) Programme présenté par Lénine

Lénine, à peine franchie la frontière au début d'avril, reprend son programme national établi à l'extérieur. "Le parti du prolétariat" écrit-il le 10 avril 1917, "doit exiger avant tout la proclamation et l'attribution immédiate de la liberté effective et absolue de se séparer de la Russie pour toutes les nationalités opprimées par le tsarisme et rattachées ou maintenues de force dans le cadre de l'État russe, c-à-d. annexées"¹.

Il considère les déclarations et proclamations sur la renonciation aux annexions du gouvernement provisoire une "mystification du peuple par la bourgeoisie ou vœux naïfs de petits bourgeois" si elles ne sont pas accompagnées de la "liberté effective de séparation"².

Mais cette prise de position ne signifie nullement qu'il ait oublié le pendant de sa conception et la modalité de son application. Aussi ajoute-t-il: "Le Parti du prolétariat aspire à créer un État aussi vaste que possible car tel est l'intérêt des travailleurs; il aspire au rapprochement, puis à la fusion des nations". Cette fusion et ce rapprochement doit s'effectuer non pas par la force mais en tant qu'"union libre et fraternelle des masses ouvrières et travailleurs de toutes les nations"³.

On comprend désormais ce que tout cela peut signifier. Lénine gardera toujours ce langage de douceur mais en cachant l'intention de mettre toute sa force dans le cas où les choses n'iraient pas tel qu'il entend.

Lénine est prêt dans cette période à admettre l'autonomie nationale, terme qu'il met entre parenthèse à la suite de celui de l'autonomie locale, tous deux renforcés par le qualificatif "la plus large". Il promet aux minorités "des garanties minutieusement élaborées" de leurs droits⁴. Ajoutons que le terme d'autonomie nationale ne doit jamais être compris dans le sens d'autonomie culturelle mais dans celui de régionalisation à base de nationalités au cas où cela serait possible⁵.

Se dressant contre l'annexion, Lénine fit remarquer qu'une telle position était liée à la révolution internationale. Ainsi dans la conférence d'Avril, il déclara qu'il ne se fiait pas aux promesses du gouvernement provisoire. Ce gouvernement, d'avance, ne saurait tenir ses promesses; seul le "prolétariat révolutionnaire" peut les tenir: "Si nous disons qu'il faut renoncer aux an-

¹ Lénine, Les tâches du prolétariat dans notre révolution, (avril 1917), Œuvres choisies, op. cit., vol. II, p. 58.

² Loc. cit.

³ Loc. cit.

⁴ Loc. cit.

⁵ Lénine, VII conférence de Russie du POSD(b)R (avril 1917), Œuvres choisies, op. cit., vol. II, p. 137.

nexions et aux contributions, nous devons indiquer comment le faire; et si l'on nous demande qui le fera, nous dirons qu'il s'agit au fond d'un acte révolutionnaire. Autrement, on n'aura que les vaines promesses et les vœux pieux avec lesquels les capitalistes conduisent le peuple par le bout du nez"¹.

Cette dévolution de la solution de la question nationale à une révolution prolétarienne pose le problème du terme et du temps de l'arrivée de celle-ci. Lénine précise dans cette conférence d'avril qu'"on ne peut fabriquer une révolution, ni établir un ordre de succession. Les révolutions ne se font pas sur commande, elles croissent d'elles-mêmes, Prétendre le contraire serait du charlatanisme cent pour cent, très souvent usité en Russie"². Faut-il alors laisser les nationalités patienter sine die pour disposer d'elles-mêmes? Oui, vous dira Lénine, puisque seule la révolution prolétarienne peut résoudre le problème. Mais, pour la consommation interne, il ne manque pas de réclamer en faveur des nations menaçantes "le droit de décider par un vote libre si elles veulent constituer des États indépendants ou faire partie de quelque État existant"³. Lénine néanmoins maintient le droit du Parti à décider de l'opportunité d'exercer ce droit⁴.

3) Cas de mouvements nationaux

Un langage comme celui de Lénine n'était sûrement pas propre à apaiser l'esprit des nationalités. Il n'était surtout pas aisé à le bien comprendre. Il contient beaucoup trop d'embuscades pour les collectivités si d'ailleurs ses meilleurs disciples n'étaient pas au niveau de son raisonnement. N'écrit-il pas dans son testament que Boukharine, un des meilleurs théoriciens du marxisme, "n'a jamais compris entièrement la dialectique"⁵. Qu'attendre alors des nationalités dont le désir de se libérer prime les disputes théoriques?

A) La Finlande et la Pologne

Le 6 mars 1917, le gouvernement provisoire, par souci d'éviter les complications et de se montrer libéré de l'esprit tsariste, publia un manifeste rétablissant "l'ordre légal" en Finlande - celui de 1899. Cependant une division s'est fait voir au sein du gouvernement finnois: ceux qui s'opposaient à toute limite de la souveraineté nationale et ceux qui, tout en condamnant l'esprit peu révolutionnaire du manifeste, étaient solidaires de la Russie

¹ Ibid., pp. 87-88.

² Ibid., p. 107.

³ Ibid., p. 102.

⁴ Ibid., p. 131.

⁵ Lénine, Lettre au congrès, suite des notes 24 déc. 1922, Œuvres choisies, op. cit., vol. III, p. 751.

nouvelle¹. Ces derniers préconisaient une Finlande indépendante liée avec la Russie par une union indissoluble avec co-souveraineté pour la question de paix, de guerre et de politique étrangère. Le gouvernement provisoire a réagi devant ces exigences et a dissout la Diète. Il organisa une nouvelle élection, avec des candidats plus favorables au nouveau régime. Le gouvernement se déclara incompétent pour faire un règlement final qu'il remit à l'assemblée constituante. Celle-ci seule peut se prononcer.

La Pologne, elle, était occupée par les Allemands et les Autrichiens depuis 1916. Miljukov, en mars 1917, était favorable à son indépendance tout en remettant ici aussi la décision finale à l'assemblée constituante. Cette position a soulevé la protestation de la part de Varsovie qui accusa le gouvernement de se mêler dans les affaires polonaises. Mais la position prise par le gouvernement était en réalité sans effet puisqu'il n'avait pas d'autorité sur le territoire polonais occupé.

Néanmoins, les soldats polonais se trouvant en Russie se sentaient concernés. Ils réclamèrent la constitution d'une armée nationale indépendante des forces russes. Le Parti de tendance luxembourgeoise s'opposait à toute manifestation d'indépendance de la Pologne, car il le condamnait comme une menace à la révolution; mais ce groupe était minoritaire².

Ces deux nations avaient les mêmes vues. Elles étaient les plus décidées à se départir de la Russie tsariste.

B) L'Ukraine

L'Ukraine constitue la 2ème région en nombre d'habitants en Russie. La nation ukrainienne - ou les petit-russes - avait formulé différemment sa demande selon la période. À la veille de février, elle exprimait rarement des opinions séparatistes. Au plus, on émettait des revendications de caractère culturel, la garantie des libertés locales et la gestion de leur province. Les mencheviks, parti majoritaire d'alors, et les partis d'extrême gauche n'étaient pas très favorables à ces demandes³. Après la révolution de février, les Ukrainiens ont tenté de prendre leur situation en mains tant pour empêcher le désordre et sauvegarder la sécurité que pour préparer le pays à l'assemblée constituante. Ainsi, parallèlement aux soviets de Petrograd s'est formée la Rada (conseil central d'Ukraine) sans programme politique définie, tenant pour idéal l'obtention de l'autonomie culturelle. Elle avait, à sa tête, l'historien Mikhail Hrushevski. La Rada soutint le gouvernement provisoire jusqu'au moment où les personnalités militaires et poli-

¹ Mazour, A.G., *Finland between East and West*, Nostrand, Toronto, N.Y., Londres, 1956, pp. 39-45.

² Ferro, *op. cit.*, pp. 205-208.

³ *Ibid.*, p. 160.

tiques sont rentrés du front et de l'exil. L'objectif se transforma en réclamation d'indépendance dans la forme d'autonomie territoriale, confirmée par le congrès national ukrainien tenu en avril. La Russie devait, selon ce congrès, être établie sous la forme de république fédérale¹.

La langue ukrainienne a été alors introduite dans l'armée qui fût organisée selon le principe d'origine territoriale.

En juin 1917, la Rada envoya une série de demandes au gouvernement provisoire concernant l'obtention de plus d'autonomie. Mais la délégation fut mal reçue et par les soviets et par le gouvernement provisoire. Seule la demande concernant la formation d'unité militaire ukrainienne reçut une réponse positive². Le gouvernement nia même au Rada le droit de représenter l'Ukraine³.

Cette attitude souleva une tempête d'indignation de la Rada. Hrushevski, s'adressant au congrès des paysans ukrainiens déclara: "We have finished celebrating the holiday of the revolution ... We must prepare to resist effectively any hostile attack ... I greet you brothers, and repeat that, come what may, there will be a free autonomous Ukraine"⁴.

Nous ne voulons pas prolonger le récit des événements. Il nous est possible de dire, sans risque de nous tromper, que toute nationalité, si petite qu'elle soit, s'est félicitée de la révolution de février dans l'espoir de voir le fardeau tsariste diminuer. Toutes attendaient avec grande impatience la réunion de l'assemblée constituante pour préciser leurs droits et leurs devoirs.

4) Position de Lénine et de Staline face à ces trois grands mouvements nationaux

Dans la conférence d'avril (1917), Lénine évoqua ces trois mouvements nationaux. Il réclame la liberté pour la Finlande, la Pologne et l'Ukraine, mais toujours dans le sens qu'il entend.

Après avoir rappelé que le peuple russe était "le bourreau de la liberté polonaise" et que "le peuple polonais est hanté par le désir de se venger de la Moscovie", il constate que la bourgeoisie polonaise est un "obstacle au mouvement socialiste" par sa revendication de l'indépendance de la Pologne. Cette revendication est "égoïste". Pour cette bourgeoisie, importe peu la conséquence de cette revendication. "Que l'univers entier s'embrase, (dit-elle) pourvu que la Pologne reste libre". Elle "se moque de l'Internationalisme". Lénine rend ensuite hommage à R. Luxembourg et aux autres

¹ Pipes, op. cit., pp. 54-55.

² Ferro, op. cit., p. 434.

³ Pipes, op. cit., p. 58.

⁴ Cité par Pipes, op. cit., p. 59.

camarades social-démocrates polonais, les "seuls socialistes" parce qu'ils se sont opposés à "la libération de la Pologne".

D'après Lénine, ce n'est toutefois pas aux grand-russes d'empêcher l'indépendance de ces trois nations sous peine d'être taxés de "chauvins". "Nous autres, Russes, nous devons souligner la liberté de séparation", tandis que dans ces pays concernés, les socialistes doivent "insister sur la liberté de rattachement". Piatakov s'est vu attaqué par Lénine parce qu'il n'arrivait pas à comprendre la nuance entre les deux formules et déclarait tout simplement que "n'est pas socialiste quiconque nie la liberté de séparation". Piatakov, d'après Lénine, fait une "confusion totale"¹.

Dans le cas précis de la Finlande, il fait remarquer que d'eux-mêmes les Finlandais ne réclamaient que l'autonomie. Si "la liberté entière" leur est accordée, "la confiance dans la démocratie russe grandira d'autant, c'est alors que les Finlandais ne penseront plus à se séparer, quand cette mesure sera appliquée"². Il critique ce qu'il appelle "le marchandage" du gouvernement provisoire avec la Finlande qui a remis la décision finale à l'assemblée constituante et il ajoute que "le socialiste russe qui refuse la liberté à la Finlande est un chauvin"³. Il tient les mêmes propos concernant les revendications de l'Ukraine⁴.

Ce libéralisme de la part de Lénine n'était pas illimité. Les mêmes restrictions émises par lui avant la révolution de février sont reprises dans cette même conférence d'avril.

La position de Staline ne diffère pas de celle de Lénine. C'est à la VIIe conférence, citée plus haut, qu'il a pris position sur la question nationale. Il se prononça en faveur des droits des "peuples opprimés" faisant partie de la Russie, auxquelles il reconnaît le droit de "décider eux-mêmes la question de savoir s'ils veulent rester au sein de l'État russe ou s'en détacher pour former des États indépendants"⁵.

¹ Lénine, VII conférence de Russie du POSD(b)R, (avril 1917), Œuvres choisies, op. cit., vol. II, pp. 126-127. Lénine qualifie ainsi Piatakov, dans son testament: "doué, sans aucun doute, d'une grande volonté et de capacité éminentes, il se laisse cependant trop entraîner par les pratiques d'administration et le côté administratif des choses pour qu'on puisse s'en remettre à lui quand il s'agit d'une question politique sérieuse". (Lénine, Lettre au congrès, notes du 24 déc. 1922. Œuvres choisies, op. cit., vol. III, p. 751.) Cette remarque n'est pas sans intérêt si l'on veut comprendre la position de Lénine.

² Lénine, VII conférence de Russie du POSD(b)R (avril 1917), Œuvres choisies, op. cit., vol. II, p. 129.

³ Loc. cit.

⁴ Ibid., p. 130.

⁵ Staline, Rapport sur la question nationale à la VII conférence de Russie du POSD(b)R, avril 1917, Staline, op. cit., p. 77.

C'est la solution qu'il préconise pour le cas de la Finlande. Refuser la demande de la Finlande, affirme-t-il, serait se placer "dans la situation de gens qui portent l'eau au moulin des impérialistes", ce qui réduirait la révolution de février à une continuation de la politique tsariste¹.

Mais, comme Lénine, il répéta la distinction à faire entre "le droit des nations à la libre séparation" et le problème de "l'opportunité de l'exercer". "Le parti du prolétariat" doit résoudre ce problème "dans chaque cas particulier, tout à fait à part, suivant la situation"².

Staline donna l'exemple de la Transcaucasie. Celle-ci a le droit de disposer de soi-même. Ce droit lui est reconnu. Mais, lui, Staline, s'opposerait à "la séparation de la Transcaucasie en tenant compte du développement commun à la Transcaucasie et à la Russie, de certaines conditions de la lutte du prolétariat"³.

Il se déclare pourtant très optimiste, un peu trop, quant au maintien de l'unité de l'empire: "Je pense, dit-il, qu'après le reversement du tsarisme, les neuf dixièmes des peuples ne voudront pas se séparer"⁴. Il propose alors aux nationalités l'organisation d'autonomies régionales pour les régions qui ne voudraient pas se séparer et qui se distinguent par les particularités de leurs conditions de vie, de leur langue, comme c'est le cas de "la Transcaucasie, le Turkestan, l'Ukraine". La détermination des frontières de ces régions serait décidée "conformément aux conditions économiques, aux conditions d'existence" par la population⁵.

Ici, on voit que Staline met l'accent plus sur la région "Ukraine, Turkestan ... " que sur la nation. Cette prise de position conforme à la pensée du Maître, Lénine, sera reflétée dans les thèses de Staline sur l'autonomisation que Lénine pourtant refusera, comme nous le verrons. Enfin remarquons que la prise en considération de la volonté de la population ne doit pas nous induire en erreur. Cela s'inscrit dans le cadre général de la théorie. Cette contradiction est toujours présente dans les écrits tant de Lénine que de Staline. Nous aurons plus loin à revenir sur ce problème de formulation.

Section III. La prise du pouvoir par la fraction bolchevik

1) La décision de prendre le pouvoir

Avril 1917 a été un mois de rencontre entre la Russie et ses enfants révoltés contre le tsarisme. On vit retourner les grands leaders du mouvement

¹ Loc. cit.

² Loc. cit.

³ Ibid., p. 78.

⁴ Loc. cit.

⁵ Ibid., p. 80.

révolutionnaire Plékanov, Kropotkine, Lénine, Cernov, Dan, Arksenkov, Natansov, Hartov, Akserlod, Trotsky et bien d'autres. Parmi toutes ces personnalités politiques de premier ordre, le plus intéressant pour nous est Lénine parce qu'il était le chef du groupe le plus dissident envers le tsarisme, et lui-même, parmi les plus opposés au gouvernement provisoire.

De la Suisse, une semaine après la révolution de février, il envoyait ses instructions au nom des bolcheviks de l'étranger "Notre tactique: méfiance totale, aucun soutien au gouvernement. Kerenski particulièrement suspect. Seule garantie, l'armement du prolétariat, élections immédiates à la douma de Petrograd. Aucun rapprochement avec les autres parties. Télégraphier cela à Petrograd"¹.

Lénine avait une idée dans la tête dès le premier jour de la révolution de février: Le temps est propice pour que le Parti bolchevik prenne le pouvoir. Le pouvoir, il n'a cessé de le répéter dans ses discours et écrits, est le problème numéro un de toute révolution: "Le problème fondamental de toute révolution est celui du pouvoir. Tant que ce problème n'est pas décidé, il ne saurait être question de jouer consciemment son rôle dans la révolution, et encore moins de la diriger", écrit-il en avril 1917².

Aussi, il commence son activité révolutionnaire en Russie par un programme politique de portée générale, couché sur le papier, noir sur blanc, dont voilà les points fondamentaux.

1. "Passage du pouvoir au prolétariat et aux éléments pauvres de la paysannerie, proche du prolétariat".
2. "Renonciation effective et non verbale à toute annexion"
3. "Rupture totale en fait avec tous les intérêts du capital"
4. "Aucun soutien au gouvernement provisoire"
5. "Les soviets des députés ouvriers sont la seule forme possible de gouvernement révolutionnaire"
6. "Étant minoritaire (le Parti bolchevik) l'activité doit se manifester à travers la critique et l'explication des erreurs commises"
7. "Opposition à un régime de république parlementaire et soutien à une république des soviets de députés ouvriers, salariés agricoles et paysans dans le pays tout entier, de la base au sommet"
8. "Suppression de la police, de l'armée (c-à-d. remplacement de l'armée permanente par l'armement du peuple tout entier: note de Lénine) et du corps des fonctionnaires"
9. "Confiscation de toutes les terres des grands propriétaires fonciers".

¹ Œuvres complètes, op. cit., t. 23, p. 287.

² Lénine, sur la dualité du pouvoir, (avril 1917), Œuvres choisies, op. cit., vol. II, p. 40.

10. "La formation d'une langue nationale sous le contrôle des soviets des députés ouvriers"

11. "Établissement d'un État dont la Commune de Paris a été la préfiguration"¹.

Ce programme, qui a été envoyé à Tséreteli et lu à deux reprises à la réunion des bolcheviks et des mencheviks, n'a pas tardé à provoquer la consternation de ceux qui voyaient dans la révolution de février une promesse à la démocratie constitutionnelle. Les bolcheviks étaient minoritaires. Un tel programme ne signifie rien d'autre que la prise du pouvoir par une minorité par la force. Plékanov n'en doutait pas. Lui, comme tant d'autres, était épris: les propositions de Lénine sont "délirantes" crie-t-il². Qu'importe pour Lénine qui rapporte ce fait. Il sait ce qu'il dit. Mais les bolcheviks aussi étaient étonnés. Goldenberg, un bolchevik, membre du CC, l'accusa de marcher dans les pas de Bakounine l'anarchiste. Kamenev, un autre bolchevik, qualifia ces propositions de Lénine comme inacceptables³.

La réception faite à Lénine, lors de son arrivée, par Cheidze, était encore dans la mémoire. Ce dernier lui rappelait alors que "la tâche essentielle de la démocratie révolutionnaire consiste ... à défendre notre révolution contre toutes les atteintes du dehors comme du dedans ... (et qu'il) est nécessaire (avoir) la cohésion de tous les révolutionnaires". Sukhanov qui rapporte ce fait ajoute que Lénine répondit comme "si tout ce qui se passait ne le concernait nullement", "Il regardait de tous côtés, examinant les visages, le plafond". S'adressant alors, non pas à Cheidze, mais aux soldats et aux ouvriers qui s'y trouvaient, il dit: "La guerre de brigandage impérialiste est le début de la guerre civile dans toute l'Europe ... En Allemagne, tout est ébullition. Aujourd'hui, demain peut-être, l'impérialisme européen tout entier peut s'effondrer ... Vive la révolution socialiste mondiale"⁴.

Tout poussait à croire que Lénine n'hésiterait pas à faire un coup d'État et à prendre le pouvoir. Il ne craignait même pas d'en parler ouvertement. Le 9 avril 1917, il écrit dans le Pravda "On ne peut, d'une façon générale le renverser (le gouvernement provisoire) par la méthode habituelle, car il bénéficie du soutien prêté à la bourgeoisie par le second gouvernement, le soviet des députés ouvriers ... Aussi longtemps qu'aucune violence n'est

¹ Lénine, Les tâches du prolétariat dans la présente révolution, (avril 1917), Œuvres choisies, op. cit., vol. II, pp. 35-37.

² Ibid., p. 39.

³ Clarkson, op. cit., p. 537.

⁴ Ferro, op. cit., pp. 307-308.

exercée sur les masses, il n'existe pas d'autre chemin pour arriver au pouvoir"¹.

En plus de ce moyen de force qu'il invoquait, il maniait habilement les moyens légaux pour affaiblir la position du gouvernement provisoire. Nous l'avons déjà vu dans son programme national. Il le fit encore en rapport avec d'autres sujets.

Un des acquis démocratiques de la révolution de février était sans doute la promesse faite par le gouvernement provisoire de convoquer l'assemblée constituante. C'est la preuve que le pays était effectivement dans la voie de la démocratie. Mais la date n'était pas encore fixée. Aussi, tout en vidant l'assemblée constituante de son activité (à savoir décider du sort des nationalités que Lénine voulait régler à l'immédiat, et de la forme du gouvernement qu'il préconisait d'ores et déjà république soviétique), il insistait pour que la date soit fixée le plus vite possible².

Enfin, il ne manquait aucune occasion pour inciter les soviets contre le gouvernement provisoire en minimisant le rôle que ceux-là jouaient et qu'ils joueraient dans un proche avenir à cause de la duplicité de la bourgeoisie. "Il ne fait aucun doute, écrit-il, que ... (cette dualité du pouvoir) ne peut durer longtemps. Il ne saurait exister deux pouvoirs dans un État. L'un des deux doit disparaître, et d'ores et déjà toute la bourgeoisie russe s'attache de toutes ses forces, par tous les moyens et en tous lieux, à éliminer et à affaiblir, à réduire à néant les soviets des députés soldats et ouvriers, à assurer le pouvoir unique de la bourgeoisie"³.

Cette tactique à laquelle il se livre systématiquement est qualifiée par lui comme étant de "premier plan". Elle vise à "verser du vinaigre et du fiel dans l'eau sucrée des phrases démocratiques révolutionnaires du gouvernement provisoire". C'est une activité de "désintoxication du prolétariat en proie à la griserie générale petite-bourgeoise"⁴.

Son jeu est quelquefois poussé à l'extrême. À la VII^e conférence d'avril, Lénine propose aux soviets de s'emparer du pouvoir⁵. Deux mois après - juin 1917 -, il écarte les soviets de sa politique lorsque, au 1^{er} congrès des soviets des députés des ouvriers, soldats et paysans de Russie, qui représentait 400 soviets, il n'y avait que 105 bolcheviks sur 1090 délégués⁶.

¹ Lénine, sur la dualité du pouvoir, (avril 1917) Œuvres choisies, op. cit., vol. II, p. 42.

² Lénine, les tâches du prolétariat dans notre révolution, avril 1917, Œuvres choisies, op. cit., vol. II, p. 46.

³ Ibid., p. 48.

⁴ Ibid., p. 50.

⁵ Lénine, VII conférence de Russie du POSD(b)R (avril 1917), Œuvres choisies, op. cit., vol. II, p. 94.

⁶ Lesage, M., Les régimes politiques de l'URSS et de l'Europe de l'Est, PUF, Paris, 1971, p. 40

Dans ce congrès, il déclara que le Parti bolchevik "est prêt à tout instant à assumer la plénitude du pouvoir"¹.

Kerenski, mécontent des propos de Lénine devant les soviets l'interrompt: "The task of ... the Russian democracy is ... to consolidate its gains ... so that Comrad Lenin, who has been abroad, may be able to continue to speak here and not have to go back to Switzerland ... You are offering childish prescriptions: arrest, destroy, kill. What are you - socialiste or the police of the old régime? You recommend that we fellow the road of the French revolution of 1792 ... when by unintentional, reckless alliance with reaction, you destroy our power, then you will open the door for a real dictator ... "². Paroles prophétiques!

En Juillet, Lénine marque son hostilité aux soviets. Il les ironise: "Substituer l'abstrait au concret est un des péchés les plus grands et les plus dangereux en temps de révolution. Les soviets actuels ont échoué, ont fait complètement faillite, parce que les partis socialiste-révolutionnaire et menchevik y dominaient. À l'heure actuelle, les soviets ressemblent à des moutons conduits à l'abattoir, et qui, poussés sous la hache, bêlent lamentablement"³.

Désormais, le passage à la dictature prolétarienne est consommé. Le fossé est allé en s'élargissant entre les idéologies que partageaient les différentes forces en présence. Les bolcheviks n'ont pas l'intention de rester minoritaires et laisser le camp politique dominé par les majoritaires. En septembre, le mot d'ordre est donné: Les bolcheviks doivent prendre le pouvoir. C'est le titre d'une lettre adressée par Lénine au CC, aux comités de Petrograd et de Moscou du POSD(b)R. Lénine repousse toute idée d'attendre, soit l'assemblée constituante, soit la majorité bolchevik aux élections. Il y rappelle les paroles de Marx: "L'insurrection est un art" et il ajoute: "Attendre une majorité formelle serait naïf de la part des bolcheviks. *Cela* (souligné par Lénine) aucune révolution ne l'attend ... L'histoire ne nous pardonnera pas, si nous ne prenons pas le pouvoir dès maintenant"⁴.

2) La monopolisation du pouvoir par le Parti bolchevik

Malgré le fait que Lénine entendait passer au-delà la légalité constitutionnelle, il ne voyait pas d'inconvénient à ce que, en apparence, tout fût em-

(ci-après: Lesage); Clarkson, op. cit., p. 531.

¹ Lénine, 1er congrès des Soviets de Russie, (juin 1917), Œuvres choisies, op. cit., vol. II, p. 165.

² Cité par Clarkson, op. cit., p. 532.

³ Lénine, à propos des mots d'ordre, (juillet 1917) Œuvres choisies, op. cit., vol. II, pp. 202-203.

⁴ Lénine, Œuvres choisies, op. cit., vol. II, pp. 383-384.

preint du respect de cette légalité tant que cela pouvait aider la marche des événements. C'était le moyen le plus facile pour neutraliser la réaction et accoutumer les esprits. Mais avec le temps, il s'est passé de la légalité en monopolisant le pouvoir au détriment de la volonté du peuple. Il coupa les liens qui se trouvaient entre le peuple et la souveraineté en minant les canaux d'expression de sa volonté et tout particulièrement: l'assemblée constituante, les différents partis et les soviets.

Nous avons vu que Lénine était hostile aux soviets. Mais les choses changèrent. L'affaire Kornilov, bien exploitée par les bolcheviks, a facilité l'oubli d'un premier putsch manqué, tenté par les bolcheviks en juillet. Les soviets de Petrograd, de Moscou ont été influencés alors par les bolcheviks qui vinrent remplacer les délégués SR et mencheviks. Un mot d'ordre nouveau est apparu: "Tout le pouvoir aux soviets". Ceci ne signifiait en réalité que la mise au service des bolcheviks de la force jacente des soviets pour le renversement du gouvernement provisoire. Lénine le dit clairement, ce mot d'ordre vise à "l'insurrection armée contre le gouvernement bourgeois pour l'établissement de la dictature du prolétariat"¹.

Formellement parlant, pour le putsch du 25 octobre 1917, le Parti bolchevik avait l'accord de la population - par le truchement des soviets. Lénine pouvait dire avec raison: "Nous avons avec nous la majorité de la classe qui est l'avant-garde de la révolution, l'avant-garde du peuple, capable d'entraîner les masses"². Quant au fond, l'accord entre la masse et Lénine est nul. Lénine voulait accaparer le pouvoir pour exercer la dictature; la masse voulait plutôt transmettre le pouvoir aux soviets ses représentants légitimes. Lénine est catégoriquement opposé à cette dernière interprétation du slogan "tout le pouvoir aux soviets". Pour lui, ce mot "est un mot d'ordre d'insurrection. Quiconque emploie ce mot d'ordre, sans en avoir conscience, sans y avoir réfléchi, n'a qu'à s'en prendre à lui-même ... Il ne s'agit pas de voter, il ne s'agit pas d'attirer les socialistes révolutionnaires de gauche, il ne s'agit ni de l'appointment des soviets provinciaux, ni de leur congrès"³. Plus net que cela on ne peut pas.

Nous étudierons au chapitre II la modalité de la dictature de Lénine. Nous voulons voir maintenant comment il a mis en exécution son plan d'accaparement du pouvoir, et cela en mettant fin au pouvoir des soviets et à l'opposition, et en dispersant l'assemblée constituante.

¹ Cité par Histoire du PCUS, éd. en langues étrangères, Moscou, 1964 p. 251 (ci-après: Histoire du PCUS).

² Lénine, Œuvres complètes, op. cit., t. 26, p. 15.

³ Lénine, Lettre aux camarades bolcheviks participant au congrès des Soviets de la région Nord. Œuvres choisies, op. cit., vol. II, 452 (du 8 octobre 1917).

3) Fin du pouvoir des soviets et de l'opposition

Le 25 octobre 1917, à 10 h. du matin, un appel lancé par le Comité révolutionnaire militaire auprès des soviets des députés, ouvriers et soldats de Petrograd, annonçait "aux citoyens de Russie" la destitution du gouvernement provisoire et la passation du pouvoir de l'État "aux mains de l'organe du soviet des députés ouvriers et soldats de Petrograd" qui n'est que le comité annonciateur. Ce nouveau gouvernement, en plus de son programme de paix et d'abolition du droit de propriété sur la terre, le contrôle ouvrier de la production, promettait "la création d'un gouvernement des soviets"¹.

Une réunion des soviets des députés ouvriers et soldats de Russie s'est tenue le 25 et le 26 octobre et adopta le texte de Lénine "aux ouvriers, aux soldats et aux paysans" qui déclarait entre autres que:

- Le pouvoir des soviets proposera une paix immédiate et démocratique à tous les peuples
- Il assurera en temps voulu la convocation de l'assemblée constituante
- Il assurera à toutes les nations qui peuplent la Russie le droit véritable de disposer d'elles-mêmes².

Ce congrès comptait 649 délégués dont 390 bolcheviks. Il élut le premier gouvernement soviétique: le Conseil des Commissaires du Peuple dont Lénine fut le président. Tous ses membres furent bolcheviks. Le Comité exécutif central de Russie, élu aussi par le congrès avait 62 bolcheviks. Seuls les SR de gauche participèrent à ce gouvernement. Mais il faut remarquer que la répartition de compétence entre ces deux groupes n'était pas faite. La fonction de contrôle sur l'activité des commissaires du peuple et le droit de les destituer, c'est vrai, est au congrès des soviets et à son Comité exécutif central³. Cependant, les bolcheviks se sont vu assurer la totalité du pouvoir, réduisant à néant le pouvoir du congrès à cause de leur majorité dans le CSC et la totalité des postes occupées par eux dans le gouvernement.

En plus, il faut remarquer que le 29 octobre 1917, le Conseil des Commissaires du peuple adopta un décret par lequel il se reconnaissait le droit d'adopter des lois. Le CEC fut accordé le droit de "suspendre, modifier ou annuler toute décision du gouvernement". Les SR protestèrent contre quelques décrets adoptés par le gouvernement sans passer par le CEC. Alors, ce dernier, à cause de sa majorité bolchevik adopta une résolution le

¹ Lénine, Aux citoyens de Russie, (25 oct. 1917) Œuvres choisies, op. cit., vol. II, p. 469.

² Lénine, II congrès des Soviets des députés ouvriers et soldats de Russie (oct. 1917) Œuvres choisies, op. cit., vol. II, p. 474.

³ Ibid., p. 487; Lénine, Œuvres choisies, op. cit., vol. II, p. 784, note 169.

4 novembre 1917 affirmant le droit du gouvernement de prendre des décrets sans délibération préalable du CEC.

Ainsi, rien ne pouvait plus limiter le pouvoir du gouvernement (qui n'est rien d'autre que le Parti bolchevik). Celui-ci renforça son pouvoir en créant une commission extraordinaire par le décret du 7 décembre 1917, chargée de découvrir les activités "antisoviétiques"¹. C'est ce qu'on appelle communément le Tcheka qui, à travers les années, changea de nom (GPU, OGPU, NKVD, MVD), mais quant au fond, il resta le même sous Lénine, sous Staline ou sous les dirigeants d'aujourd'hui: un instrument de terreur, surtout en raison de ses pouvoirs extrajudiciaires étendus².

La situation créée par Lénine a soulevé des protestations même au sein du Parti bolchevik. Le malaise a été provoqué par l'exigence faite par le CE panrusse du syndicat des cheminots (Vikjel) à la tête duquel se trouvaient les SR et les mencheviks. Il demandait de former un gouvernement socialiste de coalition. Lénine accepta la négociation sans l'intention de changer de politique. Mais Kaménev, président du CEC, chef de la délégation bolchevik passa outre les directions de Lénine. Il accepta même que Lénine soit remplacé au poste de chef du gouvernement³. Il a été soutenu par 4 autres membres du Parti dont 2 faisaient partie du gouvernement. Lénine fit voter une résolution au CC du Parti contre les dissidents. Ceux-ci quittèrent le CC après avoir signé un texte où ils disaient: "Nous ne pouvons endosser la responsabilité de la politique funeste du CC appliquée contrairement à la volonté de l'immense majorité du prolétariat et des soldats"⁴.

Une semaine de la révolution avait à peine passé qu'un autre conflit éclata au sujet de la liberté des journaux de l'opposition que Lénine interdit. D'autres commissaires quittèrent alors le gouvernement, ce qui porta le nombre des opposés à la politique de Lénine à sept membres⁵.

Après ce démantèlement, Lénine n'hésita pas à faire participer la SR de gauche au gouvernement, un groupe plus extrémiste que lui-même et dont le leader, Natanson, était opposé tant à l'idée d'assemblée constituante qu'à

¹ Lesage, op. cit., pp. 42-43.

² v. à ce sujet: Hazard, J. N., *The Soviet system of government*, 4ème éd., The Univ. of Chicago Press, Chicago et Londres, 1968, p. 67 (ci-après: Hazard); Medvedev, R. A., *Le stalinisme, origines, histoire conséquences*, éd. du Seuil, Paris 1972, pp. 437-439 (ci-après: Medvedev, *Le stalinisme*).

³ *Histoire du PCUS*, op. cit., pp. 273-274.

⁴ Cité par Rutych, N., *Le Parti communiste au pouvoir en URSS 1917-1960*, La table ronde, Paris 1961, p. 114 (ci-après: Rutych).

⁵ Loc.cit.

l'idée du traité de paix de Brest-Litovsk. Ils se retirèrent à cause de ce traité¹.

4) La dispersion de l'assemblée constituante

L'unique attache entre le pouvoir et le peuple et l'unique acquis de la révolution de février encore existant était l'assemblée constituante. Les soviets et les partis d'opposition étaient écartés. Seule l'assemblée pouvait faire pression sur Lénine pour respecter la représentativité du peuple. C'était la dernière carte de jeu.

L'ex-gouvernement provisoire avait fixé la date de votation au 12 novembre 1917. Lénine s'était fait l'avocat de cette assemblée. Mais d'après Sukhanov qui le connaissait bien pendant l'exil, ce n'était qu'une tactique. Après la prise du pouvoir l'assemblée serait dissoute pour ne pas perdre du temps à un "bavardage libéral"².

Les élections eurent lieu comme prévu dans 54 circonspections électorales. Cette fois les bolcheviks n'étaient pas favorisés. Le peuple préférait éviter un pouvoir extrémiste. Sur 707 députés 370 étaient SR de droite, 40 SR de gauche, 175 bolcheviks, 16 mencheviks, 17 cadets. On voit clairement que le IIe congrès des soviets réuni après le 25 octobre n'était pas représentatif et que la chute de Kerenski était aux yeux de la population moins importante que la réunion de l'assemblée constituante³.

Les bolcheviks, soit dit en passant, n'ont eu de majorité que dans le sein de l'armée.

Après plusieurs manœuvres de la part de Lénine pour retarder la réunion de l'assemblée, la date du 5 janvier 1918 fut fixée. Mais sachant qu'il était battu d'avance, il ne cacha pas ses intentions. Le 11 décembre, Lénine écrit: "Pour passer du régime bourgeois au régime socialiste, pour instaurer la dictature du prolétariat, la république des soviets n'est pas seulement une forme plus élevée d'institution démocratique (par rapport à la république bourgeoise, parenthèse de Lénine), mais c'est la seule forme capable d'assurer le passage le moins douloureux possible au socialisme"⁴. Et il ajoute, "il est naturel que les intérêts de cette révolution (d'octobre) l'emportent sur les droits formels de l'assemblée constituante". Il menace alors d'agir "par la voie révolutionnaire, par les mesures révolutionnaires les plus énergiques, les plus promptes, les plus vigoureuses et les plus dé-

¹ Ibid., p. 116.

² Cité par Rutych, op. cit., p. 128.

³ Clarkson, op. cit., p. 570; Rutych, op. cit., p. 130.

⁴ Lénine, Thèses sur l'assemblée constituante (déc. 1917) Œuvres choisies, op. cit., vol. II, p. 516.

cidées" contre ce qu'il appelle "toute tentative de lier les mains au pouvoir des soviets"¹.

Et c'est effectivement ce qu'il fit. Lénine présenta à l'assemblée "la déclaration des droits des peuples travailleurs et exploités" qu'il avait fait adopter par le CEC, et lui demanda de l'adopter ainsi que les décrets précédents du gouvernement bolchevik. Il lui demanda d'abdiquer devant le Conseil des Commissaires et de déclarer qu'il était "absolument erroné, même du point de vue formel, de s'opposer au pouvoir des soviets"².

En même temps, il plaça, sous la direction d'Ouristski, des marins de Cronstadt et des gardes-rouges au balcon. Tehernov, un SR, fut élu président de l'assemblée. Celui-ci s'opposa à la demande de Lénine. Il exigea que toutes les décisions fondamentales fussent soumises au vote universel, au contrôle du peuple, au plébiscité³. Dehors, des défilés de soutien parcouraient les lieux en soutien à l'assemblée. Une seule échappatoire restait à Lénine: mettre en exécution ses menaces du 11 décembre. L'armée tira contre les défilés et créa des troubles en vue de la dispersion de l'assemblée. Ce qui fut fait.

Un jour après, Lénine écrit: "J'ai perdu ma journée mes amis" citant une sentence latine en se référant à la journée du 5 janvier 1918⁴. Il fit voter alors par le CEC la dissolution de l'assemblée constituante⁵.

Et ainsi il s'est assuré le monopole parfait du pouvoir au profit du Parti bolchevik minoritaire. La guerre civile qui déchire la Russie n'en était que la suite très logique de ces agissements contre la volonté du peuple dont le pouvoir fut usurpé.

Chapitre II. La dictature du prolétariat, la violence révolutionnaire et l'autodétermination des peuples

Dans ce chapitre, nous passons des faits qui ont assuré la dictature à l'analyse de la dictature. Les faits nous ont montré qu'aucun respect n'a été accordé aux acquis de la révolution de février qui devait mener à l'exercice de la souveraineté par le peuple. Pouvons-nous voir dans la dictature une

¹ Ibid., p. 519.

² Lénine, Déclaration des droits du peuple travailleur et exploité, Œuvres choisies, op. cit., vol. II, p. 536.

³ Rutych, op. cit., p. 134.

⁴ Lénine, Des gens de l'autre monde, (janvier 1918) Œuvres choisies op. cit., vol. II, p. 538.

⁵ Lénine, Projet de décret sur la dissolution de l'assemblée constituante (janvier 1918) Œuvres choisies, op. cit., vol. II, pp. 540-541.

raison suffisante pour ce qui est arrivé? Pouvons-nous espérer de la dictature une compensation au niveau du résultat?

Les auteurs soviétiques considèrent la dictature du prolétariat comme un "démocratisme prolétarien", un "nouveau type de démocratie"¹. Medvedev, un auteur dissident, affirme pour sa part que la révolution d'octobre est de "nature démocratique et humaniste"². Il accuse les dirigeants soviétiques d'être à la base de manque de liberté en Union Soviétique³. Il refuse donc d'accuser le système.

Quelle est la part de vérité dans ces affirmations? Qu'est-ce que la "nature" de cette dictature? Quel est le rôle réservé à la souveraineté du peuple et à son droit de décider de son statut politique? Ce sont des questions auxquelles nous devons répondre.

Section I. La conception de Lénine

1) Une réalité et une justification

La politique est l'art du possible. Elle est opportuniste par nature. Les justifications et les légitimations ne sont souvent que prétextes illusoires. Toute politique ainsi a pour antichambre les prétextes mais pour logement la force.

Le pouvoir en Russie a une notoriété. L'histoire du tsarisme, tout en étant de légitimité divine, est "l'histoire des détrônements, des assassinats, des violents changements de règne". La politique y est faite avec et la légitimité et la force. Pierre le Grand a risqué d'être la victime de Sophie, sa sœur aînée. Catherine II supprime ses rivaux, son mari Pierre III et Ivan, neveu de Pierre le Grand. Un grand duc le rappelle au Prince Félix Youssouppoff qui venait d'assassiner Raspoutine, en lui disant: "Le trône de Russie n'est ni héréditaire ni électif, il est usurpatoire. Profite des événements; tu as tous les atouts en mains. La Russie ne peut rester sans monarque: la dynastie des Romanov est discréditée"⁴. Ce duc était Nicolas Michailovitch.

Comme l'a écrit Philippe Sagnac: "cet immense empire est depuis la mort de Pierre le Grand, gouverné par "sa majesté le hasard", sans règle de succession au trône, dans un arbitraire complet, au milieu de continuelles révolutions de Palais"⁵.

Le pouvoir qu'a usurpé Lénine, l'a été selon les méthodes usuelles. Ce sont là les règles du jeu. Il ne faut pas trop se faire d'illusions. Qui plus que

¹ Tchkhikvadze, V. M., L'État soviétique et le droit, Ed. du progrès Moscou, 1971, p. 62 (ci-après: Tchkhikvadze).

² Medvedev, Le stalinisme, op. cit., p. 42.

³ Medvedev, De la démocratie socialiste, op. cit., pp. 56, 58.

⁴ v. Jaray, op. cit., pp. 198-199.

⁵ Loc. cit.

Masaryk connaît les soviétiques? Il nous affirme: "Ils ont réussi à se débarrasser du tsar, mais non du tsarisme. Ils portent toujours l'uniforme tsariste, mais retourné"¹. Lénine lui-même le reconnaît dans son testament: L'appareil d'État d'après la révolution n'est rien autre que l'appareil de Russie tsariste "badigeonné légèrement d'un vernis soviétique"².

Lénine, en plus de la force, a tenté de légitimer son action en recourant à la conception de la dictature du prolétariat. Mais les empreintes de la force sont bien enfoncées dans la peau de cette conception qui ne reçut jamais un développement satisfaisant de la part de Marx, même s'il se réfère très souvent à celui-ci. Toute politique exige la force et la justification. Le simple fait que Lénine se soit efforcé de bien argumenter ses actes et à dépasser la force pure et simple pour la conjuguer dans le cadre d'un système, doit être considéré comme un point positif qu'il ne faut pas négliger.

2) La dictature du prolétariat

Le marxisme emprunte des termes classiques tout en les chargeant d'un sens nouveau. Qu'est-ce que la dictature et la démocratie au sens classique?

La dictature dans l'ancienne Rome était une institution politique qui consistait dans la nomination d'un magistrat extraordinaire selon les usages constitutionnels établis, par l'organe ordinaire du pouvoir, pour un temps limité, dans le but de rétablir et sauvegarder l'ordre constitutionnel qui se trouve menacé (p.ex. à cause d'une guerre)³.

La démocratie, de l'autre côté, est une notion qui signifie "le pouvoir du peuple", expression grecque acceptée d'ailleurs comme base de discussion par Baller, un auteur soviétique⁴. Dans la philosophie politique, cela veut dire que les citoyens ne se considèrent pas comme soumis à l'État qui leur impose des devoirs, mais qu'ils forment une entreprise commune, qu'est l'État, dans lequel ils ont accepté réciproquement des droits et des devoirs. C'est donc l'idée de participation du peuple à la gestion de leurs biens communs⁵.

Pour le marxisme, ces deux notions changent de sens. Du moment que le pouvoir n'est plus considéré comme un organe pour les biens communs mais plutôt comme une institution ne représentant que la classe dominante

¹ Ibid., p. 200.

² Lénine, suite des notes 30 déc. 1922, Œuvres choisies, op. cit., vol. III, p. 759.

³ Dictatorship in marxism, communism and Western society, a comparative encyclopedia, Kernig (ed.) Herder and Herder, N.Y. 1972, vol. II pp. 420-421 (ci-après: Marxism, communism and western society).

⁴ Baller, E., La démocratie socialiste et l'individu, APN, Moscou, 1974, p. 23.

⁵ v. l'article très intéressant de Marks J. H. on citizenship in the Near East, in Humanoria islamica, vol. II/1974, pp. 197-204.

et l'existence même de ce pouvoir, est due à l'existence d'une contradiction entre une classe dominante et une classe dominée¹, ce pouvoir devient une dictature qui vise à sauvegarder les droits et l'ordre légal de la classe dominante.

La dictature est pour le marxisme la règle alors que pour Rome elle était l'exception. Car si, à Rome, la stabilité était la règle à laquelle correspond un régime ordinaire, pour le marxisme l'histoire humaine n'est rien d'autre qu'une lutte continue; seuls la révolution et le communisme peuvent établir l'ordre stable. Il en résulte que tout pouvoir est une dictature jusqu'au jour où il n'y aura plus de classes, et donc pas de pouvoir.

Différents textes de Lénine nous montrent que la dictature du prolétariat (ce terme nous l'étudierons après) est une forme de gouvernement pour une période transitoire visant à détruire l'antagonisme de classes en détruisant son adversaire, la bourgeoisie. "La lutte du prolétariat contre la bourgeoisie, écrit-il, devient inévitablement une lutte politique tendant à la conquête du pouvoir politique (dictature du prolétariat)"². " ... la domination politique ... du prolétariat, ... sa dictature, ... un pouvoir qu'il ne partage avec personne et qui s'appuie directement sur la force armée des masses"³. "La dictature du prolétariat, c'est la guerre la plus héroïque et la plus implacable de la classe nouvelle contre un ennemi plus puissant, contre la bourgeoisie"⁴.

Lénine affirme en se référant à Marx que la dictature vise la restitution de la souveraineté au peuple. C'est une "défense contre la contre-révolution et élimination effective de tout ce qui est contraire à la souveraineté du peuple"⁵. Elle établit une démocratie réelle, pour une classe majoritaire qu'est le prolétariat, contrairement à la dictature de la bourgeoisie qui établit une démocratie de la minorité pour la minorité. Elle finira par établir une démocratie pour tout le peuple lorsqu'il n'y aura ni majorité ni minorité parce qu'il n'y aura ni de classe dominée ni de classe dominante⁶.

¹ Lénine, *L'État et la révolution*, (août 1917), Œuvres choisies, op. cit., vol. II, pp. 306, 314, 354; Tchkhikvadze, op. cit., pp. 13, 16.

² Lénine, Marx (1914) Lénine, Marx, Engels, marxisme, éd. du progrès Moscou (s.d.), p. 34 (ci-après: Lénine, Marx).

³ Lénine, *L'État et la révolution*, (août 1917) Œuvres choisies, op. cit., vol. II, p. 307

⁴ Lénine, *La maladie infantile du communisme, le gauchisme* (1920), Lénine, Marx, op. cit., p. 83.

⁵ Lénine, *Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique*, (1905) Œuvres choisies, op. cit., vol. I, pp. 650-651.

⁶ Lénine, *L'État et la révolution* (août 1917) Œuvres choisies, op. cit., vol. II, p. 356; Lénine *la révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*, (octobre 1918) Œuvres choisies, op. cit., vol. III p. 70.

Dans cette dernière situation, se trouve réalisé le principe "de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins". Les hommes respecteront alors "les règles fondamentales de la vie en société", et leur travail devenu productif, "ils travailleront volontairement selon leurs capacités"¹.

Deux points sont donc à la base de cette dictature du prolétariat

1- Le moyen de réaliser la dictature qu'est la violence, et

2- L'agent à la base de cette réalisation qu'est le prolétariat.

Or, c'est sur ces deux points qu'est portée toute la critique adressée au pouvoir exercé par Lénine. On a contesté que le marxisme préconise la dictature, institution de force, et on lui a reproché le fait que ce n'est pas le prolétariat qui exerce la dictature. Ce sont les deux points que nous allons étudier.

3) La dictature en tant que moyen de réalisation; la violence

Jusqu'ici on peut dire que Medvedev a raison de dire que la révolution d'octobre est de "nature démocratique et humanitaire" dans le sens que son essence et ses visées sont démocratiques et humanitaires. Mais le problème n'est pas là. Cela ne suffit pas. Les bonnes intentions ne sont pas tout. Il faut voir comment le marxisme-léninisme met en exécution ses bonnes intentions. Car le judaïsme, le christianisme et l'islam sont aussi de nature démocratique et humanitaire. La différence entre les doctrines n'est pas sur le fond mais sur l'application, sur la manière d'atteindre ce fond.

Le marxisme-léninisme préconise la violence comme moyen pour atteindre ses visées. Cette violence, affirment Marx et Engels, et Lénine ne fait que le confirmer, joue le rôle d'"accoucheuse de toute vieille société qui en porte une nouvelle dans ses flancs". Elle est "inéluçtable"². La révolution qui est le processus de transformation de la société doit être violente. Il est "impossible de substituer l'État prolétarien à l'État bourgeois" sans une "révolution violente"³. C'est une règle générale qui veut que "les grands problèmes de la vie des peuples ne sont tranchés que par la force"⁴.

Le problème de la fin et des moyens est un problème de tout temps. D'où la locution: "La fin justifie les moyens" qui soulève un tas de questions.

Gandhi a été convaincu de l'interaction des moyens et des fins qu'il niait pratiquement que la fin eût une signification en soi. "Nous ne connaissons pas l'objectif, écrivait-il, il me suffit de connaître les moyens. Selon ma philosophie de l'existence, moyen et fin sont des termes interchan-

¹ Lénine, L'État et la révolution (août 1917) (Œuvres choisies, op. cit., vol. II, p. 362

² Ibid., pp. 302-303.

³ Ibid., p. 304.

⁴ Lénine, Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique (1905) (Œuvres choisies, op. cit., vol. I, p. 650.

geables"¹. Medvedev, dont nous citons ce passage, ajoute qu'"une telle interférence envers le concept d'objectif est étrangère au marxisme-léninisme". Il démontre que ni l'église ni la révolution française n'ont adopté une telle philosophie.

Nous nous trouvons donc devant un problème commun. Mais le problème devient intrigant et effrayant lorsqu'une constatation devient une légitimité. Lorsqu'une théorie institutionalise la violence illégale ou lui attribue tout au moins une légitimité extralégale, ou enfin le préconise systématiquement qu'au lieu d'être une exception elle devient la règle, on se trouve alors dans la jungle et non pas dans une société humaine. Car la société humaine exige un dépassement de la force alors que l'animal subit la force en tant que loi de la nature.

Or, c'est là que le problème se pose et non ailleurs et c'est là que le marxisme pêche en accordant à la violence le droit de citoyenneté dans son mécanisme d'application. En la considérant comme inéluctable, elle devient justifiable, légitime, légale, incontestée et incontestable. Ceci mène loin et en dit long.

Medvedev, par conséquent, accuse à tort les dirigeants. Il lui faut s'attaquer au système. D'ailleurs, les dirigeants qu'il attaque ne sont pas plus fautifs que celui qui a adopté le marxisme comme doctrine de l'Union Soviétique: Lénine.

Nous savons en effet que Lénine a mis en application ce système et a préconisé la violence non seulement pour la prise du pouvoir mais aussi pour garder le pouvoir.

Au printemps de 1922, alors que le commissariat à la justice préparait le 1er code pénal de la RSFSR, Lénine envoya une lettre au commissaire du peuple à la Justice: "Les tribunaux, écrit Lénine, ne devraient pas proscrire la terreur - une telle promesse serait se tromper soi-même ou tromper les autres - mais devraient au contraire la fonder et la légitimer sur le terrain des principes, sans aucune hypocrisie, ni fioriture. Elle doit être formulée de façon aussi large que possible car c'est uniquement la conscience de la justice et la conscience révolutionnaire qui détermineront les conditions d'une application plus large ou plus étroite selon le cas"².

Medvedev nous dit que Lénine ébaucha trois projets parmi lesquels deux étaient effectivement "aussi larges que possible", considérant comme coupable de crime contre-révolutionnaire et passible de la peine de mort (rétablie par Lénine après la révolution), toute personne se livrant à une "pro-

¹ Medvedev, le stalinisme, op. cit., p. 444.

² Cité par Medvedev, le stalinisme, op. cit., p. 446.

pagande ou agitation" qui aiderait concrètement ou qui pourrait éventuellement aider l'ennemi bourgeois international¹.

Les crimes de Staline ont soulevé une tempête de mécontentement et provoqué une analyse qui tentait d'empêcher une répétition du phénomène. Est-ce la faute de Staline ou est-ce plutôt la faute du système? C'est la question à laquelle on voulait répondre

Des auteurs refusèrent d'admettre que le marxisme abrite la violence dans son sein, d'autres adoptèrent le marxisme sans la violence. Ce problème n'est pas d'hier. Il date d'avant Staline.

Medvedev, analysant le stalinisme, ne semble pas avoir une réponse assez claire. Et cela se comprend d'un auteur qui doit parler avec ses dirigeants un langage qu'ils comprennent. Il fait tout pour éviter d'attaquer le système. Il va jusqu'à citer Marx qui critiquait Robespierre et St. Just. Selon Marx, ils étaient incapables de comprendre les maux dont souffrait la société et ainsi ils considérèrent les pensées contre-révolutionnaires comme leur seule cause et la guillotine comme leur seul remède².

Un auteur occidental, le Prof. Avineri, exempte le marxisme de la violence et du terrorisme. La controverse qui a opposé Kautsky et Lénine, d'après cet auteur, est à l'origine d'un grave malentendu, dit-il. Elle avait surgi sous des pressions politiques telles qu'elle n'avait pas pu aider à tirer l'analyse marxiste elle-même de la question³. Il se réfère à Marx qui considère que la terreur est moins un moyen pour la réalisation d'un but révolutionnaire que le signe d'insuccès et d'échec⁴. Avineri cite plusieurs textes de Marx et d'Engels sur leur désapprobation de la violence⁵.

Veljko Koroc, dans son analyse du stalinisme, voit dans celui-ci le résultat d'une société qui est passé au socialisme avant de traverser l'étape du capitalisme. C'est donc le problème de l'insertion de la société précapitaliste qui se voit posée, et qui, d'après nous, ne peut être d'une grande aide car la violence existe même dans la marche normale de la société préconisée par Marx.

Un autre groupe d'auteurs refuse la violence comme moyen pour réaliser le socialisme. Ils acceptent le marxisme mais sans son côté violent. C'est Bernstein qui est le père spirituel de ce groupe.

La pensée de Bernstein se résume dans son désir que la SPD prépare les classes ouvrières à l'apprentissage de la démocratie et que le changement

¹ Ibid., p. 447.

² Ibid., pp. 445-446.

³ Avineri, op. cit., p. 187.

⁴ Ibid., p. 188.

⁵ Ibid., pp. 191-193.

de la société soit accompli par la voie démocratique. Il croyait que le processus démocratique était plus durable qu'un changement révolutionnaire. C'est l'objet du débat classique entre communistes et socialistes. Bernstein procède d'une façon originale. Il emploie des textes du marxisme contre le marxisme. Il renvoie les lecteurs aux écrits des fondateurs qui ont des vues controversées: préface au Capital 1867; préface au Manifeste communiste 1872, la note de l'édition de 1884 de Misère de la philosophie, préface aux Lutttes des classes en France 1895. Il montre ainsi que Marx et Engels ont revu leurs idées et que la théorie marxiste a connu une évolution¹.

Marx et Engels, affirme Bernstein, ne font que des allusions à l'évolution du capitalisme et l'adaptation de leur théorie. Il faut alors la développer en la soumettant à la critique, au lieu de la garder comme "un simple objet de curiosité que l'on sort de son écrin d'argent en des circonstances solennelles pour oublier ensuite"².

Il est alors aisé à Bernstein de s'attaquer à ce qui ne lui plaît pas le jugeant comme démodé. Le terrorisme prolétarien a fait l'objet de telles attaques. Cette "puissance magique" du marxisme est qualifiée de réactionnaire, politiquement et économiquement surtout lorsqu'on la met en œuvre contre la démocratie bourgeoise"³. Il recourt à un texte d'Engels qui prône le suffrage universel et l'action parlementaire comme moyens de l'émancipation des travailleurs⁴. Il rappelle que les choses ont changé et que "de nos jours, en votant ou en manifestant, nous imposons des réformes qui eussent nécessité, il y a cent ans, des révolutions sanglantes"⁵.

Lénine s'est opposé au premier comme au deuxième argument. La plus intéressante de ses réponses, c'est sa référence à une lettre de Marx à Weydemeyer en date du 5 mars 1852 publiée dans la Neue Zeit en 1907 où il déclare que la lutte de classe en soi n'a pas été inventée par lui. Sa contribution originale consiste en trois points:

- "1- démontrer que l'existence des classes n'est liée qu'à des phases du développement historique de la production
- 2- que la lutte de classe conduit nécessairement à la dictature du prolétariat
- 3- que cette dictature elle-même ne constitue que la transition à l'abolition de toutes les classes et à une société sans classes".

¹ Bernstein, E., Les présupposés du socialisme, éd. du Seuil, Paris, 1974, pp. 45-48

² Ibid., p. 49.

³ Ibid., p. 61.

⁴ Ibid., p. 60.

⁵ Ibid., p. 18.

Lénine tire la conclusion que ceux qui ne reconnaissent que la lutte de classe ne sont pas des marxistes. "Limiter le marxisme à la doctrine de la lutte de classes, c'est la tronquer, la déformer, la réduire à ce qui est acceptable pour la bourgeoisie" et il ajoute "celui-là seul est un marxiste, qui *étend* la reconnaissance de la lutte des classes jusqu'à la reconnaissance de la dictature du prolétariat" (souligné par Lénine)¹.

4) Le prolétariat: sujet du pouvoir

Qui exerce le pouvoir? C'est le problème du porteur de la souveraineté qui se pose. En effet, si tout pouvoir est une dictature d'une classe, il faut aussi que cette classe exerce effectivement ce pouvoir, qu'elle ait en mains le pouvoir. Dans le cas de la dictature du prolétariat, c'est le prolétariat qui devrait exercer le pouvoir (=la dictature).

Or, on a accusé Lénine d'avoir agi en blanquiste et en dictateur. De quoi s'agit-il?

Le blanquisme, un courant politique français, basait son action principalement sur la conspiration d'une petite minorité d'intellectuels. Cette accusation a été adressée particulièrement par Bernstein contre le marxisme en général. Partant d'un groupe d'organiseurs dissidents, les marxistes visent à s'approprier le pouvoir. C'est, d'après Lénine, l'accusation la plus malveillante et la plus répandue².

Le problème du blanquisme est rattaché de près au problème de la dictature.

Bernstein refuse ce côté du marxisme comme démodé, suranné et qui appartient à une civilisation basse³.

Kautsky, le plus éminent socialiste de la 2ème Internationale, était choqué par le terme "dictature" qui, pris "à la lettre", signifierait un "pouvoir personnel d'un seul individu, qui n'est lié par aucune loi"⁴. Il nie que le marxisme ait préconisé cette institution. Le terme serait, d'après lui, employé une seule fois par Marx et le sens n'est pas facile à établir⁵.

Il est facile pour Lénine de prouver que Marx s'est servi plus d'une fois de ce terme⁶, mais ce qu'il ne peut pas prouver, c'est s'il s'est conformé à la

¹ Lénine, l'État et la révolution, (août 1917) Œuvres choisies, op. cit., vol. II, pp. 312-313. Le passage cité est ajouté par Lénine dans la deuxième éd. qui date de déc. 1918.

² Lénine, le marxisme et l'insurrection (sept. 1917) Œuvres choisies op. cit., vol. II, p. 386.

³ Bernstein, E, Evolutionary socialism, a criticism and affirmation, N.Y., 1961, pp. 145 ss.

⁴ Cité par Lénine, La révolution et le renégat Kautsky, (oct. 1918) Œuvres choisies, op. cit., vol. III, p. 70.

⁵ Ibid., p. 68.

⁶ v. en plus du texte cité à la note 120, Krassine, Y, Le léninisme et la révolution, APN, Moscou (s.d. 1972?) p. 35 et Tchkhikvadze, op. cit., p. 45.

signification de ce terme. En effet Kautsky accuse les bolcheviks de chercher un appui dans les idées de Marx pour justifier leurs actes: "since democracy had not fulfilled their expectations, established their own dictatorship in the name of the dictatorship of the proletariat"¹.

Rosa Luxembourg, alors qu'elle a soutenu l'action des bolcheviks, a conditionné son soutien. La même peur de Kautsky se retrouve chez elle: une dictature dans le mauvais sens. Elle demanda plus de contrôle public, de liberté de presse, de liberté de réunion, dans le cadre de la dictature bolchevik: "Freedom only for the supporters of the government, only for the members of one party - however numerous they may be - is no freedom at all"². Et elle ajoute qu'avec la suppression de la vie politique, on finira par la concentration du pouvoir dans les mains d'une douzaine de personnes. Ce sera alors non pas la dictature du prolétariat mais "only the dictatorship of a handful of politicians"³.

Lénine ne refuse pas l'accusation portée contre la dictature. Il affirme qu'elle est "un pouvoir qui s'appuie directement sur la violence et n'est lié par aucune loi"⁴. Mais il réfute l'accusation de blanquisme qui est défini par lui comme "la prise du pouvoir par une minorité"⁵. Le marxisme ne peut être qualifié de blanquisme. Le premier, selon Lénine, se distingue du second par les trois points suivants:

- 1- "L'insurrection doit s'appuyer non pas sur un complot, non pas sur un parti, mais sur la classe d'avant-garde
- 2- L'insurrection doit s'appuyer sur l'élan révolutionnaire du peuple
- 3- L'insurrection doit surgir à un tournant de l'histoire de la révolution ascendante où l'activité de l'avant-garde du peuple est la plus forte, où les hésitations sont les plus fortes dans les rangs de l'ennemi et dans ceux des amis de la révolution faibles, indécis, pleins de contradictions"⁶.

Bref, une insurrection ne peut être blanquiste, mais marxiste une fois qu'elle remplit les conditions qui font qu'elle est "mise à l'ordre du jour par le cours objectif des événements"⁷.

¹ Kautsky, K., *Terrorism and communism*, The labour publishing co., Londres, 1920 p. 209 et pp. 162 ss.

² Luxembourg, R., *The russian revolution, and lininism or marxism?* Ann Arbor, Michigan, 1961, p. 69.

³ Ibid., p. 71.

⁴ Lénine, *La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky* (oct. 1918) Œuvres choisies, op. cit., vol. III, p. 71.

⁵ Lénine, *Lettres sur la tactique*, (avril 1917), Lénine, Marx, 92. op. cit., p. 394.

⁶ Lénine, *Le marxisme et l'insurrection*, (sept. 1917), Œuvres choisies, op. cit., vol. II, p. 386.

⁷ Ibid., p. 387.

Pour nous, ce sont les deux premières conditions qui nous intéressent parce qu'il s'agit du peuple comme base de légitimité et du fait que la troisième appartient à l'opportunité de faire ou de ne pas faire.

La dictature du prolétariat étant la domination d'une majorité sur la minorité exige que le peuple - cette majorité opprimée - puisse appuyer cette dictature. C'est alors seulement que cette dictature devient légitime et exprime le vrai sens que lui donne le marxisme, et du même coup les accusations des opposés tombent vu qu'elle ne signifie rien d'autre que le pouvoir d'une majorité. Or, l'élément peuple est pris en considération par Lénine dans ce que nous avons cité. Reste à savoir si la question de la manifestation de volonté de ce peuple et son consentement est respectée¹.

Le sujet du processus révolutionnaire dans l'expression "dictature du prolétariat", comme dans celui de l'expression de "souveraineté du peuple" est le prolétariat. En effet, le marxisme ne conçoit pas une entité qui s'appelle le peuple dans le sens général, abstraitement, mais il exige la distinction entre les composantes de ce "peuple", les classes². Mais qu'est-ce que le prolétariat, cette majorité?

Le terme prolétaire est un terme technique de l'administration romaine et signifie le citoyen de la 6ème et dernière classe de la société. Cette classe n'avait pas de propriété et était exempte d'impôts. Elle n'était utile que pour les enfants qu'elle met au monde et qui, tombant en esclavage ou enrôlés dans l'armée, sont producteurs ou serviteurs de la société. Cette institution est due à Servius Tullius.

Ce terme employé par la suite à travers les siècles, a perdu son sens technique et délimité. Chez Marx, le terme, tout en étant confus et imprécis, sert à désigner une classe sociale qui est le produit de la société industrialisée. C'est la classe qui n'a rien et qui se vend pour vivre.

Lorsque la révolution d'octobre éclata en Russie, le terme ne devint que plus confus et plus imprécis. La révolution était supposée dirigée par une majorité de la population tombée dans le stade du prolétariat - d'où la différence entre blanquisme et marxisme" alors que la Russie était le pays d'Europe comptant le moins de prolétaires selon Marx lui-même. Dans tous les cas les prolétaires n'étaient pas une majorité. On tombe alors dans l'alternative de donner le terme prolétariat à une catégorie de classe autre que celle désignée par Marx (et donc ce n'est plus du marxisme), ou de

¹ Dans le cas où c'est une dictature de la majorité (= pouvoir de la majorité) l'élément "force" devient plus légitime en vue de l'obtention du pouvoir par cette majorité, si la minorité le refuse. La force en dernier ressort est une légitime défense.

² Lénine, Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique (1905) (Œuvres choisies, op. cit., vol. I, pp. 650-651).

maintenir le terme et son contenu marxiste et qualifier ce qui s'est passé en Russie de blanquisme. Une troisième alternative n'existe pas dans une logique saine.

Lénine ne donne nulle part une définition identique et précise à travers ses écrits. Citons quelques textes.

" ... le pouvoir des bolcheviks, c-à-d. le pouvoir du prolétariat auquel est assuré le soutien sans réserve des paysans pauvres"¹.

Ici le prolétariat est assimilé au parti bolchevik.

"Le prolétariat ne pourra pas, nous dit-on, faire fonctionner l'appareil d'État. La Russie a été dirigée, depuis la révolution de 1905, par 130.000 propriétaires fonciers ... Et les 240.000 membres du parti bolchevik ne pourront, prétend-on, diriger la Russie, la diriger dans l'intérêt des pauvres et contre les riches"².

Ici aussi, il s'agit du parti bolchevik.

"Étant donné le rôle économique qu'il joue dans la grande production, le prolétariat est seul capable d'être le guide de toutes les masses laborieuses et exploitées"³.

"Seule une classe déterminée, à savoir les ouvriers des villes et en général les ouvriers d'usines, les ouvriers industriels, est capable de diriger la masse des travailleurs et des exploités dans la lutte pour renverser le joug du capital, au cours même de ce renversement, dans la lutte pour renverser et consolider la victoire, dans l'œuvre de création d'un ordre nouveau, socialiste, dans la lutte pour supprimer totalement les classes"⁴.

Dans ces deux derniers textes, le prolétariat semble être compris dans le sens donné par Marx "classe ouvrière de l'industrie". On voit alors la confusion que crée l'assimilation du Parti bolchevik (un parti minoritaire) au prolétariat industriel (une classe minoritaire en Russie) et les deux à la majorité.

De tout cela, il résulte que la peur de Kautsky et de R. Luxembourg semblent se justifier: c'est la peur qu'un groupe de personnes sous la nomination de Parti marxiste, usurpe le pouvoir parce qu'ils prétendent être le représentant légitime de la majorité sans être ni marxiste ni représentant de

¹ Lénine, Les bolcheviks garderont-ils le pouvoir? (sept. 1917), Œuvres choisies, op. cit., vol. II, p. 436.

² Ibid., p. 422.

³ Lénine, L'État et la révolution (août 1917) Œuvres choisies, op. cit., vol. II, pp. 306-307.

⁴ Cité par Tchkhikvadze, op. cit., tiré de Lénine, Œuvres complètes t. 29, p. 424.

la majorité. De ce fait, le prolétariat se trouverait transformé d'un sujet en un objet du processus révolutionnaire, selon l'expression de Marcuse¹.

Lénine n'est que trop conscient de cette impasse puisqu'il préconise la conquête de la masse au lieu de la consulter ou de lui demander son consentement². Il qualifie le suffrage universel d'"instrument de domination de la bourgeoisie"³. Majorité et violence semblent être deux termes interchangeables. Lénine les place dans la même phrase: "Pour devenir le pouvoir, les ouvriers conscients doivent conquérir la majorité: aussi longtemps qu'aucune violence n'est exercée contre les masses il n'existe pas d'autre chemin pour arriver au pouvoir"⁴.

Un livre soviétique vient à notre secours. Les auteurs de ce livre font une distinction entre "la dictature du prolétariat" et "la dictature de l'immense majorité du peuple". Ils se réfèrent à un texte de Lénine opposant "la dictature du peuple révolutionnaire" et "la dictature de l'immense majorité du peuple". Lénine prendrait en considération la 1ère dictature "dictature du prolétariat" car la deuxième contient "des gens abrutis physiquement, terrorisés, des gens abrutis aussi moralement ... "⁵.

Bref, le terme majorité n'a pas le sens que nous lui donnons. La majorité n'est pas arithmétique. Lénine ne consulterait que la classe qui n'est pas abrutie. Mais qui est l'arbitre? Quel est le critère pour dire qu'un tel est abruti? Et pourquoi? Lénine ne nous le dit pas explicitement. Mais cela se comprend. Seules les personnes qui seraient en accord avec lui sont non abruties et celles-ci sont la majorité. Mais nous retombons là dans le blanquisme.

Section II. Le rôle du Parti et le droit du peuple

Le peuple, la majorité, contrairement à ce qu'affirme Lénine, n'a pas exercé sa souveraineté lors de la prise du pouvoir par le Parti bolchevik. C'est un pouvoir qui lui a été imposé selon la méthode blanquiste. Il nous faut néanmoins voir dans quelle mesure le peuple, malgré cette usurpation, a la possibilité de participer à la gestion de sa vie politique. C'est ce que nous verrons dans cette section et dans la suivante. Celle-ci est consacrée au rapport du peuple avec le Parti, et la suivante, au rapport du peuple avec l'État.

¹ Marcuse, H., *Soviet marxism, a critical analysis*, Columbia Univ. Press, N.Y. 1958.

² Lénine, VII conférence de Russie du POSD(b)R (avril 1917), Œuvres choisies, op. cit., vol. II, pp. 104-105.

³ Lénine, l'État et la révolution (août 1917), Œuvres choisies, op. cit., vol. II, p. 298.

⁴ Lénine, Sur la dualité du pouvoir (avril 1917), Œuvres choisies, op. cit., vol. II, p. 42.

⁵ Kérimov, D., Tchekharine, E., *Socialisme, démocratie, idéologie*, APN, Moscou, 1973, p. 27; le texte cité de Lénine est tiré des Œuvres complètes, t. 10, p. 253.

1) Le Parti, organe extrajuridique

Le Parti communiste de l'Union Soviétique concentre dans ses mains tout le pouvoir en URSS. Il constitue, selon les paroles d'un livre moderne soviétique, "la force qui dirige et oriente l'État socialiste soviétique". "Il assure les efforts conjugués de toutes les organisations de masse, mobilise l'énergie créatrice du peuple soviétique, bâtisseur du communisme"¹. Nous étudierons par la suite le rôle joué par lui dans divers domaines.

Malgré la grande importance que joue le Parti, il n'a figuré ni dans la constitution de 1918, ni dans celle de 1924. La constitution de 1936 ne mentionne le Parti qu'une seule fois et ne lui accorde qu'un demi article dont les auteurs soviétiques déduisent son activité qui n'a jamais changé depuis bien avant 1936 jusqu'à nos jours sinon dans la forme. Cet article dit:

"Conformément aux intérêts des travailleurs et dans le but de développer l'initiative des masses politiques en matière d'organisation, ainsi que leur activité politique, le droit est assuré aux citoyens de l'URSS de s'unir en organisations locales: syndicats professionnels, unions coopératives, organisations de jeunesse, organisations sportives et de préparation militaire, sociétés culturelles, techniques et scientifiques, *cependant* (souligné par nous) que les citoyens les plus actifs et les plus conscients de la classe ouvrière et des autres couches de travailleurs, s'unissent dans le parti communiste de l'URSS qui est l'avant-garde des travailleurs dans leur lutte pour le renforcement et le développement du régime socialiste et qui représente le noyau directeur de toutes les organisations de travailleurs tant sociales que politiques" (art. 126).

En URSS, une distinction est faite entre l'État et le Parti. La constitution, elle, est la loi fondamentale de l'État. Chacun des deux a une fonction particulière. La fonction du Parti "est politique" "et non administrative"; il "détermine les tâches des organes de l'État soviétique"². Il se trouve bien en dessus de l'organisation étatique, sans se confondre avec elle. Il est qualifié de chef d'orchestre, d'après l'expression même de Lénine³.

Il est donc inutile d'aller chercher le rôle du Parti dans les lois de l'État soviétique. La vraie participation du peuple, si participation il y a, doit, d'autre part, être appréciée avant tout dans le rôle du peuple dans ce groupe de "citoyens les plus actifs et les plus conscients". Il ne suffit donc pas de se laisser fasciner par des textes légaux bien présentés. Ces textes ne doivent être examinés qu'en deuxième lieu.

¹ Tchkhikvadze, op. cit., p. 161.

² Loc. cit.

³ Ibid., p. 86.

2) Le peuple et la loi du Parti

La participation du peuple dans la cité, la polis, est avant tout effectuée par l'élaboration des lois le régissant. Pour simplifier au maximum les sortes de pouvoir en degré de représentativité dans ce côté, nous prenons la division faite par le fondateur de l'histoire et de la sociologie, le philosophe arabe Ibn-Khaldoun.

D'après cet auteur, il existe trois sortes de pouvoirs. Le premier est le pouvoir naturel qui requiert la domination et la violence "qui expriment le caractère irascible et animal de la nature humaine". Ce pouvoir finit vite par disparaître parce que "les décrets du souverain s'écarterent ... en général, de la justice". Le deuxième pouvoir est le pouvoir rationnel laïque qui succède au premier pouvoir. Le peuple intervient pour institutionaliser le pouvoir en fixant les normes d'après lesquelles tout souverain doit les régir. Ce sont les sénats du peuple qui fixent les lois. Le troisième est le pouvoir théocratique où ce n'est pas le peuple qui fixe la loi mais elle est communiquée par l'Être divin, à travers une personne choisie par lui comme "un prophète" qui connaît mieux que la masse ce qui est bon pour elle"¹.

Cette division a le mérite d'être très simple et établie en plus par un auteur le mieux placé pour nous décrire le pouvoir naturel et le pouvoir théocratique, vu qu'il s'occupa principalement de l'étude de la société primitive et la société théocratique type, la société islamique.

Dans les 1ère et 2ème sortes de pouvoir, le peuple ne dit pas un mot. Il se trouve sous l'emprise d'une loi extérieure à lui, où on ne lui demande de s'exprimer que lorsque cette loi le lui permet. La 2ème sorte de pouvoir, la seule qui respecte la souveraineté du peuple, ne peut absolument pas être envisagée pour le cas du pouvoir en URSS, car le peuple ne participe pas à l'élaboration de la loi du Parti. Ce pouvoir a la possibilité de se placer ou dans la 1ère ou dans la 3ème sorte de pouvoir. Il peut être considéré comme un pouvoir naturel parce que le Parti qui s'impose au peuple élabore lui-même sa loi. Il peut aussi être considéré comme un pouvoir théocratique si l'on considère le marxisme comme une religion (et nous le prouverons) dont les préceptes sont appliqués par le Parti. En effet, Lénine prend le marxisme pour une prophétie scientifique: "On ne croit plus, Dieu merci, aux miracles. Les prophéties miraculeuses sont des contes, mais les prophéties scientifiques sont un fait acquis ... Géniale prophétie"².

¹ Ibn-Khaldoun: Discours sur l'histoire universelle (Al-Muqaddima), Trad. par V. Monteil, Imprimerie catholique, Beyrouth, 1967, t. I, pp. 368-369.

² Lénine, Paroles prophétiques (juin 1918), Lénine, Marx, op. cit., p. 432.

Quant à nous, nous considérons le pouvoir en URSS aussi bien comme un pouvoir naturel (pour ce qui est d'origine du Parti), que comme un pouvoir théocratique (pour ce qui est pris du marxisme).

Il est vrai que Lénine n'admet pas que le marxisme est un dogme, mais il fait comme s'il l'était, puisqu'il condamne ses adversaires et emploie la violence contre eux, non pas au nom d'une légitimité acquise du peuple mais au nom de cette doctrine.

Bref, ni la doctrine sur laquelle se base Lénine, modifiée par celui-ci à son gré, ni les statuts du Parti qui s'inspirent ou prétendent s'inspirer de cette doctrine, ne sont fixés après consultation du peuple.

3) Le peuple et le choix des membres du Parti

Après la fixation de la loi par le peuple, - ce qui manque dans le cas de l'URSS -, il faudrait voir le deuxième point: le choix des membres du Parti. Y a-t-il une représentativité du peuple au sein de ce groupe minoritaire qui gouverne le peuple? Ceci est important, parce que même si le Parti applique un dogme, dans le cas où il représente le peuple il finit par casser ou éluder le dogme pour une raison ou une autre.

Il faut tout de suite écarter la possibilité du choix d'un membre du Parti par le peuple. Le Parti, avant la révolution, était secret. Mais tant avant qu'après la révolution, Lénine défendit l'idée d'un parti qui choisit rigoureusement ses membres, plutôt que la notion d'organisation "élastique" largement ouverte aux nouveaux membres. Le choix des membres est effectué à partir des organisations primaires du Parti qui sont établies dans les lieux d'emploi tels que les usines, les offices du gouvernement, les fermes étatiques ou collectives, les universités et unités militaires. L'admission est faite à titre personnel - et c'est important à noter. Une collectivité ne peut pas forcer le Parti à accepter un membre parce qu'il est son représentant. Les trois recommandations requises pour l'admission sont, d'autre part, à acquérir par les candidats auprès des anciens membres du Parti (membres depuis 5 ans). La décision d'admission aussi est prise par la conférence du Parti du district etc. ... et elle est prise après une année d'essai. L'exclusion d'un membre, enfin, est aussi décidée par les organes du Parti¹.

Il y a donc une coupure entre le peuple et le Parti. Les auteurs soviétiques ne sont pas insensibles à cette séparation entre le peuple et le Parti qui fait de celui-ci une société privilégiée exerçant le pouvoir sur un peuple dont elle ne reçoit aucun ordre, dont elle n'a pas à demander le conseil et enfin dont elle ne subit aucun contrôle. Ces auteurs pensent combler cette cou-

¹ v. Hazard, op. cit., pp. 21-22 et Chambre, L'Union soviétique, introd. à l'étude de ses institutions, 2ème éd., Pichon, Durand-Auzias, Paris 1966, p. 21 (ci-après: Chambre).

pure par le fait que la représentativité au sein du Parti découle de l'appartenance de ces membres à de différents aspects de la vie sociale. Les membres étant des "élites", ils sont supposés "représenter objectivement" chacun son milieu. "Prenant part à l'élaboration de la politique du Parti, à la solution des questions concrètes exigeant l'intervention des organisations du Parti, chaque communiste utilise consciemment ou inconsciemment l'expérience accumulée et traduit la conception de sa classe, de son entourage social"¹.

Ceci, pour nous, ne suffit pas à justifier ou/et à combler la coupure entre le Parti et le peuple. Mais le fait - si c'est le cas - que le Parti est représentatif, amènerait un moindre mal qu'il ne faudrait pas négliger. Or, si l'on se réfère aux statistiques, on trouve que même cette affirmation n'est pas fondée. (V. table 1 qui passe de commentaire)

Le régime soviétique a mis, dès les premiers jours, ses membres dans les positions-clé pour gérer le pays. Staline a pu dire dans un discours devant le CC le 3 mars 1937: "Il y a 30.000 ou 40.000 fonctionnaires moyens; ce sont les officiers du Parti. Ensuite, il y a 100.000 ou 150.000 membres de l'État-major du Parti; ce sont, si l'on veut, les sous-officiers de notre Parti"². Cette vue des choses qui donnent au Parti un aspect bureaucratique n'est rien d'autre que la répétition de l'histoire. Nicolas 1er disait déjà que la Russie tsariste était gouvernée par 40.000 chefs de bureau³.

4) Le pouvoir dans le Parti

Nous n'entendons pas exposer la structure du Parti. Il nous faut simplement voir s'il y a possibilité de bâtir un pont entre le Parti et le peuple à travers les membres du Parti.

Il n'est pas exclu qu'une personne qui n'est pas élue par le peuple puisse être néanmoins un pionnier, dans l'intérêt de ce peuple à cause de sa conscience et hautes qualités personnelles. Ceci est tout à fait possible, à en juger par les condamnations contre des membres du Parti en raison de leur nationalisme. Mais ce qu'il faut remarquer ici est que le système est fait de telle sorte qu'aucune déviation à l'échelon inférieur ne peut passer inaperçue.

Le premier obstacle que rencontre cette éventualité est la limite imposée à la libre expression d'opinion. Le centralisme démocratique tant vanté par les auteurs soviétiques porte en soi un contre-poids. Il est permis que chacun exprime ses opinions mais il est, p. ex., interdit d'en former des frac-

¹ Chakhnazarov, G., *Le Parti communiste dans la société socialiste*, APE, Moscou, 1974, pp. 47-48 (ci-après: Chakhnazarov).

² Cité par Chamberlin, W. H., *L'énigme russe*, éd. de l'arbre, Montréal, 1946, p. 181.

³ Jaray, op. cit., p. 11.

tions. Ainsi, des groupes défendant un intérêt précis ne peut pas se constituer. La discussion en plus ne peut être faite qu'avant la prise de décision - et pas après¹. Cela, comme le signale Medvedev, empêche la correction d'une erreur². Cette décision reste valable jusqu'à ce qu'une personne haut placée, et qui ne risque rien, puisse la remettre en question.

Relevons aussi comme obstacle le principe de l'internationalisme. Ce qui signifie qu'on ne tient compte, dans la politique du Parti, de l'élément ethnique, national ou régional que tant qu'il représente un intérêt internationaliste ou tout au moins qui ne va pas contre l'internationalisme tel qu'il est fixé par les haut placés.

À remarquer ici que les organisations du Parti dans les Républiques portent le nom de la République d'où elles se trouvent: "le Parti communiste de l'Arménie", "le Parti communiste de la Biélorussie", etc. Mais tous deux, dans la théorie comme dans la pratique constituent une partie intégrante du PCUS n'ayant pas plus d'autonomie qu'en ont les organisations régionales du Parti en RSFSR, et leurs membres communistes sont membres du PCUS³. Le Parti d'Ukraine a tenté d'être présenté à titre de membre autonome mais cela lui a été refusé, même dans le cadre du Comintern. Enfin, il est intéressant de souligner que le secrétaire du CC du Parti communiste d'une république n'est pas forcément originaire de cette république⁴.

Le point le plus important dans le fonctionnement du Parti et qui entrave l'établissement d'un pont entre le Parti et le peuple est le centralisme. Il donne aux décisions des organismes supérieurs un caractère strictement obligatoire pour les organismes inférieurs. Ce système empêche tout revirement de la ligne du Parti par des groupements ou des personnes. Il est vrai que l'organisme suprême du Parti est le congrès de toute l'Union et qu'il est constitué de façon plus ou moins représentative. Mais le vrai pouvoir se limite à un cercle assez réduit. Le congrès du Parti ne remplit en soi qu'une fonction propagandiste publicitaire qui ne trompe d'ailleurs aucune personne de bon sens. Plus de 4 mille délégués se rencontrant une fois chaque année pour quelques jours, ne peuvent pas tenir ou prétendre posséder le pouvoir en mains. Non seulement le congrès n'a pas de pouvoir mais son existence même ne lui est pas garantie. Ce qui est le cas aussi de toutes les institutions de représentation du Parti ou de l'État (comme

¹ Medvedev, de la démocratie socialiste, op. cit., pp. 22-23.

² Ibid., p. 62.

³ Rigby, T. H., Communist Party membership in the USSR, 1917-1967, Princeton Univ. Press, Princeton, N.J. 1968, p. 365 (ci-après: Rigby).

⁴ Hazard, op. cit., p. 25.

on le verra après). Staline a pu jouer avec toutes ces institutions comme avec des marionnettes. Il négligea la règle relative à la périodicité des sessions du Congrès du Parti et des plenums du CC. Quelques faits sont bons à citer. Au temps de Lénine, après octobre, il y a eu six congrès 5 conférences et 79 plenums du CC. Dans les 10 ans qui ont suivi sa mort, seulement 4 congrès, 5 conférences et 43 plenums. Entre 1934 et 1953, le nombre s'est réduit encore: 3 congrès, une conférence et 23 plenums¹.

Le plus grave de tout est le danger de mort que courent les membres du Parti. Pour ne citer qu'un exemple, en 1939, 110 des 139 membres et membres suppléants du CC qui avaient été élus au XVIIe congrès du Parti de 1939 furent arrêtés sans aucun recours à la procédure établie par les statuts et règlements du Parti².

Il n'est désormais plus étonnant que seulement un demi article datant seulement de 1936 soit consacré dans la constitution, la soi-dite loi fondamentale de l'État soviétique, à traiter du Parti, l'organe qui possède le plus grand pouvoir en URSS.

Passons sur ces événements fâcheux qui arrivent dans le régime appelé par les auteurs soviétiques comme "le plus démocratique au monde". Pour plus de détails, renvoi est fait au rapport secret de Khrouchtchev et aux deux livres de Medvedev cités dans la bibliographie. Voyons maintenant une matière de moindre importance. Il s'agit d'analyser la fonction de l'État et le rapport entre le peuple et l'État, ainsi que le rapport entre l'État et le Parti.

Section III. Le rôle de l'État et le droit du peuple

D'après les auteurs soviétiques, citant des textes de Lénine, tout le pouvoir appartient aux soviets: "The octobre revolution put an end to the power of the exploiting classes and turned the Soviets into sovereign organs of state power"³. Nous avons vu que le peuple et le Parti sont deux sociétés séparées, la dernière gouvernent la première. Pouvons-nous voir dans ce qu'affirment les auteurs soviétiques une sortie de secours pour la souveraineté du peuple. Nous procéderons dans l'analyse de ce sujet comme nous l'avons fait pour le Parti, afin de voir si la souveraineté du peuple se trouve incarnée dans les soviets et dans quelle mesure⁴.

¹ Medvedev, le stalinisme, op. cit., p. 407.

² Ibid., p. 241.

³ Denisov, A., Kirichenko, M. G., Soviet State law, Foreign language publishing house, Moscou, 1960 (ci-après: Denisov).

⁴ Nous faisons remarquer qu'en 1961, le PCUS a déclaré que la dictature du prolétariat a accompli ses tâches et désormais elle est superflue. L'État s'est transformé en un organe traduisant les intérêts de la volonté de toutes les classes et couches de la société. Il est devenu un "État du peuple entier" (Tchkhikvadze, op. cit., p. 68). Pour nous cette théorie est à but de

1) La représentativité du peuple au sein de l'État

Les auteurs soviétiques accordent autant d'attention que leurs collègues publicistes occidentaux à la représentativité du peuple au sein du gouvernement. "Les organes représentatifs du pouvoir d'État, base politique de l'État socialiste, ... incarnent de façon directe et immédiate la souveraineté du peuple"¹, nous dit un livre soviétique. Or, pour avoir une représentativité du peuple au sein de l'État il faut:

- un système électoral démocratique (étudié sous ce chiffre)
- indépendance des organes élus (étudié sous le chiffre 2)

Lénine considérait que la démocratie bourgeoise est profitable uniquement à la caste dominante qui se servait de ses institutions démocratiques pour opprimer la classe ouvrière. La révolution d'octobre est révolution de cette classe opprimée et vise la domination exercée par elle. Ainsi, elle a été privilégiée par le système électoral établi alors. Dans la constitution de la RSFSR de 1918, une différence fut faite entre la classe ouvrière de l'industrie et la paysannerie: un vote de la ville valait cinq votes de la campagne (article 55)². L'article 65 de la même constitution nomme sept catégories de personnes qui ne peuvent être électeurs (ni élus):

- a- Ceux qui emploient des personnes en vue du profit
- b- Ceux qui vivent d'un revenu acquis en dehors de leur propre travail, tel que l'intérêt sur le capital, entreprises, propriété foncière etc.
- c- Personnes d'affaires privés, agents etc.
- d- Religieux et prêtres de toute sorte de religion
- e- Agents et employés de l'ancienne police, corps spécial de gendarmerie, agents secrets, membres de la dynastie précédemment régnante
- f- Personnes légalement reconnues comme malades mentaux ou imbéciles, et les personnes sous tutelle
- g- Personnes inculpées d'infamie et les mercenaires³.

La plupart de ces restrictions ont été éliminées en 1936 (art. 134 ss. de la constitution). Les inculpés se sont aussi vu accorder le droit de vote par la loi du 25 décembre 1958. Ne restent actuellement que les personnes aliénées et sous tutelle. Ainsi le système électoral est devenu universel et égal. La constitution de 1936 a aussi préconisé le suffrage direct et secret⁴.

propagande.

¹ Tchkhikvadze, op. cit., p. 82.

² Meisel, J. H., Kozera, E. S., Materials for the study of the soviet system, 2ème éd., the George Wahr publishing Co., Ann Arbor, Michigan 1953, p. 86 (ci-après: Materials).

³ Ibid., p. 88.

⁴ v. Latov, V., Le système électoral soviétique, APN, Moscou, 1974.

Cette libéralisation introduite en 1936, tant vantée par les dirigeants et les auteurs soviétiques comme étant une plus grande démocratisation du système - dans la période où le pays passait ses dures épreuves sous le régime stalinien, ne doit pas nous tromper. Cette contradiction n'a rien d'étonnant si l'on étudie l'institution électorale elle-même, car cette libéralisation n'a été en réalité que formelle et n'a pas touché aux dispositions légales concernant le choix des candidats et leur élection. Qu'est-ce que l'élection? Répondons à cette question simple pour ne pas nous laisser prendre par les mots.

L'élection est une institution constituant à assigner une personne à une fonction (par opposition à succession, cooptation, nomination, acclamation). Elle présuppose la possibilité de choisir, ce qui la distingue de la légitimation confirmative¹. L'idée de l'élection est liée à l'idée d'égalité et de liberté.

"Les élections, (c-à-d.) la formation de tous les organes du pouvoir exprimant la volonté du peuple, sont en URSS, un des aspects de la participation directe des citoyens à la gestion de la chose publique"², c'est ce que nous affirment les auteurs soviétiques. Or, une élection libre se caractérise par l'égalité d'accès, la liberté de presse, de réunion, d'association, la diversité de groupes et d'opinion, la possibilité de nomination alternatives et enfin l'égalité d'opportunité.

Il est difficile de parler d'élection en URSS. Il y a avant tout la question de l'existence d'un seul Parti politique et qui est le PCUS. Toute opposition est interdite. Les auteurs soviétiques en sont même fiers: "True, in the Soviet Union there is one-party system, but this is not a shortcoming - on the contrary, it is one of the merits of Soviet democracy in general and the Soviet electoral system in particular. There are no antagonistic classes in the Soviet Union, and therefore there is no basis for the existence of diametrically opposed political parties"³.

D'après un autre auteur, la pluralité des partis, reflet de l'antagonisme des classes, est chose nécessaire en systèmes capitalistes. C'est pour la société bourgeoise une nécessité démocratique⁴. Mais ces auteurs commettent une faute de logique. Ils n'excluent pas l'existence d'un autre parti à côté du parti communiste dans un système socialiste, et tel est le cas dans les pays de l'Est et dans le programme politique des partis communistes occiden-

¹ Voting, Electoral systems, in marxism, communism and western society, op. cit., vol. VIII, 1973, pp. 283-291.

² Tchkhikvadze, op. cit., p. 137.

³ Denisov, op. cit., p. 361.

⁴ Chakhnazarov, op. cit., pp. 11, 14, 15.

taux¹. Cependant, ils se pressent de corriger cette faute de logique en ajoutant que les autres partis, dans les pays de l'Est, "reconnaissent le rôle dirigeant du Parti marxiste-léniniste et œuvrent à ses côtés à l'édification de la société socialiste"². En d'autres termes, l'existence d'un parti autre que le parti communiste n'est que formelle, à titre décoratif et ne joue aucun rôle matériellement. C'est tout au moins ce qu'on lui demande. La tentative en 1968 de reconstituer en Tchécoslovaquie un parti social-démocrate a été taxée dans la presse soviétique et dans une partie de la presse tchécoslovaque d'"antisocialiste" et de "contre-révolutionnaire"³.

Medvedev n'est pas de l'avis des auteurs que nous avons cités et qui prônent le système d'un seul parti dans le régime soviétique. Il conseille le régime dans le sens de la nécessité d'une confrontation de diverses opinions pour avoir "un régime démocratique". Il écrit: "Certes, toute lutte politique comporte un risque. Et pourtant, il faut passer par l'étape de la lutte. Elle est également indispensable en tant que moyen d'éducation politique des masses pour accroître leur initiative et promouvoir au sein de notre société des traditions démocratiques"⁴.

Ce texte de Medvedev est assez éloquent et se passe de commentaires. La deuxième question que soulève le système électoral soviétique concerne le candidat (et c'est la dernière que nous étudierons).

On devine aisément la conséquence d'un régime qui est dominé par le Parti communiste qui ne tolère pas l'existence effective d'un autre parti. Ce parti doit inévitablement intervenir pour faire admettre le candidat qu'il préconise. C'est la moindre des choses pour garantir son maintien au pouvoir.

En URSS, les électeurs ne peuvent pas nommer des candidats. La présentation de ceux-ci est faite par les organisations publiques, le Parti communiste en tête; tels que les syndicats, les associations coopératives, les organisations de jeunesse, les sociétés culturelles. On n'offre aux électeurs qu'un seul candidat, décidé par ces organisations - qui sont elles-mêmes dominées par les membres du Parti⁵. Par ironie, le nom du candidat figure sur le bulletin de vote où l'électeur peut lire: "Ne laissez sur le bulletin que le nom du candidat pour lequel vous votez et rayez les autres". Ce qui se réduit à ne pouvoir rayer que ce seul candidat qui vous est présenté si vous ne le voulez pas. Mais si, dans le cas où vous l'acceptez, vous versez votre

¹ Ibid., p. 20; Tchkhakvadze, op. cit., p. 42.

² Ibid., p. 43; v. aussi Chakhnazarov, 92, 333., p. 19.

³ Medvedev, de la démocratie socialiste, op. cit., p. 132.

⁴ Ibid., p. 359.

⁵ Ibid., p. 171; Tchkhikvadze, op. cit., p. 140.

bulletin dans l'urne électorale immédiatement, dans le cas contraire vous devriez vous abriter dans un cabinet à part; ce qui comporte un risque¹.

Il est vrai qu'une organisation peut présenter plus d'un candidat. Mais le retrait s'effectue avant les élections, pour ne laisser qu'un seul².

Les auteurs soviétiques sont loin de nier que le Parti intervient dans ces élections pour les déterminer. Ils le disent clairement. Les nominations aux postes de l'État et des instances économiques est la prérogative des organes représentatifs et exécutifs du pouvoir et de l'administration, nous dit Chakhnazarov, mais ajoute-t-il "il est clair cependant que le Parti ne se tient pas à l'écart de ce choix. Son rôle dirigeant se traduit ici dans le fait qu'il élabore les principes à la base du mécanisme même du choix et de la répartition des cadres ... Les organisations du Parti ont le droit incontestable de recommander aux organes de l'État les personnes dont les candidatures ont l'approbation et l'appui des collectivités intéressées"³. D'autres auteurs soviétiques ne font qu'affirmer ces mêmes vues: "The communist Party directs the selection, distribution and training of the personnel of the Soviet state apparatus"⁴.

2) Dépendance de l'État du Parti

La première limite à l'indépendance des organismes d'État et de la représentativité du peuple au sein de ces organismes est donnée par le Parti au stade de la formation et de la constitution de ces organismes. Une deuxième limite intervient au stade de la mise en marche de ces organismes étatiques par leur subordination au Parti qui remplit la fonction d'institution supra-étatique du régime soviétique.

Medvedev pousse des cris: "Il est évident, écrit-il, que dans notre pays, les institutions représentatives se trouvent dans une situation humiliante"⁵. "Les sessions du Soviet suprême (organe suprême de l'État!) sont de simples formalités"⁶. "Les soviets de tous les échelons sont devenus "de simples annexes des comités du Parti communiste, des exécutants passifs des directives émanant des organes du Parti"⁷.

Pourtant, c'est le système lui-même qui aboutit à ce résultat. Rien n'est nouveau. Les soviets sont définis comme "direct expression of the dictatorship of the proletariat" ce qui signifie que "all measures aimed at conso-

¹ Medvedev, de la démocratie socialiste, op. cit., pp. 177-178.

² Ibid., p. 177; v. aussi Tchkhikvadze, op. cit., p. 140.

³ Chakhnazarov, op. cit., pp. 65-66.

⁴ Denisov, op. cit., p. 143.

⁵ Medvedev, de la démocratie socialiste, op. cit., p. 169.

⁶ Ibid., p. 170.

⁷ Ibid., p. 171.

lidating the dictatorship of the working class and building a communist society are effected through these organs". "As State organs, the Soviets links the working people of town and country with communist Party"¹. La république des soviets est "a state form of the dictatorship of the proletariat"².

Cet accaparement du pouvoir par le Parti signifie-t-il les prémisses de l'extinction de l'État, la fameuse théorie marxiste-léniniste. D'aucuns seraient tentés de le penser. En réalité l'État en Union Soviétique a commencé à disparaître depuis octobre 1917. Mais entendons-nous bien: de quel État s'agit-il? En Union Soviétique, le terme "État" ne signifie pas fonctionnellement parlant l'État dans le sens occidental. Ce dernier occupe tant la fonction du Parti Communiste que la fonction de l'État au sens soviétique. Il y a une perte de pouvoir de l'État au profit du Parti: c'est la monopolisation du pouvoir dont nous avons parlé qui est à l'origine. Les cris de Medvedev sont donc portés non pas contre la forme actuelle, mais, - même s'il ne le dit pas directement - contre le système ainsi conçu. On ne peut passer sous silence le fameux soulèvement de Cronstadt sous le slogan "Les soviets sans les communistes"³.

En 1921, le soviet de Petrograd était supervisé par Zinoviev et dominé par les membres du Parti. Le nouveau régime réduit tout le système des soviets au service de ce Parti, ce qui révolta les ouvriers. Ils réclamèrent une modification totale de la politique du gouvernement, la liberté de parole, de la presse et de réunion, la mise en liberté des ouvriers socialistes et sans-partis qui se trouvaient en prison. Les manifestations ont troublé la situation. Des arrestations ont été effectuées parmi les rangs de celles-ci. C'est alors que les marins de Cronstadt - qui jadis avaient tiré sur la foule en allégresse devant l'assemblée constituante - se solidarisèrent avec les ouvriers de Petrograd et adoptèrent une résolution appuyant les revendications de ceux-ci, demandant entre autres, la réélection immédiate des soviets par le vote secret, le rétablissement de la liberté d'expression etc.

C'est du vivant de Lénine que tout cela survint. L'écrasement du soulèvement de Cronstadt fut confié à deux hommes du Parti: Trotsky et Toukhatchevski. Les quatorze mille combattants qui se trouvaient à Cronstadt ont affronté les lourdes batteries côtières en mars 1921⁴.

Parallèlement à ces événements sanglants, le Xe congrès du Parti est venu imposer une discipline de fer au Parti interdisant toute faction, et un plus

¹ Denisov, op. cit., p. 139.

² Ibid., p. 9.

³ Histoire du PCUS, op. cit., p. 359.

⁴ Rutych, op. cit., pp. 228-238.

grand contrôle sur les soviets. On lit dans les documents de ce congrès: "Afin de faire régner une discipline stricte à l'intérieur du Parti et dans l'activité des soviets et afin d'obtenir le maximum d'unité en éliminant toute action fonctionnelle, le congrès donne plein pouvoir au CC pour appliquer, au cas où la discipline serait violée et l'action fractionnelle reprise ou engagée, toutes les sanctions du Parti"¹. Lénine, qui rédigea ce texte, condamne sévèrement l'idée d'"opposition ouvrière" qualifiée d'"expression pratique des flottement petits-bourgeois et anarchistes ... (qui) aident pratiquement les ennemis de classe de la révolution prolétarienne"².

L'Histoire du PCUS qui relate le soulèvement de Cronstadt nous informe que les délégués au Xe congrès "qui participèrent sous la conduite de Vorochilov à l'écrasement de l'émeute, montrèrent l'exemple de la bravoure et de l'héroïsme"³.

Comment s'effectue cette subordination de l'État au Parti? Nous savons déjà que, selon les auteurs soviétiques, le Parti joue le rôle de direction politique. Cela signifie d'après Chakhnazarov: "l'élaboration de la ligne politique, le contrôle de la façon dont cette ligne est conforme à la politique du jour, le choix et la répartition des cadres"⁴.

Nous avons vu la façon dont le Parti choisit les cadres. Voyons maintenant les deux autres points et leur fonctionnement. La première raison à la base de la subordination de l'État au Parti, du point de vue pratique est probablement (par degré d'importance) le dédoublement fonctionnel ou le cumul entre l'activité de membre du Parti et membre des organismes de l'État. Ce dédoublement n'est surtout pas fortuit. Il s'effectue dans tous les échelons de l'État où l'on trouve des membres du Parti de tout degré. Cela acquiert une importance particulière à cause de la discipline de Parti à laquelle sont soumis ces membres qui doivent mettre en application les décisions du Parti⁵.

Malgré ce chevauchement, les auteurs soviétiques nous disent que les fonctions du Parti ne doivent pas être confondues avec celles de l'État⁶. Ils laissent ainsi entendre qu'il existe une séparation entre l'État et le Parti et

¹ Lénine, X congrès du PC(b)R, (mars 1921), Œuvres choisies, op. cit., vol. III, p. 589.

² Ibid., p. 592.

³ Histoire du PCUS, op. cit., p. 359.

⁴ Chakhnazarov, op. cit., p. 66.

⁵ v. à ce sujet: Ibid., pp. 65-66; Denisov, op. cit., p. 205; Tchkhikvadze, op. cit., pp. 161-162; Hazard, op. cit., p. 44. Ce que nous venons de dire ne doit pas signifier que tous les membres du gouvernement sont membres du Parti; mais matériellement parlant ce sont les membres du Parti qui dominent l'État.

⁶ Chakhnazarov, op. cit., p. 55; Denisov, op. cit., p. 143; Tchkhikvadze, op. cit., p. 162.

une répartition de compétences. Ce système, d'après ces auteurs, remonte au VIII^e congrès du Parti qui préconisa: "Il ne faut en aucun cas confondre les fonctions des collectifs du Parti avec les fonctions des organes de l'État tels que les Soviets ... Le Parti doit mettre en pratique ses décisions par l'intermédiaire des organismes soviétiques, dans le cadre de la constitution soviétique. Le Parti s'efforce de diriger l'activité des soviets, mais il ne doit pas se substituer à eux-ci"¹.

À part cette résolution du VIII^e congrès, qui à vrai dire ne montre pas trop son système, il n'est nulle part décrit comment s'effectuerait cette répartition de compétences. La constitution attribue des fonctions aux organismes de l'État mais elle ne dit pas s'il y a une exclusivité de compétences *ratione personae* ou *ratione materiae*. Il est, à notre avis, possible de dire qu'en cas de cumul de fonctions par une personne, la répartition de compétences entre les organismes devient formelle, et que, dans le cas de l'Union Soviétique, nous nous trouvons plus devant une subordination des compétences que devant une répartition de compétences.

Pour avoir une idée plus ou moins claire, il faut peut-être voir les différentes fonctions étatiques (État *latu sensu*) et tenter de tracer une ligne de démarcation entre l'État et le Parti si une telle ligne est possible.

A) La planification économique

La planification joue un rôle important dans la société soviétique. C'est le dépassement du rôle classique que joue l'État. La politique, superstructure de l'économie, a ouvert la voie à cette dernière dans les activités de l'État. Comme le dit Tchkhikvadze: "Une fois institué, cet État ne cesse d'intervenir comme le moteur principal de la refonte de l'économie et du système entier des rapports sociaux"².

Le terme État ici est employé par l'auteur *latu sensu*, car le Parti n'est pas étranger à cette activité, surtout face aux plans gouvernementaux à long terme. Notons le plan de 1958/59 qui a été approuvé par le plenum du CC en novembre 1958 et ratifié par le XXI^e congrès du Parti³ et la décision du CC du Parti et du Conseil des ministres de l'URSS du 25 avril 1961 créant des "grandes régions économiques"⁴.

Bref, nous pouvons dire que les organes de direction de l'économie se situent au niveau des instances suprêmes de l'État et du Parti qui le guide. Les décisions majeures sont prises à cet échelon. Elles sont formellement

¹ Cité par Chakhnazarov, pp. 55-56. Les deux autres auteurs aussi se réfèrent à ce congrès.

² Tchkhikvadze, op. cit., p. 72.

³ Communist Party of the Soviet Union, in marxism, oommunism and western society, op. cit., vol. II, 1972, p. 129.

⁴ Chambre, op. cit., p. 172.

du ressort du Conseil des ministres de l'URSS et pratiquement de celui du Comité du Parti. Les organes d'exécution se trouvent aux différents niveaux de la pyramide de l'État: organes centraux, organes républicains, organes territoriaux¹.

B) La législation

La constitution de 1936 dit que "le pouvoir législatif en URSS est exercé exclusivement par le Soviet suprême de l'URSS" (art. 32).

Le droit d'initiative, d'après les auteurs soviétiques, appartient aux deux chambres du Soviet suprême de l'URSS, le gouvernement de l'URSS, les commissions des deux chambres ... et surtout au CC du Parti, ce qui découle non pas de la constitution mais de son rôle dirigeant². Il est vrai que toute loi doit être acceptée par les deux chambres (art. 39) mais le rôle de cette acceptation n'est que formel car comme nous le dit ces mêmes auteurs, "not a single important decision is taken by the Soviet state organs without preliminary guiding directions and advice from the Party"³.

L'argument à fortiori doit être retenu: Pas une décision du Parti peut être refusée par l'État. Car, même si ces directives sont appelées normes sociales et non pas normes légales, en réalité, elles ont une force normative. Donc, au Parti appartient la juridiction de "decision-making" et à l'État la juridiction de "formal legislative procedure"⁴.

C) L'exécutif

Lénine voulait que le Parti remplisse un rôle politique de direction. Le rôle de l'exécution est à l'État, "les soviets". Mais le lien entre l'exécutif et la politique fait que la distinction n'est pas aisée à faire.

Un point mérite d'être soulevé. Il s'agit de l'accaparement de la fonction gouvernementale par le Parti. Lénine était à la fois chef du Parti et chef du gouvernement. Staline, par contre, n'occupait que la fonction de 1er Secrétaire du Parti, ce qui ne l'empêchait pas d'être à la base de la constitution de l'État et de dominer toute la vie politique de l'URSS. Khrouchtchev a tenté de réformer. Entre 1953 et 1955, il occupa la fonction de 1er Secrétaire du PCUS. Le rôle de président du Conseil des ministres (c-à-d. à peu près le chef de l'État) était confié à Malenkov. Mais le rôle du Parti était aussi dominant. De février 1955 - date de la chute de Malenkov - jusqu'à octobre 1964, le Parti a dominé dans tous les aspects de la vie nationale. Depuis la chute de Khrouchtchev le 15 octobre 1964, les successeurs ont voulu garder une sorte de répartition de compétences entre le Parti et

¹ Ibid., p. 167.

² Denisov, op. cit., p. 225.

³ Loc. cit.

⁴ Communist Party of the Soviet Union, p. 130.

l'État. Le poste de 1er Secrétaire du Parti a été occupé par Brejnev, et Kosyguine a pris la fonction de président du Conseil des ministres. Tous deux sont membres du Politburo et Brejnev cumule la fonction de membre (parmi 37) du présidium de l'URSS. Depuis 1973, il semble que le Parti commence à prédominer. Ainsi la politique étrangère qui, après 1964, était sous le contrôle du Président du Conseil des ministres, est devenue dominée par le Secrétaire Général du PCUS¹.

D) La juridiction

La juridiction est de la compétence de l'État. L'article 112 de la constitution dit que "les juges sont indépendants et ne sont soumis qu'à la loi". Mais en raison de l'inexistence de la séparation des pouvoirs, ces institutions sont destinées à collaborer étroitement avec l'État pour la réalisation des buts qu'il s'assigne².

Il n'est pas dans nos vues d'exposer le système judiciaire. Il est pourtant important de remarquer qu'en plus du grand rôle que joue le Parti dans la fixation des normes et la nomination des juges, ce pouvoir n'échappe pas à l'immixtion du Parti au stade du procès. C'est ce que les auteurs soviétiques reconnaissent, tout en condamnant, réclamant plus d'indépendance. En 1954 le CC du Parti adopta une disposition spéciale à propos des tentatives de certains organismes locaux du Parti de s'immiscer illicitement dans la solution des affaires judiciaires. C'est un cas parmi d'autres où les organes supérieurs du Parti ont dû intervenir d'après Tchkhikvadze³.

À remarquer ici le refus de la présomption d'innocence et l'arbitraire vers lequel il peut amener⁴.

E) La mise à exécution et le contrôle

C'est un des postes-clé dans tout système étatique. Trois institutions veillent à ce que les décisions et les ordres soient mises à exécution: la Procuration, le Comité de contrôle populaire et le Comité de sécurité d'État (le KGB).

Le Parti a la mainmise sur ces institutions. Il vise à la coordination de la politique du jour avec la ligne politique. Le Parti a le droit "d'intervenir dans la politique du jour chaque fois qu'il y a des raisons sérieuses pour cela". Ce contrôle du Parti sur les organes de l'État est considéré comme n'allant pas "à l'encontre du pouvoir des organes représentatifs" et par con-

¹ v. à ce sujet Schapiro, L., *The government and politics of the Soviet Union*, 5ème éd., Londres, Hutchnison, 1973, pp. 52-56 (ci-après: pp. 52-56).

² Chambre, op. cit., p. 129.

³ Tchkhikvadze, op. cit., p. 290. v. aussi Medvedev, de la démocratie socialiste, op. cit., pp. 185-205 et Hazard, op. cit., pp. 208-209.

⁴ Hazard, op. cit., pp. 179-181.

séquent il "n'exige aucune indication spéciale dans la constitution"¹. Mais en réalité, ce contrôle n'est rien d'autre que le complément de la subordination effective de l'État au Parti qui fait de ce dernier un vrai chef d'orchestre, terme très heureux pour comprendre le système et qui montre bien comment Lénine voyait la chose.

Conclusion du chapitre II

Il est désormais possible de répondre à la question que nous nous sommes posées au début de ce chapitre. Le peuple de l'Union Soviétique, communauté historique, en plus du fait qu'il s'est vu imposer un régime qu'il n'a pas choisi, n'a pas la possibilité de manifester sa souveraineté au sein de ce régime ni en ce qui concerne son rapport avec le Parti, ni en ce qui concerne son rapport avec l'État.

Dans le chapitre qui suit il s'agit de voir l'application du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes sur le niveau particulier des communautés ethniques et raciales et analyser le lien entre le Pouvoir et les Nations en Union Soviétique.

Chapitre III. Dispositions constitutionnelles et réalité de la solution du problème national

Ce chapitre se divise matériellement en deux parties qui répondent à une seule question: comment fut résolu le problème des nationalités au sein de l'Union Soviétique? Il s'agit donc de savoir comment les différentes nationalités qui réclamaient le droit à disposer d'elles-mêmes se sont unies au sein de l'URSS. Est-ce une union libre? Quels droits ont-elles dans cette union? Formellement, nous étudions le côté doctrinal et juridique dans le cadre événementiel pour ne pas dissocier les éléments de leur contexte global. "C'est dans la pratique qu'il faut prouver la vérité", nous dit Marx.

Section I. Caractère grand-russe de la révolution

Personne mieux que Lénine ne sait la place des Grand-Russes tant dans l'Empire tsariste qu'en Union Soviétique. Il n'a pratiquement pas manqué une seule occasion de s'attaquer à eux. C'est la nationalité dominante et qui n'a plus été dominée depuis l'invasion mongols; leur entité nationale n'a jamais été menacée. Pour ce fait, écrit Dzyuba, un auteur ukrainien dissident, "they could not understand all the injury inflicted by, and the hidden workings of, national oppressions". Et il ajoute: "These people are conge-

¹ Chakhnazarov, op. cit., p. 65. v. aussi sur le rôle du Parti sur le contrôle populaire Tchkhikvadze, op. cit., p. 155.

nally incapable of understanding the profound interaction of the universal and the national, as between the whole and its part, they are insensible to the irreparable losses suffered by the universal when its sources - the nations - are weakened or bleed to death"¹.

L'attaque de Lénine contre les Grand-Russes visait à contrebalancer leur importance numérique et politique et à soutenir les différentes nationalités pour les attirer. Dans son testament on lit ce texte qui va de pair avec celui de Dzyuba: "Nous, les nationaux d'une grande nation, nous nous rendons presque toujours coupables à travers l'histoire, d'une infinité de violences, et même plus, nous commettons une infinité d'injustices et d'exactions sans nous en apercevoir"².

Il est très dur de lire les cris alarmants de Lénine malade dictant ses notes à son secrétaire sur le problème national. On voit ses préoccupations devant l'ampleur de la question. Il se demande comment "défendre les allo-gènes de Russie contre l'invasion du Russe authentique, du Grand-Russes, du chauvin, de ce gradin et de cet oppresseur qu'est au fond le bureaucrate russe typique". "Avons-nous, écrit-il, pris avec assez de soin des mesures pour défendre réellement les allogènes contre le typique argousin russe". Et il répond: "Je pense que nous n'avons pas pris ces mesures, encore que nous eussions pu et dû le faire"³.

On comprend alors sa désolation lorsqu'il dit; "Je suis fort coupable, je crois, devant les ouvriers de Russie, de n'être pas intervenu avec assez d'énergie et de rudesse dans la fameuse question de l'autonomie"⁴. Nous reviendrons sur cette question.

Ces citations de Lénine visent à montrer qu'il y a un problème qui n'a pas été résolu par la révolution d'octobre puisque ces textes cités datent de cinq ans après celle-ci.

La révolution d'octobre était à la fois la victoire de la nation dominante et de la nation qui compte le plus de prolétaires (ouvriers d'industrie). Nous savons comment la constitution de 1918 a accordé la priorité à cet élément de la population. C'est là un point qui va à l'encontre de la théorie de Lénine, lequel consacra légalement la supériorité des Grand-Russes. Lénine l'avoua dans son testament: "Il n'est pas douteux que les ouvriers soviétiques et soviétisés qui sont en proportion infime, se noieraient dans cet

¹ Dzyuba, I., *Internationalism or russification*, éd. par Davis, H. 2ème éd. Weidenfeld and Nicolson, Londres, 1970 pp. 93-94 (ci-après, Dzyuba).

² Lénine, suite des notes 31 déc. 1922, *La question des nationalités Œuvres choisies*, op. cit., vol. III, p. 761.

³ Lénine, suite des notes 30 déc. 1922, *Œuvres choisies*, op. cit., vol. III., p. 760

⁴ Ibid., p. 759.

océan de la racaille grand-russe chauvine comme une mouche dans du lait"¹. La victoire d'octobre était la victoire de la ville sur la campagne, la victoire des nationalités industrialisées sur celles qui sont privées d'industries. Il suffit de jeter un coup d'œil sur la répartition des membres du Parti communiste qui détient le pouvoir (tables 2 et 3). Relevons qu'en 1949 p. ex. Moscou et sa province comptait 9 millions d'habitants et 600.000 communistes alors que l'Ukraine, qui avait 40 millions d'habitants ne comptait que 684.000 communistes².

Il est vrai que Lénine a toujours préconisé dans ses écrits et discours l'égalité des nationalités mais cette égalité n'était que formelle vide comme l'écrit Kolarz³. Mikhaïl Kalinine, Président du CSC du gouvernement soviétique déclarait, à juste titre, que le but de la politique des soviets était "d'apprendre aux gens de la steppe kirghiz, au petit cultivateur de coton de l'Uzbek et au jardinier Turkmène, à accepter l'idéal de l'ouvrier de Lénin-grad"⁴.

Qu'il le veuille ou non, Lénine a adopté un système qui va à l'encontre de son désir profond d'éliminer l'inégalité. Le Parti, l'institution la plus importante du pouvoir, donne aux Grand-Russes la priorité. Au troisième congrès du Parti (1924) 1% seulement des délégués représentait les peuples turco-tartares qui formaient alors presque 11% de l'ensemble de la population de l'URSS⁵.

L'approche de Lénine de la question nationale était irréaliste. La soumettant à une analyse de lutte de classes, il a laissé de côté des points non soulevés par sa théorie. L'élément humain du problème surtout était négligé. Ceux qui ont adopté le programme du Parti n'étaient pas poussés par des raisons théoriques comme il l'a été. Pour plusieurs, la dictature du prolétariat et la lutte contre les forces antirévolutionnaires signifiaient l'établissement de l'hégémonie des Grand-Russes. Ce n'est nullement par affinité avec la doctrine qu'ils adhéraient au Parti, mais parce que le mécanisme de la révolution favorisait l'élément grand-russe⁶. La presse soviétique, nous informe Dzyuba, publia les lettres de V. Shulgin aux émigrés russes de la garde blanche leur demandant de se réconcilier avec le régime soviétique car celui-ci n'a pas détruit la Russie, mais l'a sauvée et l'a élargie. On peut

¹ Ibid., p. 760.

² Kolarz, *la Russie et ses colonies*, op. cit., pp. 25-26.

³ Ibid., p. 20.

⁴ Loc. cit.

⁵ Ibid., p. 21.

⁶ Pipes, op. cit., pp. 268-269.

lire cette phrase: "The international will pass, but the boundaries will remain"¹.

Cette tournure des événements n'a pas été sans provoquer le mécontentement de ceux qui avaient vraiment cru dans la révolution. Le cas célèbre Sultan Galiev est instructif.

Sultan Galiev était un militant tartare - appartenant donc à une nation défavorisée par la révolution. Il était même membre du collège du commissariat du peuple pour les nationalités et le protégé de Staline. Ce dernier ne nia pas ses liens avec lui. "Je l'ai défendu jusqu'à la dernière possibilité", disait Staline à la IV^e conférence du CC du Parti².

Envoyé en mission pour faire un rapport sur les musulmans en Crimée, il s'est rendu compte du résultat décevant. La révolution prolétarienne n'était pas propre à soulager le joug colonial exercé par le prolétariat industrialisé³. Il accusa le régime soviétique d'avoir repris le rôle du tsarisme et qu'"il n'y avait aucune différence entre le Turkestan d'aujourd'hui et le Turkestan tsariste; que seule l'enseigne a changé; que le Turkestan est resté celui d'autrefois, tel qu'il était sous le Tsar"⁴.

Staline, tout en rejetant cette accusation, n'en reconnaît pas moins qu'il y a un côté vrai dans celle-ci: "Je prends à mon compte une partie des accusations, dit-il, ... nous n'avons pas toujours été attentifs et n'avons pas toujours réussi à poser, en temps voulu les problèmes pratiques que commandait la situation des Républiques et régions orientales"⁵.

Sultan Galiev tira vite la conclusion que ce n'était pas une révolution de la classe prolétarienne sur la bourgeoisie que pourrait effacer l'inégalité dans le monde, mais plutôt l'établissement de l'hégémonie des régions arriérées sur les régions industrialisées. Ce qu'il fallait, c'était une guerre contre l'impérialisme des sociétés industrialisées et non pas une guerre contre la bourgeoisie comme classe d'une société. Au lieu de la dictature du prolétariat, il préconise une autre formule: "In contradiction to this we advance another thesis: The idea that the material premises for a social transformation of humanity can be created only through the establishment of the dictatorship of the colonies and semi-colonies over the metropolis"⁶. Il réclama la création d'une Internationale des colonies pour l'unité des victimes

¹ Dzyuba, op. cit., pp. 65-66.

² Staline, IV conférence du PCR, juin 1923, Staline, op. cit., p. 165.

³ Pipes, op. cit., pp. 260-261.

⁴ Staline, IV conférence du PCR, juin, juin 1923, Staline, op. cit., p. 168.

⁵ Ibid., p. 169.

⁶ Cité par Pipes, op. cit., p. 261.

de l'exploitation coloniale qui viserait à contrebalancer la 3ème Internationale.

Cette théorie progressiste de Sultan Galiev qui se répète aussi de nos jours, même entre les marxistes du tiers monde face à l'hégémonie des deux Puissances, aurait épargné à Lénine son regret dans son testament si elle était appliquée. Mais alors il aurait mis fin à l'hégémonie des Grand-Russes non seulement en termes de vœux mais encore en réalité.

Staline ordonna l'expulsion de Sultan Galiev du Parti, son arrestation et son exécution¹.

Lénine a eu l'occasion de constater ce problème comme nous le montre son testament. Mais justement dans celui-ci, il posait encore mal la question. Il s'obstinait à ne pas attaquer le système pour s'attaquer à des personnes, à une nation dont l'hégémonie, tant des personnes que de la nation, a été favorisée par le système.

Jusqu'ici, nous avons vu que le mécanisme du système consciemment ou inconsciemment, avait contribué à ce que le même rôle dominant des grand-russes joué par ceux-ci au temps du tsarisme, fût aussi joué après la révolution d'octobre. Mais ce sont aussi des personnes qui sont impliquées.

Plusieurs personnalités du Parti n'étaient pas grand-russes. Lénine est un russifié d'origine tartare et a des attaches germaniques. Trotsky est un juif; Staline est un Georgien². Tous ces trois ont rendu le plus grand service (si l'on peut parler de service) aux Grand-Russes. Même si Lénine s'attaquait souvent aux Grand-Russes, il est clair que ces attaques ne visaient jamais l'affaiblissement de leur empire.

Staline était la personne qui a éveillé le plus le sentiment national des Grand-Russes. Il l'a fait surtout pendant la guerre patriotique³.

Il semble qu'aujourd'hui encore ce problème du nationalisme grand-russe reste vivant. Medvedev, qui ne nie pas les mérites de ce peuple, met en garde contre ce phénomène qui "mérite une attention toute spéciale" car

¹ Ibid., p. 263.

² Smal-Stocki, R., *The nationality problem of the Soviet Union and russian communist imperialism*, The Bruce Publishing company, Milwaukee, 1952, p. 72 (ci-après: Smal-Stocki).

³ Le 6 nov. 1941 il déclarait en s'attaquant aux allemands envahisseurs: "These people, without conscience or honor, people with the morality of animals, have the impudence to demand the destruction of the great-russian nation, the nation of Plekhanov and Lenin, of Belniski and Chernyshevski" (Barghoorn, F. Ch., *Soviet Russian nationalism*, Oxf. Univ. Press, N.Y. 1956, p. 36; ci-après: Barghoorn). Cette liste a été reproduite un millier de fois par la presse soviétique. Son toast du 24 mai 1945 est encore plus significatif: "I would like to propose a toast to our Soviet people and in particular to the health of the Russian people because it is the leading nation of all the nations belonging to the Soviet Union" (Ibid., p. 27).

dit-il, "les conditions concrètes propres à notre pays confèrent à ce phénomène un caractère de chauvinisme impérialiste de grande puissance"¹.

Ce courant, d'après cet auteur, comprend entre autres le culte de la race russe, de la voix du sang, de la mission cosmique du peuple russe, du devoir envers les aïeux. On y préconise la stérilisation des femmes grand-russes qui se livrent aux étrangers. Medvedev, dont nous tirons ces lignes, nous informe que ce courant a été exposé en 1965 par Skourlatov, l'un des dirigeants du Comité du Komsomol de la ville de Moscou dans un document bien répandu: "Statut des Mœurs"².

Toujours d'après Medvedev, il y a des russistes ou néoslavophiles qui, dans des réunions privées, proclament ouvertement que la révolution d'octobre a été une erreur et que Lénine a détruit les fondements de la vie nationale russe, du village russe, de l'église russe et que son idéologie est une idéologie étrangère³.

Par ironie du sort, c'est un courant néostalinien qui s'oppose au développement du chauvinisme grand-russe. Ce courant se fait sien le programme internationaliste rigoureux dont une politique plus dure à l'égard des pays de l'Est qui veulent s'évader (Roumanie, Yougoslavie et Tchécoslovaquie) et un rapprochement à la Chine de Mao⁴.

Le courant nationaliste grand-russe considère la conquête des autres nationalités par le Tsar comme un bien et que la politique tsariste n'est pas réactionnaire. Ainsi, on rejette l'approche de classe que les marxistes font des étapes historiques. Ou encore on tente de falsifier les événements historiques surtout concernant la modalité dans laquelle est effectuée la colonisation russe. Au lieu de colonisations, ils parlent d'union libre⁵.

Section II. Le décret sur la paix, la déclaration des peuples de Russie et la lutte des nationalités pour l'indépendance

Nous avons vu que le problème du rapport entre les différentes nationalités avec le peuple grand-russe était posé mais loin d'être résolu. La question nationale en elle-même semblait être une question marginale et préalable en ce sens que si peu importante qu'elle fût, elle devait être dépassée en premier lieu pour s'occuper ensuite de la révolution mondiale. C'est cette étape du passage du démorcellement de l'empire tsariste à l'unité de l'État soviétique qui nous occupe maintenant.

¹ Medvedev, de la démocratie socialiste, op. cit., p. 120.

² Ibid., p. 121.

³ Ibid., p. 122.

⁴ Ibid., pp. 122 et 73.

⁵ Dzyuba, op. cit., pp. 67-74.

1) La paix, le droit des peuples et la révolution

Après octobre, le problème de la révolution était sur le tapis, mais les modalités de l'envisager et les conséquences d'une telle révolution n'étaient pas claires. Cependant, une chose paraissait certaine à Lénine, c'est qu'il fallait à tout prix ne pas mettre en danger les acquis réalisés. Or, deux dangers existaient: l'un externe et l'autre interne. La guerre affaiblissait la Russie et la menaçait de l'extérieur. À l'intérieur, les nationalités, de plus en plus, se détachaient en alimentant la guerre civile.

Le premier pas à faire était d'acquiescer la paix pour diminuer la pression extérieure et se consacrer à résoudre le problème des nationalités rebelles et fixer leur statut dans le cadre d'un État constitutionnel. Mais cela n'était pas facile, car en face de cet impératif se trouvait un autre: ne pas négliger les dissensions au sein du Parti au sujet de la priorité à accorder, à la paix et aux nationalités ou à la révolution comme seul remède à cette question.

Sans doute, Lénine était obsédé par la révolution internationale. Arrivé en Russie, il réclama du gouvernement provisoire qu'il arrête la guerre mais pour des raisons tactiques. "Le problème de la guerre", dit-il, "objectivement", "ne se pose que sur le plan révolutionnaire". "Pour sortir de la guerre ... il n'y a d'autre issue que la révolution"¹.

En octobre 1917, Lénine sent la nécessité de ne pas trop devancer la révolution. Il se voit obligé de reprendre du souffle. En introduisant le "Décret sur la Paix" devant le II^e congrès des soviets, il déclarait: "La question de la paix est une question brûlante, une question névralgique de l'heure actuelle"².

Les trois problèmes "paix", "nationalités", et "révolution" se trouvent habilement liés dans les premiers documents du nouveau régime. Dans un discours adressé aux ouvriers, aux soldats et aux paysans, Lénine fait une promesse en ces termes: "une paix immédiate et démocratique à tous les peuples et un armistice immédiat sur tous les fronts" seront proposés et à "toutes les nations qui peuplent la Russie" sera assuré "le droit véritable de disposer d'elles-mêmes". Et le texte finit par cette phrase: "Soldats, ouvriers, employés, le sort de la révolution et le sort de la paix démocratique sont entre vos mains! Vive la révolution"³.

Le Décret sur la paix a précisé la politique extérieure du nouveau régime ainsi que sa politique nationale. La paix proposée n'est pas une paix à l'an-

¹ Lénine, Les tâches du prolétariat dans notre révolution (avril 1917), Œuvres choisies, op. cit., vol. II, p. 64.

² Lénine, II congrès des Soviets des députés ouvriers et soldats de Russie, (oct. 1917) Œuvres choisies, op. cit., vol. II, p. 474.

³ Ibid., pp. 473-478.

cienne mode. Ce n'est pas simplement aux gouvernements qu'il s'adresse mais avant tout aux peuples belligérants. Les clauses de ce décret sont originales. Lénine se permet de parler au nom de l'"écrasante majorité des classes ouvrières et laborieuses, épuisées, harassées" pour réclamer "une paix immédiate, sans annexion (c-à-d. sans mainmise sur les terres étrangères, sans rattachement par la force des nationalités étrangères) et sans contributions de guerre". Les conditions de cette paix seraient ratifiées "par les assemblées plénipotentiaires des représentants désignés par les peuples de tous les pays et de toutes les nations"¹. Il abolit la diplomatie secrète. Enfin, il s'adresse "particulièrement aux ouvriers conscients de trois nations les plus avancées de l'humanité", Angleterre, France et Allemagne pour qu'ils l'aident "à mener avec succès jusqu'au bout la lutte pour la paix et, en même temps, la lutte pour l'affranchissement des masses laborieuses et exploitées de tout esclavage et de toute exploitation"².

Cette paix demandée n'était qu'une déclaration de guerre, un appel à la révolution mondiale, un encouragement des colonies contre leurs colonisateurs. Lénine y cherche à soulever les peuples en réclamant un armistice et non pas à se concilier avec le reste du monde. C'est ce qu'il explique au IIe congrès "Nous ne nous lions pas par des traités, nous ne nous laissons pas entortiller par des traités ... Nous proposons un armistice de trois mois ... parce que les peuples sont fatigués ... Nous exigeons un long armistice pour que l'armée dans les tranchées puisse se reposer du cauchemar des assassinats ... (et ainsi) nous obligerons ... les gouvernements à se révéler des criminels aux yeux du peuple et les peuples ne prendront pas des gants avec ces criminels"³.

Pour Lénine, la révolution en Russie doit être le "début" d'une révolution mondiale⁴. Son but est d'"empoigner le vieux monde d'une main de fer"⁵.

Le premier problème, celui de la paix, a été entamé avec les pourparlers de Brest-Litovsk (novembre 1917). Une amnistie a été conclue, renouvelable par tacite reconduction. Le 9 décembre, les négociations pour la conclusion de traité de paix, débutèrent pour finir par un traité dicté par l'Allemagne le 3 mars 1918.

Dans cette période, Lénine devait plaider la paix devant la faction gauchiste (Boukharine en tête) qui dominait le bureau de la région de Moscou

¹ Ibid., p. 475.

² Ibid., pp. 475-477.

³ Ibid., pp. 481-482.

⁴ Lénine, Pour le pain et pour la paix (déc. 1917), Œuvres choisies, op. cit., vol. II, p. 520.

⁵ Lénine, Discours sur la nationalisation des banques (déc. 1917) Œuvres choisies, op. cit., vol. II, p. 522.

du POSD(b)R. Cette faction s'était opposée à la paix. Elle écrit dans une motion de défiance au CC: "Dans l'intérêt de la révolution internationale, nous estimons opportun de courir le risque de la perte éventuelle du pouvoir des Soviets qui devient désormais purement formel"¹. Elle considérait comme "tâche essentielle" "la diffusion des idées de la révolution socialiste dans tous les autres pays, l'application résolue de la dictature ouvrière, la répression impitoyable de la contre-révolution bourgeoise en Russie"².

En d'autres termes, la faction gauchiste refusait l'idée d'une nation au prolétaire, que ce soit la Russie, ou une autre. Il fallait vaincre sur tous les fronts.

Commentant ce texte, Lénine le qualifia de "chose étrange et monstrueuse"³. Il croit comprendre que c'est "la facilité des victoires" sur le front intérieur qui a "tourné la tête à beaucoup de dirigeants"⁴. Aussi, ont-ils pris "le début des grèves de masse en Autriche et en Allemagne pour la révolution". Ils se donnaient "des airs méprisants: les impérialistes allemands ... avec Liebknecht nous n'en ferons qu'une bouchée"⁵.

Lénine avait peur de l'insouciance de cette faction qui poussait trop loin les choses. Pour lui, la nouvelle situation exige de "sauvegarder cette république qui a déjà commencé la révolution socialiste"⁶. Avancer l'argument d'une révolution dans une période où la chance de réussite était minime, c'est inutile. "C'est un crime, du point de vue de la défense de la patrie, que d'accepter le combat avec un ennemi infiniment plus fort et mieux préparé, alors que notoirement l'on n'a pas d'armée"⁷.

Dans un document resté secret alors et publié seulement en janvier 1919, le VIIe congrès du Parti (février 1918) avait pourtant déclaré qu'il voyait "la garantie la plus sûre de la consolidation de la révolution socialiste qui a triomphé en Russie, uniquement dans sa transformation en une révolution ouvrière internationale". Il déclara aussi qu'il "soutiendra de toutes ses forces et par tous les moyens en son pouvoir le mouvement révolutionnaire du prolétariat frère de tous les pays"⁸. D'autre part, dans la résolution

¹ Lénine, Chose étrange et monstrueuse, (février 1918) Œuvres choisies, op. cit., vol. II, p. 579.

² Loc. cit.

³ Ibid., p. 580.

⁴ Lénine, Une leçon dure mais nécessaire (février 1918) Œuvres choisies, op. cit., vol. II, p. 574.

⁵ Ibid., p. 575.

⁶ Lénine, Postface aux thèses sur la conclusion immédiate d'une paix séparée et annexionniste (janvier 1918) Œuvres choisies, op. cit., vol II, p. 551.

⁷ Lénine, une leçon dure, mais nécessaire (février 1918), Œuvres choisies, op. cit., p. 576.

⁸ Lénine, résolution sur la guerre et la paix, (mars 1918) Œuvres choisies, op. cit., vol II, p. 616.

même sur la ratification du traité de Brest-Litovsk, la révolution n'était pas négligée. On peut lire: "Le congrès est profondément convaincu que la révolution ouvrière internationale est toute proche ... (et que) la victoire complète du prolétariat est assurée"¹.

Entre la position des internationalistes et celle de Lénine, il n'y avait donc que la question de temps. Trotsky, se rendant à Brest-Litovsk, avait reçu l'ordre de Lénine de faire perdre du temps et de laisser trainer les pourparlers dans une situation mi-guerre mi-paix². Deux millions de roubles étaient mis par les soviets à la disposition des mouvements révolutionnaires de tous les pays. Arrivant à Brest-Litovsk, les plénipotentiaires de Petrograd distribuaient à pleines poignées des tracts à la garnison³. Et lorsque l'offensive allemande les obligea à entreprendre des pourparlers plus engageants, Lénine déclara au Congrès: "Dans une guerre, il ne faut jamais se lier par des considérations formelles. Il est ridicule de ne pas connaître l'histoire militaire, d'ignorer qu'un traité est un moyen de rassembler ses forces ... Il en est qui pensent, tout comme des enfants: du moment que j'ai signé un traité, je me suis vendu à Satan et je vais en enfer. C'est tout bonnement ridicule"⁴. Il s'agissait, pour Lénine, de céder de l'espace pour gagner du temps, ceci bien que ses pertes fussent énormes. Il a abandonné un territoire grand comme une fois et demi la France, et où se trouvait le quart de la population de l'empire, le tiers de ses terres à blé et les trois quarts de ses ressources en fer et en charbon⁵.

2) Le droit des peuples en tant que problème révolutionnaire

Parallèlement à l'effort des bolcheviks pour limiter les menaces extérieures, le front interne se clarifiait. Lénine avait son programme révolutionnaire, et, selon lui, "aucun marxiste ne saurait nier sans rompre avec les principes fondamentaux du marxisme et du socialisme en général, que l'intérêt du marxisme et du socialisme passe avant le droit des nations à disposer d'elles-mêmes"⁶. C'est sa conviction intime. La priorité de la révolution internationale a connu des hauts et des bas. La nécessité de sauvegarder la patrie s'est présentée en substitut et comme condition sine qua

¹ Lénine, résolution sur la ratification de traité Brest-Litovsk, (mars 1918), Œuvres choisies, op. cit., vol. II, p. 657.

² Trouch, H., Aux sources de la politique extérieure de l'URSS, APN, Moscou, 1970, p. 37.

³ Fontaine, A., Histoire de la guerre froide, I, de la révolution d'octobre à la guerre de Corée, Fayard, Paris, 1965, p. 39 (ci-après: Fontaine).

⁴ Lénine, VII congrès extraordinaire du PU(b)R, (mars 1918), Œuvres choisies, op. cit., vol. II, p. 611.

⁵ Fontaine, op. cit., p. 41.

⁶ Lénine, Contribution à l'histoire d'une paix malheureuse, (janvier 1918), Œuvres choisies, op. cit., vol. II, p. 548.

non de cette révolution, faute de quoi on serait taxé d'aventurier, vu l'incertitude de sa date et le manque d'arrière suffisamment forts¹. Il affirmait: "L'état présent de la révolution socialiste en Russie doit être placé à la base de toute définition des tâches internationales de notre pouvoir des soviets"².

Alors se pose, pour nous, la question du règlement constitutionnel de l'unité de l'État qui a été la forme d'exercice du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Nous savons, en effet, que le droit des peuples signifiait le droit à la séparation. Comment s'est réglée cette unité? Était-elle une union libre, constitutionnelle, basée sur l'accord des parties en présence?

La question a heureusement trouvé sa réponse théorique de la bouche de Staline qui nous facilite la recherche.

Dans un discours sur "la question nationale en Yougoslavie" Staline s'attaqua au yougoslave Sémitich, délégué à la 3ème Internationale. D'après Sémitich, Lénine entendait fixer "dans la constitution une certaine solution de la question nationale"³.

Staline proteste contre cette idée. La question nationale n'a rien à faire avec la constitution. Affirmer le contraire signifierait que Lénine visait "la réforme". Staline comprit la déclaration de Sémitich dans le sens que la question nationale était résolue constitutionnellement, en forme de "transaction". Or, d'après Staline, la constitution de l'URSS n'est pas le résultat d'une transaction mais d'une "révolution". "Chez nous, dit-il, en URSS, il existe aussi une constitution qui reflète une certaine solution de la question nationale. Mais cette constitution est venue au jour, non comme le résultat d'une transaction avec la bourgeoisie, mais comme le résultat de la révolution victorieuse"⁴.

C'est d'ailleurs, selon Staline, ce qui oppose les marxistes russes aux austro-marxistes. Ces derniers voulaient réaliser la liberté des nationalités "au moyen de petites réformes", alors que les marxistes russes, avaient tranché la question par la "méthode révolutionnaire"⁵.

Sémitich tenta de clarifier ses idées pour résoudre son conflit avec Staline à travers un exemple d'école: "Disons que, dans un État X, vivent trois nations A, B, et C. Ces trois nations expriment le désir de vivre dans un seul

¹ Lénine, Position du CG du POSD(b)R dans la question de la paix séparée et annexionniste, (février 1918) (Œuvres choisies, op. cit., vol. II, p. 572.

² Lénine, contribution à l'histoire d'une paix malheureuse (janvier 1918) (Œuvres choisies, op. cit., vol. II, p. 543.

³ Staline, Discours sur la question nationale en Yougoslavie (30 mars 1925) Staline, op. cit., p. 188.

⁴ Ibid., pp. 188-189.

⁵ Ibid., p. 189.

État. De quoi s'agit-il donc en pareil cas? Il s'agit évidemment de régler les rapports internes à l'intérieur de cet État. C'est donc une question d'ordre constitutionnel. Dans ce cas théorique, la question nationale se ramène à une question constitutionnelle"¹.

Staline n'est pas d'accord. C'est une "erreur ... profonde". "Je me vois obligé de déclarer, dit-il, dans l'intérêt de la vérité que cette affirmation du camarade Sémitch ne correspond nullement à la vérité"². Pour lui "il est clair que quiconque envisage la question nationale comme partie intégrante de la question générale de la révolution prolétarienne, ne peut la ramener à une question constitutionnelle"³. Il se réfère à Zinoviev, président du Comintern qui, lui aussi, affirme que la question nationale "est un problème révolutionnaire et non constitutionnel"⁴.

Roma locuta, causa finita. Mais il faut aussi comprendre ce que Staline veut dire. Nous devons retenir les points suivants:

- Ce n'est pas la constitution qui détermine le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, mais la révolution⁵.
- La conception de ce droit doit être comprise dans le cadre historique dynamique - dialectiquement.
- On ne peut réclamer ce droit en se basant sur la constitution, mais il faut recourir à l'analyse dialectique de la phase historique.
- La solution de la question nationale reflétée dans la constitution n'est pas le résultat d'un accord entre les nations mais le résultat d'une révolution.

Il s'ensuit, pour toute personne de bon sens, que les affirmations des auteurs soviétiques selon lesquelles d'une part la solution de la question nationale a été trouvée à la suite d'une entente et d'autre part l'URSS est le résultat d'un accord libre et consenti, sont dénuées de toute valeur et sans aucun fondement théorique ou historique.

Staline, en analysant la question nationale de cette façon, ne fait que suivre l'opinion du Maître qui donnait la priorité à la révolution sur le droit à l'autodétermination.

Notre tâche dès lors est claire: Nous devons analyser en premier lieu le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes dialectiquement - dans le cadre révolutionnaire - avant d'étudier les dispositions constitutionnelles.

¹ Staline, Encore une fois sur la question nationale (juin 1925) Staline, op. cit., p. 211

² Ibid., p. 210.

³ Ibid., p. 211-212.

⁴ Ibid., p. 213-214.

⁵ Sur la valeur de la constitution soviétique v. Schapiro, op. cit. 93 et Fainsod, op. cit., p. 350.

3) Le droit des peuples dans le cadre révolutionnaire

A) Le droit des peuples: une contradiction

Les écrits de Staline sont indispensables pour comprendre le fond des problèmes doctrinaux. Staline est de nature brutale mais franche, moins psychologue que Lénine. Il n'hésite pas à dire le mot juste même s'il est choquant. Nous venons de voir un cas. Prenons-en un deuxième!

Dans un discours présenté au XVI^e congrès du Parti, le 27 juin 1930, Staline était chargé de donner une explication sur un point de la doctrine. Il s'agissait du problème de la fusion, ce dont parlerons par la suite. Ce point entraînait en contradiction avec un autre soutenu seulement après la révolution d'octobre: l'épanouissement des cultures nationales. Staline, tout simplement, reconnut qu'il y avait effectivement une contradiction. Mais, pour justifier cette contradiction, il se contente de dire que c'était le propre de la dialectique marxiste, et que d'ailleurs ce n'était pas l'unique contradiction qui s'y trouvait.

C'est là que nous voulons arriver. Une des contradictions qui existe dans la doctrine se rapporte, d'après Staline, justement à la question nationale. Il voit la contradiction dans "la façon dont Lénine posait la question du droit des nations à disposer d'elles-mêmes, jusques et y compris la séparation". Et Staline indique au congrès du Parti en quoi consiste cette contradiction. "Lénine, dit-il, traduisait parfois la thèse du droit des nations à disposer d'elles-mêmes par cette simple formule: se diviser pour s'unir". Et Staline d'ajouter: "Songer un peu: se diviser pour s'unir. Cela sent même le paradoxe; et pourtant cette formule contradictoire reflète la vérité vivante de la dialectique de Marx, qui, dans la question nationale, permet aux bolcheviks de prendre les forteresses les plus inexpugnables"¹.

Bref, Staline voit l'intérêt d'une telle formule de droit des peuples à disposer d'eux-mêmes dans la pratique: c'est une mise de l'apport tactique d'une idée au service d'une lutte de classe. Ceci résume et explique du même coup tous les événements et les slogans qui prenaient pour base de départ le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

B) Indépendance de quelques nationalités

Les auteurs soviétiques considèrent la Déclaration des peuples de Russie du 15 novembre 1917 comme "l'acte de portée constitutionnelle qui consacrait législativement les principes fondamentaux de la politique du nouveau pouvoir dans les rapports entre nationalités"². Cette déclaration institua 4 principes:

¹ Staline, op. cit., pp. 273-274.

² Tchkhikvadze, op. cit., p. 93.

1. Égalité et souveraineté des peuples de Russie
2. Droit des peuples de Russie à la libre disposition jusques et y compris la séparation et la formulation d'un État indépendant.
3. Suppression de toute sorte de privilèges et restrictions nationales ou nationales-religieuses.
4. Le libre développement des minorités nationales et des groupes ethniques habitant le territoire de la Russie¹.

Les points 3 et 4 feront l'objet du chapitre IV. Des aspects des deux premiers ont déjà été étudiés. Nous verrons ici d'autres aspects pratiques.

Cette déclaration est peut-être idéale pour comprendre ce que nous venons d'analyser: l'aspect contradictoire et tactique du principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. En effet, les quelques États qui ont obtenu leur indépendance de l'empire après octobre ne l'ont obtenue qu'en vertu de la lutte armée et de la protection (intéressée ou désintéressée) accordée par les États occidentaux et surtout de l'impuissance de l'armée rouge à les récupérer. On peut parler de la même façon (de la majorité) des nationalités qui sont restées unies à la Russie et dont l'union a été, non pas librement déterminée, constitutionnellement, mais de façon "révolutionnaire" (=par la force). Nous étudierons ici quelques-unes des nationalités qui ont acquis leurs indépendances après octobre.

La Finlande a acquis son indépendance de la Russie le 18 décembre 1917. Lénine, en personne, avait remis les documents de la reconnaissance à Swinhufwud, sans pour autant cacher ses intentions. Décrivant la scène, il disait devant le VIII^e congrès du Parti (mars 1919): "Je me souviens parfaitement de la scène où j'eus, à Smolmy, à remettre un document officiel à Swinhufwud - dont le nom veut dire en russe "à tête de cochon"- ce porte-parole de la bourgeoisie finlandaise qui a joué un rôle de bourreau. Il me serra aimablement la main; nous échangeâmes des félicitations. Que c'était laid!"².

Staline se trouvait le 14 novembre 1917, à Helsingfors pour calmer les Finlandais; il leur déclara que le droit à l'autodétermination leur était reconnu. Pourtant, Lénine, le 22 novembre, affirmait au 1^{er} congrès pan-russe de la flotte de guerre. "Nous conquérons (j'emploie un vilain mot) aujourd'hui la Finlande mais pas à la façon des brigands capitalistes. Nous la conquérons, c-à-d., tout en lui offrant la pleine liberté de vivre en union avec nous ou avec d'autres, nous garantissons notre plein appui aux travailleurs de toutes les nationalités contre la bourgeoisie de tous les pays.

¹ Trouch, op. cit., p. 20.

² Lénine, VIII congrès du PC(b)R, mars 1919, Œuvres choisies, op. cit., vol. III, p. 170.

Cette union est fondée non sur des traités mais sur la solidarité des exploités contre les exploités"¹.

Il fallait peu de temps après la reconnaissance de l'indépendance de la Finlande pour que les bolcheviks fomentent la révolte d'extrémistes contre qui la Finlande a dû lutter, après avoir fait appel aux Allemands. Et ce n'est qu'au prix d'une grande répression, où des milliers furent tués, que l'ordre a été établi et la paix signée avec les soviets, à Tatu, en octobre 1920.

Les États baltiques (Estonie, Lettonie et Lituanie) ont obtenu leur indépendance dans des circonstances identiques.

Perdue par le traité de Brest-Litovsk, l'Estonie proclame son indépendance en février 1918. Mais elle fut occupée par les allemands qui avaient l'intention de l'annexer. Avec la défaite de ceux-ci en novembre 1918, elle se reconstitue. Les soviétiques tentèrent alors de l'envahir, mais en vain. Ce n'est qu'en février 1920 qu'un traité (à Dorpadt) fut signé avec les soviétiques qui s'engageaient à abandonner pour toujours tous les droits territoriaux ou autres que la Russie tsariste avait pu avoir sur elle².

La Lettonie avait proclamé son indépendance en novembre 1918. Réoccupée par les soviétiques, elle fit appel aux allemands qui ne respectèrent pas eux non plus sa souveraineté et ne quittèrent le pays qu'après avoir été expulsés. Un traité de paix fut signé en juillet 1920 avec les allemands et en août de la même année avec les soviétiques.

La Lituanie aussi proclama son indépendance sous la protection des allemands en février 1918. Sa capitale Vilna fut alors la cause de luttes contre les soviétiques et les Polonais qui, tous deux, la revendiquaient. Les allemands, en plus, voulaient annexer le pays. Après l'évacuation des Allemands, les Russes qui tentaient d'envahir le pays furent repoussés. Le traité de paix avec les soviétiques ne fut signé qu'en juillet 1920.

Commentant le traité de février 1920 avec l'Estonie, Lénine déclarait: "Nous ne voulons pas verser le sang des ouvriers de l'armée rouge pour un morceau de territoire, d'autant plus que cette concession ne durera pas éternellement ... Les ouvriers renverseront bientôt ce pouvoir et créeront une Estonie soviétique qui conclura une nouvelle paix avec nous"³.

Le cas de la Pologne est encore plus intéressant que les quatre autres.

La Russie renonçait par le traité de Brest-Litovsk à la Pologne. L'Allemagne créa alors un conseil de régence qui proclama l'indépendance de la

¹ Cité par Laloy, J., *Le socialisme de Lénine*, Paris, Desclée de Brouwer, Paris 1967, p. 90 (ci-après: Laloy).

² Tougouchi-Gajamée, M., *L'URSS face. au problème des nationalités*, éd. Soledi, Liège, 1946, p. 327 (ci-après: Tougouchi).

³ Cité par Laloy, op. cit., p. 92.

Pologne en novembre 1918 et confia le pouvoir au général Pilsudski. Celui-ci passa à l'offensive pour récupérer les territoires polonais et l'unifier. Il avait à faire avec les Soviétiques, les Autrichiens, les Tchèques et les Allemands mêmes. La paix fut proposée par les Soviétiques au début de janvier 1920. Mais l'armée polonaise poussa ses attaques et occupa Kiev en avril. Les Soviétiques réagirent et, en peu de temps, ils furent aux portes de Varsovie que seule l'aide du général Weygand - envoyé par la France - sauva en août 1920. Les Soviétiques durent reculer près de 400 Km. Un traité de paix fut alors signé entre la Pologne et la Russie (traité de Riga, octobre 1920), laquelle fut désavantagée.

Le point important dans ces événements est la réaction soviétique face aux Polonais. L'offensive soviétique n'était pas simplement et purement auto-défense et patriotique. Les Soviétiques d'alors lui accordèrent le sens de début de la révolution internationale. En effet, la période qui suivit le traité de Brest-Litovsk a été féconde en événements révolutionnaires. La défaite de l'Allemagne donnait de l'espoir aux Soviétiques. Liebknecht et Luxembourg s'efforçaient d'instituer la dictature du prolétariat en Allemagne en donnant le nom de Spartakus à leur mouvement¹. Mais tous deux furent assassinés en janvier 1919 dans les émeutes de Berlin. Des insurrections communistes à Hambourg, Brême, Brunswick, Hall, Düsseldorf et Munich firent plus de 1200 morts². En Hongrie, un journaliste juif, Bela Kun, qui avait été prisonnier de guerre en Russie, organisa le parti communiste et déclencha la révolution. Il s'empara du pouvoir et proclama en mars 1919 la dictature du prolétariat. Cette dictature dura 133 jours et coûta à la Hongrie 1581 exécutions³.

La Pologne, qui divisait les Allemands et les Hongrois de la Russie, a été considérée comme un obstacle au succès de la révolution en empêchant un contact direct avec l'armée rouge. C'était l'avis de la majorité écrasante de la direction du CC. Une lettre du commandant du front ouest M.N. Toukhatchevsky, écrite en juillet 1920 à Zinoviev, président du Comintern, proposait "de créer dès maintenant l'État-major de la IIIe Internationale communiste ... prenant en considération l'imminence de la guerre civile mondiale, dans un temps rapproché"⁴.

Le discours de Lénine devant les soldats partant pour le front polonais (mai 1920) ne laisse aucun doute. "Nous devons tous faire ici, aujourd'hui,

¹ Spartakus, principal chef de la révolte des esclaves qui de 73-71 mit Rome en péril. Il se révolta contre la règle de jeu "à tuer et à mourir pour le plaisir du peuple romain".

² Pirenne, op. cit., pp. 155-156.

³ Ibid., p. 157.

⁴ Rutych, op. cit., p. 199.

le serment; nous devons tous jurer solennellement de nous dresser comme un seul homme pour empêcher la victoire des hobereaux et des capitalistes polonais. Vivent les paysans et les ouvriers de la république polonaise libre et indépendante"¹.

C) Le droit des peuples rebaptisé par Staline

Lénine dit dans son testament que l'État soviétique n'est rien d'autre que l'appareil tsariste badigeonné "d'un vernis soviétique"². Le changement de nom est un de ces vernis devenu à la mode pour les bolcheviks, afin de désigner le passage à une étape supérieure vers la société idéale³. Ces changements formels ont fini par agacer Lénine. En novembre 1920, le commissariat de l'instruction publique voulait aussi changer de nom. Il s'opposa: "Mon expérience, dit-il, m'a habitué à considérer les variations de noms comme des plaisanteries d'enfants, chaque nouvelle appellation n'en est-elle pas une?"⁴.

Le géorgien, Staline, proposa un nouveau nom pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Cela s'inscrivait dans la ligne générale de son caractère brutal et franc. Staline n'a pas facilement assimilé la doctrine de l'autodétermination de Lénine qui consistait à écrire "droit des peuples" et à lire "droit des ouvriers"; c'était contraire à sa nature.

La première trace de cette tentative de changement est apparue en décembre 1917 dans un article de Staline lors des événements d'Ukraine, que nous exposerons par la suite. Staline déclara alors que le droit à l'indépendance d'une république serait reconnu à la demande de la population ouvrière de la région⁵. Cet argument fut repris en novembre 1918 dans un autre article. Il attaqua l'idée que le droit des peuples signifierait "le droit pour la bourgeoisie nationale de la périphérie de prendre le pouvoir en mains et d'utiliser la révolution de février pour fonder "leur propre" État national"⁶.

¹ Lénine, Discours devant les soldats rouges partant pour le front polonais, (mai 1920) (Œuvres choisies, op. cit., vol. III, p. 431.

² Lénine, La question des nationalités, suite des notes 30 déc. 1922, Œuvres choisies, op. cit., vol. III, p. 759.

³ Le VII congrès extraordinaire du PC(b)R, (mars 1918), a décidé qu'à l'avenir "notre Parti (le Parti ouvrier social-démocrate bolchevik de Russie) s'appellera Parti communiste de Russie avec entre parenthèses, l'adjonction du mot bolchevik" (Œuvres choisies, op. cit., vol. II, p. 630). Un mois avant, le Conseil des commissaires du peuple a décidé de transférer le gouvernement de Petrograd à Moscou (Ibid., p. 578).

⁴ Lénine, Discours à la conférence de Russie des directeurs de l'enseignement publique (nov. 1920) (Œuvres choisies, op. cit., vol. III, p. 489.

⁵ Pipes, op. cit., p. 109.

⁶ Staline, La révolution d'octobre et la question nationale, (nov. 1918) Staline, op. cit., p. 83.

D'après Staline, "la lutte des gouvernements de la périphérie a été et reste la lutte de la contre-révolution bourgeoise contre le socialisme. Ce n'est que pour tromper les masses qu'on recourt au drapeau national comme à un drapeau jouissant de la popularité et commode pour couvrir les visées contre-révolutionnaires de la bourgeoisie nationale"¹.

La conclusion de tels propos est facile à tirer: "la conception socialiste de la libre disposition" doit avoir pour "mot d'ordre" "tout le pouvoir aux masses travailleuses des nationalités opprimées". D'ailleurs, dit-il, c'est cette conception qui "reçut tous les droits et toutes les possibilités d'application"².

Cette dernière phrase signifie que Staline ne fit que traduire ce qui s'est passé en réalité. Le sens n'échappe à personne. C'est la réfutation de toutes les allégations des dirigeants et auteurs soviétiques d'union libre et consenti puisque Staline - et c'est la deuxième fois que nous le montrons - dit le contraire.

Lénine ne réagit qu'en mars 1919 pour s'attaquer à Boukharine et Piatakov qui étaient du même avis que Staline. Il souligna le danger que suscitait une telle appellation. Il incita à la prudence: "Nous devons agir, en l'occurrence, avec la plus grande circonspection, dit-il. Notamment à l'égard des différentes nations, car il n'y a rien de pis que la méfiance d'une nation". Il considéra une telle interprétation comme inadmissible "par principe"³. C'était, pour lui, servir les Grand-Russes que de préconiser une telle vue: "Grattez tel communiste, dit-il, et vous découvrirez le chauvin grand-russe"⁴.

En vérité les événements historiques confirment les vues de Staline trop franc et trop peu psychologue pour pouvoir le démentir. La Finlande, les Pays Baltes et la Pologne échappèrent de justesse à la mise en application du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, formule Staline. Les autres nations ont dû subir cette application. C'est ce que nous allons voir à travers deux cas: l'Ukraine et la Géorgie.

D) Cas de l'Ukraine et de la Géorgie

a) L'Ukraine

Après la disparition du gouvernement provisoire les bolcheviks sont venus concurrencer la Rada. Le secrétariat général de celle-ci déclara qu'elle prenait en charge le pouvoir dans tout le territoire ukrainien tout en formulant son désir de faire partie d'une république fédérale russe en tant qu'en-

¹ Ibid., p. 89.

² Ibid., p. 90.

³ Lénine, VIII congrès du PC(b)R (mars 1919) Œuvres choisies, op. cit., vol. III, p. 173.

⁴ Ibid., p. 190.

tité gouvernementale à part égale. Il proclama l'Ukraine république populaire (III^e Universal, 6 novembre 1917). Les partis gauchistes soutenus par Staline, demandèrent que les soviets ukrainiens soient consultés. La Rada prit alors des mesures d'autonomie en séparant les troupes ukrainiennes et les mettant sous la commande de Petliura. Petrograd protesta et envoya un ultimatum à Kiev. Lénine sentit l'affaire s'échapper de ses mains. En novembre 1917, il déclara devant le 1^{er} congrès panrusse de la flotte de guerre: "Nous disons aux Ukrainiens: en tant qu'Ukrainiens vous pouvez vous arranger comme vous voulez. Mais nous tendrons une main fraternelle aux ouvriers ukrainiens (remarquez ici la formule Staline) et leur dirons: nous lutterons avec vous contre notre et votre bourgeoisie. Seule l'union socialiste des travailleurs de tous les pays éliminera toute trace de haine nationale"¹.

Dans ce climat tendu entre Petrograd et Kiev, la Rada convoqua le congrès des soviets demandé par les bolcheviks. L'ultimatum de Petrograd souleva l'indignation du congrès qui adopta une résolution condamnant les bolcheviks². Ces derniers se retirèrent du congrès pour Kharkov où se trouvaient des partisans. Ils convoquèrent un congrès et envoyèrent un télégramme de soutien à Petrograd qui leur envoya un détachement d'ouvriers et de marins pour les aider à tenter un coup d'État et tenir la ville en mains (début décembre 1917). La guerre civile fut alors déclarée, conduite par des éléments russes et des criminels mis en liberté.

La Rada, dans son IV^e Universal, proclama l'indépendance de l'Ukraine (janvier 1918). Mais peu après, les bolcheviks occupèrent Kiev même, ce qui poussa la Rada à faire appel aux Allemands pour l'occupation de l'Ukraine³. Ceux-ci se comportèrent mal envers les Ukrainiens, ce qui eut pour effet de réhabiliter les bolcheviks. Et lorsque les Allemands et leurs alliés se rendirent, la lutte pour le pouvoir recommença.

Les personnalités de la Rada (déposées par les Allemands et remplacées par un officier de l'armée du Tsar) formèrent un directoire de cinq personnes et signèrent avec le gouvernement ukrainien de Galicie un traité d'union. Moscou, pour sa part, forma un gouvernement secret sous la direction de Piatakov qui fit son apparition en novembre 1918 avec l'accord de Staline. Ce gouvernement se heurta au directoire qui, protestant auprès de Moscou, ne reçut qu'une réponse de refus à ses allégations. La guerre civile, qui venait de recommencer, fomentée par les bolcheviks, était, d'après Moscou, une affaire propre à l'Ukraine. Les troupes soviétiques

¹ Lénine, Œuvres complètes 5^{ème} éd. t. 35, p. 116, cité par Laloy, op. cit., p. 97.

² Pipes, op. cit., pp. 115-122.

³ Ibid., p. 130.

occupèrent Kharkov au début de janvier 1919 et, en février, entrèrent à Kiev¹.

Mais vers la fin de 1919, l'armée blanche du général Dénikine occupa Kiev. L'Ukraine connut alors de dures épreuves: assaillie au nord et à l'est par les troupes soviétiques, au sud par les armées blanches, au sud-ouest par les Roumains, à l'ouest par les armées polonaises. Le traité entre la Pologne et l'Ukraine, signé en avril 1920, n'a pas empêché que le traité de Riga entre Moscou et la Pologne démembré de nouveau l'Ukraine. Pour finir, la Grande Ukraine fut soviétisée; l'Ukraine centrale attribuée à Varsovie; la Bucovine et une partie de la Bessarabie, à la Roumanie; l'Ukraine subcarpathique, à la Tchécoslovaquie².

La partie de l'Ukraine sous régime soviétique conserva officiellement son indépendance - de jure - jusqu'à la fin décembre 1920, date à laquelle un traité fut conclu avec Moscou, dit "traité de l'Union ouvrière et paysanne", par lequel l'Ukraine perdit son indépendance de jure et de facto.

b) La Géorgie

Un mot de la Géorgie. Lorsque la révolution de février éclata, les mencheviks dominaient la situation politique en Géorgie. Les bolcheviks n'eurent aucun succès dans cette région. Après la révolution d'octobre, un commissariat transcaucasien se forma sous la direction menchevik. Un Sejm fut convoqué à qui le commissariat remit le pouvoir (février 1918). Mais la Transcaucasie se divisa en trois pays indépendants: la Géorgie, l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Le conseil national géorgien proclame son indépendance en mai 1918³.

La Géorgie fut le 1er pays au monde où les socialistes, sans effusion de sang et par des élections, obtinrent le pouvoir total. Une délégation de la 2ème Internationale dont faisait partie Kautsky se déclara satisfaite du résultat acquis, après un voyage en Géorgie en 1920. Ce n'était pas sans vexer Moscou qui voulait être le centre spirituel des socialistes.

Celle-ci, en effet, prépara sans tarder la conquête de la Géorgie. Un traité signé en mai 1920 entre la Géorgie et Moscou reconnut l'indépendance et la souveraineté de l'État géorgien. Ce traité fut de courte durée. Il n'était fait que pour faciliter les manœuvres des communistes. Après la victoire sur les blancs, en février 1921, et sans aucune déclaration de guerre, l'armée rouge envahit le pays. Le gouvernement national se réfugia alors en France. Au bout de 5 semaines d'affrontement, l'indépendance de la Géorgie sombra dans l'histoire et devint un souvenir.

¹ Ibid., p. 137-138.

² Tougouchi, op. cit., pp. 110-111.

³ Ibid., p. 156.

Section III. La réglementation constitutionnelle de la question nationale

On ne saurait trop insister sur le rôle minime que jouent les dispositions constitutionnelles dans la vie juridico-politique du régime soviétique et surtout en matière nationale. Nous avons déjà étudié ce problème. Pour une raison de complément, nous envisageons ici l'étude des dispositions constitutionnelles touchant la formation de l'État et de la question nationale.

1) Note introductive: fédéralisme et souveraineté

Un terme appartient à l'histoire. Il en dit autant que l'objet nommé. Or, des termes donnés à des situations différentes, dans des périodes différentes, deviennent mythiques et acquièrent le sens de fétiche, objet d'adoration. Tel est le cas des termes fédéralisme et souveraineté.

Le marxisme-léninisme a le mérite d'insister sur la nécessité de démystifier les valeurs¹. Si c'est le cas de la morale, de la religion, de la métaphysique, du droit, de l'État, de la démocratie, ce n'est malheureusement pas le cas de ces deux termes. De plus, les dirigeants et les auteurs soviétiques nous compliquent la tâche.

La question de l'État fédéral se pose en opposition à d'autres formes de gouvernements: État unitaire et confédération. La différence entre ces trois formes d'État réside dans l'exercice du pouvoir. Mais, comme le dit avec raison Ch. Rousseau, la distinction n'est pas aisée.

La différence entre "État fédéral" et "Confédération" est "une simple vue de l'esprit" affirme Ch. Rousseau. Ni l'un, ni l'autre "n'existent à l'état pur que dans le cabinet des théoriciens". En effet "la complexité des réalités sociales échappent à la rigidité des classifications à priori"².

Cet auteur rejette aussi la distinction nette entre un État unitaire et un État fédéral, car, dit-il, "il n'y a pas de différence de nature entre l'État membre de l'État fédéral et la circonscription administrative dans l'État unitaire"³.

Il partage ainsi les vues kelséniennes. Kelsen considère la décentralisation comme "le principe fondamental d'organisation des différentes communautés juridiques". D'après lui, "l'État fédéral correspond simplement à un certain type de décentralisation"⁴.

¹ L'Idéologie allemande nous dit: "La morale, la religion, la métaphysique et tout le reste de l'idéologie ainsi que les formes de consciences qui leur correspondent ... n'ont pas d'histoire" (Idéologie allemande, op. cit., p. 51).

² Rousseau, Ch., Droit international public, Sirey, Paris, vol. II, 1974, p. 160 (ci-après: Rousseau).

³ Ibid., p. 168.

⁴ Ibid., p. 165.

Le problème se trouve ainsi déplacé du "niveau des formules" stéréotypées au "niveau de leur contenu" en pratiquant l'anatomie de ses composantes. On analyse alors le degré de décentralisation.

Mais ce qui donne de l'importance à ce problème, dans notre sujet, est le lien qui se trouve entre la forme fédérale et la souveraineté. Un État multinational, comme c'est le cas de l'URSS, se vante de l'adoption de la forme fédérale (à base nationale), signe de plus de démocratie et de plus de respect à l'égard des différentes nationalités qui le composent. Le mot lui-même est risqué: ces nationalités jouissent de la souveraineté, prétendent les dirigeants et les auteurs soviétiques.

Nous nous trouvons alors devant un deuxième problème: Qu'est-ce que la souveraineté et qui est le sujet souverain dans un État fédéral comme l'URSS.

Ch. Rousseau, du même avis que Carré de Malberg, affirme que c'est "un terme impropre et équivoque"¹. La théorie classique définit la souveraineté comme "le pouvoir absolu et incontrôlable pour l'État de se comporter dans les affaires extérieures comme dans les affaires domestiques, selon son bon plaisir, sans autres restrictions que celles qu'il aurait volontairement acceptées"².

Ch. Rousseau refuse cette définition, mais n'en présente point d'autre pour la remplacer. Dans notre problème de lien entre la question fédérale et la question de souveraineté, cette définition est acceptable. Pour nous, le sujet de la souveraineté, dans ce cas, est celui qui remplit les conditions posées par cette définition. L'emploi du terme souveraineté pour les entités composant l'État n'est pris qu'au sens figuré et impropre et signifie l'exercice d'une compétence³.

Il s'ensuit que le respect accordé à une entité nationale ne dépend nullement de la dénomination que prend la forme de l'État mais du degré de pouvoir qu'exerce cette entité et qui se divise en trois phases:

- Pouvoir initial: liberté de se joindre ou de ne pas se joindre
- Pouvoir actuel: pouvoir de décision quant aux compétences qu'elle délègue à cet État et quant à celles qu'elle retient.
- Pouvoir subséquent: garantie de ses compétences non-délégées et possibilité de retrait des compétences déléguées.

¹ Ibid., p. 57.

² Ibid., p. 59.

³ Aussi refusons-nous l'interprétation donnée par A. Favre de l'art. 3 de la constitution suisse selon laquelle le canton est un État souverain (Favre, A., *Droit constitutionnel suisse*, éd. Univ. Fribourg, Suisse, 2ème éd., 1970, pp. 109-112).

Par conséquent nous refusons la chicane sur des termes. Nous nous axons sur le contenu de ces termes *in concreto*.

2) Admission de l'idée fédérale

Les auteurs soviétiques n'analysent pas la raison du changement dans la politique nationale sur la forme d'État qui est passée d'une forme centralisée, unitaire, à la forme fédérale. Mais ne citons qu'un auteur soviétique, Starushenko, qui nous dit que c'est la politique de grandes puissances du gouvernement provisoire qui a poussé les nationalités qui sont restées dans l'union à réclamer des garanties sûres de leurs droits¹. Ainsi, la nouvelle forme est une garantie de plus de respect. Mais en réalité, la forme fédérale a été adoptée pour deux raisons:

1. Attirer les différentes nationalités par l'idée de plus de garantie dans la forme fédérale.
2. La réalisation par Lénine que l'État fédérale n'est que formel.

Lénine, dans son testament, affirme ce que nous venons de dire. Avant tout, il demande qu'on amadoue les indigènes. "Il vaut mieux forcer la note dans le sens de l'esprit d'accommodement et de la douceur à l'égard des minorités nationales que faire l'inverse"². Il défend l'unité des républiques socialistes, mais il insiste sur le fait que la décentralisation qu'il prêche dans son testament n'est que formelle puisqu'elle peut être "suffisamment compensée par l'autorité du Parti". Il propose de sacrifier la centralisation formelle en l'échangeant contre l'effet psychologique que joue la décentralisation sur des "centaines de millions d'hommes des peuples d'Asie"³.

Il est vrai que dans le testament il a tenté d'introduire des modifications en vue de la décentralisation. Mais, comme nous le verrons, ses propositions sont contradictoires et s'annulent mutuellement. L'idée de l'aspect formel de la décentralisation en raison de l'unité du Parti est néanmoins présente et montre que Lénine l'avait à l'esprit.

Pour retrouver l'origine de cette concession (si c'est une concession) il faut remonter à son fameux livre "l'État et la révolution" qui nous instruit sur le fédéralisme en général.

D'après Lénine, le fédéralisme de Marx n'est pas considéré par opposition au centralisme. Il se rattache à l'idée de "démolition de la vieille machine d'État bourgeoise"⁴. Le principe de fédéralisme est dans ce cas un concept

¹ Starushenko, op. cit., p. 79.

² Lénine, Œuvres choisies, op. cit., vol. III, p. 762.

³ Ibid., pp. 763-764.

⁴ Lénine, Œuvres choisies, op. cit., vol. II, p. 327.

anarchiste auquel s'oppose le centralisme. Le centralisme est une forme d'État plus proche que le fédéralisme de la révolution. L'anarchisme refuse le centralisme parce qu'il n'est possible de l'établir que par la contrainte, le bureaucratisme et le militarisme¹.

Lénine nie l'affirmation des anarchistes dans son livre. Mais après la révolution d'octobre, il s'est rendu compte du fondé de leur thèse. La contrainte était nécessaire pour faire admettre l'unité de l'empire. En décembre 1918, lors de la deuxième édition de son livre, il ajoute le texte suivant: "Le passage du capitalisme au communisme ne peut évidemment manquer de fournir une grande abondance et une large diversité de formes politiques, mais leur essence sera nécessairement une: la dictature du prolétariat"².

Lénine cite dans son livre un texte d'Engels qui, tout en condamnant l'État fédéral, l'accepte en tant que "transition vers un État pleinement unitaire"³.

Nous croyons ainsi avoir établi le cheminement de la pensée de Lénine vers sa nouvelle position.

Dans tous les cas, Lénine pouvait constater que la situation politique interne ne pouvait plus permettre un État unitaire libre. C'était trop tard; la séparation était devenue la règle et l'unité l'exception. Il fallait alors recourir à la forme fédérale qui à vrai dire porte son contrepoids dans l'institution du Parti unitaire qui détient tout le pouvoir.

Le premier texte officiel à avoir parlé de fédéralisme fut le manifeste au peuple ukrainien envoyé sous forme d'ultimatum à la Rada et écrit le 3 décembre 1917 par Lénine. Il proposait d'établir des rapports fédératifs entre la république soviétique de Russie et les autres régions de l'ancien empire tsariste. Il fut suivi par un arrêté du Conseil des commissaires du peuple stipulant que les revendications nationales des ukrainiens, l'indépendance de leur république populaire, son droit de réclamer des relations fédératives étaient reconnus par le Conseil⁴.

L'idée d'État fédéral reçut une expression juridique, d'après les auteurs soviétiques, dans la déclaration des droits du peuple travailleur et exploité, laquelle stipule que "la république soviétique de Russie est fondée sur la libre union des nations libres, en tant que fédération de républiques soviétiques nationales"⁵. Cette déclaration fut approuvée par le IIIe congrès des

¹ Ibid., p. 329.

² Ibid., p. 314.

³ Ibid., p. 343.

⁴ Starushenko, op. cit., p. 79.

⁵ Lénine, Déclaration des droits du peuple travailleur et exploité (janvier 1918) Œuvres choisies, op. cit., vol. II, p. 535.

soviets de Russie et fit partie intégrante de la constitution de la RSFSR de 1918¹.

3) La constitution de 1918 et le droit des peuples

La 1ère constitution du 1er État soviétique a été adoptée le 10 juillet 1918 par le Ve congrès panrusse des soviets. Elle servit de modèle à celles des autres républiques soviétiques. Elle a une importance particulière car elle reflète l'état d'esprit des bolcheviks en ce temps fiévreux de 1918.

Le terme État n'a pas été utilisé dans cette constitution pour dire que la révolution, commencée en Russie, devait éclater en d'autres pays et mettre fin à l'institution qu'est l'État. Cette constitution était de portée internationale et ne se limitait pas au territoire dominé par les soviétiques en 1918. C'est donc une constitution ouverte. Steklov, rapporteur du Ve congrès disait: "Our constitution is of world-wide significance ... The Russian Soviet republic sooner or later will be surrounded by daughter and sister republics, which uniting will lay the basis for a federation, first of Europe, and then of the entire world"². Le terme État, lié à la notion de souveraineté, niés par Stuck et Korovin à cause de la théorie du dépérissement de l'État, fit son apparition seulement dans le 1er article de la constitution de 1936 sous l'influence de l'école de Pasukanis³.

Le pouvoir suprême est exercé par le congrès des soviets de Russie composé de représentants des soviets qui se réunissaient deux fois par an (une fois depuis 1921). Le nombre étant de plus de mille membres, ce congrès ne pouvait être un corps délibératif. Pour cette raison son pouvoir est délégué au CCE, composé de 200 membres nommés par les soviets et responsables devant eux entre les congrès. Mais le vrai pouvoir réside dans le conseil des commissaires du peuple, et comme nous l'avons déjà vu, dans les organes du Parti, les soviets ne remplissent que le rôle de courroie de transmission.

Dans cet embryon de fédération mondiale de nationalités, le rôle réservé aux différentes nationalités qui en faisaient partie était minime, pour ne pas dire inexistant. La déclaration des droits du peuple travailleur et exploité qui établit la forme fédérative, ne précise pas le caractère des liens fédératifs, réservant "aux ouvriers et aux paysans de chaque nation la liberté de décider en toute indépendance, dans leur propre congrès des soviets investi de pleins pouvoirs, s'ils désirent participer au gouvernement

¹ Goodman, E. R., *The Soviet design for a world State*, Columbia Univ. Press, N.Y. 1960; pp. 224-227 (ci-après: Goodman).

² Cité par Goodman, op. cit., p. 30.

³ Chambre, op. cit., p. 58.

fédéral et aux autres institutions fédérales soviétiques, et à quelles conditions"¹.

Malgré ce fait, la constitution, dans son article 49 donnait au congrès des soviets 17 pouvoirs complétés par les pouvoirs découlant de l'article 50 qui accorde au pouvoir central le droit de décider "on any other matter which they deem within their jurisdiction"².

Clarkson écrit que le terme fédéral qui se trouve dans le nom de l'État soviétique d'alors ne signifie que le fait que certains groupes ethniquement compacts avaient la possibilité d'exécuter une certaine autonomie culturelle³. En effet, Staline a rappelé à la commission qui était chargée d'élaborer la constitution de 1918 que la forme fédérale n'est que transitoire. Il a surtout réagi contre la proposition de système bicaméral car, disait-il, des organes locaux ou régionaux exerçant un pouvoir parallèle au pouvoir central ne ferait que désintégrer tout le pouvoir et retourner au capitalisme⁴.

Les allégations soviétiques selon lesquelles d'une part les nationalités se sont jointes librement et d'autre part l'État russe d'alors était un État librement constitué, sont dénuées de tout fondement comme nous l'avons déjà dit.

Le gouvernement soviétique a toujours procédé de la même façon. Une fois le pays occupé militairement, un congrès des représentants agréés par les délégués de Moscou se réunissait et envoyait un télégramme de remerciements adressé officiellement aux "chefs de la révolution mondiale" et en fait au gouvernement de Moscou. Ainsi les Kirghizs, peuple romande, ignorant tout du communisme, envoyèrent leur soutien en 1920 à Moscou en promettant de "prendre une part active aux mesures de liquidation des fronts de Wrangel et de Pologne" et proclamèrent leur désir de s'unir au sein "de la grande famille des travailleurs du monde" pour le triomphe du socialisme⁵.

De même que le pouvoir central moscovite n'accordait aux différentes nationalités aucune liberté de se joindre ou de se détacher, de même il ne laissait aucun pouvoir véritable entre les mains de celles-ci. Ce pouvoir central exerçait sur les territoires conquis un contrôle complet sur les affaires militaires, économiques, financières et étrangères des États autonomes, des républiques autonomes et des républiques soviétiques, les trois

¹ Lénine, Œuvres choisies, op. cit., vol. II, p. 537.

² Materials, op. cit., pp. 84-85.

³ Clarkson, op. cit., p. 598.

⁴ Goodman, op. cit., pp. 239-240.

⁵ Tougouchi, op. cit., pp. 255-256.

formes politiques faisant partie de la RSFSR. D'ailleurs, pour cette raison, il n'y avait pas un sens précis donné à ces termes en 1918; ils étaient interchangeables¹.

Il faut remarquer enfin que le droit à la séparation n'est pas mentionné dans la première constitution.

4) L'Union, le différend entre Staline et Lénine et le testament de ce dernier

Au fur et à mesure que l'armée rouge entraînait en possession de nouveaux territoires, le Parti communiste prenait des mesures en vue de l'unification du pouvoir. Les uns étaient rattachés directement à la RSFSR (Tartares, Bashkirs, Iakoutes, Caréliens etc.) alors que d'autres, qui étaient déjà séparés de la Russie et en relations militaires ou diplomatiques avec l'extérieur, avaient été déclarés des républiques soviétiques indépendantes pour ne pas blesser leur amour propre (Ukraine, Biélorussie, Arménie, Géorgie etc.)

Mais les différents pouvoirs étatiques des premiers comme des derniers étaient vite remis au pouvoir central, à commencer par le pouvoir militaire. Tous les territoires conquis étaient sous l'autorité directe du Parti communiste. C'était l'unification de facto. L'unification de jure qui suivit, n'était établie que pour éviter des heurts avec les différentes nationalités et pour donner un aspect de légitimité à l'unification de fait. Des traités dits d'alliances, ont été signés entre la RSFSR et les différentes entités politiques.

Ces traités n'étaient au fond que des traités de subordination des dernières au pouvoir central de la RSFSR. Staline, toujours à cause de son caractère, ne cacha pas ses sentiments devant les rapports existant entre les différentes entités et la RSFSR. Dans une lettre à Lénine, il affirma qu'il ne voyait pas de différence réelle dans le degré de self-government dont jouissaient les républiques autonomes absorbées par la RSFSR telles que les Bashkires et les républiques soviétiques indépendantes telles que l'Ukraine: "In your theses you draw a distinction between the Bashkir and the Ukrainian types of federal union, but in reality there is no such difference, or it is so small that it equals zero"².

Ce problème a été à la base du différend Lénine/Staline. Lorsque la question de la formation de l'Union se posa, on se heurta au genre de relations fédératives. Staline, contrairement à Lénine, n'avait pas modifié ses vues sur la forme de l'État qu'il préconisait avant la révolution. Il proposa de transformer les républiques fédérées indépendantes en républiques autonomes faisant partie de la RSFSR au lieu d'être sur pied d'égalité. Il vou-

¹ Pipes, op. cit., p. 246.

² Ibid., p. 254.

lait confier à l'appareil de cet État les fonctions de l'appareil de l'État fédéral. Ce sont là ses fameuses "thèses sur l'autonomisation".

En septembre 1922, la commission en vue de la préparation de la question des relations entre la RSFSR et les autres républiques, adopta ces thèses de Staline. Lénine était alors malade à Gorki. Quand il reçut les matériaux, il protesta contre cette prise de position. Il proposa des contre-thèses où il demanda une union volontaire de républiques soviétiques égales en droits, y compris la RSFSR, dans un nouvel État: l'Union des républiques soviétiques. Il accusa Staline de vouloir aller trop vite dans la voie de l'Union, fournissant ainsi "un aliment aux indépendants"¹.

La commission rédigea un nouveau projet prenant en considération les vues de Lénine. Le traité sur la formation de l'URSS fut adopté le 30 décembre 1922 par le Ier congrès des soviets de l'URSS.

La prise de position de Lénine est difficile à comprendre. Elle est compliquée par le texte connu sous le nom de testament de Lénine dont le contenu n'a été porté à la connaissance du Parti qu'en mai 1924 (au XIIIe congrès du Parti)².

En effet, bien que Lénine ait obtenu gain de cause sur la position de Staline en matière d'autonomisation, il ne cessa pas de se plaindre dans ce testament dicté par lui les 23-31 décembre 1922 (avec un supplément sur la demande de démettre Staline de ses fonctions, du 4 janvier 1923). Il donne l'impression de n'être pas content de son ouvrage. Lénine dit que le but du texte dicté est d'obliger le congrès à procéder "à une série de changements politiques". Il fait part de "réflexions particulièrement importantes"³.

Lénine nous fournit un jugement sur la question nationale. Pour comprendre ce jugement, analysons rapidement le testament dont l'objet peut être divisé dans plusieurs thèmes. Notons-en deux.

A) Jugement sur les personnes

Lénine, au lieu d'accuser le système, accuse plus facilement les personnes. Il s'attaque à Staline, Trotsky, Zinoviev, Kamenev, Boukharine, Piatakov, Ordjonikidze et Dzerjinski.

Quelle importance cette accusation a-t-elle sur la question nationale? C'est simple. Lénine assimile facilement le peuple aux prolétaires, les prolétaires au Parti. En plus, il confond, lorsqu'il attaque, le parti politique adverse avec la classe bourgeoise, et la bourgeoisie avec une nation chau-

¹ Lénine, Œuvres choisies, op. cit., vol. III, p. 724.

² Ibid., p. 839, note 224. Ce texte ne fut publié en entier qu'en 1956.

³ Ibid., p. 749.

vine. Ainsi la bataille se trouve engagée entre le Parti et une nation. Dans son testament, comme l'écrit Carrère d'Encausse, Lénine "a fait une découverte selon laquelle les principes révolutionnaires ne servent à rien contre les qualités des hommes"¹. Il se rend compte que ce n'est pas une lutte entre des classes mais entre des individus et des nations.

B) Proposition de décentralisation

La peur des individus amène Lénine à craindre une déviation au sein du Parti. Il demande une décentralisation du CC du Parti en augmentant son effectif pour "empêcher que les conflits de certains petits groupes du CC ne puissent prendre une trop grande importance pour les destinées du Parti"². La proposition de Lénine de décentraliser l'appareil du pouvoir est implicitement une attaque contre le système. Mais cette attaque est ambiguë car Lénine continue à préconiser l'unité de l'État: "Il faut maintenir et consolider l'union des républiques socialistes, dit-il; il ne peut exister aucun doute sur ce point"³.

Cependant, Lénine demande que l'unité centraliste soit réalisée seulement sur deux points: Les affaires militaires et les affaires diplomatiques. La décentralisation sur les autres points est compensée par l'unité du Parti et l'effet psychologique sur les nationalités. Cette distinction entre les compétences ne fait que rendre plus difficile la compréhension de ce que voulait Lénine. Comme le remarque Carrère d'Encausse, "sur le fond, sa position n'a pas changé"⁴. Tout compte fait, le testament de Lénine est un document qui, s'il sert à quelque chose, sert surtout à nous montrer un malade qui "tourne en rond", pour employer la parole de Laloy⁵. Il se sent pris à son propre piège. Il veut redonner aux nationalités un rôle plus grand à jouer mais il remet leur sort dans les mains du Parti.

On ne saurait décrire l'État auquel il aspirait à cette époque-là. Mais une chose est certaine: ce qui se passait devant ses yeux ne lui plaisait pas. Il se voyait dans une pente où tout se précipitait. Aussi, dans son dernier écrit "Mieux vaut moins, mais mieux" de mars 1923, il revient souvent sur ce sentiment de précipitation: "Il est temps de devenir raisonnable, écrit-il, il faut se pénétrer d'une méfiance salutaire envers un élan inconsidéré"⁶.

Pour clore cette question, disons encore que les remarques et propositions de Lénine sont restées jusqu'à aujourd'hui lettre morte et au stade de

¹ Carrère d'Encausse, op. cit., pp. 249-250.

² Lénine, Œuvres choisies, op. cit., vol. III, p. 749.

³ Ibid., p. 363.

⁴ Carrère d'Encausse, op. cit., p. 249.

⁵ Laloy, op. cit., p. 114.

⁶ Lénine, Œuvres choisies, op. cit., vol. III, p. 787.

l'autocritique faite par l'homme. Ce testament s'inscrit dans la ligne de la fameuse lettre d'Engels qui a été la base du revirement dont est sorti le léninisme. Mais ce revirement dans le testament n'a eu personne pour le continuer. En mai 1924, lorsque ces notes furent portées à la connaissance du congrès du Parti, Lénine n'existait plus (mort le 21 janvier 1924). Déjà dès le 9 mars 1923, date de la 3ème attaque du mal, son existence était réduite à rien. Staline s'imposa au XIIe congrès du Parti (avril 1923) et la constitution adoptée le 31 janvier 1924 est conforme à ses vues dans beaucoup de ses aspects.

5) Les constitutions de 1924 et de 1936

Le traité d'union, signé le 30 décembre 1922, consacrait les rapports entre quatre républiques soviétiques: la RSFSR, la RSS d'Ukraine, la RSS de Biélorussie et la RSFS de Transcaucasie.

À cinq jours de la signature du traité de l'Union, Staline présentait au Xe congrès des soviets - auquel Lénine ne participait pas - les points principaux de ce traité tels qu'ils avaient été approuvés par le Présidium du CCE de la RSFSR. Ces points ont été repris dans la constitution de 1924.

Avant tout, il refusa d'accorder à plus de quatre républiques soviétiques la qualité de signataires du traité en tant que républiques fédérées. Deux des quatre républiques avaient une forme fédérale afin de centraliser le pouvoir. La RSFSR compte dans son sein, huit républiques autonomes, et la RSFS de Transcaucasie trois (Géorgie, Arménie et Azerbaïdjan).

Commentant sa position, Staline déclara que le système soviétique d'État multinational qui "conduit au rapprochement graduel, mais solide des nationalités autrefois indépendantes en un seul État indépendant" se distingue du système adopté par la démocratie bourgeoise où l'on assiste au déclin des États multinationaux et à leur décomposition graduelle en leurs éléments constitutifs; tel est le cas du rapport de la Grande-Bretagne avec l'Inde, l'Égypte et l'Irlande¹.

C'est là une décision opposée aux vues de Lénine qui voulait élargir le cercle des unités politiques entrant dans la fédération à titre d'égalité. Dans son testament, il plaida surtout le cas de la Géorgie à laquelle il reconnaissait le droit de participer sur pied d'égalité avec la RSFSR.

À cette centralisation au niveau des signataires du traité d'Union s'ajoute une centralisation au niveau des fonctions étatiques. Staline remit à l'Union les branches principales du pouvoir étatique: les commissariats au commerce extérieur, à l'armée et à la marine, aux affaires étrangères, aux voies de communication et aux postes et télégraphes. Ces activités sont

¹ Staline, Rapport au X congrès des Soviets de la RSFSR, déc. 1922 Staline, op. cit., pp. 130-131.

confiées au conseil des commissaires du peuple de l'Union. Les commissariats aux finances, à l'économie, à l'approvisionnement, au travail et à l'inspection sont remis aux républiques fédérées mais à condition qu'ils fonctionnent "d'après les directives des commissariats correspondants du centre de l'Union". En d'autres termes, les républiques auraient la fonction formelle alors que l'Union aurait la fonction de direction politique, matérielle. Seules des compétences comme l'intérieur, la justice, l'instruction publique, l'agriculture furent laissées aux républiques¹.

Staline formula dans ce rapport le vœu que la fédération soviétique marque un "nouveau pas décisif dans la voie de l'union des travailleurs du monde entier en une seule république socialiste soviétique mondiale"². Ainsi, l'URSS serait pour lui le modèle d'une fédération mondiale.

C'est la base de la constitution de 1924, telle que la voulait Staline. Ces points forment la toile de fond du tableau. La constitution fut adoptée d'abord par le CCE de l'URSS, le 6 juillet 1923 et entra en vigueur à cette date, avant d'être ensuite approuvée le 31 janvier 1924 par le IIe congrès des soviets de l'Union.

La constitution débute par une déclaration qui annonce que l'État est construit sur la base de la confiance mutuelle et la paix, la liberté nationale et l'égalité, la coexistence pacifique et la collaboration fraternelle des peuples. L'Union est qualifiée de fédération libre de peuples égaux en droits, où le droit de retrait est assuré à toute république. La fédération est de type ouvert qui admet toute république qui viendrait à exister à l'avenir. La déclaration finit par le même vœu exprimé par Staline dans son rapport au Xe congrès des soviets en décembre 1922.

Tous ces termes que nous rencontrons dans la déclaration sont bien connus par nous après l'étude faite de la doctrine. Les compétences de l'Union ont été précisées dans l'article 1er (24 compétences). Quant à celles des républiques, elles furent précisées dans une clause générale (article 3). Le droit de retrait de l'Union leur fut accordé (article 4) ainsi que la garantie de leur territoire national et la garantie que l'article 4 ne serait modifié que par l'accord de toutes les quatre républiques. À part ce dernier point, la modification de la constitution est accordée à l'Union.

Les compétences étendues de l'Union ont été contestées. Le Parti p. ex. écarta la demande de l'Ukraine faite à la IVe conférence de juin 1923 visant à garder pour les républiques les commissariats des affaires étrangères et du commerce extérieur. La conférence statua alors que "this proposal is

¹ Ibid., p. 132.

² Ibid., p. 134.

unaccepted since we are actually forming a simple union state which will appear before the outside world as an integral whole"¹.

Mais une décentralisation a été faite au niveau de la représentativité des différentes nationalités par l'institution du bicaméralisme.

Le bicaméralisme a son origine dans le commissariat du peuple pour les nationalités créé après la révolution d'octobre et dirigé par Staline lui-même. Staline le transforma en mini-fédération en mai 1920. Un décret demanda à toutes les nationalités d'envoyer des représentants à ce commissariat. En novembre de la même année, un autre décret décida que le commissariat du peuple pour les nationalités assurera la juridiction sur les différentes entités politico-nationales de la RSFSR. En avril 1921, le CEC du commissariat a été baptisé "Conseil des nationalités". Le commissariat et ce Conseil furent dissouts en juillet 1923 et remplacés par la deuxième chambre législative du gouvernement soviétique².

Le XIIe congrès du Parti (avril 1923) préconisa le bicaméralisme, plaidé par Staline en personne. Il avertit ceux qui s'opposaient à cette forme de gouvernement, qualifiés de chauvinistes grand-russes: "Nous risquons de perdre les confiances de peuples autrefois opprimés envers les prolétaires russes", déclara-t-il. Le problème posé était grave pour ne pas en tenir compte. Il mit en garde contre une attitude opposée à la sienne: "N'oubliez pas ces réserves que sont les peuples opprimés qui gardent le silence mais pèsent par leur silence et décident de bien de choses"³.

Pour Staline, le problème se posait tant sur le plan interne que sur le plan de la révolution mondiale. Il s'agit de donner une bonne impression à l'Orient surtout "qui constitue le gros des réserves de notre révolution" et affirmer ainsi "leur confiance, leur élan vers notre fédération"⁴.

Il proposa alors que la 1ère chambre législative, celle de l'Union, soit élue au congrès des soviets de l'Union, indépendamment des nationalités, et que la seconde soit élue par les républiques et les régions pour que "les institutions supérieures" traduisent "non seulement les intérêts de classe de tous les groupes prolétaires sans exception, mais encore les aspirations purement nationales"⁵.

Mais cette concession en soi n'était que formelle car les deux chambres du gouvernement étaient dominées par un seul CEC. L'Ukraine proposa alors

¹ Cité par Denisov, op. cit., p. 75.

² Pipes, op. cit., pp. 248-249; Lesage, op. cit., p. 72.

³ Staline, Rapport au XII congrès du PCR avril 1923, Staline, op. cit., pp. 142-143.

⁴ Ibid., p. 156.

⁵ Ibid., p. 154.

à la IV^e conférence du CC du Parti en juin 1923 que chaque chambre ait son présidium au CEC. Cette proposition fut repoussée¹.

Le bicaméralisme plaidé par Staline se retrouva au IV^{ème} chapitre de la constitution. Mais il faut remarquer que le bicaméralisme n'a été adopté que dans le cadre de l'Union.

Le CEC est l'organe suprême du pouvoir d'État entre les congrès, La chambre des nationalités est composée de 5 représentants par république fédérés ou autonome, et un par région autonome de la RSFSR ou de la RSFS de Transcaucasie. Le présidium du CEC est l'organe législatif, exécutif et administratif supérieur, composé de sept personnes de chaque chambre. Le gouvernement est confié au Conseil des commissariats du peuple de l'URSS.

Parlons de la constitution de 1936 avant de passer aux deux points importants: le droit de sécession et la souveraineté.

Le CC du Parti adopta, début février 1936, une décision de modifier la constitution. Une semaine plus tard, le VII^e congrès des soviets prit une décision instituant une commission pour l'élaboration de la constitution ayant pour président Staline. Le début de cette modification, d'après cette décision, était

a. further democratization of the system of elections and the replacement of a not quite equal vote by equal vote, indirect elections by direct elections, and open ballot by secret ballot.

b. bringing the social and economic basis for the constitution into strict correlation with the present state of classes in the USSR"².

Le 5 décembre 1936, le VIII^e congrès extraordinaire des soviets de l'URSS approuva et adopta le texte de la constitution.

Cette constitution, à part l'introduction d'un chapitre sur le droit du citoyen et la question des élections, modifia la structure des organes représentatifs centraux de l'URSS. Le congrès des soviets et le CEC furent remplacés par les soviets suprêmes de l'URSS, composés du soviet de l'Union et le soviet des nationalités. Une modification a été adoptée en ce qui concerne la représentativité des différentes nationalités. Chaque république fédérale aura 25 députés, la république autonome 11 (donc l'égalité entre les deux, de 1924, est écartée), la région autonome 5, et l'arrondissement national un seul.

¹ Denisov, op. cit., p. 75.

² Materials, op. cit., p. 206.

6) La libre sortie de l'Union

L'article 4 de la constitution de 1924 et l'article 17 de la constitution de 1936 parlent du droit de chaque république fédérée de la libre sortie de l'Union. Les auteurs soviétiques qui traitent de ce sujet s'empressent de passer au-delà pour affirmer qu'aucune république n'a jamais manifesté son désir d'user de ce droit. Ils attribuent cela à l'intérêt qu'ont les républiques à rester dans l'Union. Mais qu'en est-il en vérité? Est-ce que ce droit est réalisable en URSS.

Remarquons avant tout que le droit à la séparation de l'URSS (si on peut parler vraiment de droit) n'est garanti dans la constitution de 1924 et de 1936 qu'aux républiques fédérées. Dans son rapport devant le VIII^e congrès extraordinaire des soviets, Staline précisa ce point indirectement. Interrogé sur les conditions pour le passage d'une république autonome à une république fédérée, il répondit que trois conditions étaient nécessaires. La république doit être périphérique, la nationalité qui donne son nom à la république doit représenter une majorité dans le territoire qu'elle occupe, et enfin elle ne doit pas être petite. La 1^{ère} condition qui nous intéresse, a été considérée comme nécessaire parce que seule une république fédérée peut se retirer de l'Union; si elle est entourée de nationalités soviétiques, elle ne le pourrait pas¹. Mais, soit dit en passant, un seul regard sur la carte de l'URSS nous suffirait pour prouver que les républiques fédérées ne remplissent pas toutes ces trois conditions².

Staline accorde au droit de se séparer une grande importance. Ce droit est le signe que les républiques sont indépendantes³. Il refusa en 1936 de supprimer ce droit de la constitution: "L'URSS, dit-il, est une union librement consentie de républiques fédérées égales en droits. Retrancher de la constitution l'article relatif au droit de se retirer librement de l'URSS, c'est violer le principe de libre adhésion à cette union". Néanmoins, Staline croit savoir d'avance qu'aucune république ne le demanderait⁴.

En vérité, ni l'union, dont parle Staline, n'est libre, ni le droit à la séparation n'existe. Staline lui-même l'a affirmé en 1920: "Les intérêts de masses populaires disent que revendiquer la séparation de la périphérie au stade actuel, c'est profondément contre-révolutionnaire"⁵. En 1934, il montra qu'il était attaché à ses idées d'antan: "La déviation vers le nationalisme

¹ Staline, VIII congrès extraordinaire des Soviets de l'URSS, nov. 1936, Staline, op. cit., p. 285.

² Kolarz, La Russie et ses colonies, op. cit., p. 38.

³ Staline, XII congrès du PCR, avril 1923, Staline, op. cit., p. 127.

⁴ Staline, VIII congrès extraordinaire, nov. 1936, Staline, op. cit., p. 4.

⁵ Staline, La politique du pouvoir des soviets dans la question nationale, oct. 1920, Staline, op. cit., p. 97.

reflète les tentatives de sa "propre" bourgeoisie "nationale" de saper le régime soviétique et de rétablir le capitalisme"¹.

En tout cas, la doctrine marxiste-léniniste appuie l'union et non pas la séparation. À part la question doctrinale, il faudrait remarquer que le texte constitutionnel ne garantit pas ce droit; il ne fait que le reconnaître. Car, pour garantir un droit, il faut que ce droit "prétention" soit doublé d'une procédure permettant son application. Or, il n'y a aucune procédure pour la mise en application de ce droit en URSS. Medvedev affirme même que personne n'oserait se prévaloir de ce droit. Ainsi, dans le cas de l'Ukraine, "toute déclaration publique en faveur de la sécession de l'Ukraine y était considérée comme de la propagande ennemie passible de sanctions pénales"². Il met en garde l'URSS devant "la contradiction flagrante entre les écrits et les faits" car, dit-il, cela contribue "à accroître la tension nationale en URSS"³.

Bref, nous pouvons dire que l'URSS reconnaît le droit de sortie de l'Union, non en tant que "prétention", mais en tant que "défit" et "avertissement".

7) La souveraineté en URSS et la déportation des nationalités

Les auteurs soviétiques affirment que l'URSS est un État souverain de type nouveau. La souveraineté est définie par eux comme "the supremacy of the power of a given state, that is, its independence of the power of another state". Elle a double aspects "the supremacy of the state within its territory and its independence in international relations"⁴.

Malgré cette définition, la souveraineté est accordée tant à l'Union comme telle qu'aux républiques fédérées. L'argument avancé est que la souveraineté de ces dernières se manifeste par les faits suivants:

- Chaque république a sa constitution et contrôle son application.
- Chaque république a un territoire garanti par la constitution, non altérable sans son accord.
- Chaque république adhère librement et a le droit de sortir librement de l'Union.
- Chaque république peut entrer en relations diplomatiques avec les États étrangers et avoir sa formation militaire⁵.

À vrai dire, tous ces arguments sont sans valeur pour attribuer la souveraineté étatique à une république.

¹ Staline, Rapport au XII congrès du Parti, janvier 1934, Staline, op. cit., p. 280.

² Medvedev, de la démocratie socialiste, op. cit., p. 316.

³ Ibid., p. 317.

⁴ Denisov, op. cit., p. 155.

⁵ Ibid., pp. 161; Tchkhikvadze, op. cit., pp. 105-107.

- En ce qui concerne les constitutions des républiques qui ne sont qu'une copie (plus ou moins) fidèle de la constitution fédérale dominée par la volonté unique du Parti communiste, elles n'ont pas plus de valeur qu'une loi municipale quelconque.

- L'argument de la garantie territoriale n'est nullement fondée, car on sait que c'est le Parti communiste qui décide de la création comme de l'annulation d'une république. Ainsi, Staline refusa que la Géorgie soit une république fédérale, ce qui lui enlève cette garantie. En 1956, la république karelo-finnoise a été transformée par décision du Parti en république autonome.

- Nous croyons avoir assez parlé du droit d'union libre et de la libre sortie de l'Union qui se limitent à la formulation.

- Quant à la question de la représentation diplomatique, qui a son origine dans les discussions de Yalta et fut décrétée le 1er février 1944, (ensemble avec la question militaire), elle n'est que subséquente à la théorie de la souveraineté des républiques. En tout cas, il est à noter que seules deux républiques ont des représentations diplomatiques - et seulement dans le cadre des Nations-Unies. Il s'agit de l'Ukraine et de la Biélorussie qui sont pourtant moins importantes que la RSFSR. Quant à la formation militaire, aucune république n'a jusqu'à maintenant une formation militaire propre.

Le problème de la représentation est un problème à part. Cela crée un précédent qui met en cause tout le système d'organisation internationale. Refusée en 1923 à l'Ukraine, elle n'a été adoptée que pour compenser la représentation dans les organisations internationales accordée à de petits États dominés par les États capitalistes dont l'indépendance n'est que formelle¹.

Il est clair que l'URSS se considère non seulement comme membre de l'Organisation Internationale, mais comme représentant d'un des deux camps qui se partagent le monde et comme l'unique garant de l'ordre et du bonheur de l'humanité. Il est possible, dès lors, de considérer que la souveraineté des républiques fédérées existe dans le cadre de ce camp, comme la souveraineté étatique des États se manifeste dans le cadre de l'Organisation Internationale. L'URSS devient, dans ce cas, l'équivalent de l'ONU avec cette différence que les États deviennent membres de l'ONU par décision libre, alors que les composants de l'URSS ont été forcés d'en faire partie. Ceci peut expliquer l'expression "URSS, État souverain de type nouveau". Mais, en traitant un tel sujet, on ne peut s'empêcher d'avoir le sentiment d'être devant un monde de fiction qui tente par tous les moyens de trouver son chemin vers la réalité.

¹ Aspaturian, *The Union republics in Soviet diplomacy*, Geneva-Paris, 1960, p. 20.

Face à la fiction de la souveraineté, se dresse une réalité qui met en cause non seulement cette fiction dont nos enfants auront à s'occuper dans un proche avenir, mais aussi le système politique soviétique en sa totalité surtout en ce qui concerne la question nationale. C'est le problème des déportations des nationalités.

Nous mettons en annexe la chronologie des déportations. Ici, nous ne ferons qu'analyser ce problème.

Pour notre analyse, nous avons recours à la source soviétique la plus importante sur ce sujet: Le Rapport secret de M. Khrouchtchev du 25 février 1956, au XX congrès du PCUS.

Dans ce rapport, Khrouchtchev nous parle de "déportation de masse de peuples entiers avec tous les communistes et komsomols sans exception". Il nomme plusieurs nationalités déportées dont quelques-unes formaient des républiques autonomes. Mais sa liste, affirment les auteurs, n'est pas exhaustive.

Analysant les mobiles de cet acte criminel, il récuse l'argument avancé alors par Staline, basé sur des considérations militaires¹. La faute, d'après notre source, aurait été commise par Staline et uniquement par lui car il créa une situation anormale dans le CC du Parti et son bureau politique. Par conséquent, ce n'est ni la faute du Parti en général, ni la faute des organes de celui-ci.

Il est évidemment difficile d'établir les raisons profondes qui ont poussé Staline à déporter ces nationalités. Les documents sont rares et la vérité historique est loin d'être établie. Si la raison militaire et la raison de trahison de la part de ces nationalités sont écartées par Khrouchtchev lui-même, ce n'est probablement pas dans cette voie qu'il faut chercher en raison du manque de documents. Mais que faire alors? Suffit-il de jeter la faute sur le culte de la personnalité?

Nous acceptons avec Khrouchtchev qu'un système fonctionnant ordinairement, correctement, n'aurait pas permis de telles injustices. Mais faut-il aussi préciser quel système n'aurait pas permis ces injustices. Il paraît impossible de jeter la faute sur Staline et de l'accuser d'avoir perturbé le système. Si le système accuse des défauts dans son essence même, on ne saurait trop attendre de son application. La centralisation de ce système est le principal défaut: elle permet que des aspects de la politique échappent au contrôle, et ce contrôle en fait n'existe pas dans le système soviétique.

¹ Khrouchtchev, N. S., Texte intégral du rapport secret de K. Khrouchtchev, Correa, Paris, 1956, pp. 60, 61 (ci-après: Khrouchtchev).

Kolarz avance une hypothèse sur le motif des déportations. D'après cet auteur, les nationalités déportées devaient donner l'exemple à d'autres¹. Khrouchtchev dit effectivement que l'Ukraine aurait subi le sort des déportées si elle avait été moins peuplée (une plaisanterie)². Il reconnaît que des mouvements nationaux étaient en vogue alors: "en Géorgie comme en plusieurs autres républiques"³, tout en le récusant.

Une réflexion de Khrouchtchev doit nous arrêter. Il affirme en s'indignant que "pas seulement un marxiste-léniniste, mais tout homme de bon sens ne peut comprendre comment il est possible de tenir des nations entières responsables d'activité inamicales, y compris les femmes, les enfants, les vieillards, les communistes et les komsomols, de façon à user de répressions massives contre elles, et les condamner à la misère et à la souffrance en raison d'actes hostiles perpétrés par des individus ou des groupes d'individus"⁴. Khrouchtchev est choqué. Mais dans la bouche d'un marxiste, ces paroles ont un sens particulier puisqu'il est sensé parler en termes de lutte de classe. En anéantissant des groupes ethniques entiers sans faire la moindre différence entre les classes sociales, notre source croit voir, par là, une réhabilitation des thèses des fondateurs sur les nations capables d'indépendance.

En effet, malgré le fait que l'Union Soviétique déclare avoir adopté une politique de classe, nous assistons en fait à une politique d'intérêts nationaux dont les nations faibles, avec toutes les classes qui les composent, paient les frais.

Grave est la conclusion qu'on peut tirer, avec Kolarz. L'attitude négative de l'URSS face au déplacement des millions de Polonais et d'Allemands après la 2ème guerre mondiale trouve son explication dans ce peu d'intérêt qu'avait cet État face à ses propres nationalités dont la transplantation n'avait rien d'extraordinaire⁵.

Le problème se répercute ainsi à l'échelle internationale. La parole de Lénine est ainsi vérifiée: "Nous, les nationaux d'une grande nation, nous nous rendons presque toujours coupables à travers l'histoire, d'une infinité de violence, et même plus, nous commettons une infinité d'injustices et d'exactions sans nous en apercevoir". Cette parole est peut-être bonne à retenir surtout qu'elle est dite par le connaisseur par excellence du problème national.

¹ Kolarz, *La Russie et ses colonies*, op. cit., p. 98.

² Khrouchtchev, op. cit., p. 60.

³ Ibid., p. 63.

⁴ Ibid., pp. 60-61.

⁵ Kolarz, *La Russie et ses colonies*, op. cit., p. 98.

Chapitre IV. Les droits socio-culturels en Union Soviétique

Dans ce dernier chapitre, nous étudions l'attitude de l'Union soviétique face aux droits sociaux, culturels et économiques tant de la communauté historique que des différentes entités politiques qui la composent. On sait que l'article 1er des Pactes relatifs aux droits de l'homme a réuni ces droits au droit politique en délimitation du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes¹. C'est l'article qui a été présenté et appuyé par l'Union soviétique qui prétendait que le contenu de cet article trouvait son expression dans la pratique interne. C'est ce que nous voulons examiner sous deux titres: Liberté culturelle et religieuse (section I) et Droits sociaux et économiques (section II).

Section I. Liberté culturelle et religieuse

1) Le droit du peuple à son développement social et culturel et l'emprise de l'État

Toute nation et entité ethnico-raciale se caractérise par marques distinctives ajoutant à l'ensemble de l'humanité une richesse personnelle. D'après Schleiermacher, les nationalités sont destinées, à travers leurs particularités, à représenter un certain aspect de l'image divine et c'est Dieu qui assigne à chacune son devoir défini. D'après Herder, chaque nation doit garder ses caractéristiques pour qu'elle puisse remplir sa vocation de façon spontanée et ne pas tomber dans l'artificialité². L'effort de l'homme pour préserver les espèces de la faune et de la flore est impressionnant. Que faut-il ne pas dire de la préservation de l'humanité de ses propres caractéristiques. L'homme ne peut être à l'aise que dans son milieu et c'est seulement ainsi qu'il peut offrir le maximum d'utilité à l'humanité. Ce milieu se compose de différents éléments, originaux ou dérivés: la race, la langue, la religion, les coutumes, le territoire. Le régime politique, quel qu'il soit, perd sa légitimité à l'égard de l'homme qu'il prive de ses moyens d'épanouissement. On peut en dire autant d'un peuple entier. Le droit international, ensemble de règles régissant les rapports entre États, ne peut se limiter aux rapports extérieurs de ceux-ci, car ce qui se passe à l'intérieur influence ce qui se passe à l'extérieur, d'où les règles minimales exigées de chaque État. L'homme, dont l'État n'est que le commis et le représentant, devient indirectement quant à la forme et directement quant au fond, le centre du droit international.

¹ Il est difficile limiter le domaine social du domaine culturel ou économique. Relevons ici la définition donnée au terme culture par l'autorité dans la matière, Taylor, E. B.: "That complex whole which includes knowledge, belief, art, morals, law, customs, and any other capabilities and habits acquired by man as a member of society" (Taylor, E. B., *The origine of culture*, N.Y. 1958, I, p. 1).

² Kedourie, E., *Nationalism*, Hutchnison, Londres, 1960, pp. 57-59.

C'est dans ce cadre que se pose la liberté accordée par l'Union Soviétique à ses composantes, individus ou collectivités dans le domaine culturel et religieux. C'est toute la question de l'emprise qu'a l'État sur ses membres etc.

Il est des domaines que la loi de l'État ne peut sanctionner. Cette loi se charge du minimum nécessaire dont l'État peut en être caution en vertu du pouvoir qui lui est accordé de veiller au bien de la communauté. La limite entre ce qui est réglé par la loi et ce qui ne l'est pas est difficile à fixer. Ce sont souvent les devoirs d'un responsable qui fixent ses droits. Le paterfamilias avait une grande responsabilité en vertu de quoi il exerçait le droit de vie et de mort sur chaque membre de sa famille. Il avait droit par conséquent au respect et à l'obéissance absolus. Le pouvoir théocratique limita ce pouvoir par une loi supposée dictée de Dieu. Celui qui exerce le pouvoir est l'intermédiaire entre Dieu et ses sujets, chargé de faire respecter les lois de Dieu qui sont exhaustives et couvrent le domaine social et spirituel. Ces lois visent à ce que l'homme atteigne son but final¹.

L'emprise de l'État est plus ou moins grande selon le développement de la société. La société islamique et la société chrétienne avant la renaissance étaient gouvernées par un pouvoir qui ne distinguait pas entre la religion et les autres aspects de la vie. L'islam était l'ensemble des règles établies pour la conduite de l'homme dans tous les domaines. L'église au moyen-âge se donnait le droit de se prononcer sur les découvertes de tout genre².

2) Le marxisme-léninisme: une religiosité totalitaire

Malgré le fait que le marxisme-léninisme se déclare scientifique, il est certain qu'il est plus proche de la théologie/religion, que de la philosophie/science.

Il est à la fois une eschatologie c-à-d. "a description of the mythical future society to which men are naturally supposed to tend", une philosophie générale qui décrit les lois régissant le développement du monde et une théorie des buts intermédiaires à atteindre avant que le but eschatologique soit atteint³. Un communiste est supposé accepter tous les éléments objectifs du communisme comme un devoir personnel, sa doctrine comme véridique et sa voie opérationnelle comme correcte. C'est donc un dogmatisme en pratique. Il est facile de le constater par les différentes interventions faites par le Parti dans le domaine de la philosophie, des sciences et par la

¹ Ibn-Khaldoun, op. cit., I, pp. 368-369.

² sur la notion de religion dans la société orientale v. Din, in Encyclopédie de l'islam, nouvelle éd., t. II, Leyde, Paris, 1965.

³ Bochenski, J.I.M.; Niemeyer, G. (éd.), Handbook on communism, Praeger N.Y. 1962, pp. 216-217 (ci-après: Bochenski, Niemeyer).

soumission à de telles décisions. Les communistes sont supposés obéir à ce que dit le Parti. Ainsi, bien que Staline fût adoré comme un homme "supposé tout savoir, tout voir, penser pour tout le monde, tout faire et infailible" pour reprendre les paroles de Khrouchtchev¹, une fois condamné par le Parti en février 1956, presque tous les communistes d'alors, y compris ceux qui n'avaient rien à craindre du Kremlin (p. ex. les chinois) ont suivi cette ligne².

Ce comportement indique les caractères d'une religion. Avant tout, le monisme, c-à-d. que la doctrine marxiste-léniniste est concentrée dans un seul but, un seul enseignement, une seule autorité, une seule méthode; et ensuite le totalitarisme, c-à-d. que cette doctrine embrasse toute chose, sans exception. Possédant la vérité absolue, le Parti ne peut se tromper sur quoi que ce soit et personne n'a le droit d'en douter. Le Parti gouverne toute chose: *ratio materiae* (politique, droit, nationalités, économie, vie intellectuelle, arts et sciences, religion, vie privée de l'homme) et *ratio personae* (le Parti vise à gouverner tous les pays sans exception)³.

Lénine dit que, sous le Parti, "des dizaines, des milliers et enfin de compte, des millions d'hommes" obéissent "comme un seul"⁴. Il préconise le lien de toute culture à la politique, à la lutte de classe. La conception marxiste du monde est pour lui "la seule expression juste des intérêts, des vues et de la culture du prolétariat révolutionnaire"⁵. "Notre tâche essentielle, dit-il, consiste, entre autres, à opposer notre vérité et à l'imposer comme contre-poids à la vérité bourgeoise"⁶.

La doctrine marxiste-léniniste représente une "Weltanschauung" qui n'est pas le résultat d'un accord ou d'une discussion. En Union Soviétique, tout ce qu'ont dit les classiques du marxisme n'est pas contesté. Comme l'écrit Bochenski: "Their ideas serves as axioms in any proof and the entire communist philosophy literature consists almost exclusively of commentaries on the classics". Ce n'est pas une philosophie celle des soviétiques, mais bien une "quotology"⁷.

¹ Khrouchtchev, op. cit., p. 5.

² Bochenski, Niemeyer, op. cit., pp. 8-9; Kaganova, R., le Parti marxiste-léniniste, Parti de type nouveau, APE, Moscou, 1974, p. 6; Chakhnazarov, op. cit., p. 57.

³ Bochenski, Niemeyer, op. cit., p. 12.

⁴ Lénine, Œuvres complètes, op. cit., t. 30, p. 458 cité par Koulichenko, op. cit., p. 36.

⁵ Lénine, de la culture prolétarienne, (oct. 1920) Œuvres choisies, op. cit., vol. III, pp. 487-488.

⁶ Lénine, discours à la conférence de Russie des directions de l'enseignement polit., (nov. 1920) Œuvres choisies, op. cit., vol. III, p. 490; v. aussi même vol. pp. 786-787.

⁷ Bochenski, Niemeyer, op. cit., p. 21.

Pour comprendre la différence entre la philosophie et la religion, il suffit de tracer les grandes lignes de façon classique¹. Celui qui adhère à une religion connaît le résultat d'avance. Il n'a pas besoin de preuves. La philosophie est une recherche personnelle, une explication individuelle. On est philosophe à partir du moment où l'on cesse de croire et d'obéir à une autorité quelle qu'elle soit. Toute philosophie commence perpétuellement². Du moment qu'une philosophie devient praxis, réalisation, elle cesse d'être une science ou une théorie pour elle seule; sa place est prise par la politique.

Le marxisme exige que la personne confesse un système et ne peut tolérer une philosophie libre. Par sa coïncidence avec la théorie du Parti, il est partial. Pareil à Hobbes, Marx a permis au souverain de s'imposer comme un philosophe avec droit absolu de disposer de la foi et de la pensée de ses sujets. C'est le fondement du despotisme idéologique et c'est la fin de la philosophie³.

3) Le marxisme-léninisme un athéisme exclusiviste

La philosophie de Marx prend pour point de départ la question de l'aliénation de l'homme. Cette aliénation pose la nature de l'homme comme enracinée dans le processus de la création de soi-même: "*Selbsterzeugung des Menschen in der Arbeit*". Par la suite, Marx se pencha sur le principe anthropologique de Feuerbach qui soutenait que la religion n'était que l'expression de l'aliénation de l'homme dans la sphère de sa conscience⁴. Dieu, la puissance qui domine l'homme, n'est que le produit de l'imagination de l'homme, c'est lui-même qui, en projetant ses propres qualités et en les portant à la perfection, a créé l'Être suprême auquel il est soumis. Marx s'opposa à cet argument et affirme que l'aliénation qui s'exprime par la religion n'est que le reflet d'un phénomène sociologique. C'est la misère sociale et économique qui provoque le sentiment d'impuissance, d'indignité et de privation.

Ainsi, Marx base sa théorie sur des considérations matérielles se passant de toute référence de nature métaphysique: "La morale, la religion, la métaphysique et tout le reste de l'idéologie, ainsi que les formes de conscience qui leur correspondent, affirme-t-il ... (n'ont pas) d'autonomie. Elles n'ont pas d'histoire ... Ce sont les hommes qui en développant leur pro-

¹ Il n'est pas possible de faire ici un exposé théologique. Il est néanmoins de notre avis qu'il n'y a pas de différence entre la philosophie et la théologie qu'en degré de rationalité.

² Flam, op. cit., pp. 22, 29.

³ Ibid., p. 60.

⁴ Hayward, M., Fletcher, (éd), Religion and the Soviet State: a dilemma of power, Pall Mall Press 1969, p. 20 (ci-après: Hayward, Fletcher).

duction matérielle et leurs rapports matériels, transforment avec cette réalité qui leur est propre et leur pensée et les produits de leur pensée"¹.

Cette position de Marx appartient au matérialisme historique qu'il faut distinguer du matérialisme dialectique. Ce dernier est développé par Engels et forme l'idéologie soviétique officielle. Il a plus de connotation athéiste puisqu'il transfère les lois dialectiques du développement hors de la sphère de la société et la place dans la sphère de la nature².

La conception athéiste de la société s'oppose à la conception idéaliste exposée surtout par Hegel qui "au lieu de considérer les lois de son esprit comme les reflets (Abbilder = reproduction) plus ou moins abstraits des choses et des processus réels, il considérerait à l'inverse les objets et leur développement comme de simples copies de l'Idée"³.

Si la doctrine marxiste-léniniste est une doctrine athée, cela signifie-t-il qu'elle est anti-religieuse? A-t-elle des caractéristiques qui nécessitent le conflit entre l'ordre politique et la pratique de la religion ou d'une autre idéologie que la religion? Peut-on avoir une coexistence dans un État communiste entre la doctrine marxiste-léniniste et une autre conception du monde?

À première vue, il semble que le marxisme-léninisme admette une telle coexistence. La religion, comme toute autre idéologie non matérialiste, étant le produit de conditions sociales données, elle ne disparaîtra que pour autant que ces conditions disparaissent. Lénine, dans un texte, semble le confirmer. Il considère la religion comme "une affaire privée envers l'État" mais "non envers le marxisme" et "non envers le Parti ouvrier"⁴. Il conseille qu'il faut lutter contre la religion - en tant que conception idéaliste du monde - en faisant "disparaître les racines sociales de la religion"⁵.

Mais en réalité, il y a au moins deux points qui empêchent cette coexistence. Le premier est le principe marxiste de l'unité de la théorie et de la pratique. Le marxisme n'est pas simplement une conception qui veut expliquer le monde, mais elle veut le transformer aussi. Et le deuxième, c'est le concept du Parti qui a pour tâche de mettre tout en œuvre pour que cette théorie ait la priorité et soit appliquée. Possédant la vérité, il ne peut admettre la non-vérité (367). Ceci est le résultat de l'empreinte volontariste

¹ Idéologie allemande, op. cit., p. 51.

² Hayward, Fletcher, op. cit., pp. 20-21.

³ Lénine, Marx (1914), Lénine, Marx, op. cit., pp. 13-14.

⁴ Ibid., p. 278; v. aussi Lénine, matérialisme et empiriocriticisme 1908, Lénine, Marx, op. cit., p. 266.

⁵ HayWard, Fletcher, op. cit., p. 23.

qu'a donné le léninisme au marxisme, par opposition au déterminisme qui prédomine cette doctrine¹.

Il faut remarquer que la non disparition de la religion en URSS constitue une chicane pour les théoriciens marxistes-léninistes car elle remet en cause l'exactitude de leurs vues².

Devant cette prise de position, on se retrouve face à une société qui nous rappelle le moyen-âge chrétien, la société juive et la société musulmane. Ces trois courants ont fait jouer à la religion le rôle que joue la nationalité aujourd'hui: Ceux qui confessaient une autre religion avaient (*cujus regio, ejus religio*) le choix de se convertir à la religion d'État ou de subir toute sorte de vexations sociales.

Dans la société laïque occidentale ou occidentalisée, la religion devint affaire privée lorsque la dignité de l'homme exigea que l'on accordât à chacun, en marque de respect, la liberté de penser et de s'exprimer. Il ne faut pas croire par cela que l'homme a acquis toute sa dignité dans ce domaine. Des États mêmes occidentaux prennent en considération des préjugés religieux sources de privilèges arbitraires³.

L'Union soviétique n'a pas dépassé l'état d'esprit moyenâgeux dans cette matière. Sur le plan politique, Lénine a fait de la religion une analyse dialectique à la lumière de la lutte de classe: "La religion est l'opium du peuple - cette sentence de Marx constitue la pierre angulaire de toute la conception marxiste en matière de religion. Religion et églises modernes, organisations religieuses de toute sorte, le marxisme les considère toujours comme des organes de réaction bourgeoise, servant à défendre l'exploitation et à intoxiquer les classes ouvrières"⁴.

Parlant devant la 3ème Internationale (Ile congrès), Lénine déclara que dans les États et nations où prédominent des rapports de caractère féodal, patriarcal ou patriarcal paysan, il faut "tout particulièrement avoir présent à l'esprit":

- "La nécessité (pour tous les partis communistes) de lutter contre le clergé et les autres éléments réactionnaires et moyenâgeux qui ont de l'influence dans les pays arriérés"

¹ Krassine, Y., conteste qu'il y ait une différence entre la doctrine marxiste (qualifiée de déterministe) et la doctrine léniniste (qualifiée à tort selon lui de volontariste) (Krassine Y., *Le léninisme et la révolution*, APN. Moscou, (s.d.), p. 115). Mais nous croyons que c'est incontestable qu'avec l'institution du Parti Lénine a donné un élan volontariste à la doctrine marxiste.

² Kolarz, W., *Religion in the Soviet union*, Macmillan, N.Y., 1961, pp. 3, 22 (ci-après: Kolarz, religion).

³ Ramadan, S., *Islamic law, its scope and equity*, 2nd ed. Macmillan Londres 1970 pp 120-121.

⁴ Lénine, *l'attitude du Parti ouvrier à l'égard de la religion* (1909), Lénine, Marx, op. cit., p. 273.

- "La nécessité de lutter contre le panislamisme et autres courants analogues, qui tentent de conjuguer le mouvement de libération contre l'impérialisme européen et américain avec le renforcement des positions des Khans, des propriétaires fonciers, des mollahs etc."¹.

Les auteurs soviétiques actuels s'attaquent aussi à la religion en tant qu'elle joue "un rôle réactionnaire" car "elle s'efforce d'inculquer aux hommes l'idée que l'être est périssable" et "prêche la passivité et l'indifférence" "en récompense de quoi elle promet aux fidèles le royaume des cieux". Cela répond aux intérêts des classes exploiteuses qui soutiennent toujours le clergé². Les communistes doivent lutter "avec passion et intransigeance contre toutes les formes de religion"³. Ces auteurs, à la suite de Lénine, refusent de faire la distinction entre une bonne et mauvaise religion⁴.

Les auteurs soviétiques, néanmoins, refusent de parler de répression anti-religieuse en Union Soviétique. Ainsi Yakhot dit que "les rapports avec les croyants sont empreints de la plus grande sollicitude et du meilleur esprit de camaraderie". Il se réfère à Lénine qui signalait "la nécessité d'observer la plus grande circonspection dans la lutte contre les préjugés religieux, et de se garder, dans cette lutte, d'offenser les sentiments religieux". Et il conclut que "la lutte contre la religion revêt un caractère exclusivement idéologique"⁵. Une brochure se réfère à l'article 124 de la constitution (que nous étudierons) pour démontrer à ses lecteurs qu'il n'est pas admis "qu'il soit fait violence aux opinions des gens" et que l'État soviétique ne s'immisce pas dans les affaires intérieures des églises et autres communautés religieuses"⁶. Est-ce vrai?

4) La séparation de l'église et de l'État en Union Soviétique

Le gouvernement provisoire a entrepris de modifier les relations entre l'église et l'État en vue de son émancipation de l'église et la sécularisation de l'éducation⁷. C'était à l'assemblée constituante et au Sobor local (con-

¹ Lénine, 1ère ébauche des thèses sur la question nationale et _ coloniale pour la 3ème Internationale (juin 1920), Œuvres choisies, op. cit., vol. III, p. 436.

² Pissargevski, O. (etc.) Les hommes, science, la société, éd. du progrès, Moscou (s.d. 1970?) pp. 47-48.

³ Ibid., p. 346.

⁴ Ibid., p. 347; Lénine, matérialisme et empiriocriticisme (1908), Lénine, Marx, op. cit., p. 264; Lénine, l'attitude du Parti ouvrier à l'égard de la religion (1909), Lénine, Marx, op. cit., p. 300; Lettre à Gorki, déc. 1913, Lénine et Gorki, op. cit., pp. 119-120.

⁵ Yakhot, O., Introduction au matérialisme historique, éditions du progrès, Moscou, 1972, p. 306 (ci-après: Yakhot).

⁶ Qu'est-ce que le communisme?_ Questions et réponses, APN, (s.d. n.l. Moscou 1974?), pp. 123-124.

⁷ Hayward, Fletcher, op. cit., pp. 19, 74.

seil) d'arrêter les dispositions¹. Mais le gouvernement provisoire n'ayant pas pu survivre, les bolcheviks procédèrent à la mise en application de leur doctrine sur la religion et surtout la nationalisation des monastères et des terres des églises. Ils déclarèrent l'abolition de tous les privilèges religieux-nationaux et des restrictions.

Lénine signa, début décembre 1917, un décret demandant à toutes les organisations religieuses de transférer leurs écoles, séminaires, académies et institutions au commissariat du peuple pour l'éducation. Un autre décret, de la même période, institue le mariage civil et enleva le registre des actes civils de la main du clergé. En janvier 1918, un décret institua la séparation de l'église et de l'État. Il rassura les peuples que personne ne devait souffrir dans ses droits à cause de sa religion et que la liberté de pratiquer une religion comme de n'en pratiquer aucune était garantie. La propriété de l'église fut confisquée et l'entité juridique de celle-ci fut rayée.

D'autres décrets suivirent les dispositions des premiers en clarifiant les intentions anti-religieuses du nouveau régime.

La liberté religieuse et la séparation de l'église et de l'école exigent que l'État prenne en charge l'éducation religieuse si l'on ne veut pas voir la liberté religieuse vidée de son sens en ne donnant pas la possibilité d'orientation. Mais en février 1918, une ordonnance de la commission de l'État pour l'éducation déclara que l'État est neutre en matière religieuse et donc ne peut pas s'occuper de l'éducation religieuse des enfants. En 1921, les bolcheviks mirent fin à l'éducation religieuse pour les jeunes de moins de 18 ans². Nous avons vu déjà que les membres du clergé ont été empêchés, en vertu de l'article 65 de la constitution de la RSFSR de 1918, d'être élus ou d'être élus, principe qui allait à l'encontre de l'article 13 de la même constitution qui déclarait garantir la liberté de la propagande religieuse et antireligieuse.

Ce droit à la propagande religieuse a disparu dans un amendement du 16 mai 1929 ne laissant comme droit au citoyen que la propagande anti-religieuse. Cet amendement fut copié par les constitutions d'autres républiques et inscrit dans la constitution de 1936 de l'URSS (article 124)³. Mais par ironie, le droit de vote (qui, comme on l'a vu, n'a qu'une valeur publicitaire) a été rendu au clergé par l'article 136 de la même constitution de 1936.

¹ Les textes dans l'appendice de Marshall, R. H. (éd.) *Aspects of religion in the Soviet union, 1917-1967* University of Chicago press, Chicago, Londres, 1967, pp. 437-438 (ci-après: Marshall).

² Hazard, op. cit., p. 140; Marshall, op. cit., p. 64.

³ Hazard, op. cit., p. 140.

À cette législation de l'État qui peut se prolonger à l'infini, il faut ajouter le programme du Parti. Le VIII^e congrès du Parti (mars 1919) déclara dans son paragraphe 13 que le Parti n'était pas satisfait avec la séparation de l'église et de l'État et de l'église et de l'école, mesures qui étaient incluses même par des gouvernements bourgeois dans leur programme politique. Il exigea en plus une propagande planifiée et scientifique contre la religion¹.

5) Opportunisme soviétique et répression religieuse

Comme dans le cas de la question nationale, Lénine adopta une attitude opportuniste face à la question religieuse. Cette attitude fut suivie par ses successeurs.

Il donna un exemple en 1909. Un curé par hasard se trouverait du côté des ouvriers et soutient leur grève dans leur lutte contre leurs exploiters. Un communiste qui passerait par cette localité ne devrait pas se mettre à prêcher contre la religion car "le marxiste doit être un matérialiste, c-à-d. ennemi de la religion, mais un matérialiste dialectique". La lutte contre la religion doit se faire "de façon concrète" et tenir compte "de l'ensemble de la situation concrète". Le communiste doit savoir "toujours marquer la limite entre l'anarchisme et l'opportunisme". Dans ce cas précis, le succès du mouvement gréviste passe "au premier plan"².

Comme on lui demandait si un prêtre pouvait devenir membre du Parti il répondit par l'affirmative "sans réserve aucune" mais, ajoute-t-il, il faut "analyser les conditions historiques". Dans le cas de la Russie, il dit qu'il exigerait de lui qu'il se soumette au programme du Parti, et qu'il ne fasse pas de propagande religieuse³.

Bref, son attitude se résume ainsi

1. Pas d'esprit conciliateur en matière de religion
2. Agir avec tact⁴.

Nous allons voir maintenant l'attitude prise à l'égard de l'islam, de l'orthodoxie et du catholicisme.

A) L'islam

Les bolcheviks ont tenté dans les premières années de la révolution d'"agir avec tact". Cette religion diffère en effet des deux autres religions que nous allons étudier surtout du côté organisation hiérarchique: pas de sacerdoce et pas de nécessité pour lieu de culte. Ses signes extérieurs: la prière, la circoncision, le port de nom musulman la gardent vivante sans

¹ Marshall, op. cit., p. 69.

² Lénine, Marx, op. cit., pp. 280-281.

³ Ibid., p. 282.

⁴ Ibid., p. 275; v. aussi p. 265.

trop de dogmatisme. À ces raisons d'ordre pratique qui rendent difficile son extirpation, viennent s'en ajouter d'autres d'ordre politique. Déclarer la guerre à l'islam, c'est se heurter à un dixième des habitants de la terre qui entourent la Russie et forment la grande partie des pays colonisés ou semi-colonisés: grande réserve de la révolution. Enfin, il faut souligner le fait que le cadre du Parti ignorait presque tout de l'islam. Lénine, s'attaquant à Boukharine qui "brûlait d'impatience", déclarait devant le VIIIème congrès du Parti (mars 1919) qu'il ne voyait rien autre à faire que d'"attendre" que les nations intéressées aient évolué. Il demanda de ne pas trop vouloir appliquer le décret sur le mariage civil ou jeter à bas leur mullah¹.

Alors que les bolcheviks élaboraient des actes législatifs anti-religieux contre les chrétiens, ils présentaient en décembre une proclamation signée par Lénine et Staline qui disait: "Camarades frères ... nous faisons appel aux travailleurs et aux déshérités musulmans de Russie et de l'Orient. Vous tous dont les mosquées et les oratoires ont été détruits, dont les croyances et les coutumes ont été foulées au pied par les Tsars et les oppresseurs de la Russie ... vos croyances et vos usages, vos institutions nationales et culturelles sont désormais libres et inviolables ... nous attendons de vous un appui moral et réel"².

Pour montrer leur bonne volonté, ils ordonnèrent la restitution du Coran d'Ottoman de Samarkand qui avait été enlevé de la grande mosquée de cette ville par le conquérant tsariste et transporté à St. Pétersbourg³. En 1918, on établit un commissariat spécial du peuple pour les affaires musulmanes dans le cadre du commissariat des nationalités dirigé par Staline. Et lorsqu'une rumeur de source soviétique courait que la doctrine du nouveau régime était anti-religieuse, Staline se pressa de rassurer le peuple daghestan en novembre 1920: "Daghestan must be governed in accordance with specific features, its manner of life and customs ... The government of Russia gives every people the full right to govern itself on the basis of its laws and customs. If the Daghestan people desire to preserve their laws and customs, they would be preserved"⁴.

Mais en fait, nous savons que Lénine lui-même avait déclaré son hostilité à l'islam devant le IIe congrès du Comintern, cinq mois auparavant (juin 1920). Cette attitude mitigée à l'égard de l'islam n'était pas sans provoquer le mécontentement dans le Comintern et surtout dans le Parti communiste

¹ Lénine, Œuvres choisies, op. cit., vol. III, p. 171.

² cité par Tougouchi, op. cit., pp. 252-253.

³ Touchi, op. cit., p. 254.

⁴ Marshall, op. cit., p. 259.

allemand¹. Mais les bolcheviks n'étaient que trop conscients du danger qu'il y avait de s'affronter à la deuxième communauté religieuse de l'empire dans une période d'insécurité politique.

Parmi les musulmans russes, il y avait ceux qui étaient pour le communisme - des progressistes - et ceux qui y étaient opposés - des conservateurs. La différence entre les deux est presque nulle. Les pro-communistes comprenaient le communisme à leur manière. Ainsi, la conférence du Parti régionale de l'Asie centrale interrompait son activité pour le temps de la prière quotidienne. Les membres se départaient et chacun disait sa prière dans son coin. La question fut soulevée par le Parti à Tachkent, mais les membres du Parti furent plus indignés que les Mullah. En effet, leur appartenance au communisme ne se justifiait que parce qu'ils trouvaient dans celui-ci des points communs avec l'islam².

À partir de fin 1920, le gouvernement a révisé sa politique à l'égard de l'islam. Le commissariat spécial pour les affaires musulmanes fut le premier à disparaître; les écoles religieuses furent liquidées. Entre 1925-1926, les registres civils furent abandonnés aux autorités soviétiques, les tribunaux religieux de Shariah supprimés, On publia des livres relatant les crimes perpétrés contre le peuple par les chefs religieux musulmans. Des brochures et articles sont apparus pour démontrer le rôle réactionnaire des lois musulmanes; le wakf fut aboli, en vertu du décret sur la séparation de l'église et de l'État de 1918, fin 1920. Des mosquées furent détruites et des hautes personnalités religieuses arrêtées³. Des accusations multiples furent adressées à l'islam: contre-révolutionnaire, contre le régime, espionnage pour le compte du Japon. Les purges des années 30 ont causé la perte de membres du Parti, dont Ikramov, 1er secrétaire du Parti communiste d'Ouzbek, tué en 1938 pour espionnage⁴. En 1927, 1928 et 1929, le Parti s'est rendu coupable d'atrocité contre le peuple d'Ouzbékistan à la suite des accidents survenus après les assemblées provocatrices organisées en vue de dévoiler les femmes⁵. Ces quelques faits ne sont cités que pour montrer le caractère fallacieux des prétentions soviétiques.

La IIe guerre mondiale a marqué un arrêt dans la politique antireligieuse du Régime. Le Pouvoir sentait la nécessité de faire appel au peuple par les canaux de ses chefs religieux. L'offensive nazie du 22 juin 1941 le força à mettre fin à sa politique. On désigne alors un Mufti comme chef du Con-

¹ Kolarz, religion, op. cit., p. 408.

² Ibid., p. 410-411.

³ Ibid., p. 413; Marshall, op. cit., p. 260.

⁴ Marshall, op. cit., p. 264.

⁵ Kolarz, religion, op. cit., pp. 416-419.

seil des centres islamiques en URSS, dans la personne de Abdul Rahman Rasulayev de Ufa. Celui-ci adresse, le 18 juillet 1941, un appel aux musulmans de l'URSS les incitant à défendre leur patrie et à prier dans les mosquées pour la victoire de l'armée rouge¹. En août de la même année, il adressa un autre appel à tous les musulmans du monde déclarant que les peuples musulmans en URSS s'étaient levés "comme un seul homme pour résister aux envahisseurs allemands fascistes". Il s'en prit au grand Mufti de Jérusalem Haj Amin El-Husseini qui était soutenu par les Allemands et l'Axe. Dans son message de soutien à Staline, qualifié de "champion de la libération des peuples opprimés et homme très attentif aux besoins des peuples" il finit son message par une invocation d'Allah pour lui².

Ce soutien ne fut pas sans récompense. Le gouvernement soviétique permit une conférence des musulmans de l'Asie centrale à Tachkent (octobre 1943) et à Baku (mai 1944). Quatre directions régionales furent instituées. Un groupe de pèlerins fut envoyé à la Mecque en 1945 pour effectuer le Hajj. L'avion était offert gratuitement par le gouvernement³.

Aussitôt après la guerre, la propagande antireligieuse reprit. Un article de la grande encyclopédie soviétique de 1953 déclarait que l'islam avait toujours joué un rôle réactionnaire et avait été une arme dans les mains des classes exploiteuses pour l'oppression spirituelle des travailleurs, et avait été employé par des colonisateurs pour asservir les peuples d'Orient. En URSS, continuait l'article, l'islam existe seulement en tant que survivance d'une des formes idéologiques de la société exploiteuse⁴. L'académie de sciences de l'URSS publia un livre sur l'islam qui avait pour but de "démasquer le rôle exploiteur de l'islam qui soutient les classes exploiteuses et les régimes coloniaux"⁵. En 1954, alors que des personnalités effectuaient le Hajj, la Radio d'Askhabad attaquait l'islam qualifié d'idéologie des féodaux arabes et de poison⁶.

Ainsi nous voyons le double visage du régime soviétique qui se sert à merveille de l'un comme de l'autre pour appuyer ses visées politiques.

B) L'orthodoxie et le catholicisme et la guerre

Nous ne voulons pas étudier toutes les mesures prises par le régime soviétique contre ces deux religions. Mais le contraste entre l'attitude à l'égard de la première et celle à l'égard de la deuxième est bon à remarquer.

¹ Ibid., p. 426.

² Ibid., p. 427; Marshall, op. cit., pp. 264-265.

³ Ibid., p. 266.

⁴ Ibid., p. 276.

⁵ Ibid., p. 278.

⁶ Loc. cit.

L'église orthodoxe est l'élément le plus fort en URSS. Représentant la plus grande communauté religieuse, le régime ne saurait aller à l'encontre, sans mettre en danger sa légitimité politique. Aussi il n'est pas étonnant que le régime ait tenté, par tous les moyens, d'acheter l'église orthodoxe. Il mania et le bâton et la carotte. Il commença par diviser l'église en deux, soutenant, comme dans le cas de l'islam, une partie contre l'autre. Les patriarches étaient emprisonnés et n'en sortaient que moyennant une déclaration en faveur du régime et appel à l'obédience de la part du clergé¹.

La guerre fut considérée comme une rosée pour l'enfer de l'orthodoxie. Le 7 juin 1941, avant l'attaque nazie, la radio diffusait encore des slogans antireligieux. Le 22, avec le passage des frontières par les troupes nazies, le gouvernement se pressa afin de se racheter; On commença par dissoudre l'organisation sans Dieu, fondée en 1925. Cette organisation avait des adhérents surtout en Allemagne avec qui un rapprochement s'était effectué en 1939 pour planifier la lutte en commun et en particulier à l'égard des catholiques polonais². Avec la guerre, on la supprima et, en 1944, on abandonne ses biens à l'église orthodoxe. L'imprimerie dont se servait celle-ci pour éditer son journal, servit cette fois pour la publication d'un journal du Patriarcat³. Comme l'écrit Voltaire en 1768 à Schouvalof; "Il n'y a que votre illustre souveraine qui sache régner; elle paie les prêtres; elle leur ouvre la bouche ou la ferme; ils sont à ses ordres et tout est tranquille"⁴. Or, il était temps de leur ouvrir la bouche. Le régime institua un conseil des affaires de l'église orthodoxe semblable au commissariat spécial créé pour les musulmans après la révolution.

L'église prit alors la défense de la Patrie. Elle finança un escadron à son compte. Les relations se normalisèrent avec l'État. Celui-ci nomma le métropolitain Nikolai comme membre de la commission extraordinaire de l'État pour l'enquête sur les crimes nazis commis sur territoire soviétique. En septembre 1943, Staline lui-même reçut au Kremlin et avec tous les honneurs les trois métropolitains. On permit à l'église l'élection, pour la 1ère fois après la révolution, d'un patriarche et la réunion d'un synode⁵.

Mais, contrairement à ce qu'affirme Kolarz⁶, l'église orthodoxe n'acquiesça pas la personnalité juridique qu'elle perdit par le décret sur la séparation de

¹ Hayward, Fletcher, op. cit., pp. 85-86.

² Jaray, op. cit., p. 153.

³ Kolarz, religion, op. cit., p. 15; Jaray, op. cit., p. 156.

⁴ cité par Jaray, op. cit., p. 158.

⁵ Kolarz, op. cit., pp. 51-52.

⁶ Ibid., p. 52; v. ce sujet Marshall, op. cit., p. 84 et Hayward, Fletcher, op. cit., p. 91, note.

l'église et de l'État; c'est donc une simple reconnaissance de fait. Les lois antireligieuses n'ont jamais été abrogées.

Le gouvernement soviétique ne s'est pas contenté de se servir de l'église dans sa politique interne. L'idée de faire de Moscou une troisième Rome lui vint à l'esprit. On envoya le Patriarche Alexis dans une tournée au Moyen-Orient pour une durée de 4 semaines. Il avait à son service un avion spécial piloté par un "héro de l'Union Soviétique"¹.

Après la mort de Staline, l'église orthodoxe eut à peine le temps de présenter ses condoléances aux dirigeants du Kremlin. Ce fut la fin de l'âge d'or. Le CC du Parti prit une résolution le 7 juillet 1954 contre ce qu'elle a appelé une politique neutre et passive du gouvernement à l'égard de l'activité de l'église². Le 10 novembre de la même année, une ordonnance de la même source réagissait contre les défauts dans la conduite de la propagande athéiste scientifique³. Avec la doctrine marxiste-léniniste ressuscitée par Khrouchtchev, on assiste à un retour au matérialisme dialectique.

L'église catholique - de rite romain -, contrairement à l'église orthodoxe, n'a pas connu un âge d'or et pour cause. Ses fidèles ont un caractère particulier tel que le régime soviétique s'en émut. Leur croyance exige qu'ils se rattachent à la personne du pape, autorité religieuse supranationale, en signe d'unité de la foi. En plus, le catholicisme est la religion des nationalités mal vues avec lesquelles les relations politiques étaient tendues: les Polonais, les Lithuaniens, les Allemands, les Latviens, vivant dans des régions frontalières. Et enfin, il y a une inimitié entre Moscou et Rome qui remonte à l'histoire et est devenue tradition⁴.

Les mesures législatives qui ont frappé l'église orthodoxe ont été aussi appliquées à l'église catholique. On rencontre les mêmes actes: confiscation des biens, séparation entre l'école et l'église et entre l'État et l'église, emprisonnement des chefs spirituels, sentences de morts contre plusieurs d'entre eux.

Vers 1930, le pape Pie XI anima cette tension en déclarant le 12 février jour de prière à l'intention des victimes de la répression antireligieuse et pour la conversion du régime. D'autres églises - anglicanes et libres - se joignirent à l'église catholique. Le régime soviétique interpréta cette réunion comme une déclaration de croisade contre lui-même dirigée par le

¹ Kolarz, religion, op. cit., p. 60.

² Hayward, Fletcher, op. cit., p. 95.

³ Marshall, op. cit., p. 85.

⁴ Ibid., p. 359; Kolarz, religion, op. cit., p. 177.

pape. Il fonda alors une organisation anticatholique qui avait des adhérents dans sept pays d'Europe¹.

La guerre ne rendit pas Staline favorable au pape car il l'accusait d'allié des japonais. Le Président Roosevelt, qui lui demandait s'il n'avait pas l'intention de se réconcilier avec le pape, reçut comme réponse: "Combien de divisions a-t-il?"². En effet, c'est le peu d'intérêt dans le catholicisme qui empêcha l'amélioration des relations entre celui-ci et le régime soviétique.

Il semble que ces dernières années l'église catholique tente de se rapprocher, grâce au Général des jésuites, de l'Union Soviétique, mais sans doute, n'y aura-t-il pas de fumée sans feu.

Section II. Les droits sociaux et économiques

1) L'assimilation après la révolution

L'attitude du régime soviétique face à la question nationale peut être résumée dans un mot: assimilation. Sur le plan politique, elle consiste dans l'amalgame des différentes nationalités dans une seule nation soviétique. Sur le plan idéologique et religieux, elle vise à donner à l'unité politique une même psychologie nationale et une même façon de penser. Cette assimilation s'étend aussi sur le plan linguistique et économique. Smal-Stocki, un auteur ukrainien le dit bien: "The russian empire never possessed dominions or colonies, but immediately included non-russian nationalities and their countries in Russia"³.

Sur le plan politique la révolution d'octobre a été de caractère grand-russe malgré le désir du Parti d'être de caractère international. Par contre, sur le plan religieux, le démantèlement de toutes les religions pour en adopter une nouvelle, l'athéisme, a conduit à un dépassement du nationalisme grand-russe qui était mêlé à l'orthodoxie. En dernier lieu, nous allons voir à qui profite l'assimilation culturelle et économique.

Nous avons déjà étudié l'attitude de Lénine face à la culture nationale avant la révolution qui favorisait nettement les Grand-Russes. Il est à remarquer avec Dzyuba que le terme assimilation qui était en vogue avant la révolution d'octobre n'est apparu dans aucun texte de Lénine après celle-ci malgré le fait qu'il garda le désir d'en former un grand État mondial (ce qui reviendrait au même). Staline, par contre, fournit à ce sujet, une explication complète très intéressante au point de vue doctrinale⁴. Dzyuba considère le silence de Lénine comme un rejet, mais il considère comme tac-

¹ Kolarz, religion, op. cit., pp. 184-187.

² Ibid., p. 193.

³ Smal-Stocki, op. cit., p. 18.

⁴ Dzyuba, op. cit., p. 43.

tique le rejet formel de Staline¹. Il est clair que Dzyuba ne saurait dire le contraire bien que cette affirmation soit dénuée de tout bon sens. Quel est donc le problème?

Le terme assimilation, comme on peut le constater dans les écrits d'avant la révolution, n'a pas une acception précise. Il est lié au principe du marxisme - unité de la théorie et de la pratique - qui vise l'unité du monde sous les aspects politique, économique, scientifique, philosophique, juridique, linguistique, etc. Ce terme était surtout invoqué en opposition à l'autonomie culturelle. Il est difficile de retracer son contenu exact ou son fondement. D'après Dzyuba, c'est "une notion très problématique et scientifiquement non prouvée"; les marxistes doivent la laisser au jugement des "générations futures"².

Pour Staline, le problème s'est posé en terme politiques pratiques. Accepter l'assimilation signifierait pour lui interdire le développement d'une langue nationale, interdire les coutumes et les institutions culturelles; interdire toute revendication d'un groupe national à s'occuper même politiquement de soi-même. C'est là un grave danger car il aboutirait à la domination pure et simple des Grand-Russes. Il exposa bien ce danger dans son rapport au XVI^e congrès du Parti le 27 juin 1930: "L'essence de la déviation vers le chauvinisme grand-russe, dit-il, c'est la tendance à éluder les distinctions nationales de langue, de culture, de mœurs, la tendance à préparer la liquidation des républiques et régions nationales; la tendance à saper le principe de l'égalité nationale et à découronner la politique du Parti visant à rendre nationaux l'appareil administratif, la presse, les écoles et autres organisations de l'État et de la société"³.

Néanmoins, Staline n'est pas libre dans sa politique. D'un côté, il doit empêcher les Grand-Russes de passer outre les mesures, mais il a peur d'eux au cas où il laisserait les différentes nationalités user de cette politique libérale pour échapper au contrôle et à la domination des Grand-Russes. Ainsi, devant l'ampleur que prenait le mouvement d'ukrainisation, il ne manqua pas de réagir. Dans une lettre à Kaganovitch (avril 1926), il lui dit qu'"il faut choisir et former avec soin des cadres d'hommes capables de se rendre maîtres du nouveau mouvement en Ukraine" qui, "dirigé fréquemment par des intellectuels non communistes, peut, ça et là révéler le caractère d'une lutte tendant à isoler la culture et la vie sociale ukrainienne de l'ensemble de la culture et de la vie sociale soviétique, le caractère d'une

¹ Ibid., p. 44.

² Ibid., p. 45.

³ Staline, op. cit., p. 273.

lutte contre Moscou en général, contre les russes en général, contre la culture russe et sa suprême réalisation, le léninisme"¹.

À partir de ces données, Staline créa une théorie qu'il ne manqua pas de déclarer comme contradictoire². Il préconisa le développement de la culture et de la langue nationale, mais, en même temps, il retint toujours l'assimilation. Staline divisa le socialisme en deux périodes. La première période fut celle de la victoire du socialisme dans un seul pays, ce fut la période de l'épanouissement de la langue et de la culture nationale³. Ce fut la culture nationale par sa forme et prolétarienne par son contenu. Dans cette période, on devait "concilier l'édification de la culture nationale, le développement des écoles et des cours en langue nationale et la formation de cadres composés d'hommes du pays, avec l'édification du socialisme, avec l'édification de la culture prolétarienne"⁴. Dans la deuxième période, qui correspond avec la victoire du socialisme sur l'échelle mondiale, on assiste à l'assimilation et à la fusion⁵.

Bref, Staline préconise "l'épanouissement des cultures nationales quant à la forme et socialistes par leur contenu dans les conditions de la dictature du prolétariat dans un seul pays, pour leur fusion en une seule et commune culture socialiste (et par sa forme et par son contenu), avec une seule langue commune, quand le prolétariat aura vaincu dans le monde entier et que le socialisme sera entré dans les mœurs"⁶. Et Staline ajoute: "Quiconque n'a pas compris cette particularité et ce caractère contradictoire de notre époque de transition, quiconque n'a pas compris cette dialectique des processus historiques, est perdu pour le marxisme"⁷.

Avec une telle tactique, Staline a les mains libres:

- Il refuse de prendre le risque de supprimer les différences nationales et les langues (tel que le demande les Grand-Russes) par voie de décret ou par voie de contrainte car "ce serait jouer le jeu des impérialistes, ruiner la cause de la libération des nations, et enterrer celle de l'organisation d'une coopération fraternelle entre les nations"⁸.

¹ Ibid., pp. 220-221.

² Staline, Rapport au XVI congrès du PCUS, juin 1930, Staline, op. cit., p. 273.

³ Staline, La question nationale et le léninisme, mars 1929, Staline, op. cit., pp. 257-266.

⁴ Staline, tâches politiques de l'université des peuples d'Orient mai 1925, Staline, op. cit., p. 118.

⁵ Staline, La question nationale et le léninisme, mars 1929, Staline, op. cit., pp. 257-266.

⁶ Staline, XVI congrès du PCUS, juin 1930, Staline, op. cit., p. 274.

⁷ Ibid., p. 274.

⁸ Staline, op. cit., p. 260.

- Il s'oppose aux mouvements nationaux qui veulent échapper à Moscou en forçant sur l'ukrainisation "par en haut", ce qui est "contraire au principe du libre développement des nationalités" qu'il veut "spontané" et "naturel"¹.

2) La russification

A) La théorie de Marr et son rejet par Staline

Malgré la prise de position contre l'assimilation, la russification resta à l'ordre du jour, car Staline en fait ne s'opposa qu'à l'assimilation forcée. Sur deux plans, la russification laissait la position de Staline à l'état de vœu: sur le plan théorique (avec la théorie linguistique de Marr) et sur le plan pratique.

Marr était une autorité en linguistique du temps du régime tsariste, Après la révolution, il adapte sa théorie japhétique au marxisme par l'adoption de l'analyse dialectique. Sa théorie fut reconnue comme la doctrine officielle du régime soviétique.

D'après cette théorie, la formation des langues est le reflet d'une unité de processus historique. La langue est considérée comme une partie de la superstructure et dépend des rapports de production qui obéissent aux principes généraux du marxisme. Elle était, au début, l'apanage d'une classe donnée - les hommes de médecine. Une opposition naquit avec ceux qui en étaient privés. Le processus d'hybridation prit en charge la formation de nouvelles langues qui portent chacune les caractéristiques de l'étape de sa création, exactement comme c'est le cas des différentes étapes de la lutte de classe à travers les types de sociétés. Marr classe les langues ainsi formées en cinq:

- Les langues de la 1ère période: langues chinoises et africaines
- Les langues de la 2ème période: langues turques, mongoles et finnoises
- Les langues de la 3ème période: langues chamitiques et japhétiques
- Les langues de la 4ème période: langues sémitiques et indoeuropéennes.

Cette dernière étape a coïncidé avec la découverte du métal et son emploi dans la vie économique. Elle reflète le courant du mouvement révolutionnaire alors que les langues précédentes sont des langues déchues qu'il ne vaut pas la peine de développer. Le tout, conjointement au développement socio-économique, va vers une unité linguistique qui constitue la 5ème et dernière étape.

L'élément volontariste, introduit par le léninisme dans la doctrine marxiste, a été repris par Marr pour sa théorie. Si, en Union Soviétique, on organise les bases économiques du socialisme sans attendre la victoire

¹ Staline, Lettre à Kaganovitch, avril 1926, Staline, op. cit., pp. 220-221.

finale de la révolution socialiste à l'échelle mondiale, pourquoi faut-il attendre cette dernière pour l'unification des langues? Marr préconisa que, parallèlement aux bases économiques, soient mises en place des préparatifs pour la langue unique. Mais quelle langue? Lénine n'avait pas répondu directement mais nous avons pu déduire qu'il s'agissait de la langue russe. Marr de même adopta cette langue puisqu'elle était la langue de Lénine, de la révolution d'octobre, du socialisme atteint, de l'avant-garde du prolétariat et de la révolution. Comme sur le plan politique, ce sont les non-russes qui doivent payer le prix de la révolution sur le plan linguistique et culturel au profit des anciens maîtres, les Grand-Russes.

Marr proposa les moyens suivants: unification de la terminologie scientifique et technique de toutes les langues en URSS, unification du système graphique, régulation de l'orthographe des nations slaves -ukrainiens et biélorusses -, introduction de principes en vue de l'unification dans la grammaire et le vocabulaire, destruction des barrières entre les langues¹.

Ce développement de la théorie de Marr dans la voie marxiste a eu lieu entre 1920 et 1934, date de sa mort. Elle est restée la thèse officielle du régime jusqu'à juin 1950, date de sa révocation par Staline, une année après que l'académie des science eut célébré avec tous les honneurs son 15ème anniversaire. En mai 1950, le Pravda ouvrit la question de la linguistique par un article du Professeur Chikobava qui a provoqué le désarroi dans les rangs des spécialistes. Celui-ci rejetait la théorie de Marr et ne considérait comme juste que son affirmation de l'unité des langues dans la période de la révolution à l'échelle mondiale. Il contesta l'accélération du processus d'unification par des moyens artificiels et coercitifs.

La discussion engagée entre les spécialistes soviétiques fut vite amenée à une conclusion tirée par Staline dans son article à la Pravda du 20 juin 1950. Il réfuta l'affirmation de Marr selon laquelle la langue faisait partie de la superstructure et était de nature de classe. "Marr ne comprenait pas bien la théorie marxiste lorsqu'il adapta sa théorie à ses principes" a affirmé Staline. Il approuva les vues de Chikobava sur le non-emploi de moyens coercitifs pour l'accélération de l'unification.

Smal-Stooki refuse de voir, dans les raisons évoquées par Staline, la vraie raison du rejet de la théorie de Marr. Ce sont plutôt les conséquences politiques et idéologiques de la théorie qui forcèrent Staline à s'y opposer. La situation créée par la IIe guerre mondiale y est la base. L'expansion territoriale de l'URSS et l'extension de ses zones d'influence ont créé une confrontation entre l'esprit raciste et indifférent à l'égard des slaves et le désir

¹ Smal-Stochi, op. cit., pp. 79-89 et Goodman, op. cit., pp. 276-278.

de l'URSS d'attirer les nations asiatiques et africaines et de compter sur une propagande slave¹.

B) La pratique soviétique

La pratique soviétique, en matière culturelle, va de pair avec la politique. Elle dépend de la situation politique.

Une des plus importantes résolutions prises du vivant de Lénine dans cette matière est celle du Xe congrès du Parti (mars 1921). Le respect exigé à l'égard de la langue et de la culture des nationalités allogènes s'inscrivait dans le cadre d'un programme général de décentralisation sur le plan local. On décida le développement des tribunaux, des administrations, des organismes économiques. Cette résolution recommandait l'emploi de la langue nationale dans ces secteurs comme dans les secteurs culturels: école; théâtre, club, école professionnelle et technique².

Mais cette résolution ne semble pas avoir été respectée. Dans leurs efforts d'approche des différentes régions conquises, les bolcheviks grand-russes ont éludé son esprit. Lénine s'insurge, dans son testament, contre cette attitude qui, sous prétexte d'unité des services ferroviaires, d'unité fiscale etc., a abouti à "une infinité d'abus de nature authentique russe" touchant l'emploi de la langue nationale des allogènes. Il demande que les habitants des républiques participent pour élaborer "un code minutieux" dans ce domaine³.

Sitôt après la mort de Lénine, la langue russe fut introduite comme langue officielle de l'État, telle qu'elle a été proposée par le rapporteur de la constitution de 1924⁴.

Le problème le plus notoire dans la politique culturelle de l'Union Soviétique est le mouvement connu sous le nom d'ukrainisation.

L'Ukraine, comme on l'a vu, s'opposa à la formation de l'URSS en État centralisé. Le porte-parole était alors Radovski, un bulgare, et un ukrainien, Skrijnik. Tout en gagnant la cause, Staline a dû céder sur le plan culturel en autorisant le mouvement culturel d'Ukraine, qui visait à calmer le peuple, à détourner son attention des affaires politiques, et enfin à attirer une grande quantité d'intellectuels expatriés, opposés au régime⁵.

La période d'ukrainisation s'étendit de 1923 à 1929 et portait sur les points suivants:

¹ Smal-Stocki, op. cit., pp. 219-245; Goodman, op. cit., pp. 278-281.

² Cité par Staline, op. cit., p. 272.

³ Lénine, Œuvres choisies, op. cit., vol. III, p. 763.

⁴ Tougouchi, op. cit., p. 260.

⁵ Kolarz, La Russie et ses colonies, op. cit., p. 180; Smal-Stocki, op. cit., pp. 96-97.

- La défense de l'égalité et de l'indépendance nationale, culturelle et linguistique de l'Ukraine.
- La lutte contre l'exploitation économique de l'Ukraine par Moscou.

Bref, tout tendait à la "dérussification immédiate du prolétariat" d'Ukraine, pour employer les termes de Staline qui retraçait le contraste entre l'admiration des partis communistes de l'Europe occidentale pour Moscou et l'inimitié du Parti ukrainien à l'égard de celle-ci. Le Parti d'Ukraine, d'après Staline, n'avait rien d'autre à dire en faveur de Moscou que d'appeler les militants ukrainiens à la fuir "le plus vite possible"¹.

Le coup dur devait être porté contre le Parti communiste ukrainien. Staline nomma Kaganovitch, son assistant juif, comme premier secrétaire du Parti ukrainien en vue de l'épurer. Des accusations de trahison furent lancées contre les membres influents du Parti et une nouvelle politique fut adoptée; elle tendait à lutter contre la "surukrainisation" en nommant des Grand-Russes dans des positions-clé.

Il est à signaler ici que la grande épuration de 1938 du Parti ukrainien fut menée par Khrouchtchev lui-même². Dans cette même année, Boukharine et Rykov, deux internationalistes qui se sont convertis de leur position dure à l'égard des nationalités, furent exécutés le même jour (13 mars 1938) où un décret fut adopté sur l'enseignement obligatoire du russe dans toutes les écoles des minorités nationales³.

Durant les années 20, l'alphabet latin a été introduit pour les langues qui ne possédaient pas d'alphabet propre. Cela visait à éviter une réaction et donnait une preuve que la russification n'était pas dans les vues du régime. Il semble que Staline, dans ces années-là, considérait encore l'Europe occidentale, et non la Russie, comme centre du monde. 64 sur 72 langues furent touchées par ce mouvement. L'alphabet arabe dut céder la place au latin dans certains cas. Mais, dans les années 30, une conversion a été effectuée en faveur de l'alphabet russe pour faciliter l'enseignement de la langue russe et l'assimilation⁴.

Il faut reconnaître que le régime soviétique a aidé les différentes nationalités à développer leur patrimoine culturel, mais le processus de russification continue encore sa marche. Cette russification se pratique de façon indirecte. Comme l'a écrit Dzyuba, la question ne se pose pas en termes: "qui vous empêchent d'étudier une telle langue?", mais: "comment font-ils

¹ Staline, lettre à Kaganovitch, avril 1926, Staline, op. cit., pp. 220-221.

² Smal-Stocki, op. cit., pp. 102-103; Kolarz, La Russie et ses colonies, op. cit., pp. 180-186.

³ Goodman, op. cit., p. 88.

⁴ Ibid., p. 274.

pour que vous abandonniez de vous-mêmes la vôtre?"¹. En effet, la politique, adoptée après la condamnation de la théorie de Marr, consiste à permettre à chaque nationalité de développer sa langue. À la suite de la coopération économique, politique et culturelle des nations, il y aura une langue de zone commune, la plus enrichie. Tout doit se développer de façon volontaire et sans coercition².

Ce problème qui devait être tranché par les nationalités elles-mêmes, d'après Lénine, ne l'est, à l'heure actuelle, qu'à Moscou. Le centralisme, nous dit Medvedev, ne peut pas tenir compte de toutes les particularités des nations³. Il n'est donc pas étonnant que p. ex. en Ukraine, la nation la plus nombreuse après celle des grand-russes, la russification se remarque dans plusieurs domaines:

- Des examens d'entrées aux instituts de l'Ukraine se passent en langue russe et portent sur la langue et la littérature russes
- Les relations officielles sont conduites en russe - sauf rares exceptions.
- Les écoles russes dans les républiques - et c'est le cas pour l'Ukraine, sont plus fréquentées que d'autres⁴.

Medvedev remarque que la situation culturelle des différentes nationalités se trouve dans des conditions difficiles ces 10 dernières années. Les mêmes langues encouragées jadis par le régime soviétique n'arrivent plus à résister à la concurrence de la langue et de la culture russes. Les moyens de communication de masse jouent un rôle important: radio, télévision, cinéma, journaux, revues, livres⁵.

Cela provoque soit le nihilisme à l'égard de la culture nationale soit la prise de mesures coercitives pour développer cette culture⁶.

3) La colonisation économique

La colonisation économique en Russie sous le régime tsariste a une double source. La première source chronologique est le départ d'une avant-garde de paysans et de vieux croyants russes vers une terre éloignée où ils pouvaient échapper à l'autocratie et à la servitude. Ce fut une poussée née du désespoir, de la faim et de l'oppression. La deuxième source est l'extension du pouvoir de l'État sur les faits créés par le peuple. Ainsi, Ivan le terrible ou Pierre le grand ne firent en plusieurs occasions que suivre le sillage de

¹ Dzyuba, op. cit., p. 114.

² Cette politique est exposée par Kammari, M., dans un article du New Times, no 26, 1951, cité par Smal-Stocki, op. cit., pp. 251-252.

³ Medvedev, la démocratie socialiste, op. cit., pp. 115-116.

⁴ Dzyuba, op. cit., pp. 156-164; v. aussi, p. 124.

⁵ Medvedev, la démocratie socialiste, op. cit., p. 118.

⁶ Ibid., pp. 120-121.

bandes anarchiques de paysans en fuite, les cosaques. Du Don, les cosaques poussèrent jusqu'à la Volga, l'Oural, la Sibérie, le lac Baïkal, l'Amour et la rivière Oussouri¹. Entre 1886-1915 p. ex., quatre millions et demi se sont installés en Sibérie.

La révolution d'octobre donna un élan nouveau à la colonisation. Comme nous l'avons souvent dit, cette révolution était grand-russe. C'était la victoire de l'industrie sur la paysannerie, victoire légitimée par les principes de la doctrine et les dispositions constitutionnelles. Staline reconnut cette domination grand-russe en s'opposant à l'indépendance des régions qu'il jugea économiquement nécessaires à cause de leur richesse en matières premières, combustible et produits alimentaires².

La priorité fut donnée, sous le régime soviétique, à la colonisation industrielle. Dès que le régime commença à se stabiliser, le mouvement de migration fut mis en marche. Entre 1926 et 1936, trois millions d'hommes émigrèrent de la Russie du centre et de l'ouest vers de nouveaux centres industriels des Monts Oural, de la Sibérie et de l'extrême orient russe. En outre, 1.700.000 nouveaux colons arrivèrent dans les républiques soviétiques de l'Asie centrale³.

Le mouvement d'industrialisation fut bénéfique aux communistes: ils dominèrent l'opposition des nationalités en pratiquant une politique de dislocation et d'interpénétration de celles-ci. Des nouvelles villes se sont élevées (508 entre 1917 et 1947), et des colonies ouvrières de type urbain ont été établies (2000, dans la même période), distribuées dans les différentes régions⁴.

Dans sa politique nationale, Staline accorde une grande importance à l'économie, considérée comme base de toute la lutte de classe et l'oppression de l'homme par l'homme. Les disparités économiques entre les régions pouvaient et devaient donner lieu à des frictions mettant en danger la survie du régime. "Le rapprochement économique, disait-il, est le facteur essentiel qui contribue à l'unification des républiques dans l'Union"⁵. L'économie est considérée par lui comme le deuxième facteur, après le chauvinisme grand-russe lequel peut mettre en danger la politique nationale et désunir les républiques⁶.

¹ Kolarz, la Russie et ses colonies, op. cit., pp. 14-18.

² Staline, Du pouvoir des soviets dans la question nationale en Russie, 1920, Staline, op. cit., p. 94.

³ Kolarz, La Russie et ses colonies, op. cit., p. 27.

⁴ Ibid., p. 28.

⁵ Staline, Rapport au XII congrès du Parti, avril 1923, Staline, op. cit., p. 141.

⁶ Ibid., pp. 144-145.

Si l'égalité économique est de grande importance pour la concorde entre les nations, l'argument économique reste néanmoins un argument dangereux. Des abus peuvent en résulter:

- Anéantissement des différences linguistiques en vue de faciliter les rapports économiques.
- Refus de l'indépendance de régions qui rejettent le régime, sous prétexte que de telles régions sont nécessaires économiquement pour le tout.
- Emploi de l'économie pour disloquer une entité nationale opposée au régime.
- Mise en minorité d'une nationalité dans son milieu géopolitique par l'implantation de groupes étrangers.

Ces abus peuvent être reprochés au régime soviétique. Le problème se pose de façon particulièrement grave en URSS où l'économie est concentrée dans les mains d'un pouvoir centralisé à prédominance grand-russe sans système de contrôle extérieur sur ses décisions. En effet, le budget échappe aux républiques et est décidé par le Soviet suprême qui le répartit entre elles, Aucune république n'a ses propres sources de revenu qui soient sujettes à son contrôle, et aucune république ne peut dépenser pour ses institutions que la somme consacrée à ce but par le budget fédéral¹.

Ce que nous venons de voir touche particulièrement les communautés nationales ethnico-raciales. Qu'en est-il sur le plan des communautés historiques?

L'économie, source des antagonismes de classe, est un problème fondamental pour le système soviétique qui vise l'égalisation entre les hommes pour arriver à l'application du principe: de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins.

Il est vrai que l'URSS n'est pas arrivée à ce principe et qu'elle est encore au stade du principe "de chacun selon ses capacités, à chacun selon son travail". Elle a fait beaucoup sur ce plan pour nourrir et instruire tout son peuple. Mais il ne faut pas cacher que des castes privilégiées subsistent.

Il faut admettre avec Medvedev que des privilèges sont inéluctables. Ainsi, il est normal que les dirigeants qui veillent sur le pays ne manquent de rien afin que leur tâche soit facilitée et qu'ils puissent contribuer au bien général du pays.

Mais le danger est que ces privilèges, comme le dit Medvedev, "deviennent en fait un but en soi au lieu de n'être qu'un moyen" Ce qui arrive par la disproportion entre la valeur et la qualité du dirigeant². C'est le pro-

¹ Hazard, op. cit., p. 93.

² Medvedev, la démocratie socialiste, op. cit., p. 266.

blème auquel s'attaque A.D. Sakharov, car, selon lui "quelque chose ne va pas dans le système" et que l'on est "en présence d'une corruption de loyaux serviteurs de l'État"¹.

Les droits sociaux représentent dans le système soviétique, la colonne vertébrale, ou tout au moins c'est à quoi tend un système qui vise à annuler la maxime "*homo homini lupus est*" par la réalisation d'une société où n'existe pas l'oppression de l'homme par l'homme. C'est la signification du titre premier "Déclaration des droits du peuple travailleur et exploité" de la constitution de 1918 de la RSFSR. Staline en a repris l'idée et la constitution actuelle de 1936 met elle aussi l'accent sur les droits sociaux, tels que le droit au travail (art. 118), le droit au repos (art. 119), le droit à la sécurité (art. 120), le droit à l'instruction (art. 121) etc.

Même si l'on peut tracer une ligne nette dans ce domaine entre le régime actuel et le régime tsariste, le contraste entre ce régime et celui des pays occidentaux est encore plus frappant, dont ceux qui ont subi le fardeau de la guerre comme la RFA et le Japon, lesquels ont dépassé l'URSS dans le domaine social et surtout dans les droits fondamentaux de l'homme: liberté d'expression etc. Car il ne faut pas oublier que l'homme ne vit pas seulement de pain et que le devoir d'un régime n'est pas de satisfaire les besoins du corps au détriment de ceux de l'esprit. Les deux entités doivent avoir leur part afin de constituer une société équilibrée et libre.

¹ Cité par Medvedev, la démocratie socialiste, op. cit., p. 269.

En guise de conclusion: Avenir du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes dans la perspective soviétique

Depuis 1965, les revues soviétiques discutent des nouveaux aspects du concept de nation et relèvent un certain rapprochement et une éventuelle fusion des nations de l'URSS. Il y a même des propositions en vue de l'adaptation de la constitution à la nouvelle réalité. De quoi s'agit-il?

Nous avons démontré, au début de notre travail, que, selon la conception marxiste, la nation était une création des rapports de production. Avec la disparition de tous les vestiges du capitalisme, les nations perdront leur raison d'être. Lénine adopta aussi ce point de vue. "Le socialisme, écrit-il, a pour but non seulement de mettre fin au morcellement de l'humanité en petits États et à tout particularisme des nations, mais aussi de réaliser leur fusion". Cela devrait se produire à l'époque du communisme. Dans l'étape transitoire du socialisme, la création de nations socialistes n'est que passagère. Celles-ci doivent céder la place à une unité du monde tant économique que linguistique et culturelle.

Deux questions se posent alors. S'agit-il d'une prévision scientifique? Et cette fusion, si elle se fait, représentera-t-elle un enrichissement pour l'humanité? Il est facile de trouver des démentis à la doctrine marxiste-léniniste dans notre époque. En effet, le problème national reste vivant et se renforce encore comme nous l'avons vu dans notre introduction. Si le sentiment national se perd quelque fois, il est vrai aussi qu'il peut lui arriver de renaître lorsque les pressions extérieures diminuent. L'histoire, nous l'avons vu, va dans la direction tout à fait opposée à celle que préconise le marxisme-léninisme. En plus il est, à notre avis, criminel de préconiser la fusion des nationalités, car cela appauvrit l'humanité en la privant de ses éléments.

L'Union Soviétique, en vertu de sa doctrine, considère son arrivée au stade de fusion de ses nationalités comme le signe d'un progrès avancé dans le développement de la société. Mais cela n'est pas l'unique explication possible. Cette fusion peut être le résultat, non pas du progrès social, mais de l'extension dans le pouvoir coercitif dans un État. Nous avons appris que cette union n'était basée en réalité que sur la force. Nous avons aussi appris que l'Union Soviétique n'est même pas arrivée à dépasser les pays capitalistes dans des domaines aussi importante que les libertés fondamentales.

Il est donc légitime de se demander si l'on est en face non pas d'une société qui a atteint une maturité socialiste (où tout problème d'oppression de l'homme par l'homme, ou d'une nationalité par une autre ne se pose plus)

mais plutôt devant une société purement et simplement à caractère moyenâgeux avec un pouvoir théocratique où le marxisme remplace la religion.

D'ailleurs, notre doute n'est que plus confirmé avec l'étude de la politique soviétique dans l'arène internationale où nous traitons de trois problèmes principaux ayant un rapport direct avec le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et l'avenir de ce droit dans la perspective soviétique

- Le droit des peuples et la coexistence pacifique (c-à-d. les rapports URSS/pays capitalistes)
- Le droit des peuples et l'internationalisme prolétarien (c-à-d. les rapports URSS/pays socialistes)
- La révolution internationale et les mouvements de libération (c-à-d. les rapports URSS/tiers monde)

1) Le droit des peuples et la coexistence pacifique

Le système des principes fondamentaux du droit international de notre époque, affirment les auteurs soviétiques, est "le système de principes de la coexistence pacifique" dont "le point central" est occupé par le principe de la coexistence pacifique, "servant à le désigner et accumulant l'essence de tous les autres principes du droit des gens en vigueur"¹.

Ce principe nous intéresse particulièrement en raison de l'importance que lui accordent les auteurs soviétiques et sa relation avec le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Ce dernier principe présuppose en effet le respect préalable de l'autre si l'on admet la définition donnée par les auteurs soviétiques: "droit de chaque peuple à l'existence étatique indépendante, au libre choix de son régime social et politique" et "obligation prescrite à tous les États de respecter le droit en question sous ses deux manifestations liées l'une à l'autre, et de favoriser l'exercice de ce droit"².

Nous avons démontré que, sur le plan interne, ni l'une ni l'autre manifestation de ce droit n'a été respectée car le système soviétique refuse de coopérer avec un autre système et il enlève au peuple toute possibilité de choix. Qu'en est-il sur le plan international? Et avant tout, qu'est-ce que la coexistence pacifique?

Les soviétiques trouvent un lien entre ledit principe et le préambule de la charte qui proclame la résolution des peuples dont les gouvernements assument les obligations correspondantes à pratiquer la tolérance, à vivre en

¹ Tounkine, G. I. (éd.), *Droit international contemporain*, éd. du progrès, Moscou, 1972, pp. 60-61 (ci-après: Tounkine).

² Ibid., p. 75.

paix l'un avec l'autre dans un esprit de bon voisinage¹. Quant à son origine doctrinale, ils le rattachent à Lénine².

Ce principe est vieux comme le monde; avant le terme, le phénomène existait déjà. C'était la coexistence entre deux forces politiques à la suite d'un accord de ne plus recourir à l'hostilité et de s'accepter mutuellement. Le cas le plus connu est celui de l'islam face aux infidèles (p. ex. sous l'empire ottoman)

Laloy conteste l'attribution du principe dans la doctrine soviétique à Lénine: "Lenin himself never formulated a doctrine of peaceful coexistence, for he did not believe that any provisional coexistence made necessary by circumstances, could ever be peaceful other than by accident"³. Lénine n'a fait que constater que la révolution tardait et que par conséquent il y avait "une pause". C'est Staline qui employa le terme "coexistence pacifique" pour la 1ère fois en tant qu'"élargissement de la pause se transformant en une période prolongée" et cela au XIVe congrès du Parti (1925)⁴. Cette théorie a été formulée une année après sa fameuse théorie du socialisme dans un seul pays.

La théorie de la coexistence a été développée par Khrouchtchev au XXe congrès du Parti (1956) surtout concernant l'évitabilité de la guerre entre les deux camps. Il préconise la lutte sur le plan de la compétitivité économique. La peur de la guerre atomique a créé l'impasse et semble avoir poussé les soviétiques à laisser tomber de leur plan la confrontation militaire⁵.

Ce principe signifierait en théorie une concession de la part du camp communiste sur la révolution mondiale, admettant ainsi que chaque peuple a le droit d'entrer et de sortir du système qu'il veut choisir et la non-nécessité de la conversion de tous les États aux système et vues soviétiques. Cette concession a trouvé place dans la déclaration des cinq points Sino-Indienne de 1954, repris de l'article 5 du traité d'amitié, d'alliance et d'assistance mutuelle Sino-Soviétique de 1950. On retrouve les mêmes termes dans les traités entre l'URSS et les Pays de l'Est (1945-1948). Que disent les auteurs soviétiques de ce principe?

¹ Ibid., p. p. 61.

² Ibid., p. 5.

³ Coexistence in marxism, communism and Western society, op. cit., vol. II, 1972, pp. 20-21; v. aussi: Griffiths, F., Origins of peaceful coexistence, in Survey, no 50, 1964, pp. 193-201.

⁴ Laloy, J, La politique extérieure de l'URSS, Inst. d'études politiques de l'Univ. de Paris. Amicale des élèves 1962-1963 (s.d.n.l.), pp. 16-17.

⁵ Goodman, op. cit., pp. 185-186.

Il y a une contradiction flagrante entre la définition et l'interprétation accordées à ce principe par les Soviétiques. La définition officielle est celle du Programme du Parti: "(Le non-recours) à la guerre comme moyen de règlement des questions litigieuses entre les États, leur règlement par la négociation, l'égalité de droits, la compréhension et la confiance réciproques entre les États, le respect des intérêts mutuels; la non-ingérence dans les affaires intérieures, la reconnaissance du droit de chaque peuple de résoudre lui-même toutes les questions concernant son pays; le strict respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de tous les pays; le développement de la coopération économique et culturelle sur la base de l'entière égalité et de la réciprocité des avantages"¹.

Mais les auteurs soviétiques ne s'arrêtent pas à ces déclarations. Comme dans le cas du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes dans l'arène interne, ils recourent à des subtilités au point de l'annuler. En effet, cette coexistence pacifique n'est pas du tout un *modus vivendi* semblable à celui décidé en 1648 par les souverains catholiques et protestants. Les principes de la Paix de Westphalie: "*cujus regio, ejus religio*" signifierait dans notre temps que les gouvernements respectent l'idéologie et le régime existant en pays étrangers et ne doivent pas pratiquer la subversion par les armes ou autres. Mais, en fait, la coexistence pacifique aujourd'hui n'est rien d'autre, dans les meilleurs des cas, que "the mutual renunciation of an armed apostolate"². En plus la propagande idéologique "bridge building" n'est pas considérée comme prohibée de la part de l'URSS alors que celle-ci interdit à l'idéologie occidentale de pénétrer dans son pays. La coexistence pacifique surtout ne peut pas être choisie, dans le sens qu'un pays de zone d'influence politique et militaire soviétique n'est pas libre de pratiquer la coexistence pacifique, sauf dans le cas où ce dernier le lui permet et dans la mesure qu'il permet.

Toungine dit bien: "Si la coexistence pacifique n'exclut en aucune façon la lutte économique, cela est encore plus valable dans le domaine idéologique. La lutte y est encore plus valable dans le domaine idéologique. La lutte y est absolument incompatible avec tout compromis, toute concession: l'idéologie socialiste et l'idéologie capitaliste sont inconciliables"³. Cependant, d'autres auteurs n'ont pas peur de dire la vérité, toute la vérité. Ainsi Krassine affirme que la coexistence pacifique ne concerne pas "les rapports entre les classes et les groupes sociaux à l'intérieur des pays" mais

¹ Cité par Toungine, op. cit., pp. 17-18.

² Kulski, W.W., *The Soviet Union in world affairs, a documented analysis 1962-1972*, Syracuse Univ. Press, N.Y. 1973, pp. 66-67.

³ Toungine, op. cit., p. 20.

seulement "les rapports entre les États dans l'arène mondiale"¹. La coexistence pacifique et la lutte entre le socialisme et le capitalisme dans l'arène mondiale, ajoute cet auteur, "ne s'excluent pas mutuellement"². S'adressant aux partis communistes dans le monde, il leur dit que dans leur lutte pour la prise du pouvoir "la voie pacifique et non pacifique ne sont pas des pôles contraires"³. Cette affirmation correspond plus à la doctrine marxiste-léniniste que celle de Tounkine puisque, selon cette doctrine, la guerre et la paix ne sont que les deux faces du même objet d'après la fameuse clause "la guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens".

L'élévation de la guerre à un stade aussi élevé et l'attitude négative continue de la doctrine marxiste-léniniste face aux autres idéologies ou, en d'autres termes, le manichéisme qui caractérise cette doctrine, n'est-ce pas une négation claire et nette du principe de la coexistence pacifique et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes? Sans doute, une théorie exclusiviste au degré de se considérer l'unique à abriter la vérité os et chair ne peut être qu'agressive et contraire à toute loi de vie sociétaire et de cohabitation humaine, car cette vie-ci exige de chacun de céder sur des points pour que la vie devienne possible. Chacun doit accepter une vérité collective subjective à la place de sa vérité si l'on ne veut pas tomber dans l'impasse. Pascal a bien exprimé cette coexistence des diversités: "La multitude qui ne se réduit pas à l'unité est confusion; l'unité qui ne dépend pas de la multitude est tyrannie"⁴.

2) Le droit des peuples et l'internationalisme prolétarien

Un des principes du système soviétique le plus en contradiction avec le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes est sans doute celui qui régit les rapports entre l'URSS et les Pays socialistes qui forment d'après le programme du Parti le "prototype de la nouvelle société, de l'avenir de toute l'humanité"⁵. Il s'agit du principe de l'internationalisme prolétarien.

Qui ne connaît les faits qui ont conduit à l'expansion territoriale soviétique et à l'extension de sa zone d'influence? Staline déclarait avant la guerre: "Nous n'avons pas, nous ne pouvons pas avoir pour buts de guerre d'imposer notre volonté pas plus que notre régime aux slaves ni à aucune autre nation européenne qui attendrait notre aide. Notre but est d'aider ces na-

¹ Krassine, op. cit., p. 90.

² Ibid., p. 91.

³ Krassine, Y., La dialectique du processus révolutionnaire, APN, Moscou, 1972, p. 133.

⁴ Cité par J. Laloy, Coexistence, in marxism, communism and Western society, op. cit., p. 19 (Pensées, no 871).

⁵ Cité par Tounkine, op. cit., p. 91.

tions dans leur lutte contre la tyrannie hitlérienne, et de les laisser ensuite absolument libres d'organiser leur vie comme elles l'entendent sur le territoire qui est le leur. Pas d'intervention dans les affaires internes des autres nations"¹.

Tout ceci est parfaitement conforme aux exigences du principe de l'auto-détermination. Mais qu'en est-il de la réalité? L'URSS a été l'unique pays qui est sorti enrichi de la IIe guerre mondiale au détriment de six groupes ethniques: finlandais, estonien, letton, lithuanien, polonais et roumain. Le régime soviétique a été imposé à 23.700.000 personnes vivant sur un territoire de 471.973 km² sans demander leur avis, exactement comme ce fut le cas lors de la formation de l'Union Soviétique.

C'était pour l'État Soviétique une grande bouchée à laquelle il ne pouvait pas ajouter une autre surtout si elle est dans la taille des pays de l'Est: la Yougoslavie, la Hongrie, la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Roumanie et l'Allemagne de l'Est. L'URSS s'est contentée de les réduire en "vassaux" pour employer le terme de Jan Masaryk, ministre des affaires étrangères tchécoslovaque qualifiant le statut de ces États lorsque Staline les empêcha de participer à la conférence sur le plan Marshall³.

Or, c'est justement le principe de l'internationalisme prolétarien qui règle les relations entre ces "vassaux" et leur Seigneur, l'omnipotent, l'omniscient, l'URSS.

Si l'on veut parler sans fioriture, nous disions que ce principe signifie le droit de Moscou d'imposer à ces États formellement souverains ses vues, tant sur le plan politique, économique que socio-culturel et qu'il signifie aussi le devoir pour ceux-ci de se laisser envahir par les troupes soviétiques et de se laisser mutuellement sur l'ordre de Moscou si leurs peuples refusent la domination et la soumission à cette dernière. Mais, il est certain que personne ne se laisse tromper par la phraséologie moscovite à laquelle nous nous conformons.

Le principe de l'internationalisme prolétarien est considéré par les auteurs soviétiques comme "le principe essentiel, fondamental, influant sur le contenu et l'application de tous les autres principes"⁴. Son contenu est défini comme suit: "Solidarité internationale de la classe ouvrière des différents pays et son avant-garde révolutionnaire, les partis communistes et ouvriers, en tant que base de la solidarité de tous les travailleurs, de toutes les

¹ Hentsch, G., *Staline négociateur, une diplomatie de guerre*, La Baconnière, Neuchâtel, 1967, p. 27.

² Tougouchi, op. cit., p. 341.

³ Cité par Fontaine, op. cit., p. 399.

⁴ Tounkine, op. cit., p. 94.

forces révolutionnaires de notre époque dans la lutte pour le renversement du capitalisme et pour la transformation socialiste de la société"¹.

Il est à remarquer que ce principe, qui a permis d'envahir la Tchécoslovaquie, ne limite pas les pays auxquels il s'applique. En d'autres termes, la Russie peut l'employer comme prétexte pour envahir tout pays si elle se sent capable de le faire. Plus encore, les internationalistes soviétiques donnent une valeur juridique à ce principe parce que disent-ils, il est incorporé dans des textes "légaux" de multiples conventions passées entre États dits "socialistes" dont "les déclarations des conférences des représentants des partis communistes et ouvriers de 1957, de 1960 et de 1969, le traité de Varsovie, les déclarations de la conférence de Bucarest (1966) et de la conférence de Sofia (1968) des pays du traité de Varsovie etc."². Cela risque de mener loin car, d'après ces auteurs, ce principe met une obligation de prêter une "assistance fraternelle" sous la forme militaire, comme fut le cas de la Tchécoslovaquie, dans l'intérêt général³.

Les auteurs soviétiques affirment que chaque parti est libre et indépendant⁴ et que le principe de l'internationalisme socialiste est "caractérisé par des traits majeurs tels que l'union volontaire ... l'égalité des droits"⁵. Cependant, ils ajoutent que, quand il s'agit des "intérêts généraux", ils ne sont plus libres. Mais qui définit ces intérêts généraux? Vous ne doutez pas que c'est le pays qui a la capacité d'envahir qui peut définir ces intérêts: l'URSS. Ces intérêts généraux sont pour ce fait toujours conformes aux intérêts de ce dernier pays.

Ce phénomène de relation internationale soi-disant "pacifique" est passé dans la littérature occidentale sous le nom de "doctrine de Brejnev" ou "la théorie de la souveraineté limitée" ou encore "la théorie de la double responsabilité". On l'attribue à Brejnev par le fait qu'il a été le premier à exprimer clairement son contenu en 1968. Mais en réalité, les troupes soviétiques ont exécuté les ordres de Moscou contre les pays de l'Est bien avant

¹ Le léninisme et l'unité du mouvement communiste international, APN, Moscou, (s.d. 1970?), p. 44.

² Tounkine, op. cit., p. 93.

³ Ibid., p. 95; Krassine, la dialectique, op. cit., p. 266; Jiline, Y., Problèmes actuels du mouvement communiste, APN, Moscou, 1972, 1307 Dans une interview accordée par J. Smrkovsky, ancien président de l'assemblée nationale tchécoslovaque au journal communiste italien *Gior-ni-vie nuove*, le 16 sept. 1971 (cité par Jiri Pelikan, Ici Prague, Seuil, Paris, 1973, p. 337) celui-ci nia l'affirmation soviétique selon laquelle ce sont des représentants du Parti et de l'État tchécoslovaque qui avaient appelé les armées du Pacte de Varsovie à entrer dans le pays. "Jusqu'à ce jour, dit-il, personne n'a dit, personne n'a publié dans les journaux qui, quelles gens avaient lancé cet appel ... Toute cette argumentation sur l'appel n'est qu'un bavardage naïf. Nul ne la prend au sérieux, nul n'y croit".

⁴ Krassine, La dialectique, op. cit., p. 250.

⁵ Tounkine, op. cit., p. 94.

que Brejnev n'ait été nommé premier secrétaire du Parti. Notons leur intervention en juin 1953 contre la révolte de Berlin Est; en octobre 1956, dans le cas de la Pologne; en novembre 1955: dans le cas de la Hongrie¹.

3) La révolution internationale et les mouvements de libération

Nous arrivons ainsi à un point crucial: celui où il faut démontrer la politique soviétique envers les pays du tiers monde. Les auteurs soviétiques et les défenseurs de l'URSS n'ont qu'à se référer aux documents des Nations-Unies pour prouver quel est le soutien accordé par celle-ci aux mouvements de libération.

Cependant, il ne faut pas s'arrêter aux apparences car, s'il est vrai que plusieurs résolutions contre le colonialisme ont été présentées par l'URSS, et il en faut lui en être reconnaissant, il n'est pas moins vrai que derrière ces résolutions, et en dehors d'elles, la politique soviétique reste toujours intéressée.

Il est à remarquer avant tout qu'on est très facilement généreux quand on dépense les biens d'un autre, fût-il un voleur. Aucune des colonies se trouvant sous la prise tsariste n'a acquis son indépendance. Bien au contraire, la Russie, le pays colonialiste le plus vieux, tout en annexant ses anciennes colonies a vu accroître leur nombre en plein XXe siècle. Mais elle s'opposa au colonialisme des autres États et réclama le droit inconditionnel à l'autodétermination et à la formation étatique indépendante à des régions sans tenir compte "ni de la superficie du territoire, ni du nombre d'habitants ni du niveau de développement de la population"².

La deuxième remarque qu'il faut retenir est l'intérêt que cherche l'URSS en soutenant les mouvements de libération et la révolution internationale.

Les raisons révolutionnaires invoquées par Lénine pour forcer les différentes nations à s'unir avec Moscou ont abouti à la création d'un État policier, autoritariste, niant le droit à l'autodétermination non seulement à ses différentes nations mais aussi à la communauté historique comme tout. À quoi aboutit le plan soviétique sur le plan international?

Nous avons vu les positions de Lénine face à la question coloniale avant février 1917 et comment il la lie au problème plus général de la révolution mondiale. Ces positions restent encore valables pour la doctrine soviétique.

Si Lénine n'a pas dit clairement que Moscou devait être le centre de la Russie, se contentant de réaliser ce projet, il l'a expressément dit en ce qui concerne le mouvement national des colonies et semi-colonies et les mou-

¹ Kulski, op. cit., p. 314.

² Vavilov, A., L'ONU, le point de vue soviétique, APN, Moscou, 1974, p. 109; aussi, p. 85.

vements ouvriers en Occident. Parlant au IIe congrès de Russie des organisations communistes des peuples d'Orient (novembre 1919), il déclara: "Il va de soi que ce mouvement révolutionnaire des peuples d'Orient ne peut aujourd'hui se développer avec succès, ne peut aboutir qu'en relation directe avec la lutte révolutionnaire de notre république des Soviets contre l'impérialisme"¹. La constitution de la RSFSR est d'après Lénine, non seulement celle de cette république mais "c'est la constitution des travailleurs". Le régime soviétique est aussi "le régime politique des travailleurs appelant à triompher du capital international"². Les thèses d'action des mouvements ouvriers en Occident eux aussi ne sont que l'extension de "certains traits essentiels de notre expérience révolutionnaire et les leçons de notre mouvement révolutionnaire" appliqués à ces mouvements³.

Lénine comprend l'histoire de son temps comme une lutte entre deux forces, l'une, représentée par les États capitalistes animant la SDN et l'autre, représentée par la république des Soviets de Russie, entourée des "mouvements soviétiques des ouvriers avancés de tous les pays" et des "mouvements de libération nationale des colonies et des nationalités opprimées"⁴. La Russie est pour lui "le représentant direct de toute la masse des populations opprimées du globe"⁵.

Lénine demande des partis communistes occidentaux de subordonner les intérêts prolétaires de leurs pays à l'intérêt de la lutte à l'échelle mondiale et d'accepter "les plus grands sacrifices sur le plan national en vue du renversement du capital international. Quant aux partis communistes des pays arriérés, il leur demande (entre autres) d'aider le mouvement de libération démocratique bourgeois de ces pays, de lutter contre le clergé et les autres éléments réactionnaires et moyenâgeux qui ont de l'influence dans ces pays, de lutter contre le panislamisme et autres courants analogues. Mais il met en garde ces partis communistes de ne pas fusionner avec la bourgeoisie nationale de leur pays. Ils ne doivent conclure qu'une alliance "temporaire" et doivent être prêts, une fois que leur pays est libéré des colonisateurs, à se tourner contre ces mouvements de libération pour prendre le pouvoir"⁶.

Cette politique doit tendre à réaliser l'union la plus étroite de tous les mouvements de libération nationale et coloniale avec la Russie des So-

¹ Lénine, le mouvement de libération, op. cit., p. 283.

² Ibid., p. 289.

³ Ibid., p. 315.

⁴ Ibid., p. 309.

⁵ Ibid., p. 329.

⁶ Ibid., pp. 312-313.

viets" sous la forme transitoire de "fédération" qui doit conduire à une unité "totale"¹. En juillet 1920, il projetait déjà de former "une armée unique" de "tous les pays" en vue de la "révolution prolétarienne universelle, la création de la république universelle des soviets"². En décembre 1920, il modifia le mot d'ordre des communistes en "Prolétaires de tous les pays et peuples opprimés, unissez-vous"³.

Les partis communistes tant des pays occidentaux que des pays arriérés font face à une double allégeance, celle de leur pays et celle de Moscou, cette dernière primant l'autre puisque, selon Lénine, ces partis doivent œuvrer dans l'intérêt du prolétariat international représenté par Moscou. Ils fonctionnent "apparemment" d'une manière indépendante, mais "effectivement", ils sont organes de l'État soviétique⁴. "Les mouvements communistes nationaux, les partis communistes des démocraties parlementaires ne peuvent justifier leur raison d'être que par les services qu'ils rendent au seul pays socialiste"(38). Comme dans le cas de la Tchécoslovaquie, ces mouvements doivent obéir aux vues de Moscou en acceptant "les plus grands sacrifices" sur le plan national, pour employer la parole de Lénine, dans l'intérêt du prolétariat international représenté par Moscou.

Moscou n'a pas été indifférent au nationalisme des pays indépendants qui, au lieu de s'allier et s'unir politiquement et institutionnellement avec lui, ont choisi la troisième voie pour éviter de tomber dans le jeu des deux grandes puissances. Ainsi, se trouvent-ils dans un troisième groupe qui n'est ni le communisme ni le capitalisme, ils faussent le calcul selon lequel l'URSS, pays d'attraction, devait être l'unique alternative du capitalisme. Cette vision du monde manichéenne a été perturbée. Aussi, Khrouchtchev a dû reconnaître, pour sortir de l'impasse, l'existence entre les deux pôles, d'une zone neutre pacifique, ni socialiste, ni capitaliste, rompant avec le dualisme simpliste de l'époque précédente⁵.

La déception de Moscou n'était que plus grande sur le plan théorique lorsque la Chine s'est dressée en rivale au sein même du bloc communiste.

Mais les auteurs soviétiques ne cachent pas leurs hostilités à ce courant de la troisième voie qui veut s'affirmer comme une entité à part, indépendante et au-dessus des querelles idéologiques qui masquent trop souvent des intérêts impérialistes.

¹ Ibid., p. 312.

² Ibid., p. 321.

³ Ibid., p. 329.

⁴ Segesvary, V., *Le réalisme Khrouchtchévien, la politique soviétique à l'égard du nationalisme arabe 1953-1960*, Neuchâtel, éd. de la Baconnière, 1968, p. 7.

⁵ Ibid., p. 11.

Nous avons déjà vu comment les auteurs soviétiques ne délimitent pas les pays sur lesquels peut surgir les effets du principe internationalisme prolétarien. Or, on peut bien en comprendre la raison maintenant. Ainsi, Krassine écrit: "La position de neutralité à l'égard de la cause commune du mouvement communiste ne peut signifier que l'adoption de l'interprétation bourgeoise et nationaliste de l'indépendance en tant qu'antipode de l'internationalisme prolétarien"¹. Un autre, Jiline parle aussi plus nettement: "L'antisoviétisme est le trait commun à toutes les tendances nationalistes de droite auxquelles se heurte de nos jours le mouvement communiste". Il préconise une "lutte implacable" contre toutes les manifestations de l'antisoviétisme². Ces auteurs enseignent à leurs lecteurs que le PCUS est le "détachement le plus expérimenté du mouvement communiste international" et qu'il assume "une immense responsabilité ... pour la révolution, le socialisme" etc.³.

Dans une conférence consacrée au 50ème anniversaire de la fondation de l'Union Soviétique tenue à Tachkent devant Brejnev et des représentants de 90 pays d'Europe, d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, Rachidov a eu le courage de s'attaquer à la troisième voie de développement social qu'il qualifie d'instiguée par les impérialistes et visant à encourager le nationalisme réactionnaire⁴. Cet orateur allègue en plus que "seul le socialisme scientifique, seule la mise en pratique des théories de Marx, Engels et Lénine, peuvent leur assurer la libération et le progrès"⁵.

Nous voyons donc que les soviétiques gardent toujours le désir de dominer les pays indépendants non-alignés. Il n'est pas difficile de multiplier les citations pour le prouver. Mais nous devons conclure.

Le système marxiste-léniniste et la pratique soviétique visent le même résultat que voulaient atteindre tant le christianisme que l'islam, pour ne citer que les deux courants les plus connus de l'universalisme. Mais ni l'un ni l'autre de ces deux, à cause de ses optiques manichéennes et le manque de respect pour le pluralisme, n'a été jugé digne de survivre par le temps. Non seulement ils n'ont pas atteint leur but, mais ils sont tombés en marge de l'histoire des systèmes politiques actuels.

Le communisme, lui aussi, malgré son fond véritablement humain - comme les deux autres d'ailleurs - se voit condamné à la division. Il a été

¹ Krassine, La dialectique, op. cit., pp. 263-264.

² Jiline, op. cit., p. 94.

³ Sobolev, A., Problème de la lutte pour l'unité du mouvement communiste. APN, Moscou, 1972, p. 110.

⁴ Le léninisme, étendard de la libération, op. cit., p. 110.

⁵ Ibid., p. 119.

puni par où il a pêché. Ne respectant pas le pluralisme et consacrant une sorte de société à visage non-humain, il n'a pas résisté aux courants nationalistes et est devenu un terme tabou dans plusieurs milieux intellectuels. Ce sont là les deux ennemis implacables du communisme.

Il est néanmoins bon de terminer ce travail sur un ton optimiste. Nous constatons en effet que l'élite intellectuelle de l'URSS n'a pas manqué d'élever sa voix devant la situation existante. Et nous ne doutons pas que le gouvernement soviétique, tôt ou tard, comme il lutte courageusement pour la liberté des différents pays, ne manquera pas d'accorder cette liberté à son propre peuple car celui-ci le mérite¹.

Enfin, il est utile de rappeler que quel que soit le jugement porté dans notre travail sur l'Union Soviétique, il ne peut en aucune façon signifier une consécration de ce qui se passe dans les pays capitalistes.

¹ Au moment où nous finissions notre travail, les journaux apportent des nouvelles qui ne peuvent que confirmer notre conclusion. Voir Le Monde, 14 et 15 déc. 1975 surtout en ce qui concerne la réaction du Parti communiste français après l'émission de Tf 1 sur un camp de travail en URSS.

Annexes

Table 1

Social position of CPSU Membership 1956-1967, compared with 1924-1932

Percent of all members and candidates

	Jan. 1924	Jan. 1930	July 1932	Jan. 1956	July 1961	1964	Jan. 1966	Jan. 1967
Workers	44.0	65.3	65.2	32.0	34.5	37.3	37.8	38.1
Peasants	28.8	20.2	26.9	17.1	17.5	16.5	16.2	16.0
White-Collar and others	27.2	14.5	7.9	50.9	48.0	46.2	46.0	45.9

Tiré de Rigby, T. H., Communist Party membership in the USSR, 1917-1967, Princeton Univ. Press, Princeton, N.J. 1968. p. 325 (ci-après Rigby)

Table 2

National origin of communist Party members 1922

Nationality	Absolute number	Percent of RKP	Per 1000 of population of given nationality
Great Russians	270.409	72.00	3.80
Ukrainians	22.078	5.88	0.94
Jews	19.564	5.20	7.20
Latvians	9.512	2.53	78.00
Georgians	7.378	1.96	4.52
Tatars	6.534	1.72	1.19
Poles	5.649	1.50	10.80
Belorussians	5.534	1.47	1.67
Kirghiz	4.964	1.32	0.89
Armenians	3.828	1.02	2.91
Germans	2.217	0.59	1.98
Uzbeks	2.043	0.54	0.76

Estonians	1.964	0.53	16.30
Ossetins	1. 699	0.45	8.00
<u>Others</u>	12. 528	3. 29	-
	375.901	100.00	average for USSR 2.90

Tiré de Pipes, R., The formation of Soviet Union, communism and nationalism, 1917-1923, Harvard Univ. Press, Cambridge, 1954, p. 269

Table 3

(tiré de Rigby, 212· op. cit., p. 366)

National composition of the CPSU, 1922-1927

Nationality	Percent of Par- ty	Percent of po- pulation	
	1922	1927	1926
Great Russians	72.0	65.0	52. 9
Ukrainians	5.9	11. 7	21. 2
Belorussians	1.5	3.2	3.2
Poles and Baltic	4. 6	2.6	0.7
Jews	5.2	4.3	1.8
Minority in RSFSR	2.0	2.3	4.3
Transcaucasians	3.4	3.6	2.5
Central Asian	2.5	3.5	7.0
Others	2.9	3.8	6.4

Chronologie des déportations

28th Aug. 1941	Decree on the deportation of the Volga Germans
7th Sept. 1941	Decree on the partition of the former Volga German Republic
February 1943	Decision taken to deport certain nations
Oct.-Nov. 1943	Deportation of the Karachai
December 1943	Deportation of the Kalmyks and setting up of the Astrakhan Province
21st Feb. 1944	Deportation of the Chechens and Ingushi
7th Mar. 1944	Decree on the deportation of the Chechens and Ingushi
9th Mar. 1944	Award of Order of Suvorov 1st Class to Serov
22nd Mar. 1944	Setting up of the Grozny Province
Mar.-Apr. 1944	Deportation of the Balkars
June 1944	Deportation of the Crimean Tatars
30th June 1944	Decree transforming the Crimean Republic into

	the Crimean Province
26th June 1946	Publication of decree on the deportation of the Chechens, Ingushi and Crimean Tatars
10th Feb. 1948	Central Committee pronouncement on music, attacking the Chechens and Ingushi
May 1950	Denunciation of Shamil
19th Feb. 1954	Decree transferring the Crimea from the RSFSR to the Ukraine
14th Mar. 1955	Decree transferring Karachai territory from Georgia to the RSFSR
17th May 1955	First mention of Chechens in exile
January 1956	First attempts to rehabilitate Shamil
24-25 Feb. 1956	Khrushchev's Secret Speech
9th Jan. 1957	Decrees of the Presidium of the Supreme Soviet on restoring the national autonomy of the Balkars, Chechens, Ingushi, Kalmyks and Karachai
11th Jan. 1957	Decree of the Presidium of the Supreme Soviet on transfer of Chechen territory from Georgia to the RSFSR
11th Feb. 1957	Law of the Supreme Soviet confirming decrees of January 9th and January 11th Decree of the Supreme Soviet making the necessary constitutional changes
29th July 1958	Decree transforming the Kalmyk Autonomous Province into the Kalmyk ASSR
end of 1958	Prospective date: for the completion of the return of the Kalmyks, Karachai and Balkars
end of 1960	Prospective date for the completion of the return of the Chechens and Ingushi

(Tiré de Conquest, R., The Soviet deportation of nationalities, Londres. Macmillan. 1960., pp. 201-202.

Bibliographie

(Les livres marqués de (+) contiennent une bibliographie utile. Nous nous limitons principalement aux livres et articles cités dans les notes pour ne pas trop s'étendre).

Ageron, Ch.-R., *L'anticolonialisme en France de 1871-1914*, PUF, Paris 1973.

Akhminov, G., *Le Parti après Staline*, in *Problèmes soviétiques*, déc. 1963.

Allworth, E., (éd.) *Soviet nationality problems*, Columbia univ. press, N.Y. 1971.

+ Armstrong, J. A., *Ideology, politics and government in the Soviet Union*, Praeger, N.Y. 1967.

Aron, R., *marxisme imaginaire: d'une sainte famille à l'autre*, Gallimard, Paris, 1970.

Aspaturian, V. V., *The Union republics in Soviet diplomacy*, Droz, Genève, 1960.

+ Avineri, S., *The social and political thought of K. Marx*, Cambridge Univ. Press, Cambridge 1968.

Baller, E., *La démocratie socialiste et l'individu*, APN, Moscou, 1974.

Barghoorn, F. Ch., *Soviet Russian nationalism*, Oxf. Univ. Press N.Y. 1956.

Bellini, V., *Note storico-giuridiche sulla evoluzione della diplomazia permanente*, in *Quadrini di diritto internazionale*, Milano, 1968.

Bergmann, Ph., *Self-determination, the case of Czechoslovakia, 1968-1969*, Grassi, Lugano, 1972.

Bernstein, E., *Evolutionary socialism, a criticism and affirmation*, N.Y., 1961.

Bernstein, E., *Les présupposés du socialisme*, Seuil, Paris, 1974.

Black, C. E. (éd.), *The transformation of russian society, aspects of social change since 1861*. Harvard Univ. Press. Massachusetts, 1960.

Black, C. E.; Thornton, T. P. (éd.), *Communism and revolution, the strategic uses of political violence*, Princeton univ. press, Princeton, N.J., 1964.

+ Bloom, S. F., *The world of nations, a study of the national implications in the work of K. Marx*, Columbia Univ. Press, N.Y. 1941.

Bochenski, J.I.M., *Soviet Russian dialectical materialism (Diamat)*, Reidel publishing co., Dordrecht, 1963.

Bochenski, J.I.M.; Niemeyer, G. (éd.), *Handbook on communism*, Praeger H.Y. 1962,.

+ Boersner, D., *Socialismo y nacionalismo*, Universidad central de Venezuela, Caracas, 1965.

- + Boersner, D., *The Bolsheviks and the national and colonial question 1917-1928*, Droz, Genève, 1957.
- Boukharine, H. et Prébrazhensky, E., *ABC du communisme*, Ed. présentée par Broué, P., Maspero, Paris, 1953.
- Bourlaski, F., *Le mouvement mondial de libération et le socialisme*, APN, Genève, 1966.
- Brun, J., *Le stoïcisme, Que sais-je?* PUF, Paris, 1972.
- Bund, in *Encyclopaedia judaica*, vol. 4, Jérusalem, 1971, colonnes 1497-1507.
- Calogeropoulos-Stratis, S., *Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes*, Bruylant, Bruxelles, 1973.
- Calvez, J.Y., *Droit international et souveraineté en URSS, l'évolution de l'idéologie-juridique soviétique depuis la révolution d'octobre*, Colin, Paris, 1953.
- + Carr, E.H., *The Bolshevik revolution 1917-1923*, Macmillan, Londres, 3 vol., 1950-1953.
- Carrère d'Encausse, H., *Unité prolétarienne et diversité nationale, Lénine et la théorie de l'autodétermination*, Rev. fr. de sc. polit., vol. XXI, no 2, avril 1971.
- Cesaropapismo, in *Encyclopedia delle religioni*, vol. II, Vallecchi editore, 1975, colonnes 10-12.
- Chafir, M., *Voici pourquoi les peuples soviétiques se sont unis en un seul État*, APN, (s.d.n.l.).
- Chakhnazarov, G., *Le Parti communiste dans la société socialiste*, APE, Moscou, 1974.
- Chamberlin, W. H., *L'énigme russe*, éd. de l'arbre, Montréal, 1946.
- Chambre, *L'Union soviétique*, introd. à l'étude de ses institutions, 2ème éd., Pichon, Durand-Auzias, Paris 1966.
- Clarkson, *A history of Russia from the 9th century*, Longmans, Londres, 1962.
- Cobban, A., *National self-determination*, Oxford Univ. Press, 1945.
- Coexistence, in *marxism, communism and Western society, a comparative encyclopedia*, Kernig (ed.) Herder and Herder, N.Y. 1972, vol. II.
- Colonialisme et anticolonialisme, in *Encyclopaedia universalis*. Paris, vol. 4, 1968 (ci-après: *Encyclopaedia universalis*).
- Colonisation, in *Encyclopaedia universalis*, op. cit., vol. 4, 1968.
- Communist Party of the Soviet Union, in *marxism, communism and Western society*, op. cit., vol. 2, 1972.
- Conquest, R., *The nation killers*, Nicolson, Londres, 1970.
- Conquest, R., *The Soviet deportation of nationalities*, Londres. Macmillan. 1960.

- + Davis, H.B., Nationalism and socialism, marxist and labor theories of nationalism to 1917, Monthly review press, N.Y., 1967.
- Dekkens, R., Introduction au droit de l'Union soviétique et des républiques populaires, Univ. libre, Bruxelles, 1963.
- Delmas, C., La guerre révolutionnaire, Que sais-je? PUF, Paris, 1959.
- Democracy, in marxism, communism and Western society, op. cit., vol. 2, 1972.
- Denisov, A., Kirichenko, M. G., Soviet State law, Foreign language publishing house, Moscou, 1960.
- Dictatorship of the prolétariat, in Ibid.
- Dictatorship, in marxism, communism and Western society, op. cit., vol. 2, 1972.
- Din, in Encyclopédie de l'islam, nouvelle éd., Brill, Leyde, 1965.
- Djilas, M., Une société imparfaite, le communisme désintégré, trad. par Bloch-Michel, Calman-Levy, Paris, 1969.
- Duroselle, J.-B., L'Europe de 1815 à nos jours; vie politique et relations internationale, PUF, Paris, 1964.
- Duroselle, J.-B., L'histoire diplomatique de 1919 à nos jours, Daloz, Paris, 1974.
- + Dutoit, B., Coexistence et droit international à la lumière de la doctrine soviétique, Pedoue, Paris, 1966.
- Dzyuba, I., Internationalism or russification, éd. par Davis, H. 2ème éd. Weidenfeld and Nicolson, Londres, 1970.
- Engels, F., Anti-Dühring, éd. sociales, Paris, 1963.
- Engels, F., L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'État, éd. sociales, Paris, 1954.
- + Fainsod, M., How Russia is ruled, revised ed., Harvard Univ. Press, Cambridge, Massachusetts 1963.
- Favre, A., Droit constitutionnel suisse, éd. Univ. Fribourg, Suisse, 2ème éd., 1970.
- Ferro, M., Révolution de 1917: la chute du tsarisme et les origines d'octobre, Aubier, éd. Montaigne, Paris, 1967.
- Flam, L., Démocratie et marxisme, Presses univ. de Bruxelles, Bruxelles, 1969.
- Fontaine, A., Histoire de la guerre froide, I, de la révolution d'octobre à la guerre de Corée, Fayard, Paris, 1965.
- Goodman, E. R., The Soviet design for a world State, Columbia Univ. Press, N.Y. 1960.
- Hayward, M., Fletcher, (éd), Religion and the Soviet State: a dilemma of power, Pall Mall Press 1969.

Hazard, J. N., *The Soviet system of government*, 4ème éd., The Univ. of Chicago Press, Chicago et Londres, 1968.

Hegel, G. W. F., *La raison dans l'histoire*, Introduction à la philosophie de l'histoire, trad. nouvelle, introd. et notes par Kostas Papaioannou, 10/18, Paris, 1965.

Hegel, G. W. F., *Principes de la philosophie du droit*, trad. par Kaan, Gallimard, idées, Paris, 1968.

Hentsch, G., *Staline négociateur, une diplomatie de guerre*, La Baconnière, Neuchâtel, 1967.

Herz, J. H., *Political realism and political idealism, a study in the theories and realities*, The Univ. of Chicago press, Chicago, 1951.

Histoire du PCUS, éd. en langues étrangères, Moscou, 1964.

Ibn-Khaldoun: *Discours sur l'histoire universelle (Al-Muqaddima)*, Trad. par V. Monteil, Imprimerie catholique, Beyrouth, 1967.

Ici Prague, introduction et notes de Pelikan, J., Seuil, Paris, 1973.

Jaray, G. L., *Tableau de la Russie jusqu'à la mort de Staline*, Librairie Plon, Paris, 1966.

Jiline, Y., *Problèmes actuels du mouvement communiste*, APN, Moscou, 1972.

Johannet, R., *Le principe des nationalités*, nouvelle éd., Nouvelle librairie nationale, Paris, 1923.

Kaganova, R., *le Parti marxiste-léniniste, Parti de type nouveau*, APE, Moscou, 1974.

Kapoustine, O., *Le mouvement révolutionnaire mondial à l'étape actuelle*, APN, Moscou, 1972.

Kautsky, K., *Terrorism and communism*, The labour publishing co., Londres, 1920.

Kedourie, E., *Nationalism*, Hutchinson, Londres, 1960.

Kérimov, D., Tchekharine, E., *Socialisme, démocratie, idéologie*, APN, Moscou, 1973.

Khrouchtchev, N. S., *Texte intégral du rapport secret de K. Khrouchtchev*, Correa, Paris, 1956.

Kohn, H., *Nationalism, its meaning and history*, Nostrand, Princeton, N. J. 1955.

Kolarz, W., *La Russie et ses colonies*, trad. par J. et A.-M. Canu, Fasquelle, Paris, 1954.

Kolarz, W., *Religion in the Soviet union*, Macmillan, N.Y, 1961.

Korovin, E. A., (éd.) *International law*, Foreign languages publishing house, Moscou, 1960.

Koulitchenko, M., *Comment fut résolue la question des nationalités en URSS*, APN, Moscou, 1974.

Krassine, Y, Le léninisme et la révolution, APN, Moscou (s.d. 1972?).

Krassine, Y., La dialectique du processus révolutionnaire, APN, Moscou, 1972.

Kristian, A.A., The right of self-determination and the Soviet Union, Bo-reas, Londres, 1952.

Kulski, W.W., The Soviet Union in world affairs, a documented analysis 1962-1972, Syracuse Univ. Press, N.Y. 1973.

La Chine, trad. et préf. par Dangeville, R., Union générale d'édition, Paris 1973.

+ La deuxième Internationale et la question d'Orient, sous la direction de G. Haupt et M. Reberieux, Ed. Cujas, Paris, 1967.

Ladreit de Lacharrière, L'idée fédérale en Russie de Riourik à Staline, 862-1945, Pedoue, Paris, 1945.

Laloy, J, La politique extérieure de l'URSS, Inst. d'études politiques de l'Univ. de Paris. Amicale des élèves 1962-1963 (s.d.n.l.).

Laloy, J., Le socialisme de Lénine, Paris, Desclée de Brouwer, Paris 1967.

L'Anticolonialisme européen de Las Casas à K. Marx, textes choisies et présentés par Merle, A. Colin, Paris, 1969.

Latov, V., Le système électoral soviétique, APN, Moscou, 1974.

Le léninisme et l'unité du mouvement communiste international, APN, Moscou, (s.d. 1970?).

Le léninisme, étendard de la libération et du progrès des peuples, APN, Moscou, 1972.

Le marxisme et l'Asie, 1853-1964, textes trad. et présentés par Carrère d'Encausse, H. et Schram, S., A. Colin, collection U, 1965.

Lénine et Gorki, Lettres, souvenirs documents, éd. du progrès, Moscou, 1958.

Lénine, Marx (1914), Lénine, Marx, Engels, marxisme, éd. du progrès Moscou (s.d.).

Lénine, V .I., Le mouvement de libération nationale des peuples d'Orient, Ed. du progrès, Moscou, 1968.

Lénine, V .I., Œuvres choisies en 3 volumes, éd. en langues étrangères Moscou (s. d.).

Lénine, V.I., Œuvres complètes, 4ème édition, éd. sociales Paris, éd. en langues étrangères Moscou (Pour le détail v. les notes).

Les juifs soviétiques, mythes et réalité, 2^{ème} éd. APN, Moscou, 1972.

Les marxistes et la question nationale 1848-1914, études et textes par Haupt, G., Lowy, M., Weill, C., Maspero, Paris, 1974.

Lesage, M., Les régimes politiques de l'URSS et de l'Europe de l'Est, PUF, Paris, 1971.

Longuet, J., La politique internationale du marxisme, K. Marx et la France, Librairie Alcan, Paris, 1918.

+ Low, A. D.: Lenin on the question of nationality, Bookman associates, N.Y., 1958.

Luxembourg, R., The russian revolution, and lininism or marxism? Ann Arbor, Michigan, 1961.

Mahmassani, S., The principles of international law in the light of islamic doctrine, RCADIH 1966, t. 117.

Marcuse, H., Soviet marxism, a critical analysis, Columbia Univ. Press, N.Y. 1958.

Marks J. H. on citizenship in the Near East, in Humanoria islamica, vol. II/1974.

Marshall, R. H. (éd.) Aspects of religion in the Soviet union, 1917-1967 University of Chicago press, Chicago, Londres, 1967.

Marx, K., Engels, F., Collected works, vol. 1, Progress publishers, Moscou, 1975.

Marx, K., Engels, F., Écrits militaires, violence et constitution des États européens modernes, trad. et présente par Dangeville, Ed. l'Herne, Paris, 1970.

Marx, K., Engels, F., Idéologie allemande, éd. sociales, Paris, 1972.

Marx, K., Engels, F., Manifeste du parti communiste, éd. sociales, Paris, 1973.

Marx, K., Lettres à Kugelmann 1862-1872, Ed. sociales internationales, Paris, 1930.

Marx, K., Œuvres, économie, 2 vol., éd. établie par Rubel, Pléiade, Gallimard, Paris, 1963, 1968.

Marx, K., On colonialism and modernization, textes éd. et introd. par Schlomo Avineri, Anchor books, Doubleday, Garden city, N. Y., 1969 .

Marx, K., Textes choisis et annotés par Kanapa J., Ed. sociales, Paris, 1972.

Marx, K., The civil war in France, introd. by Engels, I. Publishers, N.Y. 1940.

Mazour, A.G., Finland between East and West, Nostrand, Toronto, N.Y., Londres, 1956.

Medvedev, R. A., De la démocratie socialiste, trad. par Geoffroy, Bernard Grasset, Paris, 1972.

Medvedev, R. A., Le stalinisme, origines, histoire conséquences, éd. du Seuil, Paris 1972.

Meisel, J. H., Kozera, E. S., Materials for the study of the soviet system, 2ème éd., the George Wahr publishing Co., Ann Arbor, Michigan 1953.

- Miège, J.-L., Expansion européenne et décolonisation de 1870 à nos jours, PUF, Paris 1973.
- Mirsky, D. S., Russia, a social history, The cresset Press, Londres, 1952.
- + Molnar, M., Marx, Engels et la politique internationale, Gallimard, Idées, Paris, 1975.
- Muir, R., Nationalisme et internationalisme, le point culminant de l'histoire moderne, trad. par Varigny, Librairie Payot, Paris, 1918.
- Nasriddinova, I., Une politique d'égalité et d'amitié, APN, Moscou, 1972.
- Nationalism, a report by a study group of members of the royal institute of I. Affairs, Oxford Univ.Press, Londres, N.Y., Toronto, 1939.
- Nouvelle Gazette Rhénane, trad., introd. et notes par Netter, Ed. sociales, Paris, 1971 .
- + Pipes, R., The formation of Soviet Union, communism and nationalism, 1917-1923, Harvard Univ. Press, Cambridge, 1954.
- Pirenne, J., Les grands courants de l'histoire universelle, vol. VI, de 1904 à 1939, éd. de la Baconnière, Neuchâtel, 1955.
- Pissargevski, O. (etc.) Les hommes, science, la société, éd. du progrès, Moscou (s.d. 1970?).
- Qu'est-ce que le communisme?_ Questions et réponses, APN, (s.d. n.l. Moscou 1974?).
- + Radjavi, K., La dictature du Prolétariat et le dépérissement de l'État de Marx à Lénine, Ed. anthropos, Paris, 1975.
- Ramadan, S., Islamic law, its scope and equity, 2nd ed. Macmillan Londres 1970.
- Rigby, T. H., Communist Party membership in the USSR, 1917-1967, Princeton Univ. Press, Princiton, N.J. 1968.
- Rousseau, Ch., Droit international public, Sirey, Paris, t. 2, 1974.
- Roux, J., Précis historique et théorique du marxisme-léninisme, Laffont, Paris, 1969.
- Rutych, N., Le Parti communiste au pouvoir en URSS 1917-1960, La table ronde, Paris 1961.
- Schapiro, L., The government and politics of the Soviet Union, 5ème éd., Londres, Hutchnison, 1973.
- Segesvary, V., Le réalisme Khrouchtchévien, la politique soviétique à l'égard du nationalisme arabe 1953-1960, Neuchâtel, éd. de la Baconnière, 1968.
- + Shaheen, S., The communist (bolshevik) theory of national self-determination its historical evolution up to the octobre revolution, van Hoeve, The Hague, 1956.
- Shevtsov, V.S., National sovereignty and the Soviet State, Progress publishers, Moscou, 1974.

- Smal-Stocki, R., The nationality problem of the Soviet Union and russian communist imperialism, The Bruce Publishing company, Milwaukee, 1952.
- Sobolev, A., Problème de la lutte pour l'unité du mouvement communiste. APN, Moscou, 1972.
- Staline, J., Le marxisme et la question nationale et coloniale, éd. sociales, Paris, 1949.
- Starushenko, G. B., Le principe de l'autodétermination des peuples et des nations dans la politique étrangère de l'État soviétique. Ed. du progrès (s.d. 1965?).
- Sturzo, Don L., Nationalism and internationalism, Roy publisners, N. Y. 1946.
- Suratteau, J.-R., L'idée nationale de la révolution à nos jours, PUF, Paris, 1972.
- Tchkhikvadze, V. M., L'État soviétique et le droit, Ed. du progrès Moscou, 1971.
- Tougouchi-Gajamée, M., L'URSS face au problème des nationalités, éd. Soledi, Liège, 1946.
- Tounkine, G. I. (éd.), Droit international contemporain, éd. du progrès, Moscou, 1972.
- Tounkine, G. I., Droit international public, problèmes théoriques, Pedoue, Paris, 1965.
- Trouch, H., Aux sources de la politique extérieure de l'URSS, APN, Moscou, 1970.
- URSS, questions et réponses 1917-1967, APN, Moscou (s.d. 1974?).
- Vavilov, A., L'ONU, le point de vue soviétique, APN, Moscou, 1974.
- Yakhot, O., Introduction au matérialisme historique, éditions du progrès, Moscou, 1972.